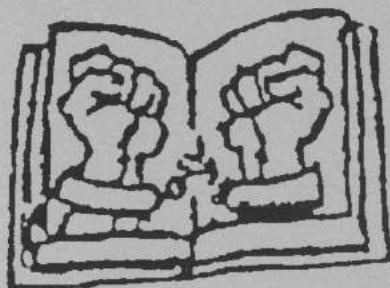


Cahiers du mouvement ouvrier



C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux

N° 1 - AVRIL 1998

Cahiers du mouvement ouvrier

Rédacteurs : Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine

ISBN en cours



SOMMAIRE

- Pourquoi les *Cahiers du mouvement ouvrier* ? p. 5
(Jean-Jacques Marie)

- Du bon usage des archives : comment les archives
révèlent ce qu'on leur demande p. 9
(Jean-Jacques Marie)

- La Grande Terreur : trois plénums
du comité central du Parti bolchevique russe
(décembre 1936, février-mars 1937, juin 1937) p. 23
(Vadim Rogovine)

- Pages de la Terreur p. 61

- Lutte contre le fascisme
et front unique en Allemagne en 1933-1934 p. 69

- Autour du procès du POUM (11 au 22 octobre 1938) p. 81
(Olivier Simon)

- A propos d'Artur London p. 95
(Jean-Jacques Marie)

- La Terreur blanche
(extrait de *Souvenirs d'une révolutionnaire*,
d'Irina Kachovskaia, socialiste-révolutionnaire de gauche) p. 101

- Pages oubliées : Friedrich Adler p. 109

- Chronique des falsifications p. 115
(Jean-Jacques Marie)

- Bribes d'histoire p. 131

- Fonds d'archives p. 139
— Le dossier Sedov du fonds Trotsky aux archives de Moscou ;
— L'organisation de la chasse aux opposants ;
— La provocation comme moyen de lutte contre l'opposition :
l'exemple de Nicolas Mouralov.

- Un livre utile : *Chronique d'une déraison (Moscou, 1937-1938)*
(Ioulia Piatnitskaia) p. 151

Remerciements

La traduction des textes de Vadim Rogovine a été assurée par Katia Dorey,
Catherine Prokhoroff et Jean-Jacques Marie

Pourquoi les Cahiers du mouvement ouvrier ?

Dans sa préface au *Livre noir du communisme*, Stéphane Courtois écrit : *“Aujourd’hui encore, le travail de deuil de l’idée de révolution telle qu’elle fut envisagée aux XIX^e et XX^e siècles est loin d’être achevé.”*

Ces lignes ont le mérite de la clarté. Au nom de l’offensive contre le “communisme”, c’est d’une attaque contre le mouvement ouvrier tout entier qu’il s’agit ; tous les courants qui se sont retrouvés dans la Première Internationale, quelles que soient leurs divergences, ont en commun une idée : le mouvement ouvrier a comme objectif l’émancipation de la classe ouvrière, qui passe par l’abolition du salariat et du patronat, c’est-à-dire du système capitaliste, et c’est à cette fin qu’il se constitue en force distincte et indépendante de l’Etat, de ses institutions et de tous les partis politiques bourgeois.

Les divergences sur les moyens, les formes d’organisation, la tactique, la stratégie peuvent être très grandes et engendrer des divisions profondes, mais chaque courant du mouvement ouvrier se forme alors et se définit ouvertement et publiquement par rapport à cette fin. C’est ainsi que, lorsque se constitue à Saint-Etienne, en 1881, le courant réformiste dit “possibiliste”, le document constitutif de ce courant, considéré comme le courant le plus modéré du socialisme en France, place délibérément ce dernier entièrement dans le cadre de l’héritage de la Première Internationale, c’est-à-dire à l’intérieur de la tradition constitutive du mouvement ouvrier :

« Considérant que l’émancipation des travailleurs doit être l’œuvre des travailleurs eux-mêmes...

— que l’assujettissement du travailleur au détenteur du capital est la source de toute servitude politique, morale et matérielle ;

— que, pour cette raison, l'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique ;

— que l'émancipation des travailleurs n'est pas un problème simplement local ou national, qu'au contraire ce problème intéresse toutes les nations civilisées, sa solution étant nécessairement subordonnée à leur concours théorique et pratique.

Pour ces raisons, le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire français déclare :

1) que le but final qu'il poursuit est l'émancipation complète de tous les êtres humains sans distinction de sexe, de race et de nationalité ;

2) que cette émancipation ne sera en bonne voie de réalisation que lorsque, par la socialisation des moyens de produire, on s'acheminera vers une société communiste dans laquelle "chacun donnant selon ses forces, recevra selon ses besoins" ;

3) que pour marcher dans cette voie il est nécessaire de maintenir, par le fait historique de la distinction des classes, un parti politique distinct en face des diverses nuances des partis politiques bourgeois ;

4) que cette émancipation ne peut sortir que de l'action révolutionnaire et qu'il y a lieu de poursuivre comme moyen la conquête des pouvoirs publics dans la commune, le département et l'Etat... »

Quel que soit le jugement que chacun peut porter sur l'activité ultérieure des "possibilistes", tel est en tout cas leur acte de naissance public.

Le secrétaire de la fédération des Bourses du travail, Fernand Pelloutier, qui représente un autre courant, très différent, du mouvement ouvrier (l'anarcho-syndicalisme), écrit en 1892 :

"Les luttes engagées depuis si longtemps entre la collectivité populaire et l'oligarchie capitaliste ne sont et ne pouvaient pas être autre chose que des escarmouches précédant la grande bataille où s'engloutira le vieux monde."

Il évoque l'avenir à préparer :

"Sur les ruines de la classe bourgeoise, jouisseuse et repue, s'élèvera ce quatrième état sans le travail duquel rien de ce qui est ne peut exister."

Lorsque, la même année, il soumet au congrès régional ouvrier de l'Ouest, réuni à Tours, une résolution sur la grève générale à préparer, son texte souligne parmi ses considérants :

"La formidable organisation sociale dont dispose la classe dirigeante rend impuissantes et vaines les tentatives amiables d'émancipation faites depuis un demi-siècle par la démocratie socialiste.

Il existe entre le capital et le salariat une opposition d'intérêts que la législation actuelle prétendue libérale n'a pu ou voulu détruire.

Le parti socialiste a acquis la certitude que seule une révolution pourra lui donner la liberté économique et le bien-être matériel conformes aux principes les plus élémentaires du droit naturel."

Si, pour Pelloutier, le moyen d'y parvenir est la grève générale et pour les "possibilistes" — ou "broussistes", comme on les appelle, du nom de leur dirigeant Paul Brousse — l'action politique quotidienne, les uns et les autres définissent leur action par rapport à une fin similaire et les uns et les autres la situent dans un cadre international. Pelloutier le soulignera en consacrant une partie importante de la fin de sa vie à publier à cette fin un journal intitulé *L'Ouvrier des deux mondes*.

La II^e Internationale a repris cette tradition jusqu'à son effondrement devant la guerre mondiale en 1914 ; l'Internationale communiste, ou III^e internationale, l'a perpétuée à son tour jusqu'à sa destruction intérieure par le stalinisme et son effondrement devant le nazisme en 1933. La IV^e Internationale, proclamée en 1938, a, à son tour, réaffirmé la continuité de cette même tradition fondatrice du mouvement ouvrier ; elle a été soumise à une persécution — dont la plus importante a été la liquidation physique des "bolcheviks-léninistes" ou "trotskystes" russes, effectuée en 1937-1938 dans les camps de concentration de Vorkouta, Magadan et autres — et à des pressions fantastiques.

Aujourd'hui, c'est toute cette tradition du mouvement ouvrier, les fondements mêmes sur lesquels il s'est édifié au milieu du siècle passé, sa réalité organique qu'une offensive sans précédent tente, sous le masque de l'histoire, de dénaturer et dont elle vise à interrompre la transmission.

Dans son "Journal en public" de *La Quinzaine* (1^{er}-15 décembre 1997), Maurice Nadeau le remarquait à sa manière en disant de deux coauteurs du *Livre noir*, Jean-Louis Panné et Stéphane Courtois :

« Ces historiens et universitaires, coauteurs de ce Livre noir du communisme, viennent de commettre une escroquerie (...). L'escroquerie consiste en ce que ce collectif d'auteurs appelle "communisme", ce qui en est précisément le contraire (...). Ce qui m'étonne, c'est que ce qui me semblait clair il y a soixante ans : que Staline, dix ans après la mort de Lénine, trois ans après l'exclusion et l'envoi en exil de Trotsky, Staline, avec qui la contre-révolution s'installe, soit tenu par des "historiens" et des "universitaires" d'aujourd'hui pour un "communiste" et ce qu'il incarne pour le "communisme". Où donc ont-ils fait leurs classes, ces "historiens" ? Pour

quelques-uns, tiens, pardi ! chez Staline, précisément. » Ou chez tel de ses voisins.

Dans sa tentative de détruire tous les courants indépendants du mouvement ouvrier et, au premier chef la IV^e Internationale, Staline avait tenté de remodeler et de détruire l'histoire même du mouvement ouvrier : il l'avait lui-même souligné en adressant une lettre à la rédaction de la revue historique *Proletarskaia Revolioutsia*, publiée dans le numéro de juin 1931 de cette revue, où il définissait les règles de la nouvelle histoire stalinienne : contre le trotskysme et contre l'héritage de Rosa Luxembourg, dans lesquels il incluait tout courant ou militant qui ne cédait pas à son diktat.

Au même moment, il donnait la dimension pratique de cette révision de l'histoire, imposant à la direction du Parti communiste allemand de concentrer toute son énergie non pas à combattre le nazisme, mais la social-démocratie, considérée comme l'ennemi principal, voire, dans certains cas, unique. Un texte reproduit dans ce numéro contient une formule plus qu'éclairante à ce sujet : il ne faut pas, affirme une directive de l'Internationale communiste à la direction du PC allemand, que l'arbre du nazisme cache la forêt de la social-démocratie.

Aujourd'hui, la tentative de destruction de la mémoire du mouvement ouvrier est reprise et développée, sous d'autres auspices, par des disciples de Staline ou par des convertis directs à la défense du capital. Les privatiseurs-destructeurs de l'économie russe de Moscou, Pétersbourg, Vladivostok et ailleurs sont la plupart du temps d'anciens nomenklaturistes reconvertis au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale.

Que le même phénomène se produise dans le domaine de l'histoire n'a rien d'étonnant. Les "sciences humaines" sont, moins que toute autre forme de connaissance et d'expression, indépendantes des relations sociales. C'est même un des secteurs où la commande sociale est exécutée avec la plus grande facilité.

Dans 1984, George Orwell insistait sur l'importance, pour un système totalitaire, du contrôle et donc de la déformation de l'histoire, qui débouche sur sa destruction. Sans doute, dans ce cas, l'imagination du romancier George Orwell se nourrissait-elle des souvenirs du militant ouvrier George Orwell engagé dans les milices du POUM pendant la révolution espagnole.

La défense du mouvement ouvrier, c'est aussi et en grande partie la préservation de sa mémoire, de son passé, de son histoire réelle, de plus en plus obscurcie. C'est à cette tâche que se consacrera cette revue.

Jean-Jacques Marie

Du bon usage des archives

(Jean-Jacques Marie)



Miliciennes de la CNT, le 19 juillet 1936.

Comment les archives révèlent ce qu'on leur demande

ARCHIVES secrètes de Moscou", "Révélations", "La vérité dévoilée par les archives", on n'en finirait pas d'énumérer le flot des annonces tapageuses qui révisent l'Histoire et servent, en passant, à débusquer un certain nombre "d'agents", notion flexible à souhait où l'on mêle agents de renseignements, agents d'influence, agents politiques, agents provocateurs, etc.

Après les *Aveux des archives de Prague*, de Bartosek, et avant le pavé du *Livre noir du communisme* (qui utilise d'ailleurs fort peu d'archives, vu l'incompétence linguistique de la majorité de ses auteurs, et d'abord de son maître d'œuvre), *Historia*, de novembre-décembre 1997, annonce "Les révélations des archives soviétiques".

L'édition française du *Lénine* de Volkogonov (amputée de moitié par rapport à l'original) est sous-titrée "Le vrai Lénine d'après les archives secrètes soviétiques".

"Les archives tchécoslovaques éclairèrent impitoyablement les événements de Prague", annonce *Historia*. Les interrogations sur le respect de certaines exigences minimales et sur les manipulations multiples auxquelles les archives sont soumises ou qu'elles permettent sont écartées par la sanctification de l'archive ou par des questions du genre : "Qui a peur des archives de Moscou ?" (couverture du *Point*).

Des archives à manier avec des pincettes

Soulignons d'abord que les archives des organismes dirigeants de multiples partis (et pas seulement staliniens), surtout celles des commissions de contrôle, de conflits ou de conciliation, sont riches en documents parsemés d'insinuations malveillantes, de détails douteux, d'affirmations gratuites, voire de calomnies. Il est plus commode d'exclure un gêneur pour affaire de mœurs, malversations financières — réelles, provoquées, grossières ou, le plus souvent, inventées — ou lien avec la police, que pour désaccord politique.

Salir l'exclu, c'est le meilleur moyen de le disqualifier et de l'isoler. Lorsque le PCF exclut André Marty, Jacques Duclos le traita de "policier". Lorsqu'en mai 1950, le secrétariat du comité central du PCUS limogea de l'Université de Moscou Present, l'adjoint du biologiste charlatan Trofime Lyssenko, qui faisait pousser du blé ramifié dans les colonnes de la *Pravda*, mais pas dans les champs, il retint contre lui huit griefs, dont l'accusation de débaucher ses étudiantes... et l'appartenance à un (mythique) groupe terroriste trotskyste à Odessa, en 1938 (1).

La seule vraie raison de son limogea — le fait d'être juif, alors que Staline

prépare sa campagne antisémite — est précisément la seule qui ne soit pas mentionnée.

Enfin, le recours à la calomnie (en particulier l'accusation de vol dans la caisse) est un procédé "politique" largement répandu. Que dire des rapports d'indicateurs, de provocateurs et de mouchards où l'incompréhension voisine avec le souci de plaire à ses supérieurs et de se pousser du col ? Que peut-on enfin tirer d'aveux extorqués et dictés ? Tout comme les juges ecclésiastiques obtenaient jadis des "sorcières" condamnées au bûcher de minutieuses descriptions de leurs rapports sexuels avec le démon, les inquisiteurs staliniens ont arraché aux accusés les aveux les plus extravagants, et leur pression perdurait au-delà de l'interrogatoire et du procès lui-même, car elle s'exerçait dans une situation et un climat politiques dont l'oubli conduit à travestir la vérité. A-t-on le droit d'utiliser la plus petite parcelle de ces "aveux" et des documents rédigés sous cette pression ? Le cadre des réhabilitations effectuées après la mort de Staline était impérativement tracé : le réhabilité pouvait mettre en cause les individus X ou Y, telle méthode ou telle "bavure", mais pas le système dans le cadre duquel les aveux avaient été arrachés. C'est la situation dans laquelle se sont trouvés des dizaines de milliers de condamnés, comme London en 1954-1955. Utiliser ce qu'ils ont alors dit ou écrit dans ces limites très contraignantes est abusif. Leur reprocher d'avoir joué le jeu, c'est exhiber un héroïsme rétrospectif à bon marché. Certes, il faut "*refuser de vivre dans le mensonge*", dira Soljenitsyne. Pas si facile, même pour lui, nous le verrons.

Des révélations de pacotille

Dans *Historia*, Françoise Thom, qui a conquis des galons de soviétologue en présentant la glasnost et la perestroïka comme une opération du KGB (2),

consacre un article à Nicolas Iejov, le chef du NKVD de la fin septembre 1936 à décembre 1938. Sa seule "révélation" palpitante (Nicolas Iejov était... "*bissexuel*" !) provient des aveux extorqués à Iejov par Beria, dont les services aimaient exiger de leurs victimes (surtout des anciens dignitaires) l'aveu de leur "pédérastie".

En octobre 1951, Staline fit arrêter plusieurs dirigeants juifs de la Sécurité d'Etat, dont l'un d'eux, Lev Schwarzman, fut invité à avouer, outre sa participation au complot juif pour s'emparer de la Sécurité, ses relations pédérastiques avec son propre fils, l'ambassadeur d'Angleterre et l'ancien dirigeant de la Sécurité d'Etat, Victor Abakoumov, donc lui aussi pédéraste ! Utiliser ces "aveux" arrachés par les bourreaux à leurs patients, anciens bourreaux eux-mêmes et qui connaissaient la musique pour en avoir joué, n'est-ce pas donner implicitement raison au procureur des procès de Moscou, Vychinski, pour qui "*l'aveu est la reine des preuves*" et cautionner les autres délires policiers staliniens ? Françoise Thom publie aussi un article sur "*Beria, alter ego de Staline ?*", illustré par une photo dont la légende affirme : "*Il voulait prendre la place de Staline.*"

Révélation aussi stupide qu'imaginable, qui ne s'appuie sur **aucun** document. L'évocation des archives peut donc servir à tout, même, voire surtout, quand elles n'existent pas.

Les archives utilisées comme feuilles de vigne

Le phénomène n'est pas nouveau. Le livre du Tchèque Karel Kaplan, publié en 1978 sous le titre *Dans les archives du comité central*, et sous-titré "*30 ans de secrets du Bloc soviétique*", en donnait déjà une excellente illustration. Secrétaire de la commission des réhabilitations, Kaplan avait eu accès à de nombreuses archives, dont il avait extrait des rensei-

gnements précis et précieux, mais subordonnés à la thèse politique centrale de son ouvrage : “*Staline prévoyait à brève échéance l’occupation de toute l’Europe*” (p. 101). “*Pour mener à bien l’opération militaire contre l’Europe, le bloc soviétique devait former une entité aussi monolithique que possible (...). Les procès des années 1951-1952 incarnent en quelque sorte l’inféodation absolue de la Tchécoslovaquie à Moscou en vue de l’occupation militaire de toute l’Europe*”(p. 168). Sous le sous-titre “*Staline se préparait à envahir l’Europe de l’Ouest*”, Kaplan évoque une conférence de janvier 1951 au Kremlin, avec Staline, Molotov (pourtant en disgrâce depuis 1949 !), “*qui dirigeait la séance (...), entourés d’une brochette de maréchaux et de généraux de l’Armée rouge*”. Staline “*développa l’idée de l’occupation militaire de toute l’Europe*” et expliqua : “*Aucune armée européenne n’est capable de s’opposer sérieusement à l’armée soviétique et il est même à prévoir qu’il n’y aura pas de résistance du tout. La force militaire actuelle des USA n’est pas très grande. Le camp soviétique possède donc temporairement une nette supériorité dans ce domaine. Elle n’est cependant que provisoire, pendant quelque trois à quatre ans (...). Seule une mobilisation totale de nos ressources nous permettra de saisir cette unique occasion d’étendre le socialisme sur l’Europe tout entière.*” Le lendemain, l’état-major soviétique fixa avec chaque délégation “*le nombre, la nature et l’affectation de leurs unités respectives à engager sur le théâtre des opérations militaires*” (pp. 165-166).

Kaplan dit tenir ce récit **oral** du ministre de la Défense tchèque de l’époque, Cepicka, qui, à sa demande, aurait rédigé pour le Premier secrétaire un texte écrit que Kaplan ne cite pas. Les résumés ou citations d’archives qui entourent cette révélation douteuse visent à la valider, comme les étais placés aux murs vacillants d’une vieille maison.

Cette pratique est florissante. Volkogonov mêle ainsi, pour démontrer la malversation de Lénine et du bolchevisme, un trafic de documents, que l’historien britannique Ronald Hingsley qualifie de “*maraudage dans les archives*”, et

l’utilisation frauduleuse de **l’absence de documents** ! Ainsi, abordant le “*grand secret*” de Lénine et l’argent allemand en 1917, Volkogonov fait du manque de documents d’archives un argument décisif. Son développement, réduit à quatre lignes dans l’édition française, est plus disert dans le texte russe : “*De nombreuses actions du cercle secret des bolcheviks ont été réalisées sur une base verbale, orale. Après la révolution d’Octobre, de nombreux, de très nombreux documents ont été détruits, d’autant plus que Lénine savait garder les secrets. Lénine avait comme passion solide, permanente, l’amour des secrets, des liens conspiratifs clandestins, des opérations secrètes. Le guide de la révolution russe était un grand-prêtre inégalable des secrets : historiques, politiques, moraux, de parti, révolutionnaires, diplomatiques, militaires, financiers, etc.*” (tome I, pp. 200-201).

Bref, l’inexistence de documents révèle... que Lénine avait quelque chose à cacher. Comme, à Stockholm, l’ancien révolutionnaire Parvus, devenu agent, affairiste, viveur et flambeur, a demandé aux Allemands pour préparer la révolution en Russie de l’argent qu’il a dépensé à sa convenance et que Soljenitsyne, “le grand romancier”, a, dans son *Lénine à Zurich*, **imaginé** une rencontre entre Parvus et Lénine, Volkogonov en conclut que les Allemands finançaient bien les bolcheviks.

Soljenitsyne a donné un brillant exemple de la méthode dès 1974 dans *L’Archipel du Goulag*, où il évoque une conversation de trois heures entre le “*Juif de Turquie*” Frenkel et Staline “*autour de 1929*”. Certes, “*le sténogramme de cette conversation ne sera jamais rendu public, il n’a purement et simplement jamais existé, mais, ajoute Soljenitsyne, il est clair (!) que Frenkel déploie devant le Père des Peuples les perspectives éblouissantes de la construction du socialisme grâce au labeur des détenus*”. Soljenitsyne détaille les propositions que Frenkel “*esquisse à touches hardies sur une carte de l’Union au rythme des bouffées que son interlocuteur tire de sa pipe. C’est Frenkel, et non un autre, et de toute évidence (!) précisément en cet-*

te occasion, qui propose le système universel d'enregistrement au camp par groupes A-B-C-D (...). C'est Frenkel, et personne d'autre, et précisément au cours de cet entretien, qui propose de renoncer au système réactionnaire qui consiste à nourrir les détenus sur une base égale (...). C'est encore lui qui propose les crédits (...). C'est vraisemblablement en cette occasion qu'est choisi le premier camp d'expérimentation, le grandiose *Bielomorstroï*" (tome II, p. 62).

Soljenitsyne reconstitue donc le contenu d'une conversation sans date, sans témoin ni procès-verbal. Du grand art ! Un détail néanmoins : Frenkel n'apparaît jamais dans le registre nominal des visiteurs reçus dans le bureau de Staline, du 9 décembre 1927 à sa mort en mars 1953 (3). Pour être belle, la rencontre entre le Juif de Turquie et l'homme à la pipe n'en est pas moins imaginaire. L'authenticité de nombre des témoignages cités par Soljenitsyne sur le Goulag ne saurait transformer en fait cette affabulation (et bien d'autres, qu'il a concoctées à la grande admiration des Nouveaux "Philosophes" d'hier et des "Historiens" du communisme d'aujourd'hui).

Des "révélations" fantômes, de vieux ragots

Les "révélations" consistent souvent non à verser du vin nouveau dans de vieilles outres, mais du vieux vin dans des outres rapiécées.

Ainsi, dans *Historia*, Yves Santamaria, l'un des onze auteurs du *Livre noir du communisme*, reproduit les litanies sur l'or allemand déversé sur les bolcheviks, réfutées jadis par Boris Souvarine (4) et que les archives présidentielles russes ne confirment pas : "*Le gouvernement du Kaiser n'a pas lésiné sur l'appui qu'il a consenti à ces marxistes russes (...). Jusqu'à leur défaite, les Allemands soutien-*

dront — militairement et financièrement — le nouveau régime" (p. 48).

Nicolas Werth répète la vieille antienne sur les camps de concentration prétendument fondés par Trotsky le 8 août 1918, alors que tout le monde à l'époque nommait ainsi les "camps d'internement" où, en période de guerre, on entassait ses adversaires faits prisonniers. Ces camps n'ont, et Werth le sait, d'autre rapport que le nom avec les camps de travail forcé et d'extermination fondés par Hitler et avec le Goulag de Staline, instrument de répression politique et de travail forcé de masse, même si, en période de famine généralisée, les conditions de survie pouvaient y être effroyables.

Les archives : une arme politique

Les documents d'archives, même non dénaturés, peuvent être utilisés comme simple arme politique. En juin 1957, sept des onze membres du présidium du comité central (l'ex-bureau politique) du PCUS, dont Malenkov, Molotov et Kaganovitch, tentent d'évincer Khrouchtchev. Ce dernier réunit le comité central, qui condamne le "groupe antiparti". Leur principal accusateur, le maréchal Joukov, bombarde les sept d'extraits d'archives parfaitement authentiques :

"J'ai en main une documentation authentique dont je réponds de chaque mot ; sur ces documents figurent les signatures originales de ces camarades. Des documents qui se trouvent dans les archives du Collège militaire de la Cour suprême, dans les archives du comité central, il découle que, du 27 février 1937 au 12 novembre 1938, le NKVD a reçu l'accord de Staline, Molotov et Kaganovitch pour que le collège militaire de la Cour suprême condamne à la peine suprême — la fusillade — 38 679 personnes."

Dans la seule journée du 12 novembre 1938, dit-il, Staline et Molotov ont sanctionné l'exécution de 3 167 personnes ; le 21 novembre, les mêmes et

Kaganovitch celle de 292 personnes, dont 45 anciens membres du comité central. Il cite des notes de Kaganovitch envoyant à la mort ses collaborateurs du commissariat du peuple aux Transports. Il ajoute : “*Sur Malenkov (...), j’ai des documents (...), des lettres de lui proposant d’arrêter des gens*”, plus 58 volumes de retranscription d’écoutes téléphoniques de dignitaires du régime conservés dans le coffre-fort de Malenkov, et commente : “*Si le peuple savait que du sang d’innocents coule aux bouts de leurs doigts, il ne les accueillerait pas par des applaudissements, mais par des pierres.*” Passion de la vérité ? Certes... Mais Joukov, chassé du comité central et de Moscou en 1946, avait aussi une revanche à prendre sur l’entourage de Staline. Savourant sa vengeance, il conclut imprudemment : “*D’autres camarades, d’anciens membres du bureau politique, sont eux aussi coupables. Je suppose que vous savez, camarades, de qui il est question, mais vous savez que ces camarades, par leur travail honnête, leur franchise, ont mérité que le comité central de notre parti, tout notre parti leur fassent confiance*” (5). Cinq mois plus, tard Khrouchtchev limogeait pour “bonapartisme” imaginaire cet impudent et imprudent maréchal, qui utilisait les archives de façon si meurtrière...

La méthode est banale. En décembre 1990, *Les Nouvelles du comité central du PCUS* publie sept pages de documents titrés “*Soljenitsyne demande conseil au comité central*”.

Au lendemain d’une réunion où Khrouchtchev a malmené plusieurs écrivains soviétiques, son assistant Lebedev lui résume par lettre un coup de téléphone de Soljenitsyne, qui déclare : “*Je suis profondément ému par le discours de Nikita Serguievitch Khrouchtchev et je lui exprime ma profonde gratitude pour l’attitude exceptionnellement bonne qu’il a vis-à-vis de nous, les écrivains, et vis-à-vis de moi personnellement, et pour la haute appréciation qu’il donne de mon modeste travail.*”

Il s’affirme prêt à retirer du répertoire sa pièce de théâtre sur le Goulag, qui suscite discussion. Lebedev conclut :

“*Soljenitsyne m’a demandé (...) de vous transmettre son salut le plus cordial et ses meilleurs souhaits. Il veut une fois encore vous assurer qu’il a bien compris votre souci paternel concernant le développement de notre littérature et de notre art soviétiques et il s’efforcera d’être digne de la haute dénomination d’écrivain soviétique*” (ce “souci paternel” exigerait sans doute le point d’ironie réclamé par Alphonse Allais !).

Puis une lettre de cinq grands intellectuels soviétiques demande en 1965 à la direction du PCUS d’attribuer un appartement moscovite à Soljenitsyne, gêné par le bruit à Riazan. Bref, Soljenitsyne apparaît comme un courtisan. Le pouvoir eltsinien a repris le procédé : en 1995, lorsque la télévision gouvernementale a supprimé l’émission hebdomadaire de Soljenitsyne, la revue d’archives présidentielles, *Istotchnik* (n° 3, 1995), a publié un billet chaleureux de Soljenitsyne à Cholokhov, daté de 1962, affirmant : “*J’apprécie hautement l’auteur du Don paisible.*” Or Soljenitsyne affimera ensuite un mépris de fer pour Cholokhov, auquel il dénierait la paternité du *Don paisible*, volé, selon lui, par Cholokhov à son véritable auteur ! Ce parangon de morale apparaît ici en demi-teinte...

Révélation imaginaires et révisionnisme

On objectera qu’il s’agit là de manœuvres politiciennes et que l’utilisation des archives par les historiens relève d’une démarche scientifique et non politique. Vite dit. Les archives (ou leur évocation) servent en fait souvent de feuille de vigne à des thèses préétablies. Ainsi, près de 10 des 120 pages d’*Historia* sont consacrées à Katyn, en Biélorussie, où le NKVD, au printemps 1940, abat 4 143 officiers polonais, puis près de 6 000 autres à Kozielsk, Ostarkhov et Starobielsk. Annette Wieviorka y écrit que la “*question de Katyn est peut-être la plus honteuse de la guerre*” (p. 106). Plus

honteuse que Baby Iar, où les nazis et la police ukrainienne massacrèrent près de 100 000 Juifs ? Plus honteuse que la liquidation des Juifs lituaniens par la police lituanienne et les nazis ? C'est que Katyn sert à mettre en cause, au-delà du NKVD, de Staline et de Beria, l'URSS elle-même en tant que système social.

Ces pages ont donc une fin idéologique, tout comme le dénigrement insidieux auquel a été soumis l'an passé le *Livre noir sur les crimes nazis en URSS*, où les Juifs soviétiques, loin de voir dans la guerre un affrontement entre deux totalitarismes, révèlent un réel patriotisme soviétique. La photographie ornant l'article d'Annette Wiewiorka porte la légende : "*Les accusés à Nuremberg ne manquent pas de manifester leur surprise devant l'habileté des Soviétiques à réécrire l'histoire de la guerre.*" Les accusés, c'est-à-dire les chefs nazis, représenteraient-ils donc, sur ce point, la vérité face au mensonge ?

Les archives, couverture d'un choix sélectif et orienté

On a là l'exemple typique d'un choix orienté. Personne ne s'est, en soixante-quinze ans, penché sur une énigme tragique voisine : le 25 avril 1920, Pilsudski, le chef de la Pologne, envahit l'Ukraine, prend Kiev, que, face à la réaction de l'Armée rouge et de la population, il doit évacuer le 12 juin, en faisant sauter l'église Saint Vladimir, la gare, le château d'eau, l'usine électrique.

Dans sa contre-offensive, l'Armée rouge franchit la frontière polonaise, échoue devant Varsovie à la mi-août et reflue de près de 400 kilomètres. Pendant sa retraite, 40 000 soldats rouges sont capturés et entassés dans des camps de concentration, dont celui de Sztalkowo.

Presque aucun d'entre eux ne réapparut jamais. Auraient-ils choisi la liberté ?

Non pas. Officiellement, plus de 6 000 soldats rouges — selon certains, plus de 8 000 — sont enterrés à Sztalkowo. D'après les autorités polonaises, la quasi-totalité de ces 40 000 disparus seraient morts du choléra. Des milliers de détenus avaient pourtant été mis gratuitement à la disposition des fermiers et entrepreneurs polonais de la région.

Or une note de la deuxième section de l'état-major polonais en date du 4 mai 1921 (n° 2015/C) ordonne à la direction du camp de Sztalkowo de "*rapatrier immédiatement dans le camp les prisonniers de guerre russes bolcheviks, occupés à des travaux agricoles en dehors du camp, dans des entreprises privées, dans des établissements d'Etat (...). Les brigades de travail de prisonniers pour lesquelles sont donnés des ordres spéciaux de liquidation ne sont pas concernées par cet ordre de retour*"(6).

L'état-major s'inquiétait de la propagande bolchevique développée par ces prisonniers, pourtant soumis au préalable à une inquisition : "*Es-tu pour Trotsky et Lénine ?*" La réponse "*pour Trotsky*" valait 50 coups de fouet, "*pour Lénine*" 25.

Les disparus de Sztalkowo et d'ailleurs n'intéressent personne.

Des camps de concentration dans la Pologne catholique et (très peu) démocratique ; des soldats-paysans faisant de la propagande bolchevique, fi donc !

Ces 40 000 prisonniers disparus après la victoire de la civilisation occidentale sur le bolchevisme, sous la direction du général Weygand, n'illustrent pas la perversité intrinsèque du communisme. Qu'ils dorment en paix.

Les archives elles-mêmes ne sont pas neutres

L'intérêt des archives est donc subordonné à la décision préalable de l'historien : que veut-il montrer ou démontrer ?

Dès lors, que cherche-t-il ? Comment exploite-t-il ce qu'il trouve ? Croire que "l'historien du communisme" arrive sans préjugés dans les archives et que ce serait la découverte (due au hasard ?) des documents qui orienterait d'elle-même ses conclusions est bien naïf. On peut lui appliquer la phrase du Dieu de Pascal : "*Tu ne me chercherais pas si tu ne m'avais trouvé !*" Et puis les archives sont elles-mêmes composées, leur élaboration est un élément de la fabrication de l'histoire. Il ne s'agit pas simplement de la distinction nécessaire entre un document authentique et un faux (7), mais de la nature même des documents authentiques, de la décision qui a présidé à leur conservation et à leur classement, à leur sélection ou à la disparition de certains d'entre eux, de leur choix par l'historien, de la connaissance par ce dernier de la langue dans laquelle les documents sont rédigés, de leur interprétation, de leur utilisation

Ainsi, en décembre 1979, Molotov a confié aux archives de l'Institut du marxisme léninisme soixante-dix-sept lettres et notes de Staline à lui adressées, dont la grande majorité couvrent les années 1925-1930, et une douzaine seulement les années 1931-1936. Or la correspondance de Staline avec lui n'a pu s'interrompre en 1936. Molotov a donc fait un tri. L'utilisation des lettres déposées (fort intéressantes) est limitée par notre ignorance des raisons de ce probable tri effectué par un homme qui a déclaré : "*Il y aura un musée Staline à Moscou (...). Le rôle joué par Staline est immense. Je suis sûr que son nom se relèvera et occupera dans l'histoire un rang glorieux*" (8) et qui peut donc avoir éliminé ce qui gênerait cette perspective.

C'est évidemment une banalité que d'évoquer le nettoyage des archives et le document disparu. Il faut néanmoins y insister. Au plénum du comité central de juin 1937 du Parti bolchevique, Staline a fait voter (à l'unanimité, bien entendu), une résolution officialisant l'usage de la torture contre les (prétendus) ennemis du peuple. Ce texte est introuvable. Un télégramme chiffré de Staline du 10 janvier 1939 y fait allusion, mais ce télégramme est introuvable dans les archives centrales. On en a par hasard trouvé une co-

pie dans les archives du PC du Daghestan, où, contrairement aux ordres manifestement reçus (mais on n'a pas de trace non plus de cet ordre hautement vraisemblable), un fonctionnaire paresseux a oublié de le détruire. Lors du plénum du comité central consacré au "*groupe anti-parti*" de Molotov-Malenkov-Kaganovitch, en juin 1957, Khrouchtchev évoque ce texte en rappelant que Kaganovitch avait, peu avant, demandé qu'on le recherche pour le détruire... mais le travail avait déjà été fait depuis longtemps.

Le fonds Ordjonikidzé venu des fonds du bureau politique enfin transmis par les archives présidentielles en 1996 ne comporte que quatre dossiers, avec des pièces sans intérêt ; or le conflit entre Staline et Ordjonikidzé, qui se conclut par le suicide de ce dernier le 17 février 1937, a été un élément important dans la vie politique des sommets du Parti communiste russe de 1932 à 1937... Le fonds a donc été scrupuleusement nettoyé. De quoi ? Par qui ? Quand ? Pourquoi ?

Le fonds Mikoïan ne comporte que seize dossiers, dont aucun après 1937. Il a lui aussi été nettoyé.

Le sens de la sélection

Après le choix du sujet, la sélection des documents, qui découle du choix préalable de l'historien, joue un rôle essentiel. C'est ainsi un cliché que de présenter la politique des bolcheviks à l'égard des paysans pendant la guerre civile, de 1918 à 1920 (réquisition forcée de leur production pour nourrir la ville affamée et l'Armée rouge) comme le produit d'un choix idéologique. Mais au comité central du Parti libéral Cadet, le 20 août 1917, un dirigeant cadet, Kaufman, déclarait : pour faire face à la crise alimentaire (moins grave qu'en 1918) "*au gouvernement, on envisage déjà la possibilité d'organiser des expéditions militaires pour prendre le pain aux paysans*" (9). Bonne ou mauvaise (c'est une autre question), la réquisition paraissait

donc dictée par les circonstances. Mais oublier ce projet du gouvernement provisoire permet de présenter les réquisitions de 1918-1920 comme un pur produit de l'idéologie.

Documents trafiqués

Encore s'agit-il là de documents authentiques, quoique partiels. Or les archives sont parsemées de documents orientés, voire fabriqués. Ainsi, selon diverses sources, lors des élections au comité central du Parti communiste russe, à la fin du XVII^e Congrès, en janvier 1934, Staline, rayé par 292 délégués, fut élu en dernière position sur une liste comportant le même nombre de candidats que de places. C'était une atteinte insupportable — quoique dissimulée aux simples délégués — au prestige du secrétaire général. Dans son très documenté *Assassinat de Kirov*, Alla Kririllina réfute cette version en s'appuyant sur le procès-verbal officiel du dépouillement conservé dans les archives du comité central. Mais ce document, qui n'enlève à Staline que trois voix, est bien douteux : le vote a été dépouillé dans treize sous-commissions et les résultats collationnés par une commission centrale de dépouillement de 63 membres, dirigée en fait par Lazare Kaganovitch (fidèle de Staline à 200 %, selon Molotov lui-même), flanqué de deux fidèles, et présidée par Vladimir Zatonski. Or 60 membres de la commission, dont Zatonski, sauf les trois acolytes sûrs, furent fusillés entre 1936 et 1938. Selon Mikoïan, sur deux sous-commissions, il manquait une trentaine de voix à Staline. Kaganovitch a falsifié le résultat du vote et ceux qui en savaient trop ont été liquidés. Le document archivé est donc ici un élément de manipulation et de falsification de l'histoire.

Le document apparemment authentique ne va pas sans problème non plus. Ainsi, la lettre rédigée en 1953, lors du prétendu complot des médecins-assassins (en majorité juifs), dit des Blouses blanches, vitupère ces médecins en ne

citant que des noms de Juifs, maudissant "tous les projets des Vovsi, des Kogan, des Feldmann, etc.", accusant les "ennemis de la liberté des nationalités et de l'amitié des peuples (...) de vouloir transformer les Juifs de Russie en espions et en ennemis du peuple russe", tout en dénonçant l'antisémitisme. Cette lettre, finalement publiée en janvier 1997, porte une liste de noms (dont les écrivains Vassili Grossman, Ilya Ehrenbourg, Samuel Marchak, Marguerite Aliquer, etc., le physicien Lev Landau, le pianiste Emile Guillels, le compositeur Blanter, etc.), mais on n'a retrouvé aucune signature, alors qu'il y en eut beaucoup. Blanter a déclaré à l'un des rescapés de l'affaire après sa libération : "Chaque matin, j'ouvrais la Pravda les mains tremblantes de peur d'y trouver ce document infâme avec ma signature" (10). La liste publiée est sans aucun doute un projet établi ou visé par Staline. Les signatures recueillies (mais quelles sont-elles ?) ont sans doute été détruites. Pourquoi ? Pour protéger tel ou tel (le membre du bureau politique Kaganovitch ?) ou masquer des refus, signes d'un échec ?

Pendant longtemps, une liste de cinq ou six refus a circulé ; on y trouve le nom d'Ilya Ehrenbourg, mais ni celui de Vassili Grossman ni celui de Lev Landau, pourtant antistaliniens de très longue date, alors qu'Ehrenbourg avait de tout aussi longue date été un utile compagnon de route des campagnes staliniennes ? Auraient-ils accepté alors même qu'Ehrenbourg osait écrire à Staline pour expliquer la maladresse nocive de la lettre ? Ou est-ce ce qu'on a cherché à nous faire croire ? La liste orale est-elle innocente et fiable ?

Le journal de l'assassin de Kirov, Nikolaïev, largement utilisé par Alla Kririllina, pose un problème identique. Nikolaïev n'avait pas de machine à écrire. Or le texte archivé de son journal est tapé à la machine, sans doute par les dactylos du NKVD de Leningrad.

A quel moment ? Avant le 4 décembre, modifications ou coupures correspondraient aux intérêts de la direction du NKVD de Leningrad, soucieuse

d'écarter l'accusation de négligence ; après son remplacement par des hommes de Staline, le 4, elles auraient dissimulé des faits gênants pour Staline et introduit des éléments favorables à son utilisation de la mort de Kirov. Rien ne permettant de trancher, le "document" ne prouve donc pas grand-chose.

Le monde des "agents", ou l'histoire comme manipulation

Le jeu des révélations accorde une place centrale à la découverte des "agents", mot utilisé à tout va et dans tous les sens possibles. On met sur le même plan, à travers l'utilisation du même mot, l'agent de renseignement, qui se vend et vend ce qu'il peut savoir contre espèces sonnantes et trébuchantes à un "État étranger", et le militant communiste, qui, au lendemain de la révolution russe, agressée de toute part, s'est engagé pour participer à sa défense et choisit ou accepte de réaliser ce choix politique en luttant contre les services d'espionnage ou de contre-espionnage des États ennemis ou en collectant des informations utiles dans ce combat. A l'exemple du plus connu, Ignace Reiss, dans les années 1920, des centaines de communistes, en particulier de pays d'Europe centrale dominés par des régimes dictatoriaux, ont donné cette forme à leur combat militant dans la continuité du combat révolutionnaire auquel ils avaient pris part. L'une des escroqueries du stalinisme est précisément d'avoir utilisé au compte de "l'antifascisme" les convictions de milliers d'hommes et de femmes de par le monde pour la seule défense de ses intérêts d'État et de caste.

En juin 1937, Ignace Reiss, communiste polonais, qui s'était engagé dans les services de renseignements soviétiques de l'Armée rouge pour servir de cette manière la révolution mondiale, considère que le stalinisme n'a rien à voir avec le communisme pour lequel il se bat depuis son adolescence. Il rompt

donc avec Staline et les services secrets. Dans une lettre au comité central du Parti communiste russe, il dénonce les procès de Moscou et annonce sa décision de poursuivre son combat pour le socialisme en adhérant à la IV^e Internationale. Il fut assassiné par deux tueurs staliniens. Karel Bartosek écrit à son propos dans *Les Aveux des archives* : "L'agent soviétique Ignace Reiss, en protestation contre Staline, avait cessé de coopérer avec la centrale de Moscou" (pp. 290-291).

Reiss serait donc un "agent" comme Orlov, envoyé par le NKVD en Espagne pour y organiser l'assassinat des militants anarchistes, poumistes, trotskystes, communistes dissidents, voire un vulgaire espion. Pour faciliter la confusion Bartosek oublie tout simplement de signaler que, dans sa lettre ouverte à Staline, Ignace Reiss annonce qu'il rejoint les rangs de la Quatrième Internationale, décision qui cadre évidemment assez mal avec sa définition comme "agent". Il s'agit de démontrer que "communiste" est synonyme d'agent et d'espion. Bartosek cite la phrase **orale** du défunt beau-frère du secrétaire du PC tchécoslovaque Slansky, condamné à mort lors du procès de Prague de novembre 1952 et pendu : "Le Komintern a été la plus grande organisation d'espionnage qu'ait connue le monde entier." Ce mort bien pratique sert ainsi de document d'archives à lui tout seul ; il ne peut ni confirmer ni infirmer ces propos, qui ne prouveraient d'ailleurs rien, mais qui prétendent porter par beau-frère interposé la caution du secrétaire du Parti communiste tchécoslovaque et principal condamné des procès de Prague de novembre 1952 lui-même ! La thèse centrale d'un livre intitulé *Les Aveux des archives* est donc fondée sur une déclaration orale invérifiable, mais dont le sens est clair : Internationale communiste = espionnage, de sa fondation en 1919 pour aider à la révolution mondiale à sa dissolution en 1943 par Staline, désireux d'amadouer Roosevelt et Churchill (la phrase dit en effet "a été" et non "est devenu").

L'utilisation du mot "agent" relève donc d'un tour de passe-passe politique assez grossier. Ainsi, selon Karel Barto-

sek, Artur London — membre du PC, puis du gouvernement tchécoslovaque — serait un agent, recrutant des agents de renseignements (dénusés d'ailleurs de tout renseignement) pour le parti dont il est officiellement membre. Etrange "agent". Bartosek n'hésite pas à utiliser contre les London une lettre de Jacques Duclos, que Trotsky accusait d'être le représentant du Guépéou au bureau politique du PCF. Ce Duclos est certainement un témoin fiable, lui qui, en janvier 1935, accusait Trotsky d'avoir organisé l'attentat contre Kirov, le premier secrétaire du PC de Leningrad. Sa lettre date du 14 janvier 1953, le lendemain de l'annonce au monde entier du prétendu complot des médecins, dans lequel Duclos risquait de se voir entraîné. Ce document ne peut avoir qu'une valeur : montrer comment Duclos prépare sa défense. Quant à prendre ce qu'il dit pour argent comptant...

Pour Stéphane Courtois, Eugène Fried, représentant de l'Internationale communiste, serait le "*chef secret du Parti communiste français*". Chargé de transmettre et d'y faire appliquer les consignes de la direction stalinisée de l'Internationale communiste qui n'a elle-même pas la moindre autonomie de décision, il n'était pourtant le chef de rien du tout.

Pierre Cot — compagnon de route affiché du stalinisme — est qualifié par Thierry Wolton, après Stéphane Courtois, d'"agent soviétique actif et important" — dont l'activité semble pourtant se limiter à des commentaires et des rapports politiques bien banals et à un appui public à toutes les campagnes staliniennes. Thierry Wolton, dans *Historia*, cite le résident du NKVD à Washington, Zoubiline, qui, dressant une liste "*de Français réfugiés aux Etats-Unis susceptibles (sic) de travailler pour le NKVD*", précise : "*Nous les contrôlons tous à travers Pierre Cot.*" Cette formulation fanfaronne ne peut qu'attirer les soupçons : comment quelqu'un pourrait-il "contrôler", en tant qu'agent de renseignements, toute une liste de futurs agents éventuels encore ignorants de leur recrutement prochain ? Pierre Cot était sans doute leur mentor politique. Une

simple note d'agent des services secrets suffirait à faire basculer un individu du rôle d'agent politique au rôle d'agent d'espionnage. La personne de Pierre Cot est en elle-même de peu d'intérêt, mais la méthode utilisée à son égard est révélatrice

L'essentiel n'est pas là ; il est, au-delà de tel ou tel détail, véridique ou fabriqué, dans une conception de l'histoire qui réduit tout à la manipulation.

Des millions d'hommes à travers le monde tentent depuis le XIX^e siècle de contribuer à faire leur propre histoire en construisant ou faisant vivre partis et syndicats ouvriers. Ils ne seraient en fait que des marionnettes sur un théâtre d'ombres. Toutes les ficelles seraient tirées dans la coulisse par les vrais acteurs, cachés aux yeux de tous.

Les adhérents et militants sont donc trompés ; ils croient agir, alors qu'ils sont manipulés. Les forces sociales ne sont plus que des pions sur un échiquier où règnent en maîtres les appareils policiers et leurs agents.

L'ultime avatar de cette conception est formulé par Vitali Chentalinski dans *Les Surprises de la Loubianka. Nouvelles découvertes dans les archives littéraires du KGB*. Evoquant l'arrestation en 1919 de la voiture de Lénine par des bandits, il écrit que la "*rencontre*" de Lénine et de leur chef, Kochelkov, « fut celle de deux parrains, de deux "*maîtres de la ville*" et, pour tout dire, de deux brigands de grand chemin (...). Les bolcheviks ont pris le pouvoir avec des méthodes de bandits et l'ont renforcé par le sang et la violence en piétinant les lois élémentaires de la morale et du droit. Sous ce prisme, Kochelkov n'apparaît que comme une pâle image, banale et quotidienne, du terroriste rouge" (pp. 10 et 26).

Les archives peuvent vraiment servir à tout.

Jean-Jacques Marie

(1) CRCEDHC, fonds 17, inventaire 118, dossier 890.

(2) "*Le KGB a certainement été à l'origine de la glasnost (...). Une des innovations de la perestroïka a été*

l'application à l'intérieur de l'URSS des techniques mises au point par le KGB en Occident (Le Moment Gorbatchev, Hachette 1991, p. 199).

(3) Publié dans *Istoricheski Arkhiv*, à partir du n° 6, 1994.

(4) Cf. Boris Souvarine : *Controverse avec Soljenitsyne*, Allia, 1990, pp. 77 à 105.

(5) *Istoricheski Arkhiv*, 3, 1993, pp. 17 à 20.

(6) Cf. *Il faudrait demander à Boudionny*, in *Komsomolskaia Pravda*, 19 mai 1994.

(7) Les faux font des ravages. A la fin des années 1990,

le faux attribué au colonel de l'Okhrana Eremine représentant Staline comme un agent de la police secrète tsariste, publié par *Life* en mai 1956, a connu un vif succès en Russie après celui qu'il avait connu à l'Ouest. Un historien russe, Aroutiounov, a même prétendu en avoir découvert l'original aux archives de la fédération (GARF). Le faux est pourtant patent.

(8) Felix Tchouïev : *Conversations avec Molotov* (Albin Michel, 1996, pp. 277-278).

(9) GARF, fonds 523, inventaire n° 2, dossier 20.

(10) Jacob Rapoport, *A la frontière de deux époques*, Moscou 1988, p. 68.

**lo Stato
Operaio**
Rassegna di politica proletaria
L'ETAT OUVRIER (Revue mensuelle)
C.D.L.P., 25, rue d'Alsace, Paris (10^e)

**Per la salvezza dell'Italia
riconciliazione del popolo italiano!**

**Agli operai e ai contadini,
Ai soldati, ai marinai, agli avieri, ai militi,
Agli ex-combattenti e ai volontari della guerra abissina,
Agli artigiani, ai piccoli industriali e ai piccoli esercenti,
Agli impiegati e ai tecnici,
Agli intellettuali,
Ai giovani,
Alle donne,
A tutto il popolo italiano !**

ITALIANI !

L'annuncio della fine della guerra d'Africa è stato da voi salutato con gioia, perchè nel vostro cuore si è accesa la speranza di veder, finalmente, migliorare le vostre penose condizioni di esistenza.

PER LA SALVEZZA DELL'ITALIA, RICONCILIAZIONE DEL POPOLO ITALIANO! 539

Voi rendete omaggio alla memoria di Filippo Corridoni. Ma l'ideale per il quale Corridoni combattè tutta la vita fu quello di conquistare alla classe operaia il diritto di essere padrona del proprio destino. Il sindacalismo di Corridoni esprime la lotta degli sfruttati contro gli sfruttatori, e sognò la vittoria degli sfruttati, la loro redenzione dall'oppressione capitalistica.

**FASCISTI DELLA VECCHIA GUARDIA !
GIOVANI FASCISTI !**

Août 1936 : l'appel du PC italien à l'unité avec les "fascistes de la vieille garde" et les "jeunes fascistes" pour la réalisation du programme fasciste de 1919.

La Grande Terreur

(Vadim Rogovine)

**Trois plénums
du comité central
du Parti bolchevique russe
(décembre 1936, février-mars 1937,
juin 1937)**

Après le premier procès de Moscou d'août 1936, qui condamne à mort les seize accusés, dont Zinoviev, ancien membre du bureau politique et ancien président de l'Internationale communiste (1919-1926), et Kamenev, ancien membre du bureau politique, ancien président du soviet de Moscou et ancien responsable de l'édition des *Œuvres complètes* de Lénine, Staline prend un ensemble de dispositions pour préparer le déchaînement de la terreur généralisée contre le parti lui-même et ses responsables à tous les niveaux. Le 25 septembre, il remplace à la tête du NKVD Iagoda par Iejov, qui va donner à la période la Grande Terreur son nom, la Iejovchtchina.

Les trois plénums (réunions plénières) du comité central qui suivent (4-7 décembre 1936, 23 février-5 mars 1937, 23-29 juin 1937) constituent trois étapes décisives dans l'organisation de cette terreur.

Le premier des trois est resté clandestin : la presse, à l'époque, n'en dit pas un mot. Il ne figurera pas dans le calendrier officiel des plénums du comité central.

Du second, qui dura onze jours, seuls le rapport et le discours de conclusion de Staline furent publiés et reproduits dans une brochure intitulée *L'Homme, le capital le plus précieux*.

Quant au troisième, la discussion de ses quatre premières journées ne fut exceptionnellement pas sténographiée et l'ordre du jour officiel ne porte que sur les débats anodins des trois derniers jours.

Dans son ouvrage *1937*, Vadim Rogovine a étudié en détail ces trois plénums. Ce sont les chapitres consacrés à ces trois moments clés que nous publions ci-après (NDLR).

Pour faciliter la compréhension du texte de Vadim Rogovine, il faut rappeler les faits suivants : le premier procès de Moscou (19-24 août 1936) s'est achevé par la condamnation à mort des seize accusés (dont Zinoviev et Kamenev), que le NKVD avait contraints à mettre en cause dans leurs "aveux" dictés les anciens dirigeants du parti, dits "droitiers" : Nicolas Boukharine, membre du bureau politique de 1919 à 1929, président de l'Internationale communiste de 1926 à 1929 ; Alexis Rykov, membre du bureau politique de 1923 à 1929, successeur de Lénine à la présidence du Conseil des commissaires du peuple de 1924 à 1930 ; Michel Tomski, président du Conseil central des syndicats de 1917 à 1929. Les "droitiers" avaient été hostiles à une industrialisation rapide et à la collectivisation agricole.

Le 23 août, Tomsky s'est suicidé. Le deuxième procès de Moscou (23-30 janvier 1937) s'achève par la condamnation à mort de la plupart des accusés, dont Piatakov, ancien trotskyste, puis adjoint de Sergo Ordjonikidzé au commissariat à l'Industrie lourde. Sokolnikov et Radek sont condamnés à dix ans de prison. Le chef du NKVD, Iejov, a auparavant organisé des confrontations entre Boukharine et Rykov et plusieurs accusés ou anciens "droitiers" arrêtés. Le 18 février, Sergo Ordjonikidzé, jusqu'alors fidèle de Staline, se suicide. A la veille du plénum, qui s'ouvre le 23 février, Boukharine, présentant sa dénonciation, décrète une grève de la faim de protestation.

Le document Rioutine brandi contre Boukharine et Rykov est un texte antistalinien rédigé en 1932 par les membres — arrêtés en septembre 1932 — d'une Union des marxistes-léninistes, dont l'ancien "droitier" Martemian Rioutine. Pour eux, "*Staline et sa clique tuent le communisme*".

Mark Goloviznine a aidé Vadim Rogovine pour les plénums de décembre et de juin.

N.B. : La transcription finale des noms russes en "i" ou "y" étant purement conventionnelle, nous ne l'avons pas unifiée.

Le plénum du comité central de décembre 1936

LA réunion du comité central de décembre 1936, consacrée essentiellement à la fabrication du "dossier Boukharine-Rykov", marque une nouvelle étape dans le déchaînement de la terreur.

A la veille de cette réunion, alors que Rykov manifestait plus de réalisme, Boukharine entretenait encore une illusoire lueur d'espoir. Comme en témoigne Larina, il s'était sincèrement réjoui en apprenant le remplacement de Iagoda par Iejov.

« Si paradoxal que cela paraisse aujourd'hui, Boukharine voyait alors en Iejov un être peu cultivé, certes, mais honnête et sans méchanceté. "Il n'ira pas jusqu'à fabriquer des faux", imaginait-il naïvement avant la réunion de décembre » (1).

Boukharine avait également favorablement interprété un événement survenu lors des fêtes de la révolution d'Octobre. Il venait de prendre place à la tribune des invités, près du mausolée, quand un soldat s'approcha pour lui dire : "Le camarade Staline a demandé de vous faire savoir que vous n'êtes pas à votre place. Montez sur le mausolée." Boukharine fut flatté de cette marque de bienveillance et espéra qu'il allait enfin réussir à s'entretenir avec Staline. Mais Staline se tenait à une place éloignée de la sienne et partit avant la fin de la manifestation.

Ce même jour de fête fut très éprouvant pour Rykov. Avant de partir à la re-

présentation solennelle au Bolchoï, il crut avoir perdu son billet d'invitation. Il réagit avec une grande nervosité, disant à ses proches que son absence pourrait être interprétée comme une protestation, qu'on pourrait grossir le fait et porter contre lui de nouvelles accusations (2).

Après les fêtes d'Octobre, rien ne changea pour Rykov et Boukharine. Au début, Boukharine avait supposé qu'on lui proposerait de "travailler tranquillement", mais il n'avait aucune nouvelle ni de la rédaction ni du comité central. "Plus le temps passait depuis cette mémorable journée, plus il s'angoissait. Vers la fin novembre, il était si nerveux qu'il ne pouvait plus du tout travailler" (3). Dans une lettre à Staline, écrite à la veille de la réunion du comité central, Boukharine rappelait sa lettre à Iejov, restée sans réponse, et décrivait son état d'extrême faiblesse : "Je suis actuellement nerveusement épuisé, depuis plus de dix jours je ne vais pas à la rédaction, je reste couché, mortellement abattu. Je ne suis sorti que pour écouter ton rapport (au congrès panrusse des soviets, V. R.). Bien sûr, pour toute explication, je me traînerai où l'on voudra" (4). C'est dans cet état qu'il se rendit à la réunion du comité central.

Cette réunion, dont la presse ne fut pas informée, eut lieu les 4 et 7 décembre 1936. Dans l'intervalle, se tint la dernière séance du congrès extraordinaire des soviets, où fut adoptée la Constitution. L'événement fut fêté par une grande manifestation dans les rues de

Moscou. Mais la majorité des membres du comité central étaient loin d'avoir le cœur en fête.

Deux points étaient à l'ordre du jour :

1. — Examen du texte définitif de la Constitution de l'URSS ;

et 2. — Rapport du camarade Iejov sur les organisations antisoviétiques trotskistes et droitières.

Le premier point fut réglé en moins d'une heure. Les participants, invités à exprimer leurs remarques sur le texte qui devait être adopté le lendemain par le congrès des soviets, proposèrent quelques amendements qui, n'ayant pas eu l'assentiment de Staline et des autres membres du bureau politique, furent rejetés sans avoir été mis au vote. Puis Staline fit une modification de forme, qui fut adoptée également sans vote. Sur ce, s'acheva l'examen du premier point et la parole fut à Iejov.

Il donna les chiffres concernant les "trotskistes" arrêtés dans un certain nombre de régions : plus de 200 dans la région de la mer d'Azov-mer Noire, plus de 300 en Géorgie, plus de 400 à Leningrad, etc. D'après le rapport de Iejov, dans toutes ces régions, on avait découvert des groupes de comploteurs dirigés par de hauts responsables du parti.

Le rapport de Iejov prouve que, lorsque se tient le comité central, ses services ont déjà, pour l'essentiel, "mis au point" le procès public à venir. Iejov donne les noms de presque tous les futurs accusés et annonce que Sokolnikov, Piatakov, Radek et Serebriakov avaient constitué un "centre de réserve" susceptible de remplacer le centre principal "au cas où celui-ci serait arrêté et anéanti".

Comblant les lacunes du procès précédent, Iejov affirma que le "bloc trotsko-zinoviéviste" n'avait pas réussi à déployer son activité de sabotage, tandis que le "centre de réserve" avait depuis 1931 mené "une intense activité de sabotage extrêmement nuisible pour notre économie". Comme exemple de cette activité de diversion et de sabotage, Iejov citait abondamment les témoignages d'accusés, directeurs d'usines militaires, d'entreprises chimiques, dirigeants des

chemins de fer, etc. Attisant la haine envers les "saboteurs", il mentionna que Piatakov, ordonnant une entreprise de diversion, avait dit à un exécutant qui parlait des victimes possibles parmi les ouvriers : "Quelle idée de plaindre ces gens-là ?" (5).

Une autre "lacune" du précédent procès était comblée par les déclarations concernant l'activité d'espionnage des "trotskistes" et leurs complots avec des gouvernements étrangers.

Cette accusation frappait non seulement Sokolnikov et Radek, mais même Kamenev, qui aurait mené des pourparlers avec l'ambassadeur de France (6).

Staline et Molotov, pas très satisfaits des falsifications de Iejov, l'interrompaient sans arrêt pour "corriger" ses affirmations. Quand Iejov parla pour la première fois d'espionnage, Staline jugea bon "d'ajouter" que Chestov et Rataïtchak "avaient reçu de l'argent des services de renseignement allemands". Interrompant à nouveau le rapport, Staline déclara : les trotskistes avaient un programme, qu'ils dissimulaient de crainte que "le peuple ne s'indigne" s'il venait à être connu. Ce programme, d'après Staline, revenait à rétablir l'initiative privée, "à ouvrir toutes grandes les portes au capitalisme anglais et au capitalisme étranger en général", etc.

Les "compléments" fournis par les "chefs" sur les gouvernements étrangers avec lesquels les "trotskistes" avaient comploté font clairement apparaître qu'ils ne s'étaient pas encore bien entendu, même entre eux, sur les crimes qu'il convenait d'imputer aux futurs accusés. Après une réplique de Staline sur les "liens" des "trotskistes avec l'Angleterre, la France, l'Amérique", Iejov s'empressa d'enchaîner sur les négociations des "trotskistes" avec "le gouvernement américain", "l'ambassadeur français", etc. Il s'ensuivit un échange confus :

Iejov : "Ils ont tenté de négocier avec les milieux gouvernementaux anglais, et pour ce faire ont noué des liens (**Molotov** : "... avec les Français...") avec de grands industriels français (**Staline** : "Vous avez dit anglais") Excusez-moi, français" (7).

D'ailleurs, un mois et demi plus tard, au procès du "centre antisoviétique trotskiste", les références à l'espionnage avec les Etats-Unis, l'Angleterre et la France furent abandonnées, puisqu'il avait été décidé de donner à ces "liens" une connotation exclusivement fasciste.

Passant des "trotskistes" aux "droitiers", Iejov fit le récit des confrontations de Boukharine et Rykov avec Sokolnikov. Bien que Boukharine et Rykov eussent été réhabilités après ces confrontations, Iejov déclara que lui-même et Kaganovitch étaient "absolument certains" qu'ils "étaient au courant de tous les plans terroristes et autres du bloc trostko-zinoviéviste".

Maintenant, affirma-t-il, de nouveaux accusés ont donné la composition du "centre droitier" et des groupes terroristes organisés par lui et il poursuivit : "Avec la meilleure volonté, je n'ai vraiment pas pu faire moins que d'arrêter, je crois, une dizaine de personnes aux Izvestia", sous-entendant évidemment que Boukharine avait truffé sa rédaction "d'ennemis".

En conclusion, Iejov affirma que "la directive du comité central dictée par le camarade Staline sera exécutée jusqu'au bout, nous déracinerons cette saleté trostko-zinoviéviste et l'anéantirons physiquement" (8).

A la différence de la réunion suivante du comité central, en février-mars, les participants "de base" ne lancèrent pratiquement aucune réplique "d'encouragement" pendant le discours de Iejov. Seul Beria fit preuve de zèle, ne cessant de s'exclamer : "Quel salaud !", "En voilà une canaille!", "C'est une honte!", "Ça, c'est fort !", "Les fumiers, il n'y a pas d'autre mot !"

Boukharine prit ensuite la parole et commença par affirmer qu'il pensait lui aussi qu'"à l'heure actuelle, tous les membres du parti, à tous les niveaux, doivent manifester la plus grande vigilance et aider les organes compétents à exterminer ces salauds qui se sont livrés à des actes de sabotage, etc. Je suis heureux que tout cela ait été découvert avant la guerre... Pour que nous sortions de cette guerre victorieux."

Après avoir considéré les accusations portées contre lui comme "une sorte de diversion politique" de la part des trotskistes, Boukharine affirma qu'il n'avait rien de commun "avec ces saboteurs, ces parasites, ces canailles". Rejetant la possibilité même d'un rapprochement avec les trotskistes, il raconta que, lors d'une rencontre chez Gorki avec Romain Rolland, il avait dissipé les doutes de ce dernier sur l'activité criminelle des trotskistes, si bien que, "jusqu'à maintenant, Romain Rolland ne se conduit pas comme André Gide". Il en appela personnellement à Ordjonikidzé, rappelant que, dans une conversation avec ce dernier, il avait porté un jugement négatif sur Piatakov.

Soulignant qu'il était personnellement intéressé à "démêler toute cette affaire", Boukharine réaffirma qu'il "maudissait toute cette sale affaire" (c'est-à-dire les "crimes" des "trotskistes").

Après avoir déclaré : "Il n'y a pas un mot de vrai dans toutes ces calomnies", il prononça la sacramentelle déclaration de fidélité : "Je jure, quoi que vous en pensiez, quoi que vous décidiez, que vous me croyiez ou non, que toujours, jusqu'à mon dernier souffle, je resterai fidèle à notre parti, à notre direction, à Staline. Je ne dis pas que j'aimais Staline en 1928. Mais maintenant je l'affirme, je l'aime de toute mon âme. Pourquoi ? Parce que je comprends à quel point il est indispensable que notre dictature soit forte et centralisée."

En conclusion, Boukharine déclara : "Je ne m'inquiète pas pour mon sort personnel, peu m'importe comment je vais vivre ou mourir, ce qui m'importe, c'est mon honneur politique, pour lui je me battrais tant que j'existerai" (9).

Après ce discours, Staline prit immédiatement la parole pour dissiper l'impression d'innocence qu'il aurait pu produire sur les participants. Il commença par affirmer que "Boukharine n'a absolument pas compris ce qui se passe... Il jure de sa sincérité, exige qu'on lui fasse confiance. Bien, parlons de sincérité et de confiance." Et Staline rappela comment Zinoviev, Kamenev, Piatakov et les autres "trotskistes" avait abjuré leurs "er-

reurs". Puis il s'adressa à Boukharine : "N'est-ce pas vrai, camarade Boukharine ?", et celui-ci répondit aussitôt : "C'est vrai, j'ai dit la même chose."

Parlant ensuite des aveux récents de Piatakov, Radek et Sosnovski, Staline poursuivit : "Allez croire après ça à la sincérité des gens ! Nous devons bien conclure qu'on ne peut pas croire sur parole un seul ancien opposant. Et les événements de ces deux dernières années ont démontré avec évidence, parce qu'ils l'ont démontré dans les faits, que la sincérité était une notion relative. Et en ce qui concerne la confiance envers les anciens opposants, nous leur avons fait tellement confiance... (Rumeur dans la salle. Des voix s'élèvent : "C'est vrai !"). Il faudrait nous fouetter pour toute cette confiance, cette confiance sans bornes que nous leur avons accordée."

Après quoi, Staline se permit des affirmations qui ne pouvaient passer que dans l'atmosphère empoisonnée "d'idiotisme totalitaire" de cette réunion. Il déclara que "les anciens opposants en sont venus, pour conserver ne fut-ce qu'une once de confiance de notre part et démontrer une fois encore leur sincérité, à accomplir un acte encore plus grave, il se sont mis à se suicider".

Enumérant une série assez impressionnante de suicides de dirigeants connus (Skrypnik, Lominadzé, Tomski, Khandjian, Fourer), Staline affirma que tous ces gens avaient eu recours au suicide pour "brouiller les pistes (...), déstabiliser le parti, endormir sa vigilance, pour une dernière fois avant de mourir tromper le parti et le bernier... Ils se sont suicidés par peur que tout soit découvert, pour ne pas être déshonorés devant le monde entier... Voilà un des moyens les plus retors et les plus faciles (sic !, V. R.) par lesquels on peut, avant de mourir, en quittant ce monde, cracher une dernière fois sur le parti, le tromper."

Ainsi Staline prévenait sans ambiguïté ceux qui pouvaient être accusés dans les futurs procès que leur éventuel suicide serait considéré comme une nouvelle preuve de leur duplicité.

Après avoir énoncé ces "arguments", Staline s'adressa à Boukharine : "Per-

sonnellement, je ne dis rien contre toi. Peut-être as-tu raison, peut-être pas. Mais on ne peut pas prendre la parole ici pour dire que vous ne m'avez pas fait confiance, vous ne croyez pas à ma sincérité à moi, Boukharine. Vous voulez, camarade Boukharine, qu'on vous croie sur parole ? (Boukharine : "Non, ce n'est pas ce que je demande"). Alors, si ce n'est pas ce que vous voulez, ne vous indignez pas que la question soit posée devant le comité central... Et n'essayez pas de nous emberlificoter avec vos pleurnicheries ou votre suicide" (Voix dans la salle : "C'est juste !" Applaudissements prolongés) (10).

Après Staline, Rykov eut la parole et déclara "devoir reconnaître totalement la justesse de tout ce qui avait été dit" par Staline, "la justesse en ce sens que nous vivons une époque où la duplicité et le mensonge envers le parti ont pris de telles proportions et un caractère si subtil, pathologique, qu'il serait tout à fait étrange qu'on nous croie sur parole, moi ou Boukharine".

De même que Boukharine, Rykov ne rejeta que les accusations qui le concernaient personnellement. Il raconta qu'après les aveux de Kamenev, il avait demandé à Iejov "de faire préciser à Kamenev où et quand je l'avais rencontré pour que je puisse réfuter ces mensonges. On m'a dit que Kamenev n'avait pas été interrogé sur ce point, et maintenant il est trop tard, on l'a fusillé."

Démentant l'existence d'un "centre droitier", Rykov déclara que sa dernière rencontre hors d'un cadre officiel avec Boukharine remontait à 1934 et qu'au cours des deux dernières années, il n'avait vu Tomski que très rarement et n'avait jamais abordé avec lui aucun sujet politique. Le seul "aveu" de Rykov se limitait à une déclaration de Tomski selon laquelle "Zinoviev, en 1934, se plaignait d'être seul, de ne pas avoir d'amis et l'avait invité dans sa datcha". Il avait déconseillé à Tomski de s'y rendre en disant "qu'une telle rencontre, c'est déjà le début d'un regroupement" et il ajouta que, maintenant, "ce fait me donne la conviction que Tomski avait quelque chose à voir avec cette affaire". Puis il

dit qu'il pensait, comme Staline, que le "suicide était une façon de brouiller les pistes" et que le suicide de Tomski "constituait une preuve très forte contre lui".

Rykov acheva son discours en disant : "Je démontrerai, je ne cesserai de crier qu'il y a là (dans les déposition faites contre lui, V. R.) diffamation, mensonge, calomnie pure et simple. Je n'ai jamais été un fasciste, je ne le serai jamais, je n'ai jamais rien dissimulé et ne le ferai jamais. Tout cela, j'en ferai la preuve" (11).

Staline jugea bon d'intervenir pendant l'intervention de Rykov pour expliquer pourquoi, un mois et demi auparavant, il avait donné son accord à la "réhabilitation" de Boukharine, ce qui donna lieu à l'échange de répliques suivant :

Staline : "Voyez-vous, après la confrontation entre Boukharine et Sokolnikov, il nous a paru qu'il n'était pas fondé de vous faire passer en jugement, toi et Boukharine. Mais, comme communistes, il nous restait un doute. Il nous semblait que, sans aucun doute, toi et Tomski et peut être Boukharine vous ne pouviez pas ignorer que ces salauds tramaient de noires machinations, et vous ne nous aviez rien dit."

Une voix dans la salle : "C'est un fait."

Boukharine : "Camarades, comment pouvez-vous penser une chose pareille ?"

Staline : "Mais il nous semblait que ce n'était pas suffisant pour vous faire passer en jugement... J'ai dit de ne pas toucher à Boukharine, d'attendre... Nous ne voulions pas vous livrer au tribunal, nous vous avons épargnés, c'est ma faute, nous avons eu pitié" (12).

Après Rykov, il y eut cinq intervenants, chacun y mettant du sien pour faire monter la pression de l'hystérie politique. Eïkhe affirma que "les faits découverts par l'instruction dévoilent à la face du monde entier le visage bestial du trotskisme. Ce qui a été découvert ces temps derniers est sans commune mesure avec le sabotage que nous avons découvert (précédemment)".

Il compléta les "faits" communiqués par Iejov par une information sur la

conduite des trotskistes pendant leur transfert par convoi de la Sibérie occidentale, où ils étaient exilés, dans les camps de Kolyma. On sait que quand on les regroupait pour le départ, les trotskistes scandaient des slogans antistaliniens. Mais Eïkhe préféra dissimuler le contenu réel de leurs mots d'ordre, leur attribuant un appel adressé aux soldats qui les gardaient : "Les Japonais et les fascistes vous égorgeront et nous les y aiderons." Dans cet appel inventé par lui, Eïkhe trouvait un moyen commode de manifester sa férocité : "Camarade Staline, nous sommes trop tendres. Il suffit de lire ces rapports sans malice à de simples soldats non membres du parti (...) pour fusiller n'importe lequel d'entre eux" (n'importe quel trotskiste, V. R.) (13).

Molotov "développa" la thèse de Staline sur le suicide comme "moyen de lutte contre le parti" de la façon suivante : "Le suicide de Tomski est un complot, un acte préparé à l'avance et avec plusieurs personnes que Tomski a convaincues de se suicider pour porter à nouveau tel ou tel coup contre le comité central" (14).

L'intervention de Sarkissov, secrétaire du comité régional du Donetsk, fut également empreinte de fanatisme, il décrivit en détail comment il avait tenté de "laver la tache" de sa biographie, sa participation à l'opposition de gauche dans les années 1920. "Bien que j'aie rompu depuis dix ans avec ces salauds, dit-il, il m'est pénible de me souvenir que j'ai été lié à ces canailles fascistes."

Après avoir énuméré les noms de nombreux "trotskistes" "démasqués" récemment par lui, il poursuivit : "J'ai toujours considéré, en ce qui me concerne, qu'il est triplement du devoir de tout ancien opposant (...) de montrer la plus extrême vigilance et de démasquer les trotskistes et les zinoviévistes. Plus encore, j'ai adopté comme principe de n'accepter à aucun poste, et notamment dans le parti, quiconque a été autrefois dans l'opposition. Je raisonne ainsi : le parti me fait confiance, mais moi je ne peux pas transférer cette confiance du parti à d'autres. Si moi, responsable du parti

auquel le CC fait confiance, je dissimule ne fût-ce qu'un seul ancien trotskiste, je me retrouverai dans le camp de ces fascistes" (15).

Le sommet de l'ignominie fut atteint par Kaganovitch, qui, de concert avec Staline, joua à la tribune, sur les tombes encore fraîches de Zinoviev et Tomski, une farce sinistre qu'on pourrait appeler "l'affaire du chien". Racontant les résultats de "l'enquête" qu'il avait menée (dès le printemps 1936, Tomski avait été sollicité de faire des "dépositions" sur ses "liens" avec Zinoviev), Kaganovitch dit :

"Et enfin, en 1934, Zinoviev invite Tomski à prendre le thé dans sa datcha... Après le thé, Tomski et Zinoviev partent dans la voiture de Tomski pour choisir un chien pour Zinoviev. Vous voyez quelle amitié, même le chien ils vont le choisir ensemble, ils ont besoin l'un de l'autre... (Staline : "Quel genre de chien, de chasse ou de garde ?"). Ça, ce n'est pas établi... (Staline : "Ils l'ont trouvé, ce chien ?"). Ils l'ont trouvé. Il se cherchaient un compagnon à quatre pattes, quelqu'un qui soit comme eux, qui étaient des chiens... (Staline : "C'était un bon chien ou un mauvais, le sait-on ?" Rire). Cela a été difficile à établir pendant la confrontation... Tomski a dû reconnaître qu'il aidait Zinoviev au point de l'accompagner pour chercher un chien" (16).

Le cynisme de Kaganovitch se manifesta par la façon dont il motiva une accusation plus grave contre Boukharine :

Kaganovitch : *"Vous n'avez pas réussi à mettre à exécution votre lâche projet d'assassiner Kirov, ce sont les trotskistes-zinoviévistes qui l'ont fait. Vous saviez qu'il préparaient cet assassinat."*

Boukharine : *"C'est une monstrueuse, une sanglante calomnie."*

Kaganovitch : *"(...) Tomski a témoigné qu'il était chez Zinoviev en 1934, Pouvait-il ignorer leurs plans ?" (17).*

En lisant le sténogramme de la réunion de décembre, on éprouve involontairement l'impression d'un monde irréel, infernal. La salle écoute, muette,

des "dirigeants" qui, déchaînés, énoncent de pures âneries pour démontrer "les liens entre les complotteurs". Les "accusés" ne défendent qu'eux-mêmes, non seulement sans risquer un mot de doute sur la culpabilité de ceux qui, hier encore, étaient leurs camarades, mais reprennent à leur adresse les injures les plus effrénées.

On ne peut comprendre cette "logique" monstrueuse que si l'on considère que cette dreyfusade n'était que le dernier maillon d'une chaîne de falsifications des positions et des actes de leurs opposants politiques à laquelle s'étaient livrés, tout au long de la décennie précédente, accusateurs et accusés. Tous les participants avaient déjà maintes fois approuvé les persécutions politiques contre les opposants sur la base d'accusations mensongères. Mettre en doute de nouvelles accusations, encore plus monstrueuses, contre les anciens opposants, c'était mettre en doute la légalité de toute la lutte antérieure contre l'opposition avec ses méthodes barbares. Pas un seul intervenant ne put s'y résoudre, tous ayant d'une façon ou d'une autre pris part à cette lutte.

Tout cela ne signifie pas néanmoins qu'à cette étape, Staline eût déjà atteint son but, qui était de s'assurer le soutien total, inconditionnel, du comité central à ses provocations. C'est ce qui explique ses manœuvres ultérieures — notamment après une nouvelle tentative de Boukharine, qui, au matin du 7 décembre, adressa une déclaration à tous les membres et candidats du comité central. Dans ce document, Boukharine maintenait sa tactique antérieure : approuver sans condition toutes les accusations portées contre les "trotskistes" et même y apporter des "preuves" complémentaires — et en même temps se défendre comme un stalinien modèle, dévoué, calomnié par les "trotskistes". Assurant qu'il n'avait pas "un atome de divergence avec la ligne du parti (...) et qu'il avait ardemment défendu cette ligne toutes ces dernières années", Boukharine s'associait au "constat d'un malheur commun découlant de la virtuosité particulière des trotskistes" à se dissimuler. Plus encore, il critiquait la ver-

sion selon laquelle les trotskistes et les zinoviéviistes n'auraient pas eu de programme et aurait été mus par la seule soif du pouvoir.

Semblant aider Staline à corriger cette version inepte qui était à la base du procès des 16, il écrivait :

« *En ce qui concerne les trotskistes, ils ont leur presse, leurs documents, même leur soi-disant, si vous le permettez, IV^e Internationale. Leur programme, imprégné de bout en bout par la haine contre-révolutionnaire contre l'URSS et contre notre parti, est tout à fait actuel et il permet de comprendre leur tactique défaitiste et leur recours à la terreur. Tout cela découle de leur thèse de la transformation de la "bureaucratie" en URSS en nouvelle classe exploiteuse (thermidor achevé), de leur refus forcené de notre politique extérieure (tant en ce qui concerne l'URSS que l'Internationale), leur rejet de la tactique des Fronts populaires comme une trahison, le rejet de toutes nos positions sur la défense de la patrie, etc. Nourrissant une haine farouche pour les bases mêmes de notre politique (et encore plus envers ceux qui la représentent) et compte tenu du caractère centralisé de notre pouvoir, ils ont mis la terreur à l'ordre du jour.* »

Sur les mêmes bases, Boukharine se désolidarisait de la plate-forme de Rioutine, qualifiée de "*sale brouet contre-révolutionnaire*" (18).

Malgré tout son désir d'apporter sa contribution à la "dénonciation du trotskisme", Boukharine ne comprenait pas qu'exposer, même de façon grossièrement déformée et tendancieuse, les positions de Trotski était, à cette étape, totalement inacceptable pour Staline : à travers leur interprétation même la plus outrée, le lecteur pouvait saisir les idées réelles que craignait tellement Staline. Au mépris de la logique et du bon sens, le "programme trotskiste" devait n'être représenté que comme un appel au défaitisme, au sabotage, à l'espionnage et à la "*restauration du capitalisme*".

Inacceptable pour Staline était également le refus de Boukharine d'accepter la thèse de Kaganovitch sur la transformation de tous les anciens groupes d'op-

position en "*bandes contre-révolutionnaires*". Mais Boukharine n'était pas tellement éloigné de cette thèse quand il affirmait que "*tous les types d'opposition se transforment, s'ils ne s'arrêtent pas à temps, en contre-révolution, qui conduit à la restauration du capitalisme*".

Partant de ces prémices, il considérait comme une possibilité « *qu'Ouglanov et Cie aient évolué d'une façon indépendante, mais sans aucun rapport ni aucun lien avec moi : déçus par la "trahison" de Boukharine, ils ont pu chercher ailleurs* ». "*Si Ouglanov a reconnu qu'il avait préparé le meurtre de Kirov, ajoutait-il, ce fait terrible prouve combien il est tombé bas, en continuant la lutte au lieu de s'arrêter.*"

Indigné d'être accusé de "*liens criminels*" avec les accusés, Boukharine n'exprima pas l'ombre d'un doute quant à la culpabilité de ses anciens amis et collaborateurs. Répondant à l'accusation d'avoir conservé son amitié pour Radek, il écrivait : "*Il m'est moi-même maintenant particulièrement pénible de reconnaître que je me suis laissé prendre à la duplicité particulièrement habile de cet individu corrompu.*"

Dans ce domaine, tout ce à quoi se risqua prudemment Boukharine, c'est d'indiquer que les staliniens les plus orthodoxes avaient eu des "*liens*" avec les "*criminels*". Fâché "*qu'on ait tenté de lui faire porter la responsabilité quasiment pour toute l'Académie*", où, à cette époque, on avait arrêté un grand nombre "*d'ennemis*", il déclara que "*cette partie du front est, d'une façon générale, très infectée. C'est pourquoi, par exemple, dans la commission historique de Jdanov (il entendait par là le jury présidé par Jdanov du concours pour les manuels scolaires d'histoire, V. R.), on a débusqué une quantité d'ennemis et que tout le front des jeunes historiens n'existe plus (Boukharine désignait par cet euphémisme les arrestations massives d'historiens de la fin 1936, V. R.)*".

Cette partie des explications de Boukharine s'achevait sur l'affirmation suivante : s'il était déclaré responsable pour tous ses anciens élèves et partisans, alors tous les anciens participants à l'opposi-

tion de gauche aujourd'hui membres du comité central devaient répondre pour Trotsky, Zinoviev et autres "terroristes".

Pour ce qui est des accusations contre d'autres que lui, Boukharine ne mit en doute que les "exagérations flagrantes", par exemple l'affirmation de Kaganovitch selon laquelle Tomski aurait gardé des liens avec Zinoviev jusqu'en 1936, "alors qu'on sait que, depuis la fin 1934, Zinoviev était en prison".

Ne reconnaissant pour lui-même qu'un manque de vigilance, Boukharine protestait "qu'on en tire la conclusion de sa participation au banditisme trotskiste" et demandait au comité central d'adopter "des conclusions pratiques après une analyse minutieuse des faits, et non sur la base de la seule intuition politique". Comprenant et même partageant la "logique" de la "justice" stalinienne, il remarquait qu'après la décision du comité central le concernant, l'instruction judiciaire n'aurait plus qu'à justifier cette décision "impérative pour le juge d'instruction, impérative pour le juge (si l'affaire venait au tribunal), impérative — si étrange que cela paraisse — même pour l'accusé s'il est encore membre du parti. L'enquête ne peut déclarer blanc ce que la plus haute instance du parti a déclaré noir."

Partant de ces prémisses, Boukharine tentait d'en appeler à la conscience et au bon sens des participants. Caractérisant l'atmosphère qui régnait, il écrivait :

« Tout le monde dispose des documents (non confirmés par les confrontations), sauf les accusés ; l'accusé est étourdi par des accusations soudaines et monstrueuses qu'il entend pour la première fois. Conditionnés par toute une série de choses (la façon de poser la question, les documents non vérifiés, la position du rapporteur, la presse, les formules qui deviennent des directives comme les "sous-fifres et complices" de Molotov [20]), tous disent : "Je suis convaincu", "Il n'y a pas de doute", etc. A l'accusé, on dit en face : nous ne te croyons pas, il faut vérifier chacune de tes paroles. Mais par ailleurs, tout ce que disent les accusés-accusateurs est pris pour argent comptant. Il est donc

difficile de se défendre. Bien sûr, dans l'atmosphère actuelle, personne ne se risque à prendre la défense d'un accusé. Et après ? A l'étape suivante, après la décision impérative du parti, cette défense est pratiquement impossible" (21).

Cette déclaration pouvait ébranler de nombreux participants. C'est pourquoi Staline avait préparé sa contre-offensive. Contestant la bonne foi de l'instruction menée par Jejev, Boukharine et Rykov avaient déclaré devant le comité central qu'on ne leur avait accordé qu'une confrontation avec le "calomniateur" Sokolnikov et avaient demandé une confrontation avec leurs autres accusateurs. C'est pourquoi, le 7 décembre, la réunion avait été ajournée pendant quatre heures. Pendant ce temps, Boukharine et Rykov avaient été confrontés à Piatakov, Sosnovky et Koulikov, tirés de leur prison. Staline, Molotov, Vorochilov, Kaganovitch, Ordjonikidzé, Mikoïan, Andreïev et Jdanov assistaient à cette confrontation.

Sosnovsky déclara qu'il avait eu "une conversation politique" avec Boukharine, au cours de laquelle "il étaient tombés d'accord sur le fait que la terreur était une méthode juste".

Piatakov rappela qu'en 1928, Boukharine lui avait lu son programme et que lui, Piatakov, l'avait aussitôt communiqué aux membres du groupe stalinien du bureau politique. A cet unique fait exact, Piatakov ajouta qu'au début des années 1930 il avait informé Boukharine des directives de Trotsky sur la terreur et le sabotage. Qu'après avoir échangé leurs avis sur cette question, Boukharine, Rykov et Tomski lui avaient déclaré partager le point de vue de Trotsky et que le centre droitier était lui-même parvenu à des conclusions analogues (22).

Pendant la confrontation, Staline et Odjonikidzé posèrent des questions à Piatakov : ses aveux étaient-ils volontaires ou obtenus sous la pression ? Piatakov répondit qu'aucune pression n'avait été exercée sur lui. Racontant cet épisode à la réunion du comité central de février-mars, Vorochilov ajouta pendant la confrontation : « Piatakov savait qu'il

allait être fusillé... Quand Sergo a posé la question, il a eu un geste de la main et il a dit : "Je sais ce qui m'attend". » (23).

La confrontation avec Koulikov s'avéra particulièrement périlleuse pour Boukharine : celui-ci affirma que le "centre" des droitiers avait participé à la rédaction de la plate-forme de Rioutine. Quand Boukharine dit qu'il n'avait pris connaissance de cette plate-forme que lorsqu'elle avait communiquée au comité central, Koulikov déclara : "Mais elle était à la base de tout notre travail."

Dans les dépositions de Koulikov, un seul fait était réel : une conversation avec Boukharine. Au cours de cette conversation, Koulikov avait reproché à Boukharine d'avoir renoncé à poursuivre la lutte contre Staline. Pourtant, il lui attribua un contenu radicalement contraire. D'après lui, Boukharine lui aurait alors transmis la directive du "centre droitier" sur le passage au terrorisme et confié une tâche concrète — organiser un acte terroriste contre Kaganovitch (24).

(Je saute les souvenirs de Kaganovitch, encore tout heureux, cinquante ans plus tard, d'avoir été désigné par Koulikov comme la cible d'un attentat, comme un "ennemi" dangereux, un des meilleurs staliniens, V. R.)

Aussitôt les confrontations achevées, la seconde séance s'ouvrit et ne dura pas plus d'une demi-heure. Staline, "sur mandat du bureau politique", y prit la parole pour rendre compte des confrontations. Notant que Boukharine avait catégoriquement démenti les témoignages portés contre lui, Staline faisait connaître l'impression des membres du bureau politique : on ne pouvait "croire totalement" ces dépositions, elles n'étaient pas "absolument fiables". Et même plus, selon les termes mêmes de Staline, leurs dépositions sur "les contacts des anciens dirigeants droitiers avec les trotskistes" étaient "si floues" qu'il "pouvait s'agir de pures inventions".

Dans tous les témoignages entendus par les membres du bureau politique, il avait seulement été question de "conversations terroristes" et il n'avait pas été dit que Boukharine et Rykov aient été

liés à un quelconque des groupes terroristes "relativement nombreux parmi les lycéens, les étudiants, dans la paysannerie".

Staline résuma l'opinion générale du bureau politique dans une formule caustique : "Comme on ne peut pas faire confiance à Boukharine et Rykov, vu tout ce qui s'est passé ces derniers temps, il faudrait peut-être les exclure du comité central. Cette mesure pourrait même être insuffisante, mais il se pourrait aussi qu'elle soit trop sévère. C'est pourquoi les membres du bureau politique sont d'avis que cette question n'est pas tranchée."

Cette conclusion de Staline était renforcée par l'annonce selon laquelle cinq ou six confrontations allaient avoir lieu entre Rykov et Boukharine et des gens qui portaient contre eux des accusations encore plus graves que les trois qui avaient été interrogés (25).

Après le vote de sa proposition, Staline décida : "Il ne sera pas rendu compte dans la presse de cette réunion du comité central." A une question de la salle : "Et est-ce qu'on peut en parler ?", Staline répondit, suscitant "un éclat de rire général" : "Comment faire ça ? Tu vas nous attacher la langue." (26).

Dans la résolution du comité central, il était dit : "a) Prendre en considération la déclaration du camarade Iejov ; b) Adopter la proposition du camarade Staline : considérer que la question de Rykov et Boukharine n'est pas tranchée. Poursuivre les investigations et remettre la décision à la prochaine réunion du comité central" (27).

Naturellement, la "poursuite des investigations" revenait au commissariat du peuple aux Affaires intérieures, c'est-à-dire à Iejov, qui disposait souverainement du sort des "accusés-accusateurs".

(1) Larina A. M., *Nezabyvaemoe*, pp. 269-270.

(2) Chelestov A., *Le temps d'Alexis Rykov*, p. 286.

(3) Larina A. M., *Nezabyvaemoe*, p. 314.

(4) *Voprossy Istorii (Questions d'histoire)*, 1995, n° 1, p. 21.

(5) *Voprossy Istorii (Questions d'histoire)*, 1995, n° 1, pp. 5-7.

- (6) CRCEDHC, fonds 17, inventaire 2, dossier 575, pièce 11-51.
- (7) CRCEDHC, fonds 17, inventaire 2, dossier 575, p. 44, 54-55.
- (8) *Voprossy Istorii (Questions d'histoire)*, 1995, n° 1, p. 6.
- (9) CRCEDHC, fonds 17, inventaire 2, dossier 575, p. 68-93.
- (10) *Voprossy Istorii (Questions d'histoire)*, 1995, n° 1, pp. 9-11.
- (11) CRCEDHC, fonds 17, inventaire 2, dossier 575, p. 94-106
- (12) *Voprossy Istorii (Questions d'histoire)*, 1995, n° 1, p. 8.
- (13) CRCEDHC, fonds 17, inventaire 2, dossier 575, p. 107-110.
- (14) *Id.*, p. 122.
- (15) *Id.*, pp. 138-143.
- (16) *Questions d'histoire*, 1995, n° 1, pp. 8-9.
- (17) CRCEDHC, fonds 17, inventaire 2, dossier 575, p. 167, 172-174.
- (18) *Voprossy Istorii (Questions d'histoire)*, 1995, n° 1, pp. 11-17.
- (19) *Id.*, pp. 12-17.
- (20) *Voprossy Istorii (Questions d'histoire)*, 1992, n° 6-7, p. 25. Boukharine veut ici parler de l'affirmation de Molotov dans son discours au VII^e Congrès des soviets : "Dans la horde de loups des ennemis du communisme, messieurs les trotskistes, qui ont les mêmes buts que la bourgeoisie, sont loin d'occuper la dernière place... On sait qu'ils ont des sous-fifres et des complices également chez les renégats droitiers" (la *Pravda*, 1936. 30 novembre).
- (21) *Id.*, p. 26.
- (22) *Id.*, p. 23.
- (23) F. Tchouïev : *Ainsi parlait Kaganovitch*, p. 137.
- (24) *Id.*, p. 152.
- (25) *Voprossy Istorii (Questions d'histoire)*, 1995, n° 1, pp. 18-19.
- (26) *Id.*, p. 19.
- (27) *Id.*, p. 4.



De gauche à droite : Vorochilov, Molotov, Staline et Iejov, "le nabot sanguinaire". Après l'arrestation de Iejov — devenu inutile — en 1939 et son exécution en 1940, cette photographie sera retouchée : Iejov sera purement et simplement effacé.

Le plénum du comité central de février-mars 1937 : l'accusation de Boukharine et Rykov

LE premier point inscrit à l'ordre du jour de ce comité central était "l'affaire des camarades Boukharine et Rykov". L'examen de ce point devait servir à contrôler les participants au comité central et, en même temps, leur donner la leçon à retenir : démontrer que tout membre titulaire ou suppléant du comité central qui rejette les accusations portées serait inévitablement envoyé à l'échafaud par ses camarades.

La veille de cette assemblée plénière, une résolution avait été adoptée par le bureau politique :

« Le bureau politique rejette la proposition du camarade Boukharine de ne pas communiquer à l'assemblée plénière du comité central sa déclaration sur sa "grève de la faim". Considérant que le bureau politique ne pourrait, ni ne saurait avoir de secrets vis-à-vis du comité central, il envoie cette déclaration à tous les membres du CC du PC(b) » (1).

Influencé par cette résolution, Boukharine décida de participer à l'assemblée sans cesser sa grève de la faim. Ossip Piatnitsky rapporta aux membres de sa famille que Boukharine, entré dans la salle de réunion, "se dressait parmi eux, la barbe hirsute, vêtu d'un vieux

costume... Personne ne le salua. Tous le considéraient déjà comme un cadavre en putréfaction" (2).

Juste avant le début de la réunion, dans le hall, Boukharine rencontra Rykov, qui lui dit : "Tovski a été le plus clairvoyant d'entre nous." Rykov avait perdu tout espoir d'une issue favorable à leur affaire : la veille, il avait été confronté à ses plus proches ex-collaborateurs, Nesterov, Radine, Kotov et Schmidt. En présence de Staline et d'autres membres du bureau politique, les participants à cette confrontation avaient indiqué qu'après 1929, "le centre des droitiers" avait poursuivi son activité et avait, en 1932, élaboré un programme, dont la paternité avait été attribuée à Rioutine, à des fins de camouflage.

L'assemblée s'ouvrit par un discours de Iejov, qui expliqua que le NKVD avait appliqué la décision prise par l'assemblée plénière précédente de poursuivre l'instruction de l'affaire Boukharine et Rykov. Iejov cita de nombreux noms de personnes qui "avaient apporté des témoignages complets sur l'activité antisoviétique des droitiers", confirmant et complétant "par une grande quantité de faits nouveaux" les accusations concernant Boukharine et Rykov. Comme pour anticiper la question de l'au-

thenticité de ces dépositions, Iejov souligna, en particulier, que les membres du bureau politique avaient, à maintes reprises, lors de cette confrontation, demandé aux prisonniers s'ils ne calomniaient pas Boukharine et Rykov.

D'après Iejov, tous "avaient confirmé leurs dépositions et persisté" (4).

A la base de ces "témoignages incontestables", Iejov indiqua qu'en 1930, un centre illégal de droitiers s'était constitué pour travailler à l'instauration de la terreur, à l'organisation d'une "révolution de palais" et aux révoltes des koulaks.

Iejov cita quantité de groupes terroristes organisés par ce "centre", quantité de noms de participants, et affirma même que les grèves de masse de 1932 des ouvriers d'Ivanovo et de la région d'Ivanovo étaient "artificielles" et inspirées par les "droitiers" (5).

Mikoïan co-rapporta après Iejov et déclara : "Tout le groupe de Boukharine est en prison, ils ont presque tous avoué qu'ils étaient des ennemis, des agents doubles ayant appris leur leçon auprès de Boukharine." Mêlant les noms de Trotsky, de Zinoviev et de Boukharine, Mikoïan affirma "qu'ils avaient créé un nouveau type d'individus, des monstres, pas des êtres humains, des bêtes sauvages, qui, apparemment, intervenaient dans la ligne du parti... mais, menaient, en réalité, un travail de sape sans principes contre le parti".

Mikoïan caractérisa la grève de la faim de Boukharine de "manifestation politique" et "d'ultimatum impudent", et, avec une haine particulière, dit que Boukharine, dans sa déclaration à l'assemblée plénière, "avait attaqué l'appareil du NKVD" en utilisant "la méthode trotskyste de dénigrement de l'appareil" (6).

Après l'intervention de Mikoïan, la parole fut accordée à Boukharine ; il pensait qu'il pouvait encore prouver son innocence à la plus haute instance du parti, dans la mesure où celle-ci se réunissait pour examiner son affaire. Boukharine tenta, au début de son intervention, d'expliquer les raisons de sa grève de la faim et son refus de participer à l'assemblée plénière, mais essuya immé-

diatement une bordée de méchancetés et de railleries visant à rendre comique le tragique de ses explications.

Boukharine : "Camarades, je vous demande instamment de ne pas m'interrompre, parce qu'il m'est très difficile, simplement physiquement pénible, de parler... Cela fait quatre jours que je n'ai rien mangé, je vous ai dit, je vous ai écrit pourquoi, par désespoir, j'en suis venu à faire la grève de la faim, j'ai écrit à un cercle restreint, il m'est impossible de vivre... en supportant de telles accusations. Je ne peux pas me tirer une balle dans la tête, on dirait alors que je me suis suicidé pour nuire au parti ; mais si je meurs, comme si j'avais été malade, qu'est-ce que vous y perdez ?"

Rire. Une voix dans la salle : "C'est du chantage !"

Vorochilov : "Quelle bassesse ! Ne dis pas ça. C'est honteux. Réfléchis à ce que tu dis."

Boukharine : "Mais comprenez, ça m'est difficile de vivre."

Staline : "Et nous, c'est facile ?"

Vorochilov : "Vous ne pensez qu'à : "Je ne me tire pas une balle dans la tête, mais je vais mourir" ! »

Boukharine : "Ça vous est facile de vous moquer. Mais que perdez-vous ? Si je suis un saboteur, un salopard, etc., pourquoi me regretter ? Je ne prétends à rien, je dis ce que je pense et ce que je supporte. Si cela devait porter, ne serait-ce qu'un minuscule préjudice politique, je ferai tout ce que vous voulez. (Rires). Pourquoi riez-vous ? Il n'y a absolument rien de drôle" (7).

A l'accusation portée par Mikoïan de vouloir discréditer et "faire pression" sur le comité central, Boukharine souligna que, dans sa lettre, il avait mis en doute non pas la résolution du comité central — celle-ci n'avait pas encore été adoptée —, mais les méthodes utilisées au cours des interrogatoires des témoins, que ne pouvaient pas ne pas influencer les articles publiés dans la presse du parti, où sa culpabilité apparaissait comme déjà prouvée.

Boukharine reconnaissait avoir commis une erreur en ayant, par le passé,

parfois défendu ses disciples, parce qu'il avait "stupidement confondu relations personnelles et relations politiques".

Il rejetait catégoriquement toutes les autres accusations contenues dans les dépositions à charge, invoquant les nombreuses contradictions existant entre les différents témoignages et affirmant : "Tous les trotskystes sont des ordures congénitales" (8).

Staline prit lui-même l'initiative de contester l'argumentation de Boukharine en posant et reposant les mêmes questions sur les raisons qui avaient amené les prévenus à déposer contre lui.

Staline : "Pourquoi Astrov aurait-il dû mentir ? Et Slepkov ? Puisque cela ne leur rapporte rien ?"

Boukharine : "Je ne sais pas..."

Staline : « Je m'excuse, mais peut-on rétablir les faits ? Lors d'une confrontation, vous étiez présent, dans le local du bureau d'organisation, nous étions là les membres du bureau politique, Astrov était là, et d'autres prévenus aussi : il y avait Piatakov, Radek, Sosnovsky, Koulikov, etc. Quand moi, ou quelqu'un d'autre, a demandé : "Répondez honnêtement, faites-vous librement votre déposition ou a-t-on fait pression sur vous ?", Radek s'est même mis à pleurer : "Comment, fait pression ? C'est librement, tout à fait librement". »

Après Staline, Molotov, Vorochilov, Mikoïan reposèrent avec insistance la même question : "Pourquoi ces gens-là ont-ils dit cela ?" Et à chaque fois, Boukharine était obligé de répondre : "Je ne sais pas" (9).

Pour conclure son discours, Boukharine dit : "Personne ne me fera dire les monstruosité que l'on raconte sur moi, et personne n'obtiendra ça de moi, quelles que soient les conditions. Quelles que soient les épithètes que l'on utilise à mon égard, jamais je ne me peindrai en saboteur, terroriste, traître, félon de la patrie socialiste."

Après cela, Staline, comme pour reconnaître la légitimité de la défense de Boukharine, lui dit sur le ton de la confiance : "Tu ne dois pas, tu n'as pas le droit de te calomnier. C'est criminel... Tu

dois rejoindre notre position. Trotsky et ses disciples, Zinoviev et Kamenev, ont un temps travaillé avec Lénine, mais ces gens ont maintenant passé un accord avec Hitler. Peut-on, après cela, appeler ces choses des monstruosité ? Non. Après tout ce qui s'est passé avec ces messieurs, d'anciens camarades, d'accord avec Hitler pour liquider l'URSS, plus rien n'étonne dans la vie. Il faut tout démontrer, et ne pas se contenter de répondre par des formules toutes faites, bourrées de points d'exclamation et de points d'interrogation" (10).

La première assemblée se termina par le discours de Boukharine. Après cette réunion, Staline s'entretint dans les couloirs avec Boukharine, lui laissant espérer une issue favorable à son affaire ; il lui proposa, en même temps, de présenter publiquement des excuses pour sa déclaration de grève de la faim. Boukharine accepta de subir cette nouvelle humiliation. Au début de la séance qui s'ouvrit le lendemain matin se joua une autre scène abjecte, dont le scénario, on peut le supposer, avait été, à l'avance, écrit par Staline et ses suppôts.

Boukharine : "Je présente mes excuses à l'assemblée plénière du comité central pour l'acte inconsidéré et politiquement dangereux que j'ai commis en faisant cette déclaration de grève de la faim."

Staline : "C'est peu, c'est peu !"

Boukharine : "Je peux m'expliquer. Je demande à l'assemblée plénière du comité central d'accepter mes excuses, parce que j'ai réellement posé un ultimatum au comité central, et que je l'ai posé par cette démarche insolite."

Kaganovitch : "Cette démarche antisoviétique."

Boukharine : "En faisant cela, j'ai commis une erreur politique importante que peut en partie expliquer, pour l'atténuer, mon état de santé. Je demande au comité central de m'excuser. Je présente mes excuses sincères pour cette démarche politiquement parfaitement inadmissible."

Staline : "D'excuser et pardonner."

Boukharine : "Oui, oui, et de pardonner."

Staline : “C’est donc ça !”

Molotov : “Vous ne pensez pas que votre prétendue grève de la faim peut être considérée par certains camarades comme un acte antisoviétique ?”

Kaminski : “Justement, Boukharine, c’est ce qu’il faut dire.”

Boukharine : “Si certains camarades l’envisagent ainsi (Bruit dans la salle, voix : “Et comment faire autrement ? On ne peut l’envisager que comme cela”). Mais camarades, cela n’entraîne pas dans mes intentions subjectives...”

Kaminski : “Mais c’est ce qui s’est produit.”

Chkiriátov : “Et ça ne pouvait guère être autrement.”

Boukharine : “Bien sûr, cela aggrave encore mon erreur. Je redemande au comité central de me pardonner.”

Après cette scène, la parole fut donnée à Rykov. Ne souhaitant pas se retrouver dans la même situation que Boukharine, accusé “d’attaque contre le NKVD”, Rykov commença son intervention en appréciant la qualité de l’enquête réalisée. “Je dois dire que l’instruction a été très vite et, d’après moi, bien menée”, dit-il. Elle a été faite de telle sorte qu’il est impossible de dire des gens ayant collaboré à cette enquête qu’ils ont été intéressés à porter de fausses accusations contre moi et Boukharine... Avec un appareil (NKVD, V. R.) sur ses gardes et qui vient d’être entièrement rénové... (Cet appareil) s’efforce évidemment par tous les moyens de ne dire au comité central que la vérité, que ce qu’il a, en toute conscience, trouvé” (12).

Pour tenter de convaincre les participants à l’assemblée de sa totale sincérité, Rykov fit appel à des faits qui, au fond, avaient conduit certains de ses “accusateurs” à être fusillés. Il parla de sa conversation en 1932 avec Radine, qui lui avait conseillé de s’allier à l’opposition et l’avait convaincu que celle-ci allait croître. En résumant les déclarations de Radine par la formule : “Il m’a proposé de travailler contre le parti et le CC”, Rykov dit qu’il avait répondu à Radine qu’il “est au bord du gouffre,

que, là-dedans, je ne suis en aucune manière son compagnon de route, au contraire”.

Mettant en relation sa conduite et cette conversation privée, Rykov regrettait “dans le même temps de n’être pas allé au Guépéou, de ne pas avoir transmis ce qu’il lui avait recommandé... Si, à l’époque, je l’avais emmené là où il fallait, alors ma situation eût été totalement différente” (13).

Pour caractériser la conduite d’anciens adhérents à la “déviation droitière”, Rykov dit que nombre d’entre eux, après 1929, “avaient poursuivi leur combat... Tous avançaient — les uns plus rapidement, d’autres plus lentement — sur ces rails antisoviétiques et contre-révolutionnaires”.

Il se reconnut responsable du fait que “toute une série de traîtres, de parasites se soient orientés vers lui, et l’aient considéré comme leur animateur bien qu’il ne leur en eût jamais donné le motif” (14).

Rykov déclara que maintenant qu’il avait pris connaissance des déclarations des prévenus, il était totalement convaincu de la culpabilité de Tomski. “Qu’il (Tomski) avait fait du sabotage (...), qu’il était en rapport avec le centre trotskyste, que c’était également indubitable (...), qu’il avait dirigé, qu’il était, peut-être, entré dans l’état-major d’un nouveau centre... — C’est absolument indubitable... Personnellement, je ne puis concevoir que Tomski ignorait l’activité d’espionnage à laquelle se livraient les trotskystes, le partage de l’Union soviétique” (15).

Rykov déclara que, lors d’une confrontation avec Schmidt, il avait posé la question suivante : pourquoi Schmidt ne lui avait-il pas parlé de l’activité de sabotage menée en Extrême-Orient et dans laquelle celui-ci, d’après ses propres dires, avait joué un rôle actif ? “On ne peut l’expliquer, ajouta Rykov, que par le fait que Tomski lui avait donné la directive de ne pas discuter de ces choses-là avec moi” (16).

Pour prouver sa totale sincérité, Rykov parla de deux faits qui auraient pu être taxés de manifestation d’opposition.

Le premier avait trait au fait qu'en 1932, alors que Rykov se trouvait dans la datcha de Tomski, un ouvrier avait apporté un tract distribué dans son usine par le groupe de Rioutine. *"Dès que j'en ai eu pris connaissance, dit Rykov, j'ai attaqué par des mots très durs le programme de Rioutine"* (17).

Puis Rykov relata à nouveau l'histoire de l'invitation de Tomski dans la datcha de Zinoviev, racontée lors de la précédente assemblée plénière. Rykov, d'après ses dires, avait déconseillé à Tomski ce voyage, en le convaincant qu'*"ils (les zinoviévistes, V. R.) avaient imaginé proposer une alliance ou un bloc pour (...) combattre le comité central"*. D'après Rykov, après cette conversation, il avait un jour rencontré Tomski, et d'ailleurs au cours de cette rencontre où leurs épouses étaient présentes, *"ils ne s'étaient jamais trouvés une minute entre quatre yeux"*.

Parlant de sa relation avec Boukharine, Rykov dit qu'il avait hésité, ces derniers temps, sur la culpabilité de Boukharine. *"Lorsque j'ai lu tout ce tas de documents, j'ai même rempli un cahier pour Iejov, pour dire qu'il n'y a pas de fumée sans feu... J'avais eu des hésitations, en particulier en lisant la dernière phrase de Radek, qui, devant le pays tout entier, devant l'opinion publique tout entière, portait ces accusations avec une grande vigueur."*

Cependant, poursuivit Rykov, après avoir passé en revue tous les moments criticables de la vie de Boukharine, il refusait de croire aux intentions criminelles de ce dernier. En ce sens, Rykov raconta comment, au début des années 1930, il avait un jour trouvé Boukharine *"dans un état semi-hystérique"* parce que Staline lui avait dit : *"Tu veux me tuer."* Ce jour-là, Rykov avait demandé à Staline s'il pensait réellement que Boukharine pouvait le faire. Staline se hâta de tourner en plaisanterie ce témoignage de Rykov : *"Non, je plaisantais ; j'ai dit : si un jour tu prends un couteau pour tuer, fais attention à ne pas te couper."*

Puis, Rykov rapporta un autre fait, qui devait, d'après lui, venir en aide à Boukharine. Il déclara que Boukharine

lui avait parlé de cesser toutes relations avec ses disciples et de son approbation *"des répressions exercées à l'encontre des membres de cette école"*. Bien que Staline l'ait coupé d'un : *"Ici non plus, il n'a pas dit la vérité, Boukharine"*, Rykov n'en poursuivit pas moins *"qu'il (Boukharine) n'avait pas participé à leurs activités criminelles et avait rompu, j'en suis profondément convaincu"* (18).

Comme Boukharine, Rykov mit un soin particulier à démontrer le caractère mensonger des témoignages recueillis contre lui. Ainsi, Ouglanov affirmait dans sa déposition que Rykov, à l'enterrement d'Ougarov, leur compagnon de route commun de l'opposition de droite en 1932, avait écouté des rapports et donné des directives sur *"l'activité de conspiration"*. A ce sujet, Rykov dit que, lors des obsèques d'Ougarov, il était en Crimée et, pour le prouver, montra une carte postale que sa fille lui avait envoyée le jour de l'enterrement.

Comprenant qu'aucune de ses paroles ne convaincraient l'assemblée, Rykov proposa d'enquêter sur les faits produits *"peut-être par le biais des domestiques"* et même par un interrogatoire de sa femme et sa fille. Sous les rires de la salle, il dit : *"Ma fille ne mentira pas"* (19).

Les trois jours suivants, les débats se poursuivirent sur le premier point de l'ordre du jour. Comme il n'y avait pas de nouveaux éléments, les orateurs firent mousser et "commentèrent" des faits déjà connus des participants à l'assemblée. Les discours des intervenants se distinguaient juste par quelques nuances. Ainsi, Vorochilov trouva des mots positifs pour parler de Boukharine, mais uniquement pour souligner *"l'indulgence"* de Staline à son égard. Boukharine, dit-il, *"est un homme qui réunit des aspects remarquables, très positifs. Nous ne pouvons nier ces aspects. C'est un homme capable, cultivé, il peut être très utile au parti, il a été un membre très utile au comité central en son temps, il n'a pas été un membre inutile du bureau politique... Et Lénine, en son temps, lui a pardonné, grâce à ces qualités, les procédés lâches utilisés contre Lénine et notre parti... Et*

le camarade Staline, qui a passé plus de dix ans avec lui après la mort de Lénine, lui a pardonné ses actes les plus abjects.”

Vorochilov commenta de la façon suivante le suicide de Tomski : “Le troisième compère (de la “troïka”), a résolu le problème de façon relativement simple... Tomski n’a pas simplifié le problème de son groupe, mais, d’après moi, a anticipé et confirmé au moins la moitié, si ce n’est les 75 % de l’acte d’accusation le concernant, lui et ses compagnons” (20).

L’intervention de Chkiriátov, plus violente, aida Staline à mettre en doute l’authenticité de la grève de la faim de Boukharine. “*Que peut-il y avoir de plus hostile, de plus contre-révolutionnaire que cet acte de Boukharine!*, dit Chkiriátov avec une méchanceté non dissimulée. Dans sa déclaration, il écrit qu’il a commencé sa grève de la faim depuis 12 heures (Staline : “Il a commencé à jeûner la nuit.” Rire. Voix dans la salle : “Après le dîner”). En disant cela, Boukharine veut mener son travail contre-révolutionnaire contre le comité central jusqu’au bout. Relisez sa déclaration, toutes ces lignes sont écrites d’une main qui n’a rien à voir avec la nôtre, qui n’est pas une main bolchevique, elles respirent la haine du parti.”

Chkiriátov commenta de façon tout aussi tendancieuse et arbitraire les explications de Rykov.

Au sujet de la rencontre de Rykov et Tomski en présence de leurs épouses, il dit : “On voit tout de suite que rien n’est clair. Pourquoi prendre des témoins, pourquoi ne pas vous faire confiance, avoir peur de discuter ensemble ?”

Chkiriátov faisait une lecture tout aussi criminelle de “l’aveu” de Rykov sur sa participation avec celle d’autres “droitiers” aux adieux d’Ougarov lors de son départ à l’étranger.

“Pourquoi l’avez-vous accompagné ?, déclara Chkiriátov. Parce qu’il était votre ami politique, complice de votre travail anti-parti, c’est pour cela. Et après, comme c’est dit dans les témoignages, vous avez, en guise d’adieux, organisé une réunion de son centre.”

Pour conclure son discours, Chkiriátov affirma : “Non seulement ces gens n’ont pas leur place au comité central, ni au parti, mais leur place est devant un tribunal, ce sont des criminels d’Etat, leur seule place est sur le banc des accusés (Kossior : “Qu’on les produise devant un tribunal”)” (21).

Parmi la dizaine d’interventions, seule celle d’Ossinsky fit dissonance ; il fut littéralement poussé à la tribune par les staliens les plus véhéments. Il y avait à cela de sérieuses raisons. Ossinsky était l’un des plus grands théoriciens du parti, il avait gardé une indépendance certaine dans ses opinions.

Outre cela, il avait derrière lui un long passé dans l’opposition. En 1918, Ossinsky avait été l’un des dirigeants de la fraction des communistes de gauche, puis du groupe “Centralisme démocratique” et, avec d’autres de ses militants, avait participé activement à la discussion de 1923 du côté de l’opposition. S’écartant, après cette discussion, de l’activité de l’opposition, il n’avait jamais rejoint le chœur de la chasse aux opposants.

La scène qui se joua à l’une des séances de l’assemblée plénière s’explique par tout cela. Lorsque Molotov annonça l’intervention suivante, des exclamations subites fusèrent de la salle pour demander si Ossinsky s’était inscrit dans la discussion.

Kossior : “Camarade Molotov, on se demande si Ossinsky va intervenir ?”

Molotov : “Il n’est pas encore inscrit.”

Postychev : “Il se tait depuis longtemps.”

Kossior : “Il se tait depuis de nombreuses années” (22).

Le lendemain, Ossinsky souligna, à la tribune, le caractère contraint de son intervention : “J’ai, comment dire, été appelé à la tribune par les camarades Beria, Postychev et d’autres, et comme je suis sensible à cette attention du comité central, j’ai décidé d’intervenir, peut-être avec une certaine utilité.” Ossinsky essaya le brouhaha, sut y mettre fin et obliger la salle à l’écouter. Cela se passa après le dernier échange :

Vareïkiss : “*Vous (la gauche communiste, V. R.), Lénine vous appelait des petits-bourgeois enragés.*”

Ossinsky : “*C’est vrai, c’est comme cela, me semble-il, qu’il vous appelait aussi (Rires), camarade Vareïkiss.*”

Vareïkiss : “*Je n’en ai jamais fait partie. De toute façon, j’étais à Brest, tout le monde le sait, toute l’Ukraine le sait.*”

Ossinsky : “*Eh bien, cela veut dire que c’est plus tard que vous êtes devenu enragé, à l’époque du centralisme démocratique (Rires).*”

Bien sûr, Ossinsky ne put s’écarter bien loin des règles du jeu qui régissaient l’assemblée plénière. Il déclara qu’il s’associait aux interventions des membres du bureau politique et considérait “*qu’il y avait tous les fondements logiques et juridiques pour citer Boukharine et Rykov devant un tribunal*”. En même temps, son intervention n’était pas truffée d’insultes, à la différence de celles de tous les autres orateurs. Ossinsky dit qu’avant la révolution, il “*avait été très ami*” avec Boukharine, que leurs chemins politiques s’étaient séparés après la dissolution de la fraction des communistes de gauche, d’autant que “*Boukharine, il faut le dire, avait emprunté une voie plus correcte que la mienne. Après le communisme de gauche, j’ai pris la voie du centralisme démocratique, tandis que Boukharine s’est rapproché de la direction du parti, de Lénine*” (23).

Puis Ossinsky, sur un ton calme, fit part de ses désaccords politiques et de ses divergences avec Boukharine quant aux *Izvestia* et à l’Académie des sciences, recourant, à l’occasion, à quelques caractérisations politiques. Cette intervention coûta cher à Ossinsky. A la fin des travaux de l’assemblée plénière, Mekhlis l’accusa “*d’avoir présenté cet agent agent double Boukharine, ce brouillon universel et ce fornicateur de mots comme un théoricien et un grand publiciste*” (24).

En dressant le bilan des “débats” sur l’affaire Boukharine et Rykov, il faut souligner que leur tragédie consistait en ce que, depuis déjà les années 1920, ils

n’avaient pas su comprendre les changements inéluctables de l’activité politique, dictés par la logique même de cette activité après la victoire de la révolution.

L’expérience d’Octobre, mais aussi celle d’autres révolutions, témoigne que l’activité d’un révolutionnaire professionnel et l’activité d’un politicien professionnel au pouvoir, exigent de choisir des stratégies et des tactiques de conduite différentes. La logique politique suppose un passage rapide du stade où règne, parmi les révolutionnaires, unis par l’existence d’un ennemi commun et par des relations fraternelles provenant de la position d’opprimés et de persécutés, l’esprit d’amitié politique, au stade où d’inévitables divergences apparaissent au moment du travail créatif d’économie nationale, toujours plus compliqué et contradictoire que le combat pour l’abolition du pouvoir de l’exploitation. A ce stade, l’idéal commun disparaît inévitablement pour céder la place à toute une série de positions, “*de projets*” différents, tandis que des conflits portant sur l’adoption de telle ou telle autre décision administrative se font jour au sein du groupe dirigeant. En l’absence de possibilité de discussions politiques libres, ces conflits prennent un caractère de combinaisons, de blocs au sommet et conduisent à ce que les relations fraternelles, l’attention et le respect des pensées, des convictions, des émotions des camarades du parti faiblissent, puis disparaissent. Les positions constructives des tendances qui se disputent prennent un caractère dur, sans compromis. Une logique de combat impitoyable, interne au parti, se met en place.

Tous ceux qui n’avaient pas tenté ou n’avaient pas été capables de se soumettre à cette logique cruelle et inhumaine, établie au moment de la participation active de Boukharine et Rykov au combat de la fraction dirigeante contre l’opposition de gauche, étaient condamnés. A l’assemblée plénière de février-mars, Boukharine et Rykov, d’un côté, leurs adversaires, au nombre desquels les staliniens invétérés, de l’autre, parlaient des langues différentes et n’auraient pas pu se comprendre, même s’ils l’avaient voulu. Staline utilisait la situation de fa-

çon à ne pas donner la possibilité aux participants à l'assemblée d'avoir envie "d'écouter" les "accusés" persécutés et traqués, considérés, seulement quelques années plus tôt, comme les dirigeants reconnus du parti.

Il faut aussi souligner que tous les participants à l'assemblée n'ont pas joint leur voix à la chasse effrénée de Boukharine et Rykov, loin s'en faut. En témoigne l'analyse des interventions, qui permet de montrer, à sa façon, "la répartition des forces" au sein de l'assemblée. Près de mille interventions, prononcées au moment de l'examen de l'affaire Boukharine-Rykov, sont inscrites au procès-verbal de l'assemblée. Aucune d'entre elles n'a été faite pour défendre, ne serait-ce que timidement, les accusés, et ne s'est donnée pour objectif de mettre en doute, même partiellement, les accusations portées contre eux. Toutes les interventions sont accusatrices ou ironiques.

Près du tiers des interventions est précédé de la note "Voix dans la salle", les sténographes n'ont pas eu le temps d'en identifier l'auteur. Dans les autres cas, l'auteur de l'intervention est mentionné.

La plus grande partie d'entre elles (100, en incluant les monologues développés, interrompant les interventions de Boukharine et Rykov) revient à Staline. La quantité d'interventions faites par Molotov (82) et Kaganovitch (67) approche ce chiffre.

Les interventions des autres membres du bureau politique s'organisent, par ordre décroissant, de la façon suivante : Kossior (27), Vorochilov (24), Mikoïan (24), Tchoubar (11), Kalinine (4).

Parmi les membres suppléants du bureau politique, l'activité la plus importante est déployée par Postychev (88 interventions). Puis suivent Eïkhe (14), Petrovsky (8), Jdanov (5), Roudzoutak (1).

Les interventions de membres de la Tchéka et du service d'instruction spécifique du parti se répartissent de la façon suivante : Chkiriatchov (46), Iejov (17), Vychinsky (qui n'appartenait à aucun organe dirigeant du parti et assistait à l'assemblée en qualité de procureur

d'URSS) et Iaroslavsky (5).

Parmi les membres "de base" et suppléants du comité central, Beria (20), Mejlaouk (19), Boudenny (17) et Stetsky (17) firent preuve d'une activité particulière. Suivent Gamarnik (11), Polonsky (8), Iagoda (7), Chvernïk (6), Lozovsky (5), Khrouchtchev (4). Cinq individus intervinrent trois fois et quatre une ou deux fois. Ainsi, près de cinquante personnes apportèrent leur contribution dans le débat, moins de la moitié du nombre total de membres titulaires et suppléants participant à l'assemblée plénière.

On peut supposer que Staline s'est livré à une analyse minutieuse des interventions, d'autant que toutes ont été soumises à l'examen et à la rédaction des participants à l'assemblée pour être ensuite jointes au sténogramme.

(1) *Voprossy Istorii (Questions d'histoire)*. 1992, n° 2-3, p. 43.

(2) *Dodnes' tiagoteet (Cela pèse jusqu'à présent)*. Fasc.1, p. 283.

(3) Larina A.M. - *Nezabyvaemoe (L'Inoubliable)*, p. 350.

(4) *Voprossy Istorii (Questions d'histoire)*. 1992, n° 4-5, pp. 4, 12.

(5) *Ibidem*, pp. 11, 13, 15.

(6) *Ibid.*, pp. 16-18, 21.

(7) *Ibid.*, p. 24.

(8) *Ibid.*, pp. 25-26, 33.

(9) *Ibid.*, pp. 32, 33.

(10) *Ibid.*, p. 36.

(11) *Voprossy Istorii (Questions d'histoire)*. 1992, n° 6-7, p. 3.

(12) *Ibid.*, p. 4.

(13) *Ibid.*, pp. 6-7.

(14) *Ibid.*, pp. 15-16.

(15) *Ibid.*, pp. 11-12.

(16) *Ibid.*, pp. 5-6.

(17) *Ibid.*, p. 14.

(18) *Ibid.*, pp. 11-13.

(19) *Ibid.*, p.7.

(20) *Ibid.*, pp. 23-24.

(21) *Ibid.*, pp. 20-23.

(22) *Voprossy Istorii (Questions d'histoire)*. 1992, n° 10, p. 16.

(23) *Voprossy Istorii (Questions d'histoire)*. 1992, n° 11-12, pp. 3-4.

(24) *Voprossy Istorii (Questions d'histoire)*. 1995, n° 7, p. 15.

Boukharine et Rykov se défendent

Après quatre jours d'examen de leur affaire, Boukharine et Rykov étaient dans un état d'extrême épuisement et de dépression. N. A. Rykova se souvient que, lors des premiers jours de l'assemblée, son père répétait souvent : *"Ils veulent me mettre au cachot."* Dans les derniers jours, il ne parlait déjà presque plus avec ses proches, ne fumait pas, ne mangeait pas (1).

Conformément au "scénario" de l'instruction, il convenait que Boukharine et Rykov fassent une intervention de clôture.

Comme la longue discussion n'avait quasiment rien apporté de plus aux dépositions faites avant l'assemblée, Boukharine ne pouvait rien ajouter d'essentiel à ses arguments précédents. Il répéta, sans succès, qu'il ne pouvait *"expliquer jusqu'au bout, ni même à moitié, toute la série de questions portant sur la conduite des gens qui ont témoigné contre moi"* (2).

En assurant qu'il *"n'avait absolument pas voulu dénigrer les nouveaux responsables du NKVD"*, Boukharine eut juste l'audace de rappeler qu'en accord avec les thèses de Iejov présentées à l'assemblée, de nombreux agents doubles avaient été découverts au sein du NKVD et, en relation avec cela, supposa : *"Peut-être qu'on n'a pas fait le ménage à fond dans l'appareil (NKVD)"* (3).

Boukharine n'osa pas franchir une autre limite, celle de douter des "procès trotskystes". Lorsque Molotov lui demanda avec insistance s'il considérait les dépositions des inculpés dans ces procès comme plausibles, Boukharine, sous les rires de la salle, déclara que tout ce qu'il y avait dans ces témoignages était vraisemblable, à l'exception de ce qui le concernait (4).

Le discours de Boukharine fut sans cesse interrompu par des interventions sarcastiques et haineuses, dont le ton avait été donné par Molotov et Kaganovitch. A l'un des moments les plus dramatiques des explications de Boukhari-

ne, Molotov le coupa par ces mots : *"Le diable le sait, on peut s'attendre à tout de ta part."* Lorsque Boukharine commença à parler de ses mérites passés dans le parti, Molotov lança : *"Même Trotsky a fait des choses bien, mais maintenant il en est arrivé à être un agent fasciste"*, ce que Boukharine s'empressa de confirmer par : *"C'est juste, c'est juste"* (5).

Outre les "dirigeants", Stetsky et Mejlaouk firent du zèle dans leurs interventions, passablement effrayés par le témoignage de Boukharine sur leur appartenance passée à son "école" (le nom de Mejlaouk avait même été cité par l'un des témoins dans un contexte criminel).

Comme Boukharine commençait à se défendre des accusations *"d'attaque contre le NKVD"*, Stetsky se mit à crier : *"Vous empruntez tout à Trotsky. Trotsky, au moment du procès, écrivait la même chose dans la presse américaine"* (6).

Dans sa réponse à ces attaques, Boukharine continua d'accuser les *"agents doubles trotskystes"* d'avoir créé autour de lui une atmosphère de confrontation. *"Toute la tragédie de ma situation, dit-il, réside dans le fait que Piatakov et tous les autres ont empoisonné l'atmosphère ; l'atmosphère est simplement devenue telle qu'on ne croyait ni aux sentiments humains ni aux émotions, ni aux mouvements de l'âme ni aux paroles (Rires)."*

A la fin du discours de Boukharine, des cris fusèrent dans la salle : *"Ça fait longtemps qu'on aurait dû le mettre en prison !"* Boukharine répondit à cela par ces derniers mots : *"Vous pensez que parce que vous criez mettez-le en prison, je parlerai différemment ? Non"* (7).

Rykov commença son discours de clôture en indiquant qu'il avait parfaitement compris : *"Cette assemblée est la dernière assemblée du parti de ma vie."* Il répéta avec désespoir que la situation qui s'était faite dans l'assemblée le poussait à penser à l'autodénonciation : *"Parfois, je me demande tout bas s'il ne me serait pas plus facile de prendre sur moi et d'avouer ce que je n'ai pas fait... La fin sera la même, ça n'a pas d'importance. Mais la tentation, peut-être, d'avoir moins de tourments est très*

grande, très grande. Et là, face à toute cette série d'accusations, il faut une volonté terrible, vraiment une volonté terrible pour ne pas mentir" (8).

Cette confession tragique servit Staline, qui tenta de pousser Rykov sur cette voie, en montant en exergue la conduite des fusillés des récents procès.

"Il y a des gens, déclara Staline, qui font des témoignages sincères, bien que ce soient des témoignages terribles, pour se laver enfin de la boue qui colle à eux. Et il y a des gens qui ne font pas de témoignages sincères, parce que la boue qui s'est collée à eux, ils y ont pris goût et ne veulent pas s'en débarrasser" (9).

Au cours du discours de Rykov, on lui rappela avec obstination l'unique "crime" qu'il avait avoué — la lecture, avec d'autres "droitiers", du tract de Rioutine. Lorsque Rykov rappela cet épisode, on lui reprocha sa non-délation, élevée depuis longtemps par les staliniens au rang de crime dans le parti, et même de crime d'Etat.

Vorochilov : "Si, par chance, tu l'avais (ce tract), tu devais le mettre dans ta poche et l'apporter au comité central."

Lioubtchenko : "Pourquoi n'as-tu pas dit lors de l'assemblée du comité central que vous l'aviez déjà lu chez Tomski ?"

Khrouchtchev : "Si des candidats du parti trouvent un document contre le parti, ils l'apportent en cellule, et vous, vous êtes candidat au comité central" (c'est-à-dire suppléant).

En réponse, Rykov déclara qu'il avait commis "une erreur parfaitement évidente". Ne se satisfaisant pas de cela, Mototov rappela à Rykov un autre fait témoignant de sa "duplicité". En 1932, au moment de l'examen de la plate-forme de Rioutine par l'assemblée plénière du comité central, Rykov avait déclaré que s'il apprenait que quelqu'un avait cette plate-forme, il le traînerait au Guépéou. En réponse, Rykov dit : "Là, je suis coupable, je reconnais entièrement ma faute... Il faut me condamner pour ce que j'ai fait, mais pas pour ce que je n'ai pas fait... C'est une chose que de me

condamner pour n'avoir pas traîné Tomski et les autres là où il fallait, c'en est une autre que d'affirmer que je me suis solidarisé avec ce programme, que d'affirmer que ce programme était le mien."

Ne se satisfaisant pas de la caractérisation portée par Rykov sur sa conduite, Chkiriatoïev lança encore : "Comme tu n'en as pas parlé, cela veut dire que tu étais complice" (10).

En tentant de prouver sa loyauté à la "ligne générale", Rykov rapporta une conversation qu'il avait eue en 1930 avec un certain Trofimov : celui-ci lui avait raconté avec indignation comment se passait la "dékoulakisation". "Je lui ai alors répondu, dit Rykov, que vu la façon dont ça se passe maintenant à la campagne, il y aura certains faux-frais de production" (11).

Pour prouver l'impossibilité de ses contacts avec "les trotskystes", Rykov souligna la haine personnelle qu'il leur portait depuis longtemps : "Je le répète, jamais je n'ai travaillé avec la racaille trotskyste, j'ai combattu avec vous, je ne me suis jamais écarté de vous, pas une minute je n'ai été avec eux... J'ai combattu ce Zinoviev, je ne l'ai jamais, nulle part, en aucune façon estimé... J'ai toujours considéré Piatakov comme un hypocrite à qui il ne fallait pas faire confiance (...), comme l'individu le plus odieux."

Pour répondre à cette désolidarisation de Rykov avec les "trotskystes", Staline rappela son "bloc avec Zinoviev et Kamenev contre Lénine au lendemain de la prise du pouvoir par Lénine". Ce fait bien connu de la démission collective de quelques militants du parti en 1917, après le refus de la majorité du comité central de former un gouvernement de coalition avec les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, fut confirmé par Rykov : "C'est exact." Alors Staline lança une nouvelle accusation, mensongère, cette fois : que Rykov, avec Zinoviev et Kamenev, avait pris position contre l'insurrection d'Octobre. Rykov dit : "C'est faux" (12).

A la fin de son discours, Rykov déclara avec désespoir, sous une bordée de cris haineux lancés de la salle : "Je suis

un homme fini, c'est absolument indéniabla, mais pourquoi m'humilier en vain ? C'est une chose terrible. Il termina son discours par ces mots : *"Je répète à nouveau qu'avouer ce que je n'ai pas fait, faire de moi le gredin qu'on dépeint ici, cela je ne le ferai jamais... Et je l'affirmerai tant que je vivrai"* (13).

- (1) Déclaration de N. A. Rykova à l'auteur de ce livre.
 (2) *Voprossy istorii (Questions d'histoire)*, 1993, n° 2, p. 17.
 (3) *Ibidem*, p. 8.
 (4) *Ibid.*, p. 6.
 (5) *Ibid.*, pp. 12-13.
 (6) *Ibid.*, p. 5.
 (7) *Ibid.*, 17.
 (8) *Ibid.*, 18.
 (9) *Ibid.*, p.20.
 (10) *Ibid.*, pp. 21-22.
 (11) *Ibid.*, p. 20.
 (12) *Ibid.*, p. 23.
 (13) *Ibid.*, p. 26.

Le plénum rend son jugement

L'examen de l'affaire Boukharine-Rykov se termina par le discours de clôture de Rykov, qui porta tout son soin à démonter les arguments apportés par les accusés. Concernant les affirmations selon lesquelles les membres fictifs du "centre droitier" ne se rencontraient même pas entre eux, Iejov déclara : *"C'est là qu'est le problème, vous conspiriez de la même façon que les trotskystes."*

La réponse de Iejov à la remarque de Rykov — qu'il n'y avait rien dans les dépositions des prévenus qui laissât supposer une conjuration ces dernières années — fut encore plus lourde de menaces : *"Je peux vous donner à vous réjouir, Alexis Ivanovitch, fit Iejov, je ne pense pas que nous ayons tout découvert. Nous parviendrons aux années 1936 et 1937"* (1).

Malgré toutes les injures sorties des bouches de Boukharine et de Rykov à l'encontre des victimes des procès "trotskystes", Iejov, comme auparavant,

affirma que, dans leurs discours, ils *"avaient soigneusement évité la question de l'appréciation de toute cette meute infâme de la lie zinoviévo-trotskyte que nous venons de fusiller"*. Iejov déclara, en lien avec cela : il convient d'accuser politiquement Boukharine et Rykov *"d'être restés des ennemis indépassables qui ont donné le signal à toutes les forces hostiles, tant ici, chez nous, en URSS, qu'à l'étranger (Voix dans la salle : "Exact")... Ils ont donné le signal à leurs complices : "Continuez le travail, conspiriez davantage ; et si tu te fais prendre, n'avoue pas".* »

A l'attaque réitérée de Iejov : *"Tu défends toute cette lie infâme"*, Boukharine protesta : *"Mais qu'est-ce que c'est que cette histoire ? C'est de la folie ! Je ne défends rien. Je suis entièrement d'accord avec cela (c'est-à-dire les procès et la condamnation à mort des prévenus, V. R.)"* (2).

Iejov alléguait de nouvelles "preuves" de la conduite "criminelle" de Boukharine, ce qui témoigne du fait que, pendant les travaux de l'assemblée, l'appareil du NKVD continuait à "monter" fébrilement l'affaire. Faisant référence à des documents confisqués dans le bureau de Boukharine, Iejov déclara : *"Il aimait, on ne sait pourquoi, terriblement copier, par exemple, toutes les déclarations, lettres antisoviétiques qui passaient chez lui. Il ne les transmettait pas au Guépéou, mais les conservait dans une chemise"* (3).

Le discours de Iejov se termina par une phrase qui ne laissait aucun doute sur le sort à venir de Boukharine et de Rykov : *"Je pense que l'assemblée doit accorder la possibilité à Boukharine et Rykov de s'assurer de l'objectivité de l'enquête et d'examiner la façon dont l'instruction est conduite"* (Voix dans la salle : "Exact") (4).

Après l'intervention de Iejov, l'assemblée procéda à l'élection d'une commission des résolutions de 35 personnes.

Les membres de la commission étaient tous d'avis d'exclure Boukharine et Rykov du comité central et du parti, et de les arrêter. Des désaccords apparurent sur des questions de procédure.

Certains membres de la commission se prononcèrent pour ne pas préjuger de la sentence du tribunal dans la résolution de l'assemblée. La majorité se basait sur la pratique déjà établie selon laquelle la sentence, dans les affaires politiques d'importance, n'était pas prononcée par un tribunal, mais par l'instance suprême du parti.

Iejov proposa de condamner Boukharine et Rykov à la peine capitale. Toute une série de membres de la commission considérèrent possible de ne pas les condamner à mort, mais *"d'obtenir qu'ils soient condamnés à une peine d'emprisonnement de dix ans"*.

Après le dépôt de ces propositions, Staline avança sa proposition : *"Ne pas transmettre au tribunal, mais confier l'affaire Boukharine-Rykov au NKVD."* Cette formulation laissait, au prime abord, l'espoir que l'instruction préliminaire pouvait ne pas se terminer au tribunal. En fait, elle substituait à un jugement immédiat le délai indispensable pour briser définitivement Boukharine et Rykov. Il fallut encore une année entière d'instruction dans les geôles du NKVD pour obtenir leurs *"aveux"* au procès du *"bloc droitier-trotskyiste"*.

Après examen, toutes les propositions, à l'exception de celle de Staline, furent retirées, et la commission adopta à l'unanimité sa proposition.

Ce jour-là, Staline exposa à l'assemblée les raisons de l'adoption par la commission de sa proposition.

"Bien sûr, le sentiment d'indignation a été très fort, tant pour ce qui concerne l'activité antiparti et antisoviétique de Boukharine et Rykov, tant pour leur conduite ici, à l'assemblée, pendant l'examen de leur affaire, tant dans la commission qu'à l'assemblée, déclara-t-il. Mais la commission a considéré qu'elle ne pouvait et ne devait pas se laisser guider par un sentiment d'indignation."

Après avoir dit qu'un *"nombre assez significatif"* de membres de la commission avait parlé de l'absence de différence entre Boukharine et Rykov, d'un côté, et les trotskystes et zinoviévistes de l'autre, Staline dit qu'en fin de compte,

la commission en était arrivée à la conclusion qu'*"on ne peut pas mettre dans le même sac Boukharine et Rykov et les trotskystes et les zinoviévistes, parce qu'il y a une différence entre eux, et que cette différence parle en faveur de Boukharine et de Rykov"*.

Staline expliquait la relative *"clémence"* de sa proposition (5) par cette différence, qui consistait en ce que Boukharine et Rykov, à la différence des trotskystes, n'avaient pas été exclus auparavant du parti et du comité central.

La résolution indiquait ce que le plénum établissait *"comme minimum"* : Boukharine et Rykov connaissaient l'activité terroriste, l'activité d'espionnage, de diversion et de sabotage du centre trotskyste et l'organisation en groupes terroristes par leurs disciples et partisans, mais les avaient cachées au parti et, ce faisant, *"avaient encouragé les criminels"*.

Plus loin, dans la résolution, étaient énumérés des faits relatifs au combat de Boukharine et Rykov (appelés comme autrefois *"camarades"*) *"contre le parti et contre Lénine lui-même, tant avant la révolution d'Octobre qu'après"*.

La polémique, qui, avant la révolution, avait opposé Boukharine à Lénine sur des questions théoriques et même l'accusation mensongère de Rykov qu'il *"était contre la révolution d'Octobre"* étaient rapportées à ces faits. Ceux-ci, soulignait-on dans la résolution, *"indiquaient avec certitude que l'effondrement politique des camarades Boukharine et Rykov n'était ni dû au hasard ni inattendu"* (6).

La résolution fut adoptée à l'unanimité, moins deux abstentions (Boukharine et Rykov). Tout de suite après cela, ils furent placés en détention.

Que pas un des participants à l'assemblée, à part les accusés eux-mêmes, ne décidât de s'abstenir au moment du vote de la résolution ne signifie pas pour autant que tous étaient convaincus de la culpabilité de Boukharine et Rykov.

Ainsi, Ossip Piatnitsky, peu de temps après, dit-il à son fils : *"Boukharine n'est bien sûr pas un ennemi. Il parla de*

Boukharine avec chaleur et beaucoup de tristesse” (7).

Conformément à la règle régissant le parti, le compte rendu sténographique de l’assemblée du comité central fut envoyé dans les organisations des républiques et des régions. Boukharine corrigea soigneusement, à partir de l’enregistrement, le sténogramme de ses interventions, espérant qu’il parviendrait du sommet du parti dans les localités. Cependant, les matériaux du premier point de l’ordre du jour, constituant la troisième partie du compte rendu, n’étaient pas inclus dans le compte rendu, envoyé sous le tampon “ultra-secret”. Cela permettait aux sup-pôts staliniens de présenter, dans leurs interventions de bilan de l’assemblée, le contenu des discours de Boukharine et de Rykov de façon déformée et méconnaissable. Ainsi, à Leningrad, Jdanov déclara-t-il : “*Je ne me souviens d’aucune conduite plus infâme, plus ignoble, plus répugnante que celle de Boukharine et de Rykov... Ils déclaraient que nous n’étions pas leurs juges*” (8).

Pour comprendre la logique de l’attitude de Boukharine dans la période qui sépare l’assemblée de février-mars du procès du “*bloc droitier-trotskyte*”, il est important de tenir compte, non seulement de ce qui fut dit à l’assemblée plénière, mais aussi de ce qui y fut consciencieusement passé sous silence. Nous pensons à l’histoire dite de la “*Lettre d’un vieux bolchevik*”, qui joua un rôle fatidique dans le destin de Boukharine (*).

(1) *Voprossy istorii (Questions d’histoire)*. 1993, n° 2, p. 29.

(2) *Ibidem*, pp. 26-27.

(3) *Ibid.*, p. 33.

(4) *Ibid.*

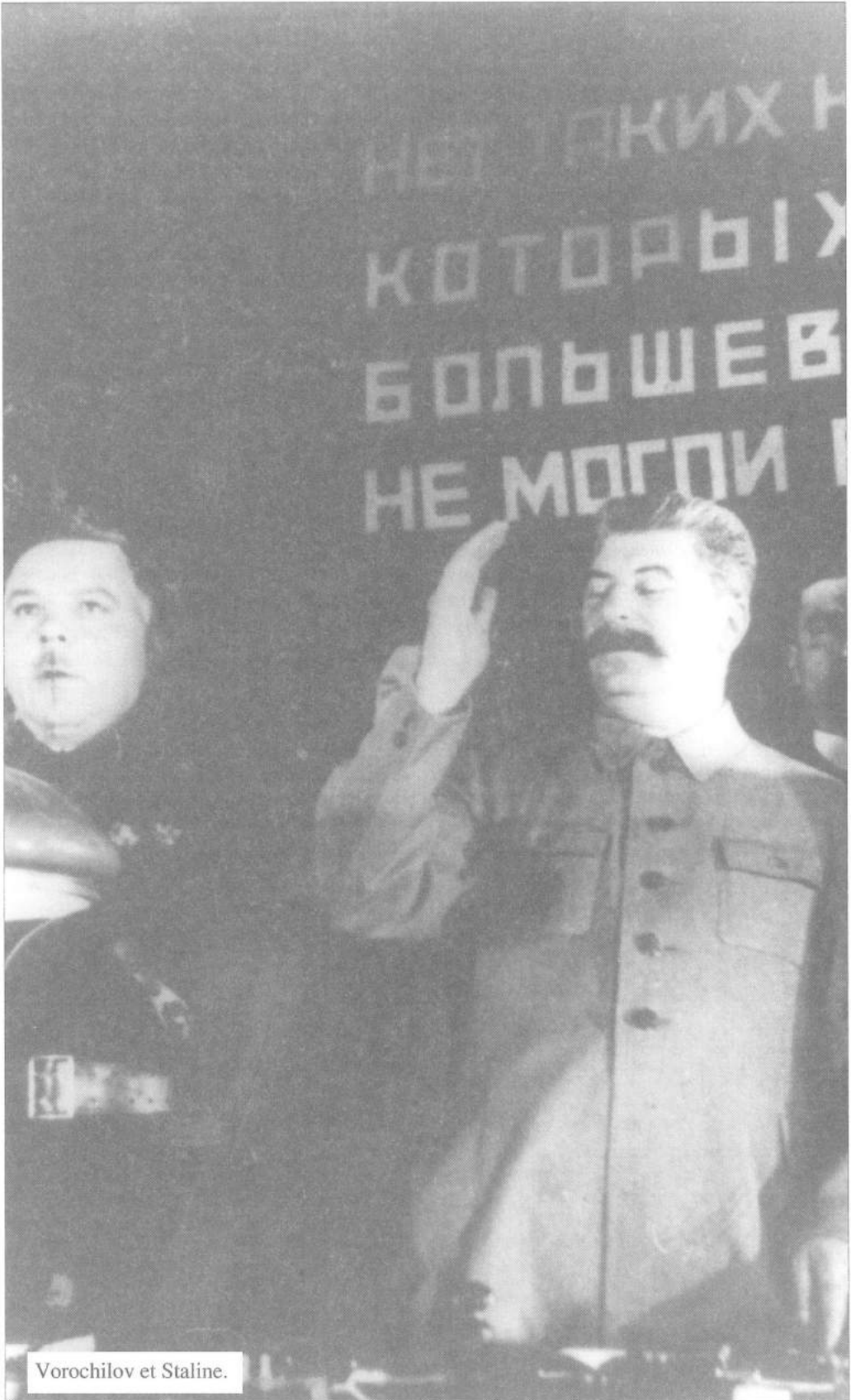
(5) *Voprossy istorii (Questions d’histoire)*, 1994, n° 1, pp. 12-13.

(6) *Reabilitatsiia (La réhabilitation)*, pp. 255-256.

(7) *Dodnes’ tiagoteet (Cela pèse jusqu’à présent)*, M., 1989. Fasc. 1, p. 283.

(8) *Oktiabr’ (Octobre)*, 1988, n° 12, p. 115.

(*) NDLR : Cette “*Lettre d’un vieux bolchevik*”, publiée dans la revue menchevique *Sotsialisticheskii Vestnik* (décembre 1936-janvier 1937), se présentait comme une série de confidences d’un ancien dirigeant bolchevique. Or peu avant, Boukharine, envoyé à Paris s’occuper de problèmes d’archives, avait été amené à rencontrer le vieux menchevik Boris Nicolaïevsky, rédacteur de la revue.



Vorochilov et Staline.

Le plénum du comité central de juin 1937

JUSQU'À la fin de mars 1937, seule une partie relativement petite du comité central élu au XVII^e Congrès en avait été éliminée. En 1935, un membre du comité central en fut exclu (Enoukidzé), en 1936, deux (Sokolnikov et Piatakov). Il fallut près de six mois (d'août 1936 à février 1937) pour exclure les deux anciens dirigeants des "droitiers" du comité central (Boukharine et Rykov). A en juger par leurs discours au plénum du comité central de février-mars, les intervenants considéraient que Rykov et Boukharine seraient les dernières victimes du comité central existant. Même Iaroslavski, qui connaissait mieux que d'autres l'ampleur de la haine que Staline nourrissait à l'égard des anciens opposants, déclara alors : *"Il faut espérer que c'est la dernière fois que nous discutons de la question de la trahison de membres du comité central de notre parti"* (1).

D'ailleurs, après ce plénum, le rythme des exclusions ne s'est pas accéléré immédiatement. Le suivant sur la liste fut Iagoda, dont l'élimination passa par plusieurs étapes successives. Quelques mois après son transfert du poste de commissaire du peuple à l'Intérieur à celui de commissaire du peuple de la Poste, Iagoda fut placé en situation de réserviste du NKVD en conservant son titre de commissaire général de la Sécurité d'Etat (en janvier 1937, ce titre, l'équivalent de celui de maréchal dans l'armée, fut attribué aussi à Iejov). Au cours

du plénum de février-mars, Iagoda fut plutôt accusé de négligence dans l'accomplissement de ses devoirs que de crimes contre l'Etat.

Le 31 mars 1937, le bureau politique adressa à tous les membres du comité central la déclaration suivante :

"Suite à la découverte de crimes contre l'Etat et de crimes de droit commun commis par le commissaire du peuple à la Poste, Iagoda, dans l'exercice de ses fonctions de commissaire du peuple à l'Intérieur, puis après son passage au commissariat du peuple à la Poste, le bureau politique juge nécessaire de l'exclure du parti et de procéder immédiatement à son arrestation. Le bureau politique porte à la connaissance des membres du comité central que vu le danger qu'il y aurait à laisser Iagoda en liberté ne serait-ce qu'un seul jour, il s'est trouvé dans l'obligation de donner l'ordre de procéder immédiatement à l'arrestation de Iagoda. Le bureau politique demande aux membres du comité central de sanctionner l'exclusion de Iagoda du parti et son arrestation. Sur mandat du bureau politique. Staline" (2).

Iagoda représente le premier cas d'une arrestation d'un membre du comité central effectuée **avant** la décision statutaire de son exclusion du comité central (sans parler même du fait que, contrairement aux statuts du parti, ces exclusions étaient effectuées par consultation écrite, sans discussion de la propo-

sition d'exclusion en séance plénière du comité central en présence de l'exclu). Le 3 avril, le bureau politique adoptait une résolution décidant de démettre Iagoda "*de ses fonctions de commissaire du peuple à la Poste (...) à la suite de crimes de droit commun découverts dans l'accomplissement de ses fonctions*" (3). Ainsi, à l'exception d'un cercle étroit d'initiés, personne, y compris les membres du comité central, ne pouvait savoir si l'ancien chef omnipotent de la police secrète était arrêté pour une simple affaire de droit commun ou pour "*participation à un complot*". Une seule chose est évidente : la majorité des membres du comité central accueillit avec une satisfaction non feinte l'arrestation de Iagoda, qui avait une réputation solide de bourreau et d'aventurier.

La procédure d'exclusion du comité central revêtit en 1937 le caractère suivant : les membres du comité central recevaient des formulaires avec les propositions du bureau politique, sur lesquelles l'auteur devait noter son avis à son goût. Sur les formulaires concernant Iagoda, on trouve une large palette d'inscriptions, du laconique "*Je suis pour*" (Krjijanovski) à l'émotionnel : "*Pour !!! Et je salue tout particulièrement le fait que l'on ait démasqué cette fripouille*" (Joukov). "*Je considère les actions du bureau politique comme entièrement correctes, je les approuve entièrement et je vote pour l'exclusion du traître Iagoda du comité central et du parti*" (Ivanov) (4).

Le tour suivant des répressions, accompagnées de l'approbation unanime des exclusions et arrestations de leurs camarades du comité central par les membres de ce dernier, se produisit à la fin de mai 1937, suite à la "*découverte du complot militaro-politique*" (*de Toukhatchevski-Iakir, etc., NDT*). Dès avant l'arrestation de Toukhatchevski, Roudzoutak, Iakir et Ouborevitch, quelques membres "civils" du comité central, en furent exclus. Les 17 et 19 mai furent prises deux décisions confirmant des propositions du bureau politique. La première stipulait : "*Sur la base des documents en notre possession, qui permettent d'accuser le membre du comité cen-*

tral Kabakov d'appartenance à un centre contre-révolutionnaire, exclure Kabakov du comité central et du parti et transmettre son affaire au NKVD." La seconde décision concernait les répressions massives qui frappaient alors la Géorgie. Eliava, membre suppléant du comité central, et Orakhelachvili, membre de la commission centrale de révision, furent exclus de ces deux organismes sur l'accusation d'avoir "*connu l'activité contre-révolutionnaire du centre trotskyste géorgien et l'avoir dissimulé au comité central*" (5).

Les 20-22 mai, une nouvelle résolution du bureau politique fut confirmée par consultation écrite : "*Etant donné qu'à la suite des dépositions de toute une série de membres de l'organisation des droitiers arrêtés (Iagoda, A. P. Smirnov, Prokofiev, Karakhan, Guiber et autres), Oukhanov, membre du comité central, a été démasqué comme membre actif d'un complot contre-révolutionnaire contre le pouvoir soviétique, exclure Oukhanov du comité central et du parti et transmettre son affaire au NKVD*" (6).

Ainsi, avant son plénum de juin, treize membres du comité central en avaient été exclus et deux (Tomski et Gamarnik) s'étaient suicidés pour échapper à l'arrestation. De plus, deux membres du comité central élus au XVII^e Congrès (Kirov et Ordjonikidzé) avaient péri de mort violente et trois — Kouibychév, Menjinski et Tovstoukha — avaient péri avant 1937.

L'examen des formulaires de vote joints au procès-verbal du plénum de juin montre que les avis portés sur eux répètent en règle générale, sous forme résumée ou développée, les formulations contenues dans les propositions du bureau politique. Certains de ces avis témoignent de la peur viscérale qui étreignait les votants pour leur propre destin et de leur désir de manifester un zèle particulièrement vif dans leur soutien aux propositions d'exclusion et d'arrestation de leurs camarades. Ainsi, Weinberg, membre suppléant du comité central, adresse le 26 mai au comité central (il serait plus juste de dire à la chancellerie de Staline) la lettre suivante : « Au-

jourd'hui, lorsque j'ai voté pour l'exclusion de Roudzoutak et de Toukhatchevski, je me suis rappelé que lorsque j'ai voté pour l'exclusion de Kabakov, Oukhanov, Eliava et Orakhelachvili du comité central et du parti, j'ai par hasard oublié d'ajouter les mots "et de transmettre leur affaire au NKVD". Je signale que je vote non seulement pour l'exclusion du parti de tous ces traîtres contre-révolutionnaires et ennemis du parti, du pouvoir soviétique et de la patrie, mais aussi pour la transmission de leur affaire au NKVD, pour que ces infâmes ennemis du peuple soient châtiés avec toute la sévérité des lois de l'URSS » (7).

Le bureau politique adopta encore deux résolutions sur le problème des cadres en prévision directe du plénum. L'une d'elles, en date du 14 juin, démettait Rosengoltz du poste de commissaire du peuple au Commerce extérieur. Et pourtant Rosengoltz, qui, dans les années 1920, s'était associé à l'Opposition de gauche, ne fut pas exclu du comité central lors du plénum de juin.

La deuxième résolution (en date du 16 juin) démettait Roumiantsev, membre du comité central, de ses fonctions de premier secrétaire du comité régional de l'Ouest du parti "vu les anciens liens (de ce dernier) avec l'ennemi du peuple Oborevitch". La région de l'Ouest (aujourd'hui région de Smolensk) faisait partie du district militaire de Biélorussie, commandé par Ouborevitch.

Au moment du plénum de juin, le règlement de ce genre de questions était passé entièrement entre les mains du "petit bureau politique", dit officiellement "commission permanente près le bureau politique", composée de Staline, Molotov, Vorochilov, Kaganovitch et Iejov (ce dernier n'était alors même pas membre suppléant du bureau politique). Cette commission avait été constituée le 14 avril 1937, "afin de préparer pour le bureau politique et en cas d'urgence particulière pour régler des problèmes d'un caractère particulièrement secret, en particulier les questions de politique extérieure" (8).

Avant d'aborder les travaux du plénum de juin, il faut un instant examiner

un fait qui explique en grande partie la brutalité particulière des décisions qui y furent prises. En juin 1937, Trotsky envoyait un télégramme au comité exécutif des soviets de l'URSS, qui représentait formellement le plus haut organisme de l'État. Trotsky y écrivait : "La politique de Staline mène à une défaite définitive tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. La seule issue, c'est d'effectuer un tournant vers la démocratie soviétique, en commençant par une enquête sur les dernières procès. Sur cette voie, je propose mon soutien total."

Au premier regard, le contenu de ce télégramme et son envoi lui-même semblent témoigner d'une grande naïveté de Trotsky, qui jugeait donc possible en cette période la résurrection de la démocratie soviétique et sa participation à cette entreprise. Il peut sembler tout aussi étrange que Trotsky se soit adressé au comité exécutif des soviets, qui avait perdu à cette époque toute parcelle de pouvoir effectif. Mais Trotsky n'était pas du genre à prendre des initiatives impulsives dénuées de sens. Bien que les raisons de sa décision restent à ce jour inexplicables, on peut supposer qu'il disposait d'éléments témoignant que le dévouement réel de la majorité des dirigeants du parti et des soviets était inversement proportionnel à leurs démonstrations officielles et que la situation de Staline était tout à fait fragile et instable. Dès lors, Trotsky pouvait espérer que face à la vague de terreur qui chassait du parti les militants en vue les uns après les autres une coalition de dirigeants pouvait se constituer pour chasser Staline et sa clique.

Le télégramme de Trotsky ne parvint pas au conseil exécutif des soviets, mais au NKVD, où il fut traduit de l'anglais (le télégraphe mexicain ne pouvait pas l'envoyer en russe) et transmis à Staline par "communication spéciale". Staline lut le télégramme et y porta une annotation qui montre à quel point il avait perdu le contrôle de lui-même : "Gueule d'espion ! Espion éhonté d'Hitler !" Ce document, comme beaucoup d'autres documents du bureau politique, même la correspondance privée de ses membres, montre que Staline et ses

compagnons les plus proches communiquaient entre eux par un langage codé destiné à créer l'impression qu'ils croyaient aux amalgames qu'ils fabriquaient eux-mêmes. Dans le cas contraire, Staline, qui ne croyait certainement pas à l'existence de contacts entre Trotsky et Hitler, n'aurait pas porté une telle annotation sur un document destiné seulement à son entourage le plus proche. Les signatures de Molotov, Vorochilov, Mikoïan et Jdanov s'ajoutent à celle de Staline sous ces mots pour exprimer leur complet accord avec son appréciation.

Pour comprendre le déroulement du plénum de juin, il faut se rappeler que les membres du comité central saisissaient parfaitement que le pouvoir effectif appartenait au bureau politique et non au comité central. L'expérience les avait convaincus que, depuis de nombreuses années déjà, le rôle des membres du comité central se réduisait à voter de façon mécanique les résolutions préparées par le bureau politique. Ils savaient que toute expression de la plus légère opposition entraînait une sanction immédiate : l'exclusion du comité central et des postes importants que l'exclu occupait jusque-là. C'est ce qui arriva aux membres des groupes oppositionnels qui se formèrent au début des années 1930 : Syrtsov, Lominadzé, A. P. Smirnov et autres. Rappelons que les membres du groupe Smirnov-Eismont, lors de leurs interrogatoires, donnèrent les noms de membres du comité central en désaccord avec Staline, mais qui votaient docilement les résolutions présentées par lui. La quasi-totalité de ces membres ne furent pas réélus au comité central lors du XVII^e Congrès. L'impuissance des membres ordinaires du comité central s'exprimait dans le fait que chacun d'eux, surtout les anciens opposants, était l'objet d'une filature policière.

Cependant, en 1937, même ceux qui acceptaient ces "normes" staliniennes de la "vie du parti" comprenaient qu'il se passait désormais quelque chose, qui aurait semblé auparavant invraisemblable. Chacun d'eux devait se rendre compte qu'une menace grave planait sur la tête des anciens bolcheviks. Si, lors des plénums précédents du comité central, ses

membres faisaient des arrangements avec leur conscience en se retenant d'exprimer l'ombre du moindre doute à propos des mesures de répression, désormais, nombre d'entre eux cherchaient les voies d'un regroupement antistalinien. Même les staliniens dévoués, habitués jusqu'alors à se dissimuler leur inquiétude à eux-mêmes, commençaient à ouvrir les yeux sur le régime terroriste à l'établissement duquel ils avaient pris une part non négligeable. Ainsi s'explique l'opposition à la terreur qui se manifesta au plénum de juin.

Ce plénum, qui se tint du 23 au 29 juin, a représenté jusqu'à ces derniers temps une tache blanche dans l'histoire du parti. Selon le communiqué officiel, ce plénum avait confirmé la nouvelle loi électorale (le décret du soviet suprême de l'URSS sur les élections) et examiné trois questions étroitement économiques : l'amélioration des semences des céréales, la technique des assolements et les mesures d'amélioration du travail des stations de machines et tracteurs (11).

Le procès-verbal du plénum confirme que ces questions ont été effectivement traitées lors des séances des 27 au 29 juin. Mais cet ordre du jour officiel et très inodore camouflait le premier point, central, du travail du plénum : la discussion du rapport de Iejov sur la découverte par le NKVD d'un grandiose complot incluant d'importants dirigeants du parti et du pays.

A la fin de mai, tous les membres du comité central reçurent le texte d'une résolution du bureau politique du 20 mai indiquant que le comité central devait être convoqué le 20 juin. C'est alors que fut confirmé l'ordre du jour du plénum consistant en quatre points et que furent approuvés les projets de résolutions soumis au comité central. Cependant la réunion du bureau politique du 15 juin repoussa l'ouverture du plénum au 23 juin. Le 19 juin, le bureau politique confirma "*l'ordre du jour définitif du plénum*", conformément auquel le premier point devait être introduit par une "*communication du camarade Iejov*" (12).

En prévision de ce plénum, Staline et les autres secrétaires du comité central

reçurent de nombreuses demandes d'invitation aux travaux du plénum. Ainsi, Dimitrov la demanda pour lui et pour deux autres dirigeants de l'Internationale communiste. Vorochilov demanda que l'on y admette *"des cadres dirigeants de l'Armée rouge et de la flotte"*. Kaganovitch demanda une autorisation similaire pour ses proches collaborateurs du commissariat du peuple aux Transports. Tout à fait significative me paraît être la lettre adressée à Kaganovitch pendant les travaux mêmes du plénum par Tchoutskaïev, membre de la commission de révision. Tchoutskaïev, signalant qu'il n'avait pas reçu d'invitation aux travaux du plénum, écrivait :

"A la lumière des faits qui s'accumulent aujourd'hui et à la lumière des conséquences qui concernent de nombreux membres des organismes centraux du parti, élus lors du dernier congrès, je ne peux pas ne pas considérer le refus de me laisser participer au plénum du comité central autrement que comme un signe de défiance politique. Je veux savoir pourquoi et en quoi on me salit... Je n'ai péché, ni en pensée ni en acte, ni contre le comité central ni contre le camarade Staline."

Sur toutes ces lettres figurent des annotations de Kaganovitch, Andreïev, Jdanov et même de Poskrebychev : *"Contre"* (la participation au plénum) ou bien *"Admettre à partir du deuxième point"*.

La discussion de la *"communication"* de Iejov occupa les quatre premiers jours du plénum. Iejov confirma que les dernières dépositions obtenues par le NKVD aboutissaient à la conclusion : l'envergure du complot est si grande que le pays est au seuil de la guerre civile, que seuls les organes de la Sécurité d'Etat, sous la direction immédiate du camarade Staline, sont capables d'empêcher. C'est pourquoi Iejov, soutenu par Staline, exigeait l'attribution de pouvoirs extraordinaires au NKVD.

Dès le premier jour du plénum, 26 membres du comité central en furent exclus. Ces exclusions furent régularisées par une décision en deux points. Dans le premier était exprimée *"une méfiance*

politique" à l'égard de trois membres titulaires (Alexeïev, Lioubimov, Soulimov) et quatre membres suppléants (Kouritsyne, Moussabekov, Ossinsky et Sedelnikov) du comité central. Ces individus, dont les noms dans la résolution étaient précédés de la mention *"camarade"*, étaient exclus du comité central sans transmission de leur affaire au NKVD.

Le deuxième point consistait à confirmer des résolutions du bureau politique concernant l'exclusion *"pour trahison du parti et de la patrie et pour activité contre-révolutionnaire résolue"* de neuf membres titulaires du comité central (Antipov, Balitski, Joukov, Knorine, Lavrentiev, Lobov, Razoumov, Roumiantsev, Cheboldaïev) et de dix membres suppléants (Blagonravov, Weguer, Golled, Kalmanovitch, Komarov, Koubiak, Mikhaïlov, Polonski, Popov, Ounchlicht). Décision était prise de transmettre les affaires de tous ces exclus (qui, bien sûr, n'avaient plus le droit au titre de *"camarades"*) au NKVD (14).

La majorité écrasante de ces vingt-six exclus lors du précédent plénum n'avaient pas pris la parole ou ne s'étaient pas manifestés au cours des interventions des autres orateurs ; quelques-uns d'entre eux n'étaient intervenus que sur l'invitation pressante de Iejov et d'autres staliniens.

Ainsi, 46 membres titulaires et suppléants du comité central élus au XVII^e Congrès ne prirent pas part aux travaux de ce plénum. Néanmoins, certains des membres du plénum encore en place décidèrent d'intervenir contre la terreur stalinienne.

On n'a quasiment aucune donnée sur les interventions de ces individus, comme en général sur ce qui se passa pendant la discussion du premier point de l'ordre du jour. Les documents du plénum classés dans les anciennes archives centrales contiennent une inscription sans exemple dans l'histoire du parti : *"Les séances du plénum du 22 au 26 juin n'ont pas été sténographiées."* Nous ne pouvons nous faire une idée de ce qui s'est passé pendant ces jours tragiques que par des bribes de documents qui se

trouvent dans les archives et de quelques rares souvenirs de participants.

Le déroulement du plénum fut très différent du scénario élaboré par Staline. Ce plénum de juin fut la première et la dernière tentative d'une partie du comité central d'arrêter la Grande Terreur par des moyens statutaires. Quelques membres du comité central intervinrent contre l'attribution des pleins pouvoirs au NKVD et en proposant la création d'une commission d'enquête sur les activités de cette dernière institution.

Des réunions secrètes, désignées par leurs participants du nom conventionnel de "tasses de thé", précédèrent ces interventions. Selon une déclaration du vieux-bolchevik Tiomkine en 1963, lors de son séjour en cellule avec Piatnitsky, ce dernier lui déclara qu'au cours de ces "tasses de thé" avait été discutée la proposition d'écarter Staline de la direction du parti lors de ce plénum (16).

L'un des participants informa Staline du contenu de ces discussions, lui donnant ainsi la possibilité de préparer une contre-offensive qui consistait essentiellement à exclure préventivement du parti un grand groupe de membres titulaires et suppléants du comité central.

Khrouchtchev, qui, dans ses souvenirs, revient inlassablement sur les événements de 1937-1938, n'a quasiment rien dit sur les travaux de ce plénum et des suivants, au cours desquels furent exclus les deux tiers du comité central. Le seul événement qu'il ait plusieurs fois évoqué (sans signaler qu'il s'était produit précisément au plénum de juin), c'est l'intervention de G. N. Kaminski.

Les souvenirs des membres du présidium du comité central sur un fragment de cette intervention jouèrent un rôle important en 1953 dans l'arrestation de Beria. Lorsque les membres de la "direction collective" prirent la décision de se débarrasser de Beria, ils n'avaient, d'après Khrouchtchev, pas de preuves directes de ses crimes : "*Tout reposait sur l'intuition*" (17).

Alors, Khrouchtchev rappela l'intervention de Kaminski au plénum de juin, au cours duquel "*chaque intervenant devait critiquer quelqu'un*". Cette phrase

lâchée par Khrouchtchev "en passant" en dit long sur l'atmosphère du plénum. Visiblement, Staline avait demandé à ses participants de raconter tout ce qu'ils savaient sur des faits compromettant d'autres militants du parti, même s'il s'agissait de faits remontant à un passé lointain. Suivant cette recommandation, Kaminski déclara : "*Ici, toute le monde parle de tout ce qu'ils savent sur les autres. Je voudrais aussi informer le parti de quelque chose.*" Et il parla ensuite des bruits qui couraient depuis longtemps parmi les communistes de Bakou, affirmant que, lors de l'occupation de Bakou par les troupes anglaises et à l'époque du gouvernement moussavatiste, Beria avait travaillé dans les services de renseignements moussvatistes, eux-mêmes liés aux services de renseignements anglais (18).

D'après les souvenirs de Khrouchtchev, personne d'autre, pendant le plénum de juin, ne revint sur cette question brûlante des pages obscures de la biographie du monstre stalinien. Beria lui-même ne fournit aucune explication. Mais Kaminski ne parut pas à la séance suivante du comité central. Khrouchtchev commente cette disparition : "*C'était alors la règle. De nombreux membres du comité central qui participaient à une séance ne se présentaient pas à la seconde ; ils étaient tombés dans la liste des "ennemis du peuple" et avaient été arrêtés*" (19).

Seize ans plus tard, Khrouchtchev, à la réunion du présidium du comité central réuni pour l'arrestation de Beria, commença son discours en évoquant le discours de Kaminski. L'accusation portée dans ce discours servit à accuser ensuite Beria d'avoir été "*un espion anglais*" et à justifier son arrestation. Et l'accusation fut formulée dans les documents officiels de façon à présenter Beria comme un "*un espion anglais*" non seulement pendant la guerre civile, mais dans les dernières années de son activité.

Khrouchtchev n'a évoqué dans ses souvenirs que ce seul aspect de l'intervention de Kaminski. Or Kaminski n'avait pas seulement mis en cause Beria pour ses liaisons douteuses vieilles de

vingt ans, mais pour les crimes commis par lui pendant sa présence au poste de dirigeant de l'organisation du parti du Caucase. Kaminski avait mis en doute la version officielle du suicide du premier secrétaire du PC arménien, Khandjian, et de la mort foudroyante du président du comité exécutif des soviets d'Abkhazie, Lakoba. L'enquête menée sur l'affaire Beria révéla que ce dernier avait abattu Khandjian de sa propre main et empoisonné Lakoba.

Kaminski ne se contenta pas d'accuser Beria, il exprima sa défiance à l'égard de l'appareil de Iejov et, en faisant référence aux chiffres de communistes arrêtés au cours des mois précédents donnés par Iejov dans son rapport, il déclara : *"Ainsi nous fusillons tout le parti."*

Kaminski se doutait bien des conséquences probables d'une telle intervention. Lorsqu'il partit pour le Kremlin, le 25 juin, le jour où était prévu son discours, il prévint sa femme qu'ils risquaient de ne pas revenir du plénum. La veille, il avait nettoyé son coffre et les tiroirs de son bureau des papiers qu'ils contenaient dans son cabinet de travail. Lorsque son adjointe Karmanova, qui l'observait en train de faire cela, lui demanda s'il se préparait à changer d'affectation, il répondit : *"Non, je fais ça à tout hasard"* (20).

Dans la notice de réhabilitation de Kaminski, il est indiqué qu'il a été arrêté le 25 juin. Le lendemain, le plénum adopta la résolution suivante : *"Exclure Kaminski de la liste des membres suppléants du comité central et du parti comme ne méritant pas la confiance"* (21).

Après celle de Kaminski, l'intervention la plus importante du plénum fut celle de Piatnitsky, membre du parti depuis 1898. Il déclara : au NKVD, on fabrique des affaires falsifiées et on applique des méthodes d'enquête illégales ; il faut donc engager une vérification multiforme de l'activité de ce commissariat du peuple (22).

Il n'était pas aussi facile de liquider Piatnitsky que les autres membres du comité central exclus par listes entières, ou qu'avec le jeune Kaminski, âgé de 42

ans. Piatnitsky n'était pas un bureaucrate de seconde zone, mais l'un des plus vieux bolcheviks ; et depuis la fondation de l'Internationale communiste jusqu'en 1935, il y avait joué un rôle dirigeant ; depuis 1935, il dirigeait la section politico-administrative du comité central.

Dans l'une de ses rares confidences sur les événements de 1937, Kaganovitch déclara qu'après l'intervention de Piatnitsky, lors de l'interruption de séance, les membres du bureau politique *"entourèrent Piatnitsky et tâchèrent de le convaincre de retirer ses propos ; il nous répondit qu'il avait exprimé sa conviction, sur laquelle il ne reviendrait pas"* (23).

Le lendemain, Iejov déclara que Piatnitsky avait été un agent provocateur de l'Okhrana tsariste. Mais, à la différence des autres membres du comité central, Piatnitsky ne fut pas arrêté sur le champ. Dans une brève intervention avant la clôture du plénum, Staline déclara qu'une vérification était en cours sur le cas de Piatnitsky, qui serait achevée d'ici quelques jours (24).

La femme de Piatnitsky raconte dans son journal que tout au long de la semaine suivante, Piatnitsky a téléphoné chaque jour à Iejov en exigeant une confrontation avec les auteurs de dépositions contre lui. Iejov différa plusieurs fois l'accueil de Piatnitsky et ce n'est que le 3 juillet qu'il lui fut proposé de se présenter au NKVD. Piatnitsky en revint à l'aube. *"C'était un homme tout à fait épuisé et malheureux. Il me dit seulement : "Ioulia, c'est très mauvais" »* (25).

Piatnitsky raconta aux membres de sa famille qu'on l'avait confronté avec d'anciens membres de l'appareil de l'Internationale communiste, qui le calomnièrent : *"Il déclara qu'il n'était coupable de rien devant le parti, qu'il ne se reconnaissait pas coupable et qu'il lutterait pour la vérité. Mais il pouvait se passer un long moment avant que l'on ne reconnaisse son innocence"* (26). Le 7 juillet, Piatnitsky fut arrêté. Il fut exclu du parti lors du plénum suivant, en octobre, c'est-à-dire quatre mois après son arrestation.

Comme dans "l'affaire des généraux", une provocation montée par la Gestapo — mais cette fois à l'initiative de cette dernière — joua un rôle certain dans la fabrication de l'affaire de Piatnitsky. Trepper raconte le mécanisme de cette provocation compliquée dans ses souvenirs : le gestapiste Guiring lui raconta qu'en 1937, la Gestapo avait décidé d'utiliser l'espionnage qui régnait en URSS pour créer la version d'un "agent allemand" dans la direction de l'Internationale Communiste. Piatnitsky fut choisi pour remplir ce rôle parce qu'il avait pendant de longues années dirigé la délégation du Parti bolchevique dans l'Internationale et que, à travers lui, il était aisé de porter un coup contre les meilleurs cadres de l'Internationale.

A cette fin, la Gestapo enrôla deux communistes allemands qu'elle avait arrêtés et qu'elle relâcha ; ces deux agents transmirent à Moscou un dossier fabriqué sur Piatnitsky, qui aida à perdre le vieux révolutionnaire et avec lui des centaines de militants de l'Internationale. Trepper le souligne : *"Ce fut l'un des meilleurs services que Staline rendit à Hitler"* (27).

Outre les hitlériens, des gardes blancs qui collaboraient avec eux jouèrent aussi un rôle dans cette provocation. Une lettre adressée au général von Lampe par le colonel Gueguelchvili, l'un des dirigeants d'une organisation de gardes blancs à Prague, en témoigne. On peut lire dans cette lettre de 1943 : *« Vous et moi nous avons torpillé le cuirassé "Révolution mondiale" dès 1937, lorsque fut arrêté le chef de son bureau technique, Piatnitsky. »*

Une fiche établie en 1937 par l'Union militaire russe affirme : *"La provocation montée par Iejov contre Piatnitsky poursuit un but : compromettre un bolchevik éminent qui connaît beaucoup trop de secrets du Kremlin-Komintern... Son éloignement est l'une des conditions de l'établissement de contacts plus étroits entre Staline et Hitler. Pendant un long moment, Piatnitsky a tenu entre ses mains tous les fils et tout le réseau du bolchevisme international. Sa chute et son arrestation signifient le déclin de l'activité de l'Internatio-*

nale communiste. Maintenant, Staline va s'engager dans sa politique impériale en faisant de Hitler son allié" (29).

Ces analyses sont tout à fait perspicaces. Les cadres de l'Internationale communiste avaient été éduqués dans un esprit antifasciste sans compromis. Sans une épuration sanglante de ces cadres, il aurait été impossible de contraindre les partis communistes étrangers à soutenir l'accord de Staline avec Hitler, comme cela se produisit en 1939.

L'affaire Piatnitsky devait servir de point de départ à la fabrication grandiose d'un "procès de l'Internationale". L'extraordinaire fermeté de Piatnitsky, pourtant soumis à 220 heures d'interrogatoires accompagnés de tortures, comme l'examen de son affaire le montra, l'empêcha.

Piatnitsky n'avait jamais appartenu à aucune opposition. Lors de l'enquête, il choisit comme moyen de défense son hostilité au "trotskysme". Le 23 janvier 1938, il communiqua au juge d'instruction Lanfang une lettre destinée au bureau politique, dans laquelle il écrivait : *"Il y a déjà six mois et demi que je suis en prison. J'ai vécu dans l'espoir que l'enquête révélerait ma totale innocence. Il est évident aujourd'hui que c'est un fiasco. Je suis saisi d'effroi... Je ne peux pas, je ne veux pas, et je ne dois pas être interné dans une prison soviétique et être jugé pour une contre-révolution droito-trotskyte à laquelle je n'ai jamais appartenu et contre laquelle j'ai toujours lutté"* (30).

Cette lettre ne parvint pas à son destinataire ; elle ne fut découverte que vingt ans plus tard, lors de l'arrestation de Lanfang, qui l'avait gardée par devers lui pendant tout ce temps.

Les souvenirs de Mendeleiev témoignent de l'importance que Staline accordait à l'affaire Piatnitsky. Il se trouvait en mai 1938 dans la même cellule que Melnikov, chef du service des liaisons de l'Internationale communiste. Ce Melnikov lui raconta qu'il avait été emmené au Kremlin sur ordre de Iejov. Là, il fut conduit devant Staline, Molotov, Vorochilov, Kaganovitch et Kroupskaïa. Mendeleiev raconte la scène de la façon suivante :

« *J'ai entendu la voix de Staline* : "La camarade Kroupskaïa affirme qu'elle ne croit pas et n'admet pas que Piatnitsky était un espion. Le camarade Iejov vous fera un rapport et vous convaincra faits à l'appui." *Iejov commença à me poser les questions que je connaissais. Je répondis conformément aux instructions reçues. Et soudain, j'entendis la voix indignée et aiguë de Kroupskaïa* : "Il ment ! C'est un fasciste ! C'est une fripouille !" *Et elle se jeta dans la pièce* : "Viatcheslav Mikhaïlovitch ! Kliment Efremovitch ! Lazare Moïseévitch ! Vous connaissez bien Piatnitsky. C'est un homme profondément honnête. Lénine l'aimait et le respectait beaucoup."

Kroupskaïa se démenait, cherchait des regards de sympathie. Elle n'obtint comme réponse qu'un silence accablant. La voix de Staline rompit le silence : "La camarade Kroupskaïa n'a pas confiance dans les dépositions de Melnikov. Eh bien, nous allons encore vérifier". » (31).

L'affaire de Piatnitsky fut examinée le 29 juillet 1938 dans la prison de Lefortovo, en même temps que les affaires de Roudzoutak et de sept autres membres titulaires et suppléants du comité central. Piatnitsky fut entre autres accusé d'avoir infiltré un réseau trotskyste dans l'Internationale et d'avoir glissé des "formulations trotskystes" dans les traductions d'ouvrages marxistes en langues étrangères.

Lors de la réunion du collège militaire de la Cour suprême, Piatnitsky ne se reconnut pas coupable. Il fut néanmoins condamné à mort.

Qui, dans les participants à la réunion du plénum de juin, soutint Kaminski et Piatnitsky ? L'intervention finale de Staline à ce plénum permet de répondre à la question. Je la reproduis en entier.

Staline : "Je dois vous informer, camarades, que vu les éléments irréfutables à notre disposition concernant Kodatski et Tchoudov, membres titulaires du comité central, et Pavlounovski, membre suppléant du comité central, partie prenante des actes criminels des comploteurs, il a fallu les arrêter. Des dépositions de Komarov sont en notre possession. Elles vous seront distribuées.

Il convient de chasser du comité central ces anciens membres du comité central et le membre suppléant.

(Voix dans la salle : "C'est correct".)

Andreïev (président de séance) : "Il est proposé d'adopter cette proposition du camarade Staline. Qui est pour ? Qui est contre ? Personne ? Adopté. L'ordre du jour du plénum est épuisé. Je déclare close la session du plénum."

Tout ce texte est barré d'un trait de plume épais et la page porte l'annotation suivante : "Cette communication a été faite par le camarade Staline à la fin du plénum de juin (29 juin 1937) du comité central. Barré par le camarade Staline, car ne doit pas figurer au procès-verbal" (32).

Dans le procès-verbal envoyé aux instances du parti, restait juste la résolution du plénum, dont la formulation écrite fut rédigée après sa clôture. Le texte évoque simplement l'exclusion des trois membres cités par Staline, auxquels il ajoute le nom d'un membre suppléant, Struppe, "pour participation à un groupement contre-révolutionnaire" (33).

Ainsi, à la fin même de la séance, Staline annonça aux autres membres du comité central, déjà totalement résigné, comme s'il s'agissait d'un simple acte routinier, l'arrestation (sur la base d'une seule déposition !) de quelques membres supplémentaires du comité central. Après quoi, il demanda qu'on vote leur exclusion du comité central.

La vieille-bolchevik Lazourkina raconta au XXII^e Congrès du PCUS comment cette décision du plénum de juin fut "expliquée" dans les instances inférieures du parti : « *Jdanov réunit les responsables du comité régional du parti de Leningrad et nous informa que l'on avait démasqué dans nos rangs deux ennemis, Tchoudov, l'ancien deuxième secrétaire du comité régional, et Kodatski, le président du comité exécutif du soviet de Leningrad... Nous ne pouvions rien dire. Notre langue semblait collée à notre palais. Mais lorsque la réunion fut terminée et que Jdanov quitta la salle, je m'approchai de lui et lui dit* : "Camarade Jdanov, je ne connais pas Tchoudov, qui n'est pas depuis longtemps dans notre

organisation de Leningrad, mais je me porte garant de Kodatski. C'est un honnête membre du parti. Il a combattu toutes les oppositions. C'est incroyable. Il faut vérifier cela." *Jdanov me regarda de ses yeux cruels et me dit : "Lazourkina, arrêtez cette conversation, autrement cela finira mal pour vous".* » (34).

Au plénum de juin, 31 membres du comité central en tout en furent exclus, beaucoup plus que dans toutes les années précédentes, à partir de 1927, quand cette mesure fut appliquée pour la première fois contre Trotsky et Zinoviev.

Après ce plénum, qui accorda les pleins pouvoirs au NKVD, Jejev et Staline avaient les mains complètement libres pour accomplir de nouveaux crimes. Un des éléments essentiels de ces pleins pouvoirs fut la résolution du bureau politique autorisant officiellement l'usage de la torture à l'encontre des détenus.

On connaît l'existence de ce document honteux par un télégramme chiffré adressé par Staline le 10 janvier 1939 aux secrétaires des comités centraux des partis nationaux, des comités régionaux et des comités territoriaux, ainsi qu'aux chefs des commissariats du peuple et des directions du commissariat à l'Intérieur à tous ces niveaux. Ce télégramme répondait à des questions de responsables du parti promus à leur poste à des dates récentes et qui, dans de nombreux cas, protestaient naïvement contre l'utilisation par les cadres du NKVD "de mesures de pressions physiques". Staline expliqua que "l'utilisation de cette méthode dans la pratique du NKVD avait été autorisée à partir de 1937 avec l'autorisation du plénum du comité central" (35).

On n'a pas encore trouvé à ce jour trace du document lui-même contenant cette "autorisation", bien que le télégramme correspondant, d'après Molotov, a été envoyé à tous les membres du comité central et à tous les comités régionaux. On peut supposer que Staline a jugé bon d'effacer les traces de cette décision. La directive a visiblement été envoyée aux instances du parti avec l'exigence qu'elle soit retournée au comité central pour être détruite. Le très large

usage de cette pratique est confirmé par le fait qu'on n'a pas trouvé l'original du télégramme de Staline en date du 10 janvier 1939, on en a seulement découvert une copie au comité régional du parti du Daghestan (36).

Les aveux de Molotov et Kaganovitch, littéralement collés le dos au mur lors du plénum du comité central de 1957, confirment que l'utilisation des tortures a été formalisée par une décision du bureau politique.

Khrouchtchev demanda à Molotov : *"Sur quelle base fut adoptée la décision de torturer les détenus pour leur arracher des dépositions ? Qui a signé le document sur les coups et les tortures ?"*

Après quoi s'engagea le dialogue suivant :

Molotov : *"Il y eut une décision unanime du bureau politique d'appliquer des mesures de pression physique. Tout le monde a signé."*

Une voix : *"Une telle décision n'existe pas."*

Molotov : *"Cette décision fut bien prise."*

Une voix : *"Montrez-en le texte."*

Molotov : *"Ce fut une décision secrète. Je n'en ai pas le texte."*

Khrouchtchev : *"Raconte comment cela a été signé. Répète."*

Kaganovitch : *"Tous les membres du bureau politique ont signé pour... appliquer les mesures extrêmes de pression physique à l'encontre des espions..."*

Khrouchtchev : *"Je veux apporter une précision. Kaganovitch et Molotov ne refuseront certainement pas de confirmer la conversation que nous avons eue. A la veille du XX^e Congrès ou juste après, Kaganovitch a déclaré que ce document existait bel et bien, que tous (les membres du bureau politique, V. R.) l'avaient signé, disant qu'il fallait battre les détenus. Kaganovitch a proposé de rechercher le document et de le détruire. On a donné la mission à Maline (alors chef de la chancellerie du comité central chargée des archives, V. R.) de mettre la main dessus, mais on ne l'a pas trouvé. Il avait déjà été détruit... Tu nous avais*

même raconté alors dans quelle situation cette résolution avait été rédigée et qui l'avait signée.”

Kaganovitch : “Oui, je l'ai raconté. Nous étions tous réunis, en séance, le document a été rédigé à la main et tous (les membres du bureau politique, V. R.) l'ont signé.”

Khrouchtchev : “Qui a rédigé ce document ?”

Kaganovitch : “Il a été rédigé de la main de Staline” (37).

L'autorisation officielle d'appliquer la torture ouvrait la voie à un nouveau déchaînement de la terreur, qui déboucha en fait sur la liquidation de l'ancien Parti bolchevique et d'une partie significative des cadres du mouvement communiste international.

(1) *Voprossy Istorii (Questions d'Histoire)*, 1992, n° 11-12, page 10.

(2) Centre russe de conservation et d'étude des documents d'Histoire contemporaine (CRCEDHC), anciennes archives centrales du PCUS, fonds 17, inventaire 614, dossier 95.

(3) *Ibidem*, fonds 17, inventaire 3, dossier 985, point 126.

(4) *Ibid.*, fonds 17, inventaire 2, dossier 614, feuilles 103, 105.

(5) *Ibid.*, feuille 135.

(6) *Ibid.*, feuille 306.

(7) *Ibid.*, feuille 377.

(8) *Le bureau politique stalinien dans les années 1930*, Moscou 1995, page 55.

(9) *Novoie Vremia*, 1994, n° 50, p. 37.

(10) *Ibid.*

(11) *Le PCUS dans ses résolutions*, tome 6, page 392.

(12) CRCEDHC, fonds 17, inventaire 2, dossier 780, feuilles 2, 5, 9, 12.

(13) *Ibid.*, fonds 17, inventaire 2, dossier 779, feuilles 18, 22, 37, 45, 47, 68.

(14) *Ibid.*, fonds 17, inventaire 2, dossier 614, feuilles I-2.

(15) *Ibid.*, feuille I.

(16) *Pages d'Histoire du PCUS. Faits. Problèmes. Leçons*. Moscou 1988, pages 601-602.

(17) *Voprossy Istorii*, 1992, n° 2-3, page 98.

(18) *Beria. Fin d'une carrière ?*, pages 242-243.

(19) *Voprossy Istorii*, 1992, n° 2-3, page 98.

(20) *Ils ne se sont pas tus*, Moscou 1991, pages 200-202.

(21) CRCEDHC, fonds 17, inventaire 2, dossier 614, feuille 2.

(22) *Ils ne se sont pas tus*, page 220.

(23) *Cela pèse jusqu'à présent*, Moscou 1993, pages 265-266.

(24) CRCEDHC, fonds 17, inventaire 2, dossier 622, feuille 220.

(25) *Cela pèse jusqu'à présent*, pages 265-266.

(26) *Ibid.*, page 279.

(27) Trepper : *Le Grand Jeu*, pages 54-55.

(28) *Ils ne se sont pas tus*, page 225.

(29) *Ibid.*, page 224.

(30) *Ibid.*, page 222.

(31) *Pages d'Histoire du PCUS, op. cit.*, page 603.

(32) CRCEDHC, fonds 17, inventaire 2, dossier 622, feuille 220.

(33) *Ibid.*, fonds 17, inventaire 2, dossier 614, feuille 93.

(34) *XXII^e Congrès du PCUS*, tome 3, pages 120-121 (édition française *Cahiers du communisme*, décembre 1961, pages 363-364).

(35) *Réhabilitation. Les procès politiques des années 30-50*, Moscou 1991, page 40.

(36) *Istoritcheski Arkhiv*, 1993, n° 3, page 89.

(37) *Ibid.*, pages 86, 88-89.



Ossip Piatnitsky.

Pages de la Terreur



La traduction par l'Internationale communiste du plénum du comité central de février-mars 1937 : une chasse à l'homme internationale dans le mouvement ouvrier en général et à l'intérieur des partis communistes en particulier

LE 31 mai 1937, le comité exécutif de l'Internationale communiste adresse une note confidentielle de neuf pages, qui éclaire le sens international de la Terreur décidée par le plénum, ou plutôt imposée au plénum par Staline et sa clique. Le texte explique d'abord cette portée, puis se conclut par une liste de dix décisions, qui constituent un arsenal d'épuration des partis communistes et de leur appareil.

“La réunion plénière du comité central du Parti communiste (bolchevik) de l'URSS, en date du 23 février au 5 mars 1937, qui a tiré les leçons politiques de l'activité d'espionnage et de diversion de l'agence trotskiste du fascisme, a une importance énorme non seulement pour le Parti communiste de l'URSS, mais aussi pour les partis communistes des pays capitalistes et pour tout le mouvement ouvrier international.

L'infâme besogne de sabotage et d'espionnage des trotskistes contre le socialisme et le pouvoir soviétique en URSS au profit de la Gestapo et du ser-

vice de renseignements japonais est indissolublement liée à l'activité ignoble de provocation des trotskistes dans le mouvement ouvrier des pays capitalistes. Dans ces pays, soit qu'ils se trouvent soudés et étroitement reliés aux agents de la police, soit qu'ils s'avèrent eux-mêmes des agents de la police, les trotskistes s'efforcent pour le compte du fascisme de désorganiser le mouvement ouvrier, d'approfondir sa division, d'empêcher la formation du front unique ouvrier et du front populaire là où ils sont en train de se constituer et de les torpiller de l'intérieur là où ils existent, comme par exemple en Espagne ou en France.

Pénétrant non seulement dans les partis communistes, mais aussi dans les autres organisations ouvrières, dans les partis socialistes et les syndicats, dans les organisations de la jeunesse ouvrière, les trotskistes s'appliquent, pour le compte du fascisme, à disloquer ces organisations, à affaiblir ainsi la classe ouvrière et à conduire les ouvriers à la défaite en provoquant des mouvements désorganisés et émiétés.”

Le texte accuse ensuite les trotskistes de se conduire "en ennemis féroces de l'indépendance et de la liberté des peuples", de se dresser dans les pays coloniaux "non pas contre l'impérialisme (...), mais contre le Front populaire anti-impérialiste", de «masquer leurs vrais buts, leur concours au fascisme dans ses plans scélérats, sous une phraséologie "de gauche" ».

Puis il souligne :

"L'indication du camarade Staline que les communistes ne se sont pas aperçus de la transformation du trotskisme, de courant politique au sein de la classe ouvrière qu'il était il y a sept ou huit ans, en une bande enragée et sans principe d'espions, d'agents de diversion, de terroristes et de saboteurs, est d'autant plus fondée en ce qui concerne les sections de l'IC que c'est précisément dans le mouvement communiste des pays capitalistes qu'est largement répandue l'idée que le trotskisme est encore maintenant un courant politique au sein du mouvement ouvrier."

Pour déchaîner la terreur antitrotskyste, il faut donc mettre au pas, voire terroriser ces obtus communistes des pays capitalistes. D'où les mesures d'épuration décidées. Le déchaînement de la terreur antitrotskyste exige le déchaînement de la terreur dans les rangs des partis communistes. Le texte annonce une série de dix décisions pour mettre en œuvre à l'échelle internationale les conclusions du plénum de février-mars 1937.

Les plus significatives sont :

"2. Introduire dans le programme de toutes les écoles du parti et de toutes les universités populaires placées sous l'influence des communistes des cours spéciaux de lutte contre le fascisme et son agence trotskiste (...).

4. Elever le niveau des organisations du parti en décelant les éléments trotskistes qui donnent à leur désaccord radical avec la politique du parti et de l'Internationale communiste la forme de ré-

serve de toute espèce à l'égard des positions tactiques du parti (...).

5. Epurer les organisations du parti des éléments trotskistes à double face envoyés par l'ennemi de classe avec le but de désorganiser les partis communistes (...).

6. Proposer aux comités centraux des partis communistes de réviser soigneusement la composition entière des services illégaux s'occupant de la technique de tout le travail secret (lieux de rendez-vous, chiffres, adresses, correspondance), en remplaçant tous les éléments qui ont été choisis à la légère par des camarades irréprochables, strictement vérifiés et politiquement compétents, contrôler méthodiquement tout le travail et toute la composition de l'appareil illégal.

7. Les comités centraux des partis communistes sont tenus de vérifier immédiatement toute la comptabilité de l'appareil du parti, en s'appliquant tout particulièrement à découvrir les cas de dilapidation de l'argent du parti par des espions trotskistes.

8. Afin de renforcer la lutte contre le trotskisme, les sections de l'IC et leurs représentants auprès du CE de l'IC sont tenus de réaliser dans le délai d'un an le retour en masse des émigrés communistes au travail politique dans les pays capitalistes en ne laissant en URSS que les camarades malades et invalides et ceux qui, en raison du caractère des accusations portées contre eux par les tribunaux de classe bourgeois ne peuvent retourner au travail dans aucun pays capitaliste.

La résolution doit être étudiée "à tous les échelons du parti depuis les organismes supérieurs (bureau politique, comité central) jusqu'aux organisations de base (...), la lutte contre le trotskisme n'est pas une campagne politique momentanée, mais la tâche constante et quotidienne de chaque organisation du parti et de chaque communiste".

Le pogrome dans l'Internationale communiste

LE 10 octobre 1937, Gueorgui Dimitrov, secrétaire général du comité exécutif de l'Internationale, et Dimitri Manouïlski, secrétaire du comité exécutif, chef de la délégation à l'Internationale du Parti communiste russe et membre de son comité central, adressent à ce dernier, en fait au bureau politique et à Staline, une lettre, publiée dans la revue russe *Istoritcheskii Arkhiv* (n° 1, page 221, 1993), qui illustre l'ampleur du pogrome organisé dans l'Internationale :

« *Le commissariat du peuple à l'Intérieur a débusqué ces derniers temps toute une série d'ennemis du peuple et découvert une organisation d'espionnage ramifiée dans l'appareil de l'Internationale communiste. Le service des liaisons (1), section particulièrement importante de l'appareil de l'Internationale, était particulièrement gangrené ; il faut maintenant liquider complètement ce service et procéder à sa réorganisation complète avec des militants soigneusement choisis et vérifiés. D'autres maillons de l'appareil de l'Internationale sont aussi gangrenés, quoique dans une moindre mesure : la section des cadres, les assistants politiques des secrétaires du comité exécutif, les référents, les traducteurs, etc.*

De plus, la direction de l'Internationale communiste a procédé à une vérification de tout son appareil, à la suite de quoi environ cent personnes n'inspirant pas une confiance politique suffisante ont été remerciées.

Dans le passé, l'appareil de l'Internationale communiste a été essentiellement formé avec des cadres des partis communistes étrangers, surtout des partis communistes illégaux, disposant de vastes réserves d'émigrés en URSS. L'expérience a montré que cette façon de constituer l'appareil de l'Internationale dans les conditions actuelles était dangereuse et nuisible, étant donné que toute une série de sections de l'Internationale, comme par exemple la section polonaise, se sont révélées être entièrement dans les mains de l'ennemi.»

Cette dénonciation s'achève par la demande au bureau politique du PC russe de fournir des cadres russes vérifiés, dont les deux signataires ont remis une liste à Gueorgui Malenkov, qui, bien que non membre du comité central, dirigeait la section des organismes dirigeants du dit comité central !

(1) Il s'agit du service des liaisons internationales (OMS), dirigé jusqu'en 1935 par Ossip Piatnitsky, arrêté en juillet 1937 (NDR).

Une des six mille trotskystes liquidés en 1937 à Magadan : Tatiana Miagkova

TATIANA Miagkova naquit en 1897 à Tambov. Etudiante, elle participe à l'action révolutionnaire, est arrêtée et jetée en prison. La révolution de février 1917 la libère : elle adhère au Parti bolchevique en 1919. Lors de l'occupation de la ville de Kiev par les troupes du général monarchiste Denikine (dont les conséquences sont décrites ailleurs dans ce numéro dans les souvenirs de la socialiste-révolutionnaire Kachovskaia), elle passe dans la clandestinité pour assurer la liaison avec les détachements de l'Armée rouge en retraite. Elle a publié ses souvenirs sur cette période dans la revue *Le-topis Revolioutsii*, de février 1926.

Après la fin de la guerre civile, elle reprend ses études à Moscou, les termine et, en 1924, s'installe à Kharkov, en Ukraine. En 1926, elle se rallie à l'Opposition unifiée constituée par Trotsky, Zinoviev et Kamenev. En 1927, elle est exclue du Parti communiste russe comme trotskyste. En 1928, elle est envoyée en exil à Astrakhan, sur la mer Caspienne.

Elle y continue son activité d'oppositionnelle : elle organise avec les autres opposants exilés un groupe qu'elle réunit dans son appartement ; elle recrute des jeunes de la localité à l'Opposition ; elle reproduit et diffuse les documents de l'Opposition parmi les membres du Parti communiste et des Jeunesses communistes (Komsomol) d'Astrakhan ; elle propose à ses

contacts divers de constituer un fonds d'aide aux exilés.

Elle devient alors la secrétaire de Christian Racovski, le principal dirigeant de l'Opposition en URSS après l'expulsion de Trotsky d'Union soviétique, en février 1929. Accusée d'avoir rédigé et diffusé un tract oppositionnel, elle est exilée pour trois ans dans la bourgade de Tchelkar, au Kazakhstan. Là, son mari, M. N. Poloz, commissaire du peuple aux Finances de la République d'Ukraine, vient la voir pour tenter de la convaincre de renoncer à ses opinions et à son activité oppositionnelles.

Tatiana Miagkova était exilée à Tchelkar avec deux autres opposantes : Sonia Smirnova et Maria Varchavskaja. Cette dernière, qui, jusqu'à son dernier jour, maintiendra l'intégralité de ses positions politiques, raconte que Tatiana Miagkova, à la suite de longues et difficiles discussions avec son mari, finit par se rendre aux arguments de ce dernier et par renoncer publiquement à ses activités d'opposante. En 1931, elle s'installe donc à Moscou avec son mari, qui est alors affecté à l'appareil du comité exécutif central des soviets.

Mais si Tatiana Miagkova cesse son activité politique, elle continue à exprimer ses opinions politiques, qui n'ont pas varié. Et le 12 janvier 1933, elle est arrêtée et condamnée à trois ans d'emprisonnement dans l'isolateur de Verkhneouralsk. Un an plus tard, le 14

janvier 1934, son mari est arrêté et condamné à dix ans de camp aux îles Solovki, dans le nord de la Russie d'Europe, face à Arkhagelsk, au-delà du cercle polaire.

En janvier 1936, à l'expiration de sa peine, elle est exilée à Ouralsk, puis on la transfère à Alma-Ata, capitale du Kazakhstan, où Trotsky avait été exilé en 1928. Le 28 mai 1936, une conférence spéciale du NKVD condamne Tatiana Miagkova à cinq ans de camp à Nagaievo (dans la région de Magadan, à l'extrême-orient de la Sibérie, au sud de la Kolyma, que les déportés appelaient "*le crématoire blanc*"). A ce moment-là arrivent aussi à Magadan les deux vieilles amies trotskystes de Tatiana Miagkova, Smirnova et Varchavskaia.

La fille de Tatiana Miagkova écrit à ce propos : "*On rassembla à Magadan tous les trotskystes, tous les opposants, tous les hommes capables de défendre leur point de vue et d'opposer leur point de vue à celui de la direction suprême du pays.*"

De Nagaievo, on l'envoie dans un autre camp plus au nord, celui de Iagodnoïe. Là, un jour d'automne 1937, un convoi s'arrêta près du baraquement où elle vivait et elle reconnut un trotskyste de ses relations, Poliakov. Elle voulut lui parler à travers le grillage. Un garde tenta de l'en empêcher. Elle protesta. Selon le témoignage d'une de ses voisines, elle aurait injurié alors les gardes en hurlant : "*Fascistes, mercenaires fascistes, je sais que sous ce pouvoir on n'épargne ni les femmes ni les enfants. Mais c'en sera bientôt fini de votre arbitraire !*"

Ce témoignage exagère sans doute les paroles prononcées, car le verdict n'en fait pas état et lui reproche seulement d'être "*une trotskyste qui n'a pas désarmé*", d'"*établir systématiquement des liens avec les trotskystes*", d'avoir fait six mois de grève de la faim, et, le 17 novembre 1937, la conférence spéciale du NKVD du

camp la condamne à être fusillée. La sentence est immédiatement mise à exécution.

Auparavant, la conférence spéciale a condamné le 11 octobre Poliakov à être fusillé. Il est le quarante-neuvième d'une liste de trotskystes condamnés à mort ce jour-là pour manifestation de protestation contre le traitement des déportés dans le port de Vladivostok, grève de la faim et activités trotskystes. Le verdict stipule :

"Poliakov Benjamin Moïseevitch est accusé d'être membre du comité trotskyste contre-révolutionnaire, d'avoir participé à la manifestation contre-révolutionnaire à Vladivostok. Il est l'organisateur d'une révolte au cours du transfert à Nagaievo. Il a organisé le recrutement de participants à la grève de la faim et a lui-même pris part à la grève de la faim. Il a rédigé et signé des pétitions et des déclarations contre-révolutionnaires. Il refuse de travailler."

Poliakov est fusillé le 26 octobre 1937.

L'archiviste Birioukov, qui à Magadan, en 1990, travailla sur le dossier de Tatiana Miagkova et de ses camarades, écrivit alors à sa fille, Rada Mikhailovna :

"L'histoire de la manière dont on a envoyé à Kolyma six mille détenus trotskystes (et pas deux cents, comme je vous l'avais écrit précédemment), comment ces derniers ont tenté d'obtenir justice ici même (ne serait-ce qu'en réclamant le statut de prisonniers politiques), comment ils ont essayé de continuer leur combat contre le stalinisme et comment ils ont finalement été anéantis pendant ces années est une histoire grandiose, même sur le fond de la tragédie nationale de l'époque. Et le destin de votre mère est l'un des petits chaînons de cette histoire effrayante" (*La Résistance au Goulag*, éditions Vozvrachtchenie, Moscou, 1992, pp. 160-165).



Tatiana Miagkova.

**Lutte contre le fascisme
et front unique
en Allemagne
en 1933-1934**

L'année 1930 marque un progrès foudroyant des nazis, nourri par la crise économique et sociale qui frappe de plein fouet l'Allemagne au lendemain du krach d'octobre 1929, qui plonge le monde capitaliste tout entier dans une gigantesque tourmente.

Aux élections de 1928, le parti nazi avait obtenu 809 000 voix et 13 députés ; en 1930, ces chiffres sont multipliés par 8 ou 9 : il reçoit 6 401 000 voix (plus que le PC allemand) et 105 députés.

En juillet 1932, il double ces résultats : 12 732 000 voix et 230 députés, contre 5 277 000 voix et 105 députés au PC allemand.

Dès l'année 1930, se pose donc de façon aiguë le problème de la lutte contre la menace nazie et de l'unité des partis ouvriers contre elle.

Le front unique avec qui ?

ON connaît depuis longtemps les textes officiels de l'Internationale communiste et de la direction du Parti communiste allemand d'un côté, et, de l'autre, les articles et brochures que Léon Trotsky a consacrés à cette question pendant près de trois ans.

Les premiers développent une activité résumée par deux citations célèbres. La première est l'analyse que présente l'un des hommes clés de Staline à la tête de l'Internationale communiste, Dimitri Manouïlksi, qui fait de la victoire du nazisme une étape inéluctable dans certains pays vers la révolution socialiste : *"Dans de nombreux pays capitalistes hautement développés, le fascisme sera le dernier stade du capitalisme avant la révolution sociale"* (1).

La direction de l'Internationale communiste et du PC allemand dénoncent la social-démocratie comme "social-fasciste", c'est-à-dire sœur jumelle du fascisme, selon une formule alors abondamment utilisée par la direction de l'Internationale...

Et le secrétaire du PC allemand, Ernst Thaelmann, poussant cette caractérisation jusqu'au bout, dénonce *"les gens à qui les arbres du national-socialisme cachent la forêt de la social-démocratie"*, qui représente donc le danger le plus grave ; le même Thaelmann écrit dans le même article : *"La social-démocratie essaie, en évoquant le spectre du fascisme d'Hitler, de détourner les masses d'une*

action vigoureuse contre la dictature du capital financier" (2).

Au même moment, Trotsky soulignait : *"Entre la démocratie et le fascisme, il y a une contradiction (...). Identifier la social-démocratie avec le fascisme est tout à fait insensé (...). La social-démocratie ne peut pas avoir d'influence sans les organisations ouvrières de masse. Le fascisme ne peut pas consolider son pouvoir autrement qu'en détruisant les organisations ouvrières"* (3).

Une légende complaisamment répandue veut qu'après avoir réfléchi aux conséquences de la victoire du nazisme, l'Internationale communiste a, après la dissolution du Parti communiste allemand en mars 1933, effectué assez vite un virage et proposé aux sociaux-démocrates l'unité contre le fascisme. Il n'en est rien. Et les documents officiels depuis longtemps publiés suffiraient à le souligner. En août 1934 encore, dans l'organe officiel de l'Internationale, Knorine rappelle *"cette formule juste que la social-démocratie et le fascisme sont des jumeaux (...). Les communistes ont raison d'appeler le fascisme et la social-démocratie des jumeaux et les chefs de la social-démocratie des sociaux-fascistes"*. Comme cette politique ne passe pas, Knorine reproche bien évidemment aux "agitateurs" du PC allemand de mal utiliser cette formule juste en manifestant *"une tendance à simplifier considérablement les choses"* et, *"par leur argumentation simplifiée, ils font échec bien souvent au front unique et empê-*

chent les ouvriers (sociaux-démocrates, NDR) de venir au communisme” (4).

Les documents des archives de l’Internationale soulignent deux aspects mal connus :

a) jusqu’aux plus hauts sommets du PC allemand, la politique imposée par Moscou a suscité des réticences et des résistances, à chaque fois écrasées par l’appareil de l’Internationale ;

b) plus d’un an et demi encore après la victoire de Hitler et le démantèlement du PC allemand, l’Internationale, non

seulement continuait à caractériser la social-démocratie, écrasée par les nazis, comme social-fasciste, mais encore elle imposait au PC comme axe du front unique... l’alliance avec la “base” nazie. Elle fondait cette perspective sur une analyse bien connue : la victoire du fascisme en Allemagne y hâte le triomphe de la révolution sociale.

(1) *Correspondance internationale*, 24 septembre 1929.

(2) *Cahiers du bolchevisme*, 1er janvier 1932.

(3) Trotsky : *Ecrits*, tome III, pp. 112 et 122.

(4) *Correspondance internationale*, 5 août 1934.

1. — La lutte contre le “social-fascisme”

EN avril 1931, les nazis lancent une campagne pour un référendum contre le gouvernement social-démocrate de Prusse (où se trouve la capitale de l'Allemagne, Berlin), qui serait contraint à la démission en cas d'un vote majoritaire de rejet.

Le 15 juillet 1931, le secrétariat du comité central du PC allemand prend position contre la participation du parti communiste au référendum organisé par les nazis. Le lendemain, le bureau politique, sans doute alerté par Moscou, désavoue cette décision et affirme que les communistes prussiens appelleront à voter pour le renversement du gouvernement social-démocrate de Prusse. Dans une lettre à un membre du comité exécutif de l'Internationale en date du 29 juillet, Wilhelm Pieck, membre du bureau politique du PC allemand, futur président de la RDA, affirme :

“La lettre du secrétariat du 15 juillet a été rédigée par deux camarades seulement sans que les autres membres soient au courant (ce qui veut sans doute dire que la position prise leur apparaissait toute naturelle ! NDR). Malheureusement, les deux camarades n'avaient pas la possibilité de consulter les collègues, qui se trouvaient à Moscou, et, lorsque le lendemain, le bureau politique a voté à l'unanimité la décision inverse, les deux camarades n'ont plus évoqué leur lettre.”

Le même Pieck avait adressé le 20 juillet une lettre au comité central de son

propre parti pour expliquer la décision du bureau politique, qui passait manifestement mal dans les rangs mêmes du comité central. Il commençait par reconnaître que *“le point de vue opposé exposé dans la lettre du secrétariat du 15 juillet était très bien argumenté”*. Ses auteurs soulignaient : *“Bien que le gouvernement prussien ait par ses actions donné assez de matériaux pour faire comprendre aux ouvriers sociaux-démocrates que le gouvernement prussien ne se distingue en rien du gouvernement de Brüning ou d'un gouvernement de droite, néanmoins les ouvriers sociaux-démocrates, dans un premier moment, verront un fait : nous marchons avec les partis de droite.”*

Wilhelm Pieck répond : *“Ces arguments et d'autres similaires furent rejetés par les camarades qui mettent au premier plan le fait que les nazis mènent une campagne très vigoureuse pour le renversement du gouvernement prussien et que nous ne devons pas nous abstenir. Bien que nous menions une lutte d'agitation contre le gouvernement prussien, néanmoins les masses qui se trouvent sous l'influence des partis de droite ont l'impression que, pour nous, cette lutte n'est pas sérieuse. Nous sommes contraints de gagner ces masses.”*

Et Pieck ajoute : *“Le caractère anti-ouvrier et contre-révolutionnaire du gouvernement prussien est assez évident et nous n'avons pas besoin de beaucoup d'efforts pour expliquer aux ouvriers que les communistes doivent obtenir son renforcement.”*

Le référendum, qualifié de “référendum rouge” par les dirigeants du PC allemand, est un échec.

Le 20 juillet de l’année suivante, le gouvernement du Reich dirigé par von Papen décidait de révoquer le gouvernement social-démocrate de Prusse dirigé par Braun et Severing, sans réaction de ces derniers.

La lecture des documents ci-dessous exige un certain décryptage. Quand le texte parle des fautes, erreurs ou tendances “droitières”, “brandlériennes” — du nom de Heinz Brandler, dirigeant d’un groupe communiste opposant, le PCA (opposition) — ou “mi-brandlériennes, mi-trotskyistes”, il qualifie par là les aspirations ou propositions visant à réaliser le front unique entre communistes et sociaux-démocrates contre le danger nazi.

Le texte fait référence à une lettre de Staline publiée en juillet 1931 dans la revue *Proletarskaia Revolioutsia*, sous le titre “De quelques questions de l’histoire du bolchevisme”, dénonçant un article d’un historien soviétique publié dans la même revue : “*Les bolcheviks sur la social-démocratie allemande dans la période de sa crise d’avant-guerre*”.

Staline dénonce l’article comme “antiparti et semi-trotskyiste”. Un peu plus loin, il qualifie Sloutski de “faussaire de l’histoire de notre parti”. Puis il affirme ce qui est l’essentiel de son article : “*En fait, le trotskysme est le détachement d’avant-garde de la bourgeoisie contre-révolutionnaire qui mène la lutte contre le communisme, contre le pouvoir soviétique, contre la construction du socialisme en URSS.*” Et il répète un peu plus loin : “*Le trotskysme est le détachement*

d’avant-garde de la bourgeoisie contre-révolutionnaire.”

Cet article contient quelques lignes consacrées à Rosa Luxembourg dans le cadre ainsi fixé. Staline écrit en effet, en évoquant les discussions entre bolcheviks et mencheviks à dater de 1904 sur les forces motrices de la révolution russe : “*Quelle fut l’attitude dans ces discussions des sociaux-démocrates allemands de gauche, de Parvus et de Rosa Luxembourg ? Ils ont fabriqué le schéma utopique et à demi menchevique de la révolution permanente (une représentation monstrueuse du schéma marxiste de la révolution), traversé de part en part de la négation menchevique de la politique d’union de la classe ouvrière et de la paysannerie, et de l’opposition au schéma bolchevique de la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie. Par la suite, ce schéma semi-menchevique de la révolution permanente fut repris par Trotsky (partiellement par Martov) et transformé en instrument de lutte contre le léninisme.*”

Cette “analyse” a fort peu de rapports avec la réalité historique et elle n’évoque aucun des aspects réels de ce que l’on peut appeler le luxembourgeoisisme. Au moment où Trotsky déploie une vive activité “littéraire” (par force, puisqu’il est alors exilé à Prinkipo, en face de Constantinople), qui a un certain écho dans la gauche social-démocrate et dans certaines couches du PC allemand en faveur du front unique, il s’agit de diaboliser la tradition de Rosa Luxembourg encore vivante en la présentant comme une variété du trotskysme, lui-même qualifié de détachement d’avant-garde de la contre-révolution.

Lettre de la commission politique du comité exécutif de l'Internationale communiste (CEIC) au bureau politique du comité central du PCA (28 décembre 1931) : "Quand les arbres du nazisme cachent la forêt de la social-démocratie"

« Une lutte impitoyable, implacable, contre la social-démocratie, ce soutien social essentiel de la bourgeoisie, est le préalable décisif à la conquête de la majorité de la classe ouvrière et à la lutte révolutionnaire contre la dictature de la bourgeoisie. Le Parti communiste allemand, en développant la lutte révolutionnaire des masses, en démasquant la social-démocratie, en menant la tactique du front unique, a déjà porté toute une série de coups sérieux à la social-démocratie et réussi à gagner à lui les travailleurs. La correction de toute une série de fautes de caractère politique et principal, commises à divers moments par le parti, a sensiblement renforcé la capacité de combat du parti. La social-démocratie s'efforce de répondre à l'offensive du parti communiste par une double manœuvre : d'abord, en poussant des cris contre Hitler, elle tente de détourner l'attention des masses de sa propre politique de soutien à l'avènement de la dictature fasciste ; ensuite, par des manœuvres de "front unique", elle s'efforce d'empêcher la constitution du front unique des masses ouvrières sous la direction des communistes (...).

Le Parti communiste allemand, en mettant en œuvre une ligne léniniste révolutionnaire, se trouve sous une double pression des forces de classe hostiles à la révolution : d'abord, il se trouve sous

la pression de la social-démocratie, qui a encore un caractère de masse et des traditions social-démocrates de la classe ouvrière, qui nourrissent des tendances opportunistes dans les questions du front unique et de "la gauche" social-démocrate ; ensuite, il subit la pression du développement rapide des nationaux-socialistes et de la terreur fasciste contre la classe ouvrière, qui nourrit des tendances terroristes, anarchistes et putschistes dans les masses soumises à "l'impatience révolutionnaire" (...).

La commission politique du comité exécutif remarque que la menace d'une déviation de droite s'est considérablement renforcée, précisément en rapport avec la tâche tactique la plus importante du moment : la mise en œuvre par le parti de la tactique du front unique des masses et en rapport avec les manœuvres social-démocrates de "front unique". Si, dans l'organe central du parti, la Rote Fahne, on trouve encore maintenant des formulations peu nettes, dans certaines organisations locales du parti (en particulier dans les secteurs de la Ruhr, du Wurtemberg, de la Saxe, de la Thuringe, de Silésie), se sont manifestées des tendances à capituler devant la social-démocratie et les liquidateurs, l'abandon des positions communistes et le passage sur des positions brandlériennes et social-démocrates de "gauche".

Nous constatons avec satisfaction qu'une fraction de la presse locale du parti (à Hambourg, en Saxe) s'est déjà engagée dans la critique publique d'un tel abandon opportuniste de la ligne du parti et de l'Internationale communiste, mais nous considérons néanmoins que c'est encore insuffisant. Le parti, en développant de toutes ses forces la lutte pour les ouvriers sociaux-démocrates à l'aide de la tactique du front unique, ne peut accepter la moindre concession sur les questions de principes. Il doit développer largement l'explication de sa ligne révolutionnaire vis-à-vis de la social-démocratie en critiquant ouvertement et directement toutes les positions fautives dans les rangs du parti et en élevant l'ensemble du parti, à partir de l'exemple de certaines fautes en particu-

lier, à la lutte contre la ligne opportuniste de droite et libérale qui consiste à opposer la social-démocratie et le fascisme (...).

Le comité exécutif considère qu'il est indispensable d'utiliser largement la lettre du camarade Staline imprimée dans la Rote Fahne afin d'extirper, à partir de l'explication des fautes de Rosa Luxembourg, les racines profondes luxembourgistes et social-démocrates de gauche des erreurs de la presse du parti et de certaines organisations du parti dans les questions fondamentales du mouvement ouvrier allemand. La lettre du camarade Staline tout comme l'article du camarade Thaelmann doivent être considérés comme des documents d'actualité politique, comme une arme dans la lutte contre les positions opportunistes, à-demi brandlériennes, à-demi trotskystes. La commission politique du CEIC remarque que la presse du PCA a utilisé la lettre du camarade Staline de façon tout à fait insuffisante et maladroite, et parfois même de façon opportuniste (comme la publication dans Die Rote Fahne d'un éditorial peu actuel et intellectuel contre Sternberg) (1) et ne s'est

pas attelée à extirper les erreurs de Luxembourg qui influent aujourd'hui encore le parti.

La commission politique du comité exécutif considère nécessaire que soit menée, dans Le Propagandiste comme dans la Rote Fahne, une critique ouverte et développée des fautes brandlero-trotskystes de la rédaction du Propagandiste et juge que l'absence d'une telle critique et la non-popularisation de l'article de Thaelmann dans le numéro de décembre de la revue constitue une attitude conciliatrice à l'égard des erreurs brandlero-trotskystes.

Nous considérons que le succès de la lutte contre l'opportunisme, une autocritique vigoureuse renforceront la capacité du parti à unir constamment de nouvelles couches d'ouvriers sous sa direction grâce à la tactique du front unique et accélérera l'isolement de la social-démocratie des masses ouvrières et améliorera l'éducation bolchevique de ces masses » (CRDEC, fonds 495, inventaire 28, dossier 168 a, feuilles 104-107).

(1) Economiste social-démocrate de gauche, auteur du *Conflit du siècle* (NDR).

2. — Le “front unique” avec les fascistes après l’arrivée au pouvoir de Hitler

LES extraits de la résolution du présidium du comité exécutif de l’Internationale communiste du 9 juillet 1934 montre que, pour Moscou, l’axe du front unique... c’est l’unité avec les fascistes désenchantés, ou prétendus tels.

Ce n’est pas là une affirmation circonstancielle due à un retard dans la compréhension de la nature du nazisme et du danger que ce dernier faisait peser

sur la classe ouvrière européenne et sur l’URSS.

Le 1^{er} août 1936, le comité central du Parti communiste italien, dirigé par Togliatti, un des piliers de l’appareil de l’Internationale communiste, proposera dans une lettre ouverte l’unité avec les “fascistes de la Vieille Garde” et les “jeunes fascistes” pour “réaliser le programme fasciste de 1919”.

DER ROTE AUFBAU
 Halbmonatsschrift für Politik, Literatur,
 Wirtschaft, Sozialpolitik und Arbeiterbewegung
 V. Jahrgang Berlin, 15. Februar 1932 Heft 4

Willi Münzenberg / Trotzki's faschistischer Vorschlag einer Blockbildung der KPD mit der SPD

Wenn sich der „Rote Aufbau“ in der vorliegenden Nummer ausführlich mit den letzten Broschüren Leo Trotzki's beschäftigt, so geschieht das aus zwei Gründen. Ein Grund ist darin zu finden, daß die falsche Definition Trotzki's „Faschismus in Deutschland ist Nationalsozialismus und nichts anderes“ von der Sozialdemokratischen Partei und gewissen, mit ihr ideologisch verbundenen Gruppen und Organisationen seit Jahren vertreten wird.

Schon allein diese Tatsache ist bezeichnend für die falsche, unkommunistische und konterrevolutionäre Definition von Trotzki. Es geht deshalb auch nicht in erster Linie gegen Trotzki als Person, sondern vielmehr gegen den Trotzkiismus und die falsche trotzkistische Ideologie, die auf den verschiedensten Gebieten unter verschiedenen Namen auftritt, die aber in Trotzki ihren prägnantesten Führer hat.

Der andere Grund, der uns zu einer ausführlichen Stellungnahme gegen Trotzki bestimmt, ist folgender: Die Renegatengruppe Brandier—Thalheimer, deren Blätter jahrelang die Hauptlieferanten antikommunistischer Artikel für die bürgerliche und sozialdemokratische Presse waren, ist pleite. „Kritische“ Analysen und Untersuchungen seitens dieser Gruppe über die kommunistische Bewegung interessieren heute niemanden mehr und „Material“ aus dieser Quelle lockt keinen

Der Rote Aufbau :
“La proposition fasciste de Trotsky d'un bloc entre le PCA et le SPD”

Willi Münzenberg (1889-1940), l'auteur de l'article, fut responsable de l'Internationale communiste de la jeunesse, des éditions du PC allemand et du Secours rouge.

Résolution au présidium du comité exécutif de l'Internationale communiste (9 juillet 1934)

“Etant donné que les développements économiques et politiques en Allemagne ces derniers temps, et en particulier les événements du 30 juin, permettent de déceler un affaiblissement rapide du régime fasciste, une aggravation accélérée des contradictions dans le camp de la bourgeoisie, un renforcement du mécontentement non seulement parmi les masses ouvrières, mais aussi dans les masses paysannes et petites-bourgeoises, et donc un rétrécissement de la base de masse de la dictature fasciste, phénomènes que l'on peut apprécier comme le signe que mûrissent en Allemagne les prémices d'une crise révolutionnaire, le présidium du comité exécutif de l'Internationale communiste propose au comité central du PCA de renforcer le travail pour la consolidation du parti et pour rassembler les forces révolutionnaires du prolétariat et de tous les travailleurs contre la dictature fasciste comme un préalable au succès du PCA dans les combats de classe qui s'annoncent en Allemagne.

A cette fin, le PCA doit réaliser ce qui suit :

1. Prendre toutes les mesures pour constituer un large front unique de la classe ouvrière afin de lutter contre la loi du 20 janvier 1934, qui prévoit la baisse du salaire, contre la détérioration des conditions de travail dans les entreprises et contre le plan Goering, ainsi que contre la terreur déchaînée contre tous les antifascistes, etc. A cette fin, le PCA doit prendre toutes les mesures pour obtenir l'unité d'action des éléments communistes, sociaux-démocrates et oppositionnels parmi les Sections d'assaut, la Jeunesse hitlérienne, les membres de l'Organisation des usines et fabriques national-socialiste, le Front du

travail, l'organisation La Force et la Joie (1), en utilisant les luttes grévistes, les manifestations de rue, l'opposition passive dans les entreprises, etc. Il faut, ce faisant, utiliser largement le désenchantement à l'égard du fascisme parmi les SA et les aider à passer dans les rangs du front antifasciste. Le PCA doit accorder une attention toute particulière au travail de l'Union de la jeunesse communiste et à la conquête de la jeunesse travailleuse dans les organisations de jeunesse unifiée (2).

2. Prendre en charge le rétablissement de syndicats libres comme organisations de la lutte de classe du prolétariat et unir autour d'eux les anciens membres de ces syndicats ainsi que la meilleure partie de leurs anciens permanents. Le présidium du comité exécutif juge indispensable de proposer aux organisations social-démocrates (l'Union ouvrière marxiste de Saxe, l'Organisation du nord de la Bavière, l'Organisation du Rhin, etc.) le front unique pour la lutte commune contre le fascisme et, par la suite, de s'orienter vers l'unification de ces organisations avec les organisations communistes correspondantes sur la base du programme de l'Internationale communiste et de la tactique du PCA.

Il faut mener une lutte décidée contre les positions sectaires de communistes à l'égard des anciens sociaux-démocrates qui s'unissent au parti communiste, créer un climat de camaraderie à leur égard ainsi que la possibilité d'une participation active à la vie du parti, et mener parmi les anciens membres du parti social-démocrate une politique plus audacieuse de recrutement au PCA.”

Les deux points suivants de la résolution sont des injonctions purement pratiques, élaborées dans les bureaux de Moscou, sans la moindre indication des moyens de parvenir à réaliser ces tâches sous la botte nazie :

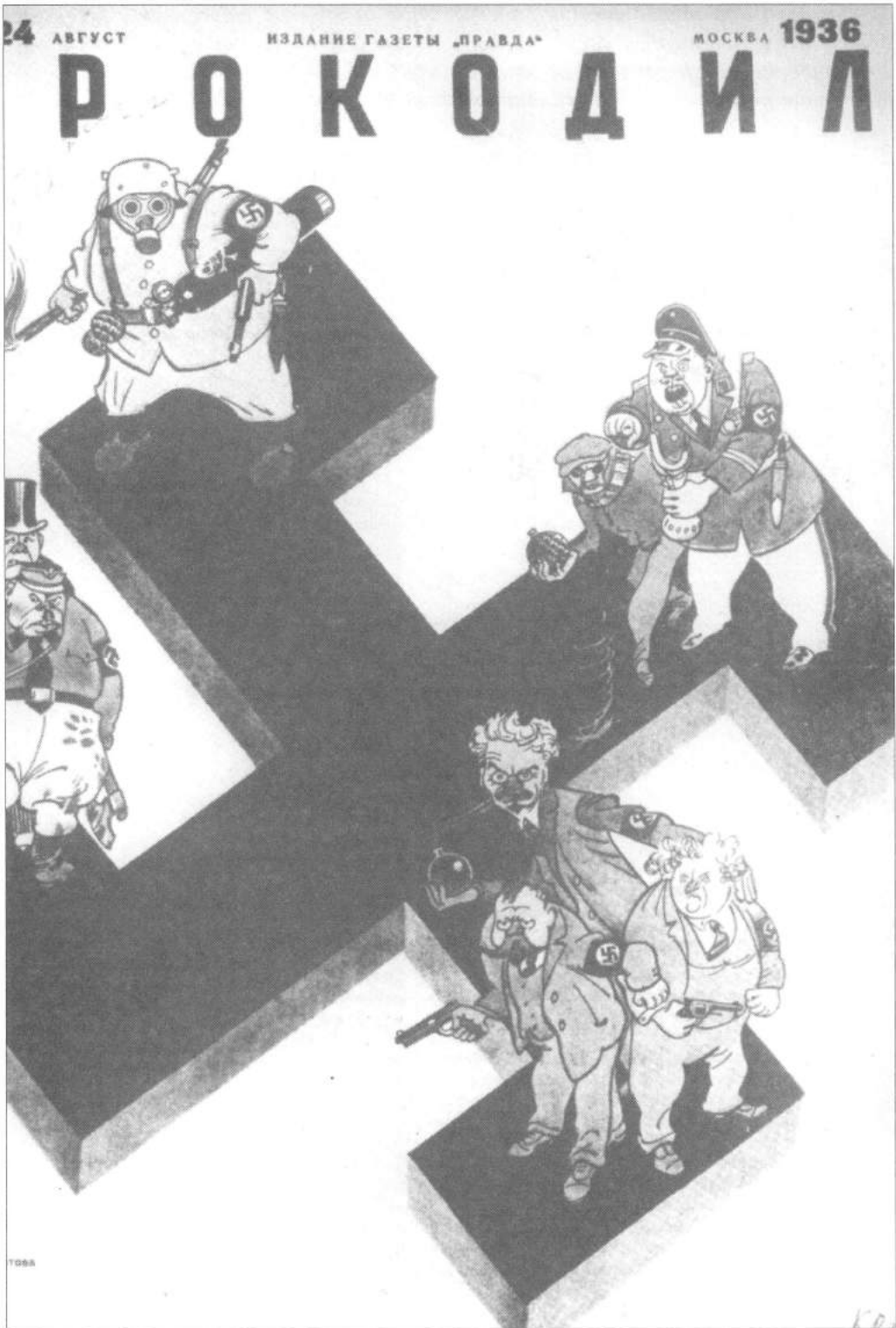
“Rétablir immédiatement le travail du parti dans les secteurs agricoles du parti (...), reconstruire sans tarder les organisations du parti, créer des cellules actives dans les entreprises ainsi que dans les quartiers”, etc.

“Le parti doit mener une lutte décidée contre l’orientation vers l’action spontanée, vers l’effondrement du fascisme comme produit de ses contradictions internes ainsi que contre le sectarisme de gauche à l’égard des ouvriers sociaux-démocrates, ainsi que contre l’ignorance de la tactique du front unique et la sous-estimation du travail dans les organisations fascistes. Seuls le renforcement de l’organisation du parti, le déploiement de la lutte de masse ainsi

que la mise en œuvre d’une large tactique de front unique garantissent le succès du parti communiste dans les batailles de classe décisives qui s’annoncent et que laisse prévoir le mûrissement des prémisses de la crise révolutionnaire” (CRDEC, fonds 495, inventaire 20, dossier 187, feuilles 17-19).

(1) Toutes ces organisations sont des organisations hitlériennes (NDR).

(2) Organisations de jeunesse diverses (sportives et autres) sous la coupe de la Jeunesse hitlérienne (NDR).



“Leur plate-forme commune” (caricature parue dans le magazine satirique russe *Krokodil*, en août 1936). Les trois personnages du bas sont Trotsky et deux anciens opposants, dont Zinoviev.

Autour du procès du POUM

(11 au 22 octobre 1938)

(Olivier Simon)

Le 3 mai 1937, les Gardes d'assaut dirigés par le chef de la police de Barcelone, Rodriguez Salas, membre du Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC) et stalinien convaincu, organise l'assaut du central téléphonique jusqu'alors sous le contrôle de militants syndicalistes, en majorité du syndicat anarchiste, la CNT. La résistance ouvrière à ce coup de force est utilisée par les dirigeants du PC pour exiger l'interdiction du POUM. Le chef du gouvernement, le socialiste Largo Caballero, s'y refusant, il est débarqué et remplacé par un autre socialiste, Negrin, qui, le 16 juin, prononce l'interdiction du POUM. La police arrête ce même jour son secrétaire général, Andreu Nin, clandestinement abattu, et, quelques jours après, tout le comité exécutif du POUM, près de deux cents responsables et militants. Une campagne hystérique accusant le POUM d'entente avec les fascistes, d'espionnage, de trahison, aboutit au procès de huit membres du comité exécutif du POUM, des 11 au 22 octobre 1938.

Le tribunal affirmant que *“des membres du POUM se sont joints au mouvement subversif provoqué par des éléments rebelles à Barcelone en mai 1937 dans le but d'imposer leurs conceptions sociales”*, ils sont reconnus coupables du délit de rébellion. Quatre d'entre eux sont condamnés à quinze ans de prison : Julian Gorkin, Juan Andrade, Enrique Gironella et Pedro Bonet ; Jose Arquer est condamné à onze ans de prison ; Jose Escuder et David Rey sont acquittés.

Le lendemain du procès, José Rovira, membre du comité exécutif du POUM, ancien chef de la 29^e division, qui se battait sur le front d'Aragon, et dont la presse stalinienne avait affirmé qu'il s'était enfui avec Andrés Nin chez les franquistes, se livra à la police pour démentir ces calomnies.

Depuis le 1^{er} septembre 1937, un petit bulletin ronéotypé, intitulé *Independent News*, dirigé par Lucien Weitz, membre de la Gauche révolutionnaire de la SFIO (tendance dirigée par Marceau Pivert), publiait des informations sur la campagne organisée contre le POUM et les documents rédigés et diffusés par sa direction clandestine. Nous reproduisons ici un choix de ces documents, aujourd'hui inaccessibles.

Le POUM victime du plénum de février-mars

LE procès du POUM n'est pas une affaire espagnole. Il s'insère dans une campagne internationale qui a pris son essor en 1936 et connaît un nouveau déchaînement à la suite du plénum du comité central du Parti communiste russe de février-mars 1937. Le premier procès de Moscou contre les anciens dirigeants de la révolution d'Octobre, dont l'ancien président de l'Internationale communiste, Zinoviev, s'ouvre le 19 août 1936, un mois après le soulèvement fasciste en Espagne et le soulèvement populaire qui y répond et marque le début de la révolution espagnole. Les journaux soviétiques qui publient l'acte d'accusation et des résumés des audiences évoquent aussi l'Espagne : on y dénonce les actes barbares des fascistes et on y publie des résolutions de meetings dans les usines soutenant les républicains et décidant de consacrer 1/2 % ou 1 % du salaire à l'aide à la République espagnole. Cela, c'est le côté "face" de la politique de l'URSS.

En ce même mois d'août, au moment où Mussolini commençait à organiser l'aide militaire à Franco et donnait l'ordre à ses émissaires débarqués à Majorque de faire fusiller tous les militants ouvriers italiens prisonniers et blessés qui s'y trouvaient, la revue théorique du Parti communiste italien, *Stato Operaio*, publiait un appel vibrant à la coopération entre les communistes et les jeunes et vieux fascistes italiens :

"Le programme fasciste de 1919 n'a pas été réalisé !" ("Il programma fascis-

ta del 1919 non è stato realizzato !"), affirme l'appel, qui proclame : *"Peuple italien ! Fascistes de la Vieille Garde ! Jeunes fascistes ! Nous, communistes, nous faisons nôtre le programme fasciste de 1919, qui est un programme de paix, de liberté, de défense des intérêts des travailleurs, et nous vous disons : luttons unis pour la réalisation de ce programme" ("Popolo Italiano ! Fascisti della Vecchia guardia ! Giovani fascisti ! Noi communisti facciamo nostro il programma fascista del 1919, che è un programma di pace, di libertà, di difesa degli interessi dei lavoratori et vi diciamo : lottiamo uniti per la realizzazione di questo programma")*.

Le texte lance un appel plus précis aux soldats, marins, aviateurs, miliciens, anciens combattants et aux volontaires de la guerre d'Abyssinie. Rappelant plusieurs fois : *"Fascistes de la Vieille Garde ! Jeunes fascistes ! Nous proclamons que nous sommes disposés à combattre ensemble avec vous et avec tout le peuple italien pour la réalisation du programme fasciste de 1919" ("Fascisti della Vecchia guardia ! Giovani fascisti ! Noi proclamiamo che siamo disposti a combattere assieme a voi ed a tutto il popolo per la realizzazione del programma fascista del 1919")*, le texte affirme : *"Pour que notre lutte soit couronnée de succès, nous devons vouloir la réconciliation du peuple italien" ("Perche la nostra lotta sia coronata da successo dobbiamo volere la Riconciliazione del popolo italiano")*, et c'est dans cette op-

tique de réconciliation nationale que le texte salue explicitement la victoire du Front populaire en Espagne et en France.

La première signature qui figure au bas de cet appel est celle de Palmiro Togliatti, alors membre du secrétariat de l'Internationale communiste, qui, sous son pseudonyme d'Ercoli, va, au nom de l'Internationale communiste, être bientôt envoyé en Espagne pour y assurer la mise en œuvre de la politique du Kremlin. Togliatti n'a pu rédiger et signer cet appel sans l'aval de Dimitrov et de Manouïlski, les deux dirigeants de l'Internationale, et ces deux hommes n'ont pu donner leur aval à l'appel sans l'accord explicite (mais, bien sûr, purement oral) de Staline, inspirateur, sans doute, de l'initiative : qui aurait osé, en effet, en plein fracas de la "lutte antifasciste" et en pleine préparation du procès de Moscou, suggérer spontanément à Staline l'idée d'un appel en Italie à l'unité avec les fascistes d'hier et d'aujourd'hui pour la réalisation du programme fasciste ?

Pourquoi Staline a-t-il pris une telle initiative, dénuée de toute chance de réalisation pratique, au moment où fascistes de la vieille et de la jeune garde portaient en Espagne aider au combat contre le "communisme" et les "soviets" ? C'était d'abord un signe adressé à Mussolini et, à travers lui, à Hitler : je peux m'entendre avec vous sur le dos de la classe ouvrière et, au-delà, des "démocraties". C'était ensuite lier et compromettre Togliatti, que Staline allait bientôt envoyer en Espagne, entre autres pour y surveiller, contrôler et épurer les communistes et participer à la chasse aux trotskystes ou prétendus tels, en particulier aux POUMistes (c'est le bras droit de Togliatti, Luigi Longo, qui affirmera que, sur le front d'Aragon, les milices du POUM et les fascistes jouaient au football ensemble). La préparation de la guerre mondiale exige en effet, quel que soit le système d'alliance étatique où Staline engagera l'URSS, la liquidation de l'Internationale communiste, marquée de façon indélébile par son acte de naissance : la préparation de la révolution mondiale. Sa liquidation doit être précédée de son discrédit.

Le premier procès de Moscou s'insère dans cet objectif : il salit et condamne à mort le premier président de l'Internationale communiste ; le troisième et dernier procès de Moscou, en mars 1938, salira et condamnera à mort son second président, Boukharine. A ce moment-là même était en train d'avorter le grandiose projet de Staline de monter un procès des principaux dirigeants en activité de l'Internationale communiste.

Ce projet s'appuie sur la préparation minutieuse d'une gigantesque purge du Parti communiste soviétique lui-même, dont le premier procès de Moscou donne le signal. On connaît, depuis le rapport de Nikita Khrouchtchev au XX^e Congrès, le télégramme adressé de Sotchi, le 25 septembre 1936, au bureau politique, affirmant que le Guépéou avait quatre ans de retard (dans la chasse aux opposants) et demandant le remplacement de Iagoda par Nicolas Iejov.

Les articles de Vadim Rogovine publiés dans ce numéro éclairent en détail le contenu et les fins poursuivies par Staline au cours des trois plénums du comité central de décembre 1936, février-mars 1937 et juin 1937. Cette étude des procès-verbaux récemment publiés du premier et du deuxième plénums permet de comprendre comment Staline a monté la gigantesque purge nationale et internationale, dont les événements de mai-juin 1937 en Espagne sont un élément constituant.

La seule partie rendue publique en 1937 des débats du plénum de février-mars 1937 a été le rapport de Staline sur le quatrième point de l'ordre du jour du plénum et son discours de conclusion, qui unit les thèmes du sabotage, du trotskysme et de la mise en cause pour incompréhension de l'appareil dirigeant lui-même du parti stalinien. Ces deux textes, ensuite soigneusement revus par Staline, publiés le premier le 29 mars, le second le 1^{er} avril 1937, près d'un mois donc après leur lecture, ont été les seuls éléments de ce plénum rendus publics, parce qu'ils devaient marquer publiquement le lancement de la traque internationale qui allait aboutir très vite à la provocation stalinienne de Barcelone, le

1er mai 1937, à la traque internationale contre les trotskystes, à la liquidation physique totale en URSS des trotskystes internés dans les camps de Vorkouta et de Kolyma et à la déportation massive de centaines de milliers de travailleurs et de militants communistes accusés d'activités contre-révolutionnaires trotskystes (KRTD), le "T" (trotskyste) condamnant souvent la victime à la mort.

Au cours des onze jours de ce plénum, aucun rapporteur, aucun orateur n'évoque les problèmes internationaux : ni l'Espagne ni la France, ni la "lutte antifasciste" (sauf sous l'angle des prétendus agents nippono-germano-trotskystes) ni l'Internationale communiste, malgré la présence d'un de ses anciens dirigeants, Piatnitski. On ne parle que de l'URSS. Mais Staline voit plus loin et au-delà. Dénonçant l'aveuglement des cadres du parti face au trotskysme, il explique alors : *"Plus nous avancerons, plus nous rapporterons de succès et plus la fureur des débris des classes exploiteuses en déroute sera grande, plus ils recourront vite aux formes de luttes plus aiguës, plus ils nuiront à l'Etat soviétique, plus ils se raccrocheront aux procédés de lutte les plus désespérés, comme au dernier recours d'hommes voués à leur perte."* C'est la justification "théorique" de la terreur déclenchée non contre les "débris des classes exploitantes", mais contre les opposants politiques partisans du socialisme et contre le parti lui-même et son appareil, et plus largement contre tout le mouvement ouvrier à l'échelle du globe.

C'est dans ce cadre qu'il faut replacer la politique menée par le NKVD et docilement appliquée par les dirigeants du PC espagnol en Espagne en 1936-1938, et en particulier les événements de mai-juin 1937 en Catalogne ; c'est un moment d'une même politique, qui relie le combat acharné mené en Allemagne contre le front unique face au nazisme (une *"proposition fasciste de Trotsky"*,

disait Münzenberg en août 1932), la répression intérieure féroce déchaînée en URSS de 1934 à 1938, le serment prononcé par les coalitions de Front populaire de ne pas toucher à la propriété privée des moyens de production, la lente et patiente préparation par Staline de son alliance avec Hitler et la chasse internationale à tous ceux qui ne se situaient pas dans ce cadre ou ne pouvaient servir à camoufler les fins réelles de la politique de Staline, et se voyaient dès lors coller, qu'ils le voulussent ou non, l'étiquette de trotskystes.

Cette donnée de la politique stalinienne est si permanente qu'en 1948, lorsque Staline fit ouvrir en URSS des "camps spéciaux" à régime particulièrement sévère, la liste des victimes désignées comprit "les trotskystes", pourtant exterminés en URSS en 1936-1938. Mais, sans le savoir, les 58 membres du Parti communiste (clandestin) de la Jeunesse, fondé à Voronège en 1946, tombaient sous cette accusation, puisque leur but, fondé sur la lecture de Lénine, était l'instauration du communisme et le moyen pour y parvenir la révolution mondiale. Ce crime leur valut vingt-cinq ans de camp, prix de la continuité.

La mise en œuvre quasiment immédiate des décisions du plénum se traduit par la provocation, organisée à Barcelone le 3 mai 1937, pour normaliser la ville, la Catalogne, la République, donner un signal à Franco, Mussolini et Chamberlain (Moscou ne laissera pas les partisans des comités et conseils ouvriers et de la révolution prolétarienne, même rattachés au Front populaire, parler et agir ; la main de l'Etat s'abattra sur eux) et donner le prétexte à la chasse au POUM, partie constituante de la chasse internationale aux trotskystes. Les documents publiés ci-dessous sur le procès du POUM forment donc la suite logique des études de Vadim Rogovine.

Olivier Simon

Le comité de Valence du POUM s'adresse au ministre de l'Intérieur

Le n° 6 d'*Independent News*, du 13 novembre 1937, publia la lettre suivante du comité provincial de Valence du POUM au ministre de l'Intérieur :

« Cher camarade,

Le journal de Valence, *Verdad*, organe du Parti communiste, d'hier mercredi, annonce la publication d'une série de onze articles émanant d'un journaliste étranger, appelé Georges Soria, avec les titres suivants :

1. — *Le vrai visage du POUM.*
2. — *Les espions à la solde des rebelles.*
3. — *La fuite de Nin.*
4. — *Le putsch de Barcelone.*
5. — *Le POUM contre le Front populaire.*
6. — *Le POUM contre l'armée.*
7. — *Le POUM contre le gouvernement de Front populaire.*
8. — *Le POUM contre l'ordre et la discipline à l'arrière.*
9. — *Le POUM contre le PC et l'IC.*
10. — *Le POUM contre l'Union soviétique.*
11. — *La lutte contre le trotskisme.*

Nous ne voyons aucun inconvénient, Monsieur le ministre de l'Intérieur, à connaître et à ce que l'opinion publique connaisse ces articles. Mais à une condition : qu'on nous permette l'exercice du droit légitime de défense, c'est-à-dire qu'on ne nous oppose pas les difficultés de la censure préalable pour répondre à cette série d'attaques calomnieuses et injurieuses. Car si un journaliste étranger, Monsieur Soria, peut se permettre d'utiliser les colonnes d'un journal publié en Espagne pour calomnier et injurier des citoyens espagnols, nous croyons qu'on ne peut nier à ceux-ci le droit de se défendre et de rétablir la vérité. Et si Monsieur Soria a quelque cho-

se à dire sur la "fuite" de Nin, nous aussi nous avons certaines choses à dire sur cette question.

Nous vous prions donc, Monsieur le ministre de l'Intérieur, de donner en conséquence des ordres aux fonctionnaires chargés de la censure préalable, au cas où paraîtraient les articles du journaliste étranger, Monsieur Soria, pour qu'on nous permette de répondre à ces attaques par le moyen de la presse. Nous croyons, Monsieur le ministre de l'Intérieur, que nous ne vous demandons rien d'excessif.

Sincères salutations. »

La rédaction d'*Independent News* fait suivre cette lettre du commentaire suivant :

« Nous ne savons pas si le ministre de l'Intérieur fit une réponse à cette lettre du comité provincial de Valence du POUM, mais, à ce que nous savons, M. Soria n'a publié sa série d'articles ni dans *Verdad* ni dans *L'Humanité* (Paris), dans laquelle ils étaient aussi annoncés. Sa première incartade avec Marceau Pivert et James Maxton lui servit-elle de leçon ? Nous n'en doutons pas, car depuis il n'a publié que son article célèbre sur le "complot", mais celui-ci n'a pas eu de suite. M. Soria est un homme malchanceux. On lui enlève tous les thèmes pour ses reportages sensationnels. Son poste dans les rangs des laquais du stalinisme risque d'être en danger s'il ne trouve pas de nouvelles horreurs contre le POUM. Et alors, de quoi vivra-t-il ? »

Lettre au président Negrin

Le n° 13, du 27 novembre 1937, d'*Independent News* publie une lettre adressée de Barcelone au président

Negrin par deux vétérans du mouvement communiste allemand, A. Talheimer et H. Brandler, dirigeants du KPD-O (PC allemand-Opposition), en date du 20 novembre 1937 :

« Monsieur le Président,

Nous avons appris que notre camarade W. Schwarz a été arrêté à Barcelone.

Nous ne savons pas sous quelle inculpation notre camarade a été emprisonné, mais nous trouvons dans un article d'un certain Georges Soria, dans le Rundschau (hebdomadaire en langue allemande publié par l'Internationale communiste), n° 45, du 21 octobre 1937, le passage suivant :

“Citons d'entre la masse de communiqués celui-ci, dans lequel la préfecture de police de Barcelone a publié le 20 août la nouvelle de la découverte d'un centre secret du POUM au numéro 158, de la rue Bailen. La propriétaire, Carmen Lorens, sa fille Maria Antonia Salinas et le citoyen allemand Walter Schwarz ont été arrêtés.

Dans le local, on a trouvé des tracts illégaux du POUM, des tracts des fascistes et un système de communication avec l'ennemi. Il est prouvé, *ajoute le communiqué*, que les arrêtés, qui avaient fait des voyages fréquents en France, ont été en communication avec les agents de Franco.”

Nous ne savons pas dans quelle mesure l'article du “journaliste” Soria reproduit exactement le communiqué de la police de Barcelone, mais nous pouvons affirmer d'ores et déjà que tout ce qui est dit dans cet article pour donner l'impression que notre camarade Schwarz ait pu avoir une relation quelconque avec les fascistes ou leurs agents est absolument faux. Par exemple, Schwarz n'a jamais été en France depuis son arrivée en Espagne.

Nous connaissons le camarade Schwarz depuis 1930, lorsqu'il a quitté l'organisation des Jeunesses socialistes ouvrières d'Allemagne (Sozialistischer Arbeiterjugend) — il est membre de notre organisation, le Parti communiste allemand-Opposition (KPD-O) —, com-

me un antifasciste éprouvé, comme un ennemi irréductible du fascisme.

Nous nous portons garants de l'intégrité politique et de la sincérité antifasciste de Walter Schwarz et demandons sa libération immédiate. Nous considérons que la détention du camarade Schwarz, qui a longtemps vaillamment combattu au front d'Aragon, est un acte préjudiciable à la lutte antifasciste du prolétariat international.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre très haute considération. »

A. Talheimer, H. Brandler

La délégation à l'ambassade espagnole à Paris

Le n° 13, du 27 novembre 1937, d'Independent News publie le compte rendu d'une protestation, sous le titre : “La délégation à l'ambassade espagnole à Paris.”

“Une délégation composée de représentants de la Gauche révolutionnaire, de syndicalistes (Révolution prolétarienne), du Parti ouvrier internationaliste, des Jeunesses socialistes révolutionnaires, des Jeunesses socialistes autonomes, du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes s'est rendue auprès de l'ambassade du gouvernement de Madrid-Valence pour transmettre la protestation des travailleurs parisiens réunis au meeting de Wagram du 23 octobre contre la répression dirigée par la police staliniste espagnole contre le POUM, contre les militants anarchistes et, d'une manière générale, contre tous les militants non inféodés à la dictature de Moscou.

La délégation a été reçue par un conseiller d'ambassade, lequel s'est efforcé de justifier la répression dans son principe. Il a tenté, dans ses explications

de démontrer (sic !) que les idées de Nin, dont il déclare avoir été l'ami, devaient le conduire à une alliance avec les fascistes.

Après avoir protesté contre ces interprétations, dont le caractère purement psychologique révèle précisément l'absence complète de preuves, la délégation a exprimé une nouvelle fois la protestation de l'avant-garde des travailleurs parisiens et d'un nombre croissant d'intellectuels, de juristes, de socialistes, de syndicalistes et de militants de toutes tendances contre une répression qui fait, elle, le jeu de Franco sans qu'il soit besoin d'une explication psychologique. Elle a demandé la libération des militants, les garanties de défense démocratique.

La délégation a remporté l'impression que, plus que jamais, la campagne extérieure et publique doit se poursuivre pour arracher, dans l'intérêt de la victoire militaire contre Franco et de la révolution en Espagne, la libération des meilleurs combattants et la cessation des procédures inquisitoriales imitées de Moscou contre le POUM."

"Notre camarade Georges Kopp a enfin été libéré"

Le numéro du 23 décembre 1938 d'*Independent News* publie une information sous le titre : "Notre camarade Georges Kopp a enfin été libéré."

« Nos camarades belges avaient entrepris une vaste campagne en vue d'exiger la libération de Geogrs Kopp. Les autorités belges ayant été obligées d'intervenir, notre camarade a enfin pu être arraché des mains des staliniens espagnols. Une fois de plus, la solidarité internationale mise en mouvement a permis de sauver la vie d'un révolutionnaire.

Mais Georges Kopp porte sur son pauvre corps meurtri toutes les marques les plus abominables de la fureur sa-

dique des modernes inquisiteurs ; ces marques en disent plus long que tous les ouvrages que l'on peut écrire sur ce sujet. Avant son arrestation, Georges Kopp était un homme fort, corpulent ; maintenant, il n'est plus que l'ombre de lui-même, maigre, voûté, il marche avec peine à l'aide d'une canne ; son corps est plein de cicatrices, de plaies de toutes les maladies contractées dans les immondes cachots des "tchékas" (prisons clandestines), des camps de travail, des soutes de bateaux-prisons dans lesquels il est resté des mois entiers.

Kopp fut arrêté le 20 juin 1937, au moment de la répression contre le POUM. Nous donnons plus loin la liste de toutes les prisons, de toutes les "tchékas" où il a passé, sans que jamais aucun juge n'ait ordonné son inculpation, sans que jamais aucun tribunal n'ait ordonné sa libération et où il est resté sous l'œil inquisiteur des sbires du Parti communiste.

Emmené au moment de son arrestation à la préfecture de police de Barcelone, il est transféré à l'hôtel Falcon, à la tchéka de la Puerta del Angel, à Vallmajor (prison clandestine). De là, on l'envoie à Segorbe, dans un camp de travail. Ramené de nouveau à Barcelone, on l'enferme à Vallmajor et, de là, sur le bateau L'Uruguay (transformé en prison) ; ensuite à Fallset, à Tamarita (Bonanova), au Palais des missions et, de nouveau, sur L'Uruguay ; du séminaire de Barcelone, on l'emmène dans la prison de Collell et finalement au séminaire. Après avoir traîné de prison en prison, il est enfin libéré le 7 décembre 1938.

Dans la prison clandestine de la Puerta del Angel, Knopp fut interrogé vingt-sept fois. Ses interrogatoires durèrent **cent trente-cinq heures**. Les enquêteurs étaient des Russes, affiliés au Parti communiste, qui menaient l'interrogatoire à l'aide d'un interprète.

C'est à l'hôtel Falcon (ancien local appartenant au POUM, transformé en prison par la police semi-officielle) que Kopp, qui, pour protester contre son arrestation arbitraire, faisait la grève de la faim — unique moyen à sa portée pour

protester — a souffert les plus mauvais traitements. On le laissa six jours sans manger, ce qui acheva d'aggraver son état de santé déjà très affaibli.

Dans la "tchéka" de Vallmajor, tous les moyens furent employés — depuis la corruption jusqu'aux menaces de mort — pour l'obliger à renier ses convictions politiques, adhérer au Parti communiste et dénoncer ses compagnons. Comme il était alors commandant de l'Armée populaire, on lui promit le grade de lieutenant-colonel sous deux conditions : 1) signer un bulletin d'adhésion au PC et 2) signer une lettre dans laquelle il était écrit que le POUM était un parti composé d'espions, de traîtres. Cette manœuvre de corruption ayant échoué, il fut jeté dans un immonde cachot plein de rats, sans nourriture, sans eau, pendant douze jours consécutifs, durant lesquels il n'entendit qu'une seule phrase : "Cet-te nuit, nous allons te fusiller."

Et Kopp peut s'enorgueillir d'être resté, malgré son odieux martyre, fidèle à ses convictions et aussi d'être resté un militant ouvrier et un combattant des milices ouvrières.

Aux premiers jours de la guerre d'Espagne, il abandonna son pays natal, la Belgique, pour s'enrôler dans les milices espagnoles. Il partit au front d'Aragon avec la colonne Miguel Pedrola, chef de centurie du POUM. Il prit part aux combats de Casetas (9 octobre 1936), Huesca (21 octobre 1936), Manicomio (novembre 1936), Vedade-Zuera (5 décembre 1936), Ermita Salas (13 avril 1937), Chimillas (13 juin 1937). Il prit part à ce dernier combat sept jours avant son arrestation. Nommé commandant de l'Armée populaire, Kopp occupa divers postes militaires dans la 29^e division, jusqu'au moment de son arrestation. »

Le numéro du 23 décembre 1938 d'Independant News publie un appel à la révision du procès du POUM ou à l'amnistie

"Le procès contre le comité exécutif du POUM a eu, en Espagne et à l'étranger, une résonance extraordinaire. Le gouvernement de la République en connaît sans aucun doute tous les détails, c'est pourquoi nous ne croyons pas nécessaire d'en retracer ici l'histoire. Il nous suffira de rappeler que, accusés d'avoir commis les délits les plus monstrueux d'espionnage et haute trahison, Juan Andrade Rodriguez, Julian Gomez Gorkin, Pedro Bonet Cuito, Enrique Adroher Pascual et Gorges Arquer Salto furent traduits devant le tribunal d'exception chargé d'instruire ces sortes de délits. Les quatre premiers accusés ont été condamnés à quinze ans de travaux forcés, le dernier à onze ans de la même peine.

Dans la sentence, la qualité d'anti-fascistes éprouvés des condamnés est reconnue, de même que leur constante participation à la dure bataille que le peuple espagnol mène contre le fascisme. Il est également reconnu que ce n'est pas eux qui organisèrent ou provoquèrent les événements de mai 1937. L'accusation consiste seulement dans le fait qu'ils voulurent profiter de ces événements pour implanter en Catalogne un régime en accord avec les idées socialistes qui figurent dans le programme de leur parti. Cette responsabilité subsidiaire, si elle existe, rend cette sentence d'autant plus injuste, puisqu'il n'y a pas

eu d'autres procès ni d'autres accusés pour lesdits événements.

Les soussignés ne peuvent approuver en toute conscience cette sentence, même si elle est sans appel, car elle contient, entre autres, une grave faute de droit : ainsi, le fait que le tribunal central d'espionnage s'attribue toute compétence pour un cas de rébellion (c'est ainsi que le délit est qualifié dans la sentence), court-circuitant les dispositions légales en vigueur, qui réservent le jugement de ce type de délits aux tribunaux populaires de justice (D. D. du 7 mai 1937 et 24 mars 1938).

Mais de plus, outre la raison citée ci-dessus, d'ordre juridique, nous avons d'autres raisons d'ordre politique. Les condamnés, tous vieux militants du mouvement ouvrier, ont pris une part active aux luttes de 1930 et d'avril 1931, qui amenèrent la République, et aux luttes d'octobre 1934, février 1936 et juillet de la même année, qui ont empêché la réaction fasciste de s'installer au pouvoir. Aux yeux des masses populaires, ces hommes apparaissent comme condamnés pour leurs idées révolutionnaires de toujours, comme des victimes d'une persécution politique.

A l'étranger — et le gouvernement de la République le sait mieux que nous-mêmes — l'émotion a été énorme autour de cette affaire et elle le sera davantage

lorsque la sentence sera connue. Il est déjà question de faire un contre-procès à Paris, avec le concours d'avocats français, anglais et américains connus. La cause de l'Espagne antifasciste peut-elle bénéficier de cela, surtout en de pareils moments ? Evidemment non.

Un sentiment de solidarité antifasciste envers les condamnés et la conviction qu'ainsi nous servons l'intérêt général de la cause pour laquelle le prolétariat espagnol lutte si vaillamment nous conduisent à demander au gouvernement qu'il permette la révision par les voies légales de ce procès et la réparation des erreurs que, à notre point de vue, contient la sentence édictée.

Et par-dessus tout, nous désirons que ces vieux militants antifascistes, qui, en Espagne et à l'étranger, jouissent d'une certaine sympathie, ne voient pas leur énergie se consumer stérilement dans les prisons, alors que l'effort de tous est nécessaire pour vaincre l'ennemi et sauvegarder les droits de l'héroïque peuple espagnol.

En conséquence, nous sollicitons du Conseil des ministres la révision du procès et que s'ouvre une nouvelle instruction du procès des condamnés à cette sentence ou, à défaut, en attendant le moment de cette révision, une amnistie immédiate."

Federica Montseny,
dirigeant de la CNT-FAI,
ex-ministre de l'Hygiène publique ;

Largo Caballero,
ex-président du Conseil des ministres
et dirigeant du Parti socialiste ;

Luis Araquistain,
ex-ambassadeur d'Espagne à Paris, dirigeant du Parti socialiste ;

Rodolfo Illois,
ex-directeur général de l'enseignement ;

Nicolau D'Oliver,
intellectuel catalan, ex-ministre et actuellement gouverneur de la Banque d'Espagne
et président d'Accio Catalan Republicana ;

Juan Peiro, ex-ministre de l'Industrie, dirigeant de la CNT ;

Jose Tarradellas,
président du gouvernement de la Généralité,
dirigeant de la Esquerra Republicana de Catalunya (ERC).

Jaime Miravittles, commissaire à la propagande de la Généralité de Catalogne,
appartient à l'ERC ;

Lopez Alarcon, journaliste.

Au moment de nous adresser le présent document, on nous assure que les signataires ci-dessous ont donné leur adhésion :

Luis Companys, président de la Généralité ; Hilario Salvador, maire de Barcelone, membre de l'ERC ; Irujo, ex-ministre de la Justice, nationaliste basque ; Hernandez Zancajo, dirigeant de l'UGT et du Parti socialiste.

Des délégations du front, des fabriques, des syndicats, des conseils d'entreprise et des coopératives ont envoyé leur adhésion à ce document.



Les journaux du POUM.

“*Sur les fusillades de Moscou et les poursuites contre Trotsky*”

(résolution du comité exécutif du POUM)

Le POUM s'était désigné dès le 28 août 1936 à la vindicte stalinienne en adoptant la résolution ci-dessous dénonçant le premier procès de Moscou.

AU milieu des tâches révolutionnaires que nous imposent les événements actuels, est venue nous surprendre la nouvelle du procès et de l'exécution à Moscou de Zinoviev, Kamenev, Evdokimov, Smirnov et d'autres bolcheviks, au nombre de 16 en tout, de la vieille garde. Le comité exécutif du POUM ne peut passer ce fait sous silence. Se taire équivaldrait à se déclarer complice.

Après la mort de Lénine, Staline, secrétaire général du Parti communiste d'URSS, s'appuyant sur une immense pyramide bureaucratique sélectionnée et appropriée à ses fins, inaugura un cours politique qui le conduisit jusqu'à une dictature personnelle. Ce cours ne pouvait s'imposer sans une liquidation préalable, en politique intérieure comme en politique extérieure — toutes deux se commandant mutuellement —, des principes et des caractères essentiels de la révolution d'Octobre.

A l'intérieur, la dictature du prolétariat, sur la base de la démocratie ouvrière — démocratie soviétique —, fut remplacée par la dictature de l'appareil bureaucratique, au préjudice, par conséquent, des masses ouvrières et paysannes, privées d'initiatives et de liberté, et au préjudice de la cause du socialisme, qui ne peut se réaliser que grâce au développement progressif des conditions de vie matérielles et morales des masses productrices.

En politique extérieure, l'Internationale communiste bureaucratisée s'est muée, d'instrument de la révolution

mondiale, en un simple auxiliaire du gouvernement soviétique, plus soucieux des combinaisons diplomatiques avec les gouvernements impérialistes que des besoins révolutionnaires des masses.

Cette liquidation des caractères essentiels d'Octobre a conduit Staline, non seulement à un abandon complet des principes du socialisme révolutionnaire, mais aussi à l'extermination physique de la vieille garde bolchevique, extermination systématiquement et progressivement préparée avec tout l'ensemble des moyens que le pouvoir mettait entre ses mains. Le monstrueux procès de Moscou et son tragique déroulement sont le corollaire de ce processus de liquidation politique et physique, auquel il faut attribuer le suicide de Tomsky et les poursuites qui s'ouvrent contre Boukharine, Piatakov et Radek. Des vieux collaborateurs de Lénine, des grands militants d'Octobre, il ne reste donc plus personne qui puisse porter ombrage à Staline, de même qu'il ne reste dans l'Internationale communiste presque aucun des fondateurs des partis communistes.

Parce que nous sommes en train de vivre en Espagne un processus révolutionnaire d'une importance nationale et internationale considérable, nous avons à cœur, et nous considérons comme un devoir inéluctable de nous assimiler la grande expérience russe, afin d'éviter que se renouvelle ce qui en résulte de négatif pour la révolution prolétarienne et pour le socialisme.

Nous nous déclarons ennemis irréductibles, au nom du marxisme révolu-

tionnaire, de toute dictature personnelle ou bureaucratique, dictature qui ne peut se justifier dans le cadre des principes socialistes. Nous sommes partisans — parce qu'une nécessité historique inéluctable et passagère l'exige — de la dictature du prolétariat, exercée par le prolétariat lui-même contre ses ennemis de classe, dans le cadre d'une démocratie ouvrière qui peut parfaitement concilier la liberté et la lutte correcte des tendances avec l'unité d'action de la classe ouvrière.

Il se peut que ceux qui, faute d'arguments et de moyens de défense légitimes, ont coutume de se borner à cultiver l'épithète, fassent état de cette résolution pour nous traiter de trotskystes. Nous ne sommes pas trotskystes et nous n'admettons pas l'existence du trotskysme. Trotsky est pour nous, à côté de Lénine, un des grands chefs de la révolution d'Octobre et un grand écrivain socialiste révolutionnaire. Puisqu'il est calomnié et persécuté, nous tenons à lui exprimer notre solidarité révolutionnaire, sans dissimuler pour cela nos divergences sur quelques-unes de ses appréciations.

Nous sommes des socialistes révolutionnaires marxistes. Au nom du socialisme et de la classe ouvrière révolutionnaire, nous protestons énergiquement contre le crime monstrueux qui vient de se perpétrer à Moscou.

A Moscou ont été fusillés, dans les circonstances monstrueuses que tout le monde connaît, Zinoviev, Kamenev, Smirnov et plusieurs autres militants bolcheviques. Notre comité exécutif

s'est déjà prononcé sur ce sujet en toute clarté, en toute honnêteté révolutionnaire, ne voulant pas, comme l'ont fait d'autres groupes et journaux ouvriers, se rendre complice d'un tel crime par son silence.

Trotsky, le compagnon de Lénine, le grand organisateur de l'Armée rouge, n'a pu être fusillé pour la bonne raison qu'il ne se trouve pas en Russie, sous la férule de Staline. Malgré cela, il est systématiquement et cruellement persécuté. Depuis quelques années, sa vie est un véritable calvaire. Aujourd'hui, il court un véritable danger. On exige son expulsion ou sa relégation dans un camp de concentration. On le traite en criminel. On pousse à son assassinat.

Nous, qui ne sommes pas trotskystes et qui avons avec Trotsky des divergences d'opinions, nous estimons qu'un crime est en train de se commettre contre lui et nous exigeons que cesse ce scandale international. La classe ouvrière espagnole, la classe ouvrière catalane, ne peuvent encourir la honte de tolérer pareil scandale. Persuadés d'interpréter leur sentiment, nous exigeons qu'on offre à Trotsky un refuge en Catalogne, sous la protection révolutionnaire de la classe ouvrière.

Nous savons d'où viendront les résistances à cette généreuse proposition.

Contre ces résistances, nous lutterons de toute notre énergie, pour l'accomplissement de ce grand devoir de solidarité révolutionnaire.

Le comité exécutif du POUM

A propos d'Artur London

(Jean-Jacques Marie)

Dans son livre sur Eugène Fried, Stéphane Courtois qualifie Artur London de *“chef de la police des Brigades internationales bourreau des déviationnistes”* (p. 246).

Dans *l’Histoire interdite*, Thierry Wolton reprend par une formule plus souple : *« L’homme fut aussi du côté des bourreaux, en 1937, en Espagne, en tant que membre du Bureau d’investigation militaire, contrôlé par le NKVD soviétique, chargé d’épurer les Brigades internationales de la “racaille” trotskiste et anarchiste »* (p. 82).

Etre “du côté de”, des dizaines de milliers de cadres et de militants communistes le furent, en croyant — à tort, comme l’expérience le confirme — défendre ainsi l’héritage de la révolution d’Octobre, l’URSS, la “construction du socialisme”.

Cela, c’est une chose. Etre Orlov, l’assassin de Nin, ou Mercader, l’assassin de Trotsky, c’est autre chose. Courtois, Wolton et leurs semblables veulent assimiler les deux.

Et leur affirmation, qu’ils n’appuient sur aucun fait ni document, renvoie donc à une seule période de l’activité d’Artur London : celle qu’il effectua en Espagne de la fin avril 1937 au 6 mars 1939 (le jour de l’effondrement du dernier carré de la République avec le coup d’Etat du colonel Casado, à Madrid), essentiellement dans le Servicio de Investigacion Militar (SIM, police militaire) républicain, contrôlé par le Parti communiste espagnol (PCE). Artur London y avait été envoyé comme membre des Brigades internationales par l’Internationale communiste de la Jeunesse (le KIM).

Ce Servicio de Investigacion Militar est vite noyauté par le NKVD ; il est placé par Negrin, qui devient chef du gouvernement le 17 mai 1937 à la place de Largo Caballero, sous la direction de Santiago Garces Arroyo, un homme de Santiago Carrillo, qui commence alors sa carrière comme étoile montante du PC espagnol.

Ce service mêle des activités d’épuration politique à des activités de contre-espionnage classiques ; il fait dans l’armée et les Brigades internationales, d’un côté, la chasse aux “trotskystes” (c’est-à-dire les trotskystes réels et les militants du POUM, les divers opposants à Staline, les anarchistes qui ne se subordonnent pas au gouvernement) et, de l’autre, aux agents infiltrés de l’armée de Franco ou d’organisations étrangères pro-franquistes (le Parti populaire français de Doriot, par exemple).

Juger sur pièces : le rapport d'Artur London au comité central du Parti communiste tchécoslovaque (été 1955)

EN tant que tel, le Servicio de Investigación Militar a donc du sang sur les mains. Mais, à moins de considérer que chacun de ses membres est coresponsable de l'ensemble des activités d'un organisme qui disposait d'un énorme budget et rémunérait plusieurs dizaines de milliers d'agents (6 000 dans la seule ville de Madrid), on ne peut inférer de sa nature même qu'Artur London a commis des actes justifiant la définition de "*bourreau des déviationnistes*". Des faits patents et attestés pourraient seuls justifier une pareille définition. Stéphane Courtois n'en cite aucun. Le livre de Karel Bartosek, *Les Aveux des archives de Prague*, publié en novembre 1996 dans la collection Archives du communisme, dirigée par Stéphane Courtois et Nicolas Werth, n'en cite non plus aucun. Pages 279 et 280 de son livre, il présente les fonctions remplies par Artur London à cette époque et signale que, « *dans la seconde moitié de 1938, Artur London appartient à la section des cadres du PC d'Espagne, qui le charge d'organiser la section internationale des cadres auprès du Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC) et de "procéder ici à une épuration". Si nous reprenons les propres termes de London en 1955, il s'agit d'une purge des "éléments peu fiables et*

étrangers au parti de nationalité autre qu'espagnole". » Il y règle aussi toute une série de "*cas spéciaux*" (p. 280), sur lesquels Karel Bartosek ne donne aucune précision, pas plus que sur la nature et l'ampleur de l'"épuration" des membres non-Espagnols du Parti socialiste unifié de Catalogne (en fait, la section catalane du Parti communiste espagnol).

Que cette activité se soit traduite par l'exclusion de certains membres dudit parti, c'est bien probable, mais exclure n'est pas synonyme de liquider ou abattre. Qu'Artur London ait, comme des milliers de cadres et de militants du PC espagnol et d'autres PC, repris et orchestré les calomnies staliniennes contre le POUM, c'est certain. Cela ne signifie pas qu'il ait joué un rôle actif (comme l'écrasante majorité de ceux qui ont repris en chœur la campagne orchestrée de Moscou) dans l'organisation de l'élimination des militants du POUM et autres "déviationnistes". Si oui, il faut le prouver.

Si l'on veut attirer l'attention sur les organisateurs de la campagne antitrotskyste et antipoumiste, sur ceux qui ont hurlé à la mort des jours et des jours durant, qui ont tenté de couvrir à toute force l'organisation d'un procès de Moscou en Espagne, pourquoi Stéphane Courtois, Karel Bartosek, Thierry Wolton (1)

ne s'intéressent-ils pas au personnage de Georges Soria, véritable plaque tournante journalistique de cette campagne ? Mais Georges Soria ne présente aucun intérêt pour ces historiens : il n'a pas été condamné lors d'un procès stalinien, il n'a pas écrit *L'Aveu*, il ne permet pas d'expliquer que les procès staliniens n'ont été que la continuation même d'Octobre 1917, la réalisation de la phrase fameuse appliquée à la Révolution française : "*La révolution dévore ses propres enfants*", pour dissimuler la réalité : c'est la contre-révolution qui dévore les enfants de la révolution.

Qu'a donc réellement fait Artur London en Espagne dans le Servicio de Investigacion Militar ? Le document rédigé au cours de l'été 1955 par lui à destination du comité central du PC tchèque et que Bartosek évoque est à cet égard éclairant ; Artur London l'a écrit pour fonder sa demande de réhabilitation, qui lui est promise à condition qu'il ne remette pas en cause le procès de novembre 1952 (rappelons que ce procès a abouti à la condamnation à mort de 11 des 14 accusés, dont le secrétaire général du Parti communiste tchécoslovaque lui-même, Rudolf Slansky). Deux faits sont indispensables à la compréhension de ce document :

- Artur London a été accusé au procès de 1952 d'être entré en relation dès 1940 avec "*un groupe trotskyste à Marseille, composé d'anciens membres des Brigades internationales*". Ce groupe trotskyste, avec la complicité de Rudolf Slansky, lui-même qualifié de trotskyste, a fomenté une conspiration au sein de l'appareil d'Etat et Artur London est accusé quant à lui d'avoir dirigé "*l'activité du groupe trotskyste au ministère des Affaires étrangères*" (dont il était le vice-ministre).

- En 1955, le culte de Staline est toujours en vigueur. Et Khrouchtchev, dans son rapport secret "*sur les crimes de Staline*", au XX^e Congrès du PC de l'Union soviétique, le 24 février 1956, ne réhabilite que les fidèles de Staline liquidés par lui, mais approuve sa chasse aux divers déviationnistes ("trotskystes" et autres) et ne dit pas un mot du méca-

nisme clé de la répression déchaînée contre les "déviationnistes" en URSS, en Espagne et ailleurs : les trois grands procès de Moscou d'août 1936, de janvier 1937 et de mars 1938.

En 1955, avant même ce discours, Artur London avait donc de bonnes raisons, pour réfuter les accusations de complot "trotskyste", de faire valoir ses éventuels états de service contre eux, insister sur sa vigilance et sa fermeté contre ces "trotskystes" réels ou prétendus tels en Espagne.

Or ce qu'il dit de son activité d'alors — et qui pourrait a priori, vu les conditions du moment, être plus suspecté d'exagération que d'atténuation — réduit à peu de chose ses faits d'armes en ce domaine. Les cinquante premières pages de ce document à usage strictement interne à l'appareil dirigeant du Parti communiste tchécoslovaque sont exclusivement consacrées à ses activités en Espagne en 1937-1938 et à l'activité des membres de Brigades internationales (dits interbrigadistes), dont il a eu connaissance ou qu'il a été amené à vérifier (au point que l'archiviste du comité central a classé ce document sous le titre "*Sur l'activité d'Artur London en Espagne*"). Artur London y évoque ses fonctions en Espagne, en particulier au Servicio de Investigacion Militar, à la base d'Albacete, puis dans les services des cadres du PCE et du PSUC (camouflage du PC en Catalogne), et enfin, à partir de juillet 1938 (c'est-à-dire le mois même où est passé entre les grandes puissances l'accord sur le retrait des volontaires étrangers, qui se traduira par le retrait d'Espagne des Brigades internationales, le 28 octobre), ses rapports directs avec les interbrigadistes tchécoslovaques. Il en suivait l'activité auparavant grâce à ses liens étroits avec Petr Klivar, représentant du comité central du Parti communiste tchécoslovaque auprès du comité central du PCE, et de Jan Cerny, responsable de la section des cadres tchécoslovaques dans les Brigades internationales.

Après un jugement général positif sur l'activité des interbrigadistes tchécoslovaques en Espagne, il répond aux accu-

sations portées contre ses activités en Espagne par la Sécurité d'Etat lors de l'instruction du procès de 1952 en abordant les trois cas qu'il a traités personnellement dans le cadre de ces fonctions.

Voici ces trois passages dans leur intégralité :

"1) Hôpital A.-Komensky : en 1938, une atmosphère malsaine régnait parmi le personnel médical et soignant. Certains malades étaient protégés par des médecins pour des raisons personnelles et gardés à l'hôpital même après le rétablissement de leur état de santé ; ils étaient mieux nourris que d'autres, etc. Le service des cadres du comité central décida de changer la majeure partie du personnel. Deux médecins tchèques reçurent l'ordre de retourner en Tchécoslovaquie.

D'autres, parmi lesquelles Vlasta Vesela et Dora Kleinova, furent mutées dans d'autres hôpitaux des Brigades internationales. Pendant un certain temps, la correspondance échangée entre elles fut soumise à la censure. C'est moi qui étais chargé de le faire. Après une certaine démoralisation, par la suite, leur attitude s'est améliorée."

Il est fort possible que l'accusation ici portée contre les deux médecins soit fautive et ne soit qu'un prétexte pour camoufler un règlement de comptes politique contre deux "déviationnistes", peut-être exclus du PC tchécoslovaque à leur retour à Prague. Nul ne peut ni l'affirmer ni le nier, à moins de trouver des documents attestant de leur sort dans les archives tchèques.

Mais en 1938, la Tchécoslovaquie est — pour quelques mois encore — une république indépendante et le Parti communiste n'y est pas au pouvoir ; le retour en Tchécoslovaquie et les sanctions politiques prises contre les deux médecins ne sauraient donc avoir les mêmes conséquences que celles que ces mesures auraient eues après la prise du pouvoir par le PC tchécoslovaque en février 1948. Même si l'accusation est fabriquée et la décision injuste, le retour (avéré) et ses conséquences (éventuelles) ne menacent en tout état de cause ni leur liberté personnelle ni leur vie.

"2) Herzog (pseudonyme Perez), ancien fonctionnaire régional du Parti communiste en Slovaquie. En été 1938, il a été nommé adjoint du commandant du centre administratif des Brigades internationales. Peu après, probablement en septembre, le comité central du PC espagnol reçut une lettre du comité central du PC tchécoslovaque, qui l'informait que, lors d'une exposition organisée par des organisations trotskystes à Prague, se trouvait un nombre important de documents émanant du parti trotskyste dissous en Espagne, le POUM. Le comité central du PC tchécoslovaque indiquait que grâce à ses informateurs au sein des organisations trotskystes, il avait pu vérifier que les trotskystes tchécoslovaques avaient reçu ce matériel d'Espagne d'un certain Herzog-Perez.

Perez fut immédiatement déchu de ses fonctions et invité à retourner en Tchécoslovaquie et à y prendre contact avec le comité central du PC tchécoslovaque, qui avait été directement informé de mesures prises par le PC espagnol. Les raisons de cette invitation ne furent pas communiquées à Perez, auquel on dit simplement qu'il était mis à disposition du PC tchécoslovaque. Je fus chargé par d'Onofrio, suite aux instructions d'André Marty, de lui communiquer cette décision. Perez, se doutant de quelque chose, accéléra son départ pour Paris. Il y rencontra Kohler, qui lui recommanda de retourner à Prague, ce qu'il refusa. A Paris, il mena une campagne de dénigrement et de calomnies contre le PC espagnol, contre la direction des Brigades internationales et contre diverses personnes, y compris moi-même avec une haine particulière, étant donné que j'avais traité son cas. En 1950, il se trouvait au Mexique, d'où, ayant appris notre arrestation en 1951, il envoya en Tchécoslovaquie une lettre calomnieuse, ce que j'appris au cours de mes interrogatoires à Ruzyn."

Il s'agit là d'une tentative d'épuration politique manifeste, à laquelle Perez a fort heureusement réussi à échapper et dont il a logiquement tenté de se venger. Quel a été son itinéraire politique après sa décision de quitter l'Espagne en réponse à la façon dont Artur London avait

“traité son cas”, nous n’en savons rien ; nous ignorons tout aussi du contenu de la lettre vengeresse qu’il envoya à Prague en 1951.

“3) Stanislav Riha : fut commandant du bataillon Mazaryk. Grâce à la vigilance de l’organisation du PC du bataillon, fut démasqué comme ennemi au début de 1938. Les camarades, ayant constaté une série de faits suspects dans son comportement, profitèrent de son absence et fouillèrent dans ses affaires personnelles. Ils y découvrirent un matériel compromettant très grave et, par l’intermédiaire de Jan Cerny, membre du service des cadres de la base militaire, remirent son cas au SIM. Riha fut arrêté et, après une courte détention préventive, avoua qu’il menait une activité d’espionnage depuis plusieurs années : en 1918-1919, en URSS, où il avait été arrêté, puis échangé à la suite de l’intervention du gouvernement tchécoslovaque ; en Slovaquie, il avait lutté contre la Commune hongroise (Bela Kun), puis il avait été agent de renseignement en Pologne et en Hongrie. Il travaillait à la fois pour les Tchèques et les Polonais ; en France, il espionnait pour le compte de l’Italie et, plus tard, pour les services français d’espionnage militaire. Cependant, Riha n’avoua pas faire de l’espionnage en Espagne, bien que le matériel saisi et certains faits constatés le prouvassent clairement. En été 1938, il fut remis par le SIM aux autorités judiciaires espagnoles pour être jugé. Les événements différèrent son jugement, les prisons furent évacuées et, à la fin de la guerre, face à l’avance franquiste, le gouvernement libéra les prisonniers. Riha passa en France. En 1949, il vivait en Bohême. En mai 1951, il fut présenté

comme une victime de nos activités trotskystes en Espagne.”

Les accusations portées contre Riha dans ce texte éveillent les plus grands doutes, de par l’accumulation même des “services secrets” pour lesquels il est accusé de travailler et qui rappellent les accusations du NKVD contre ses victimes. Comment croire qu’un espion de tant de services secrets aurait pu vivre tranquillement en Bohême en 1949, même en se reconvertissant dans la Sécurité, et être déclaré victime des “activités trotskystes” en Espagne ?

Ces paragraphes confirment qu’Artur London était tout à fait “dans la ligne” (ce qui n’est pas une découverte), mais ne permettent de fonder ni le qualificatif de “chef de la police des Brigades” ni l’expression “bourreau des déviationnistes”.

Mais Bartosek et Courtois, coauteurs du *Livre noir sur le communisme*, qui n’avancent aucun fait tangible, veulent à tout prix présenter quiconque s’est réclaté du communisme comme un assassin et un tueur, surtout l’auteur de *L’Aveu*. Ce dernier n’aurait finalement eu en 1952 que ce qu’il méritait... grâce à Staline, dont Courtois fut un adorateur, par Mao interposé, dans sa jeunesse pas si lointaine.

Jean-Jacques Marie

(1) Thierry Wolton, page 119, recommande le livre d’un certain Bourseiller, auteur par ailleurs d’un article affirmant que l’expression d’“hétérotrotskyte” avait quelques fondements. Si ce n’est pas là une justification des bourreaux staliniens, qu’est-ce donc ?

La Terreur blanche

(extrait de
Souvenirs d'une révolutionnaire,
d'Irina Kachovskaia,
socialiste-révolutionnaire de gauche)

Irina Kachovskaia, née le 15 août 1888, participa à la révolution de 1905. Membre quelques mois du Parti bolchevique, elle adhéra en 1906 à l'organisation dite des Socialistes-Révolutionnaires (S-R), maximalistes dont l'activité principale consistait à organiser des attentats contre les dignitaires du régime tsariste. Trois de ces S-R maximalistes organisèrent ainsi en août 1906 un attentat dans la résidence du Premier ministre tsariste Stolypine, au cours duquel 27 personnes trouvèrent la mort, plus les trois auteurs de l'attentat, et le fils et la fille du Premier ministre — lui-même sain et sauf — furent blessés. Membre de l'organisation de combat de ce groupe, Irina Kachovskaia fut arrêtée en avril 1907 et condamnée à vingt ans de travaux forcés.

Adhérente du Parti socialiste-révolutionnaire après la révolution de Février, elle prit part à la révolution d'Octobre, fut déléguée au deuxième congrès des soviets. Elle fit partie des fondateurs du Parti des socialistes-révolutionnaires (S-R) de gauche, constitué à la veille de la révolution d'Octobre par scission du Parti socialiste-révolutionnaire, et, lors de son deuxième congrès en avril 1918, fut élue à son comité central. Elle entra à l'organisation de combat de ce parti, chargée de l'organisation des attentats. Au début de juin, elle partit en Ukraine avec le matelot S-R Donskoï pour abattre le maréchal von Eichorn, chef de l'administration militaire allemande en Ukraine. Pendant ce temps-là, à Moscou, le Parti socialiste-révolutionnaire de gauche, hostile à la paix de Brest-Litovsk et partisan de la guerre révolutionnaire contre l'Allemagne, organisait le meurtre de l'ambassadeur allemand Mirbach et, les 6 et 7 juillet, une tentative de soulèvement pour rompre la paix de Brest-Litovsk. Après quoi le parti fut interdit par le gouvernement bolchevique (1).

En 1921, Irina Kachovskaia fut exilée dans la région de Kalouga, en Russie d'Europe. En 1925, elle fut exilée dans la région de Samarkande. En 1928, elle fut maintenue en exil à Tachkent pour deux ans, en 1930 transférée en exil à Oufa pour sept ans avec les dirigeants S-R de gauche Marina Spiridonova, Izmailovitch et Maiorov. Le 8 février 1937, ils furent tous arrêtés. Elle fut jugée le 25 décembre 1937 et condamnée à dix ans de prison. Elle était accusée d'avoir préparé un attentat contre Vorochilov, membre du bureau politique et chef de l'Armée rouge à cette époque, et organisé des soulèvements paysans. Ses deux camarades Spiridonova et Maiorov furent condamnés à vingt-cinq ans de prison et furent exécutés en même temps que le vieux trotskyste Christian Racovsky, le 11 octobre 1941, dans la prison d'Orel. Elle fut libérée en 1947, à nouveau arrêtée en janvier 1949. On lui présenta alors les mêmes accusations qu'en 1937, mais elle ne fut condamnée qu'à une peine d'exil dans la ville de Kansk, non loin de Kranoiarsk, au fin-fond de la Sibérie. Elle y survécut en donnant des leçons particulières et en fabriquant et vendant des fleurs artificielles. En 1955, elle eut l'autorisation de vivre dans la région de Kalouga, où elle mourut en 1969. Elle écrivit en 1923 des souvenirs publiés à Berlin, puis en français, par les éditions Rieder, sous le titre *Souvenirs d'une révolutionnaire*, ouvrage depuis longtemps introuvable. Nous en extrayons dans une traduction revue un certain nombre de pages consacrées à la Terreur blanche en Ukraine.

Le 30 juillet 1918, la bombe des S-R de gauche dénichette le chef de l'armée allemande en Ukraine, le maréchal von Eichorn. Donskoï et Kachovskaia sont arrêtés, jugés et condamnés à mort le 12 septembre. Donskoï est immédiatement pendu. Mais la loi germanique voulait que toute exécution d'une femme reçût la sanction personnelle de l'empereur. L'état-major allemand envoya donc le verdict à contresigner à Guillaume II.

Le 8 novembre 1918, ce dernier est renversé avant d'en avoir eu le temps. Irina Kachovskaia, ainsi sauvée par la révolution allemande, est transférée dans une cellule avec plusieurs condamnés à mort. Le régime de l'hetman (général) Skoropadsky, installé à la tête de l'Ukraine par l'armée allemande en février 1918, s'effondre en même temps que l'armée d'occupation se disloque. Les troupes nationalistes ukrainiennes de Petlioura occupent la ville à la mi-décembre.

La Terreur blanche en Ukraine, en 1919

DANS la chambre commune où on m'avait transférée sur ma demande, il y avait comme prisonnières : une vieille baronne, accusée d'avoir travaillé pour l'hetman, une étudiante juive, dont le seul crime était sa race, une espionne de la police politique de l'hetman et une ravissante jeune fille, Galia Timofeievna, une communiste, vive, intelligente, éveillée, qui pendant toute l'occupation avait participé activement au mouvement d'opposition. Installée là, je me mis avec zèle à étudier les mathématiques avec Galia, déjà condamnée à mort ; ma situation à moi était aussi très incertaine ; le travail donna à notre existence une saveur nouvelle et abrégé le cours du temps.

Fin janvier, quasiment l'avant-veille de l'occupation de Kiev par les bolcheviks, des démarches de divers groupements de travailleurs et du Congrès général des paysans ukrainiens, suite à de longs et durs efforts de mes amis pour obtenir ma libération, finirent par arracher ma mise en liberté.

Galia, restée en prison, attendait avec impatience sa libération prochaine. Mais avant le départ des antibolcheviks, elle fut traîtreusement, et avec la complicité d'une infirmière de la Croix-Rouge danoise, traînée hors de la prison et, sans aucun jugement, assassinée de la plus odieuse façon. On trouva son corps horriblement mutilé sur la route de Vladimirskaia Gorka ; ses ravissants cheveux blonds étaient collés à la terre glacée. On la porta à la morgue, où j'eus peine à re-

connaître l'heureuse et la ravissante Galia parmi les autres cadavres déchiquetés. Son cou avait été transpercé à la baïonnette, son visage défiguré était méconnaissable ; dans les mains, elle tenait une étoffe ensanglantée, enveloppant un pain blanc ; ses cheveux d'or à demi arrachés traînaient sur le sol, recouverts de crachats.

(En mai 1919, Irina Kachovskaia est arrêtée par la Tchèque avec deux de ses camarades. Apprenant que la mission de ces trois militants était de préparer un attentat contre le général monarchiste Koltchak en Sibérie et qu'ils ont l'intention de préparer un attentat contre le général monarchiste Denikine en Ukraine, le juge d'instruction remet les trois militants en liberté et demande à Kachovskaia de revenir se constituer prisonnière si elle revient vivante de sa mission. Elle en prend l'engagement ; en 1920, elle viendra se constituer prisonnière. Les trois socialistes-révolutionnaires de gauche partent, bardés de dynamite, à la poursuite de Denikine. Après sept mois d'une chasse vaine, ils jetteront leur dynamite dans une bouche d'égout à Rostov-sur-le-Don, après avoir traversé une bonne partie de l'Ukraine. Ils arrivent d'abord à Kiev à la mi-août 1919, à la veille de l'entrée des troupes nationalistes de Petlioura dans la ville, que l'Armée rouge, en infériorité numérique, abandonne.)

L'énerverment dans la ville croissait de jour en jour ; on disait que la direction centrale d'Ukraine était déjà partie (2) ; on attendait l'entrée des blancs d'un jour à l'autre. Kiev subissait son dixième

ou onzième changement de régime depuis la révolution. Pour la population urbaine, les jours de l'interrègne étaient les plus terribles : pendant les combats pour la possession de la ville, faiseurs de pogromes et bandits étaient les véritables maîtres de la situation ; et, comme partout en Ukraine, les quartiers juifs en souffraient tout particulièrement. Les citadins avaient créé un véritable système privé de protection : chaque porte cochère était barricadée de planches clouées ; les habitants organisaient une garde avec un à deux fusils, dont la mission essentielle était de donner l'alarme en cas de danger ; tout un orchestre de bassinoires, de casseroles et de caisses était installé, les hommes de garde devaient tambouriner dessus énergiquement dans l'espoir d'alerter des voisins et d'obtenir leur aide.

(Le lendemain du 20, les troupes nationalistes de Petlioura entrent dans la ville d'où se retirent les troupes rouges battues.)

Aux premiers rayons du soleil, les troupes de Petlioura entrèrent dans la ville silencieuse. Lorsque, tôt dans la matinée, j'arrivai rue Vassilevskaia, la première chose que je vis fut, baignant dans son sang, le cadavre d'un Juif en habits d'ouvrier ; à tous les coins de rue gisaient les écriteaux rouges avec les noms des rues donnés par les bolcheviks. Les soldats, de solides gars ukrainiens, plaisantaient avec les femmes du marché, qui leur donnaient du pain blanc et des poires ; les voisins leur apportaient de l'eau et des alcools.

Vers dix heures, tous les habitants en état de marcher se trouvaient dans la rue. Sans cesse, de nouvelles troupes arrivaient : cavaliers chamarrés, des fleurs piquées dans les crinières des chevaux, officiers en gants blancs, suivis par l'infanterie, des canons ornés de guirlandes de feuillages et de fleurs : ce n'était partout qu'embrassements, baisers, souhaits de bienvenue.

Mais on ne voyait pas un Juif. Sous forte escorte, hués par la populace du marché, soixante membres de l'association juive de défense, appréhendés à

l'Hôtel de Ville les armes à la main, étaient conduits au champ de tir, dit Champ du Supplice, pour y être fusillés sans jugement (quelques-uns, arrivés sur la place, purent s'échapper, les autres furent fusillés) ; sur le pavé des rues, dans les escaliers des maisons, gisaient les cadavres de ceux qu'on avait assassinés. Avec une insistance féroce, la foule les recherchait et assouvissait sur eux toute la haine et la soif de vengeance qui s'étaient accumulées contre "les suppôts de la puissance soviétique" ; d'ailleurs, à cette époque, en Ukraine, les mots bolchevik et Juif avaient la même signification ; et la vague de pogromes, qui, sous l'occupation de Denikine, devait atteindre une hauteur invraisemblable, s'explique par la confusion qui s'était établie dans l'esprit de la masse villageoise et citadine. En général, toute la série des pogromes dirigés contre les Juifs furent organisés et mis en œuvre par l'armée, la population restant passive et se bornant à manifester une attitude de sympathie à cette entreprise. Mais l'agitation pogromiste du régime, qui identifiait intentionnellement bolcheviks et Juifs, aboutit à des excès dont l'abomination reste sans égale.

Au sommet de la Douma (Hôtel de Ville), on hissa la pavillon jaune et bleu de l'Ukraine. Le batko (chef) était attendu pour le lendemain.

De tous les régimes sans cesse changeants que l'Ukraine eut à subir, la domination de Petlioura fut la moins bien reçue à Kiev, dont la population se composait surtout de travailleurs, d'employés, de bourgeois russes et juifs. L'ukrainisation de la vie extérieure ne s'effectuait qu'avec une grande difficulté et les patriotes ne formaient qu'un groupe pitoyable, surtout composé d'étudiants. Les commerçants étaient mécontents d'avoir à repeindre leurs enseignes en ukrainien ; les fonctionnaires et les employés se voyaient obligés de suivre un cours spécial de grammaire ukrainienne et menacés de sanctions très sévères à la moindre faute d'orthographe décelée dans leurs rapports ; Petlioura détestait les ouvriers soupçonnés de sympathie pour les bolcheviks de Moscou.

Dès le premier jour, vers midi, se produisit un incident significatif : une patrouille cosaque, sortie on ne sait d'où, suscita l'effroi de la population en arrachant le drapeau ukrainien qui flottait sur la Douma et en hissant à sa place le drapeau national russe. L'atmosphère de fête en fut quelque peu troublée ; on n'osa plus afficher aussi ouvertement ses sympathies pour les séparatistes ; les plus braves raillaient déjà leur triomphe éphémère. Vers le soir, les troupes de Petlioura, après des négociations avec l'Armée des volontaires qui entourait Kiev de toutes parts (personne, pourtant, n'avait eu vent de ces négociations), évacuèrent la ville en silence, presque sans être remarquées et allèrent camper à Sviatochtchino. Leur domination à Kiev avait duré à peine vingt-quatre heures et s'était manifestée uniquement par l'assassinat d'une centaine de Juifs (...).

Dès le lendemain du départ des troupes de Petlioura, l'aspect de la ville se modifia encore. Des troupes défilèrent à nouveau sur le Krechtchatik (3), mais leur allure et leur tenue étaient très différentes. Ce n'étaient plus des gars du peuple ukrainien, ces bons garçons qui blaguaient avec les femmes du marché. En tête, trottaient les cosaques, qui regardaient la population d'un œil hostile ; puis l'infanterie, manifestement pomponnée et parée pour cette entrée triomphale, mais marchant harassée et sombre sous le regard brutal de ses officiers ; puis venaient, en voiture, les généraux, avec des airs de conquérants ; et, en fin de cortège, de longues files de carrosses et de vieilles voitures de louage transportant les domestiques et le bagage de Messieurs les Officiers ; des chariots de paysans avec le barda des soldats fermaient le défilé. On sentait que s'installait un régime à la durée incertaine, mais à poigne.

Les habitants pouvaient désormais exprimer sans crainte leurs sentiments ; l'accueil de la bourgeoisie de Kiev fut vraiment impressionnant : les rues que parcouraient les troupes étaient littéralement jonchées de fleurs ; les maisons des rues principales étalaient une parure de drapeaux et de tapis. Tout le public élégant, qui n'avait pas osé se montrer pen-

dant la domination bolchevique, affluait maintenant dans les rues. On s'embrassait, on séchait ses larmes, on faisait le signe de croix. Les cloches des églises sonnaient à toute volée. La ville, en cette magnifique journée d'automne, paraissait vivre une grande fête. Les prolétaires peu conscients et les petits bourgeois, pour qui la fin du régime bolchevique signifiait seulement le pain moins cher, se joignaient à l'allégresse générale. Comme la veille, les libérateurs étaient bénis et les "Juifs" maudits, et ce mot de Juifs semblait renfermer des flots de haine.

Les nouveaux occupants accomplirent leur programme à la lettre : dès leur arrivée, ils déployèrent leur agitation pogromiste. Vers deux heures de l'après-midi, un effroyable défilé fut organisé sur le Krechtchatik : entassés dans quelques fiacres, on promena lentement, en les malmenant horriblement, des Juifs, hommes et femmes, devant une foule menaçante, difficilement contenue par un cordon de soldats. Des voitures montaient des cris d'angoisse, des appels au secours. *"Pourquoi ? Que vous ai-je fait ? C'est seulement parce que je suis Juive ?"*, criait une jeune femme bien habillée, son élégante chemisette en lambeaux ; trois cosaques installés sur les marchepieds et dans la voiture la frappaient du plat de leur sabre pour la faire taire. Partout, carillons, fleurs et musique.

Les fenêtres de la morgue qui donnent sur la Funduklevskaia sont ouvertes ; une abominable odeur de cadavre empeste plusieurs quartiers ; d'habiles fourbes chuchotent : *"Ce sont les victimes des bolcheviks qui pourrissent."* Une charrette arrive, chargée de cadavres de Juifs ; un flot de gens s'engouffre à la suite de cette charrette dans la morgue. Dans la grande salle, des cadavres à moitié pourris sont rangés les uns sur les autres comme des planches ; il y a parmi eux des fusillés, mais aussi beaucoup de corps ramassés par hasard dans la rue, cadavres d'inconnus. Devant la foule surexcitée, surtout composée de femmes, un individu, planté devant un monceau de cadavres, prononce un discours hystérique.

Le pèlerinage à la Tchéka, par les rues Catherine et Levachov, commence dès le matin et dure plusieurs jours. La Tchéka avait siégé dans le même bâtiment qui avait servi de quartier général à Eichorn et Skoropadski (4). Journalistes étrangers, prétendus intellectuels munis d'appareils photographiques, de simples gens y pénètrent, au milieu des pleurs et des gémissements ; on déterre les cadavres à peine ensevelis de gens tués les jours précédents ; chacun y reconnaît un parent, un ami ; une mère, l'air égaré, recherche son fils. Des cadavres, des cadavres sans fin. Sur un tas d'ordures, dans un coin, le cadavre du gardien juif de la Tchéka, tué au moment du départ. On ouvre les caves : partout des flaques de sang, des débris de bouteilles, des bouts de cigarette.

Tout cela est dès le lendemain reproduit aux vitrines des magasins sur des centaines de photographies que les gens regardent bouche bée. L'atmosphère est irrespirable : on craint de dire un mot, de faire un geste de trop ; on se méfie de tout le monde, chacun espionne le voisin. *"Là-bas, c'est Rosa la tchékiste! Elle a abattu les prisonniers de sa main"*, crie une voix dans la foule. A l'instant, une meute déchaînée entoure la femme ; j'ignore ce qu'est devenue la prétendue Rosa. Les témoins oculaires parcourent la ville et racontent ce qu'ils ont vu en le grossissant. Partout retentissent pleurs et sanglots.

Jusqu'au lendemain soir, la ville est le théâtre d'une formidable agitation antisémite. Les cinémas rouvrent et le public surexcité ne voit que les images fantastiques de supplices et de tortures. La fourberie envahit tout ; les espions volontaires qui écoutent tout et fourrent leur nez partout empoisonnent tous les rapports des individus entre eux ; chaque minute devient une souffrance, une torture.

Chaque jour, il me faut prendre jusqu'à Sviatochtchino. J'y arrive rendue complètement malade par les conversations monstrueuses et sanguinaires que je suis obligée d'entendre en route. Dans toutes les campagnes ont eu lieu des massacres de Juifs. Mes compagnons de voyage, campagnards et paysans des vil-

lages voisins qui apportent au marché de la ville du lait et des fruits, ne discutent pas de tel ou tel meurtre, mais maudissent les Juifs en bloc et appellent la colère céleste sur ce peuple. Le silence, même une simple expression du visage peuvent éveiller les soupçons des voyageurs ; on entend des réflexions pleines de suspicion, des questions insidieuses.

Dans la ville règne un pogrome "tranquille", qui ne dégénère pas en massacre complet, mais se maintient dans certaines limites, par suite d'un reste d'humanité que toutes ces excitations n'ont pas détruit. Chaque jour, cependant, on voit des Juifs, assez imprudents pour se montrer dans la rue, frappés par des troupes de cosaques ; on les traîne n'importe où et on les abandonne ensanglantés. Les journaux enregistrent chaque jour de 60 à 70 personnes d'origine juive tuées on ne sait ni par qui ni dans quelles circonstances (...).

Une camarade du parti qui s'est rendue à Kharkov nous écrit de là-bas :

"Au nom du ciel, ne voyagez-pas ! Mes cheveux avaient blanchi lorsque je suis arrivée à Kharkov, après les horreurs que nous avons dû subir en chemin. L'union des Cents-Noirs (5) sévit tout particulièrement dans les trains ; ils forcent les voyageurs à réciter un Pater Noster ou un Credo ou bien ont fait prononcer aux voyageurs quelques mots russes particulièrement difficiles pour quiconque a l'accent juif. Quiconque est reconnu comme Juif est impitoyablement torturé et jeté en pleine marche sur la voie. Le long de toutes les voies qui mènent à Kiev s'alignent ainsi des centaines de cadavres."

En ville même, ce sont surtout les quartiers périphériques, où la population juive est nombreuse, qui ont eu à souffrir ; chaque jour, on voyait se répéter je ne sais combien de fois dans la journée des scènes sanglantes.

(Irina Kachovskaia décrit les agissements d'un groupe de cosaques qui joue au chat et à la souris avec un vieux Juif, qu'ils frappent à terre de leur sabre et poursuivent jusqu'à une maison où il se réfugie. Elle raconte la fin de la scène.)

Une petite chambre propre, au milieu de laquelle se dresse une table recouverte d'une nappe ; deux enfants de cinq à six ans pleurent et s'accrochent désespérément à la nappe ; dans un coin, une femme appuyée au mur se tord les bras ; sur le sol est allongé le vieillard de tout à l'heure, dont un cosaque, le genou sur sa poitrine, fourrage la gorge de son sabre.

(Deux jours avant l'arrivée de Denikine lui-même dans la ville, à la mi-septembre, la canonnade retentit : l'Armée rouge contre-attaque.)

Les bureaux du gouvernement abandonnent la ville dans l'affolement le plus complet ; de longues files de fuyards franchissent le pont de Darnizk. L'Armée des volontaires ne compte pas se maintenir à Kiev, mais il paraît évident que les bolcheviks, avec leurs forces limitées, ne pourront conserver Kiev plus d'une semaine. Les hauts dignitaires militaires, les journalistes ultraconservateurs, les intellectuels croient cependant plus prudent de quitter la ville.

La Sûreté se hâte d'exécuter le plus possible de prisonniers de la Loukianovna. On appelle les prisonniers par ordre alphabétique et on les fusille par groupes. Le désespoir fait éclater une mutinerie dans la prison : les détenus qui attendent leur tour d'être fusillés brisent les portes de leurs cellules, établissent des communications entre les différentes galeries du bâtiment et se précipitent en trombe au dehors, brisant tout ce qui s'oppose à leur passage. Parmi eux, quelques centaines de bandits sans domicile et sans argent arrivent aussi à s'évader ; ils feront une riche récolte pendant l'interrègne (...).

Au bout de trois jours, les bolcheviks sont boutés hors de la ville. Peu à peu, l'"Ancien Régime", un instant rejeté et exaspéré, s'y réinstalle. Le personnage important de la ville est Chkouro (6), avec sa bande de "loups" (je n'ai pu avoir la certitude qu'il s'agissait des bandes de Chkouro, mais eux-mêmes le prétendaient et la population le répétait).

La ville semble leur être à dessein abandonnée pour le pillage.

Dénués de toute humanité, sauvages, en tout semblables à des fauves, les membres de la bande à Chkouro, sentant bien que le pouvoir les soutient, se mettent au travail. Ils commencent par saccager les magasins juifs du Krechtchatik, organisent quelques coups de main et raids plus modestes sur les marchés et dans les quartiers juifs ; puis, vers le soir, le pogrome prend des proportions énormes.

Pendant la journée, la masse s'est abstenue, les passions ne sont pas encore surexcitées. Ces violences et ces pillages systématiques contre la population juive, exécutés suivant un plan bien défini et d'une horreur effroyable, sont effectués par les soldats sous la direction d'officiers (...).

Le pogrome dure quelques jours. Les gens fuient les quartiers intacts et se réfugient dans les quartiers que les Chevaliers du pogrome ont déjà nettoyés ou cherchent un abri chez des Russes.

Peu à peu, la vie reprend son cours normal ; les magasins rouvrent, les journaux paraissent à nouveau. De retour, Choulguine (7) commence, dans son *Journal de Kiev*, une véritable chasse aux Juifs, à coups d'articles cyniques et mensongers (...).

A Kiev même, les pogromes cessent ; mais ils se poursuivent sur la ligne de chemin de fer et dans certains bourgs ; parmi les plus épouvantables figurent les pogromes de Fastov ; cette localité en subit huit ou neuf d'affilée : les gens y furent rossés, fusillés, pendus, et des familles entières brûlées vives sur un bûcher formé de meubles entassés les uns sur les autres.

(Toujours à la poursuite de Denikine, qu'ils n'arrivent pas à croiser, les trois socialistes-révolutionnaires de gauche partent pour Kharkov, puis pour Rostov-sur-le-Don, restée, dit Kachovskaïa, "pendant deux ans sous le joug des Cents Noirs", où ils arrivent à la fin de décembre, suivis par une offensive de l'Armée rouge.)

C'était le soir de la veille de Noël. Le matin, Novotcherkassk tombait ; le soir, les mitrailleuses crépitaient devant Rostov. La messe de minuit (je l'appris seulement plus tard) avait été célébrée en présence de Denikine à la Nouvelle Cathédrale, dont le porche était garni, en guise de parure, de pendus qui se balançaient (...). Au coin de la rue de la Vieille Poste, de la rue de Taganrog, fument les ruines de l'hôpital ; aux poutres de fer pendent encore des lits de malades restés accrochés lors de l'effondrement de l'immeuble et où gisent des cadavres à demi calcinés ; en bas, parmi les débris encore fumants, traînent des membres et des moignons. Tout le secteur des malades du typhus et les autres secteurs ont été réduits en cendres ; on prétend que ce sont les blancs eux-mêmes qui ont mis le feu ; ils auraient dit : "*Ou bien ils mourront de toute façon, ou bien ils passeront aux bolcheviks.*" Mais ce n'est qu'une rumeur ; peut-être le feu a-t-il été mis par un obus égaré ou provoqué par le personnel en état d'ivresse. Et il n'y avait personne pour éteindre l'incendie.

Nous arrivons rue Sadovaia. Ici, la circulation est déjà rétablie ; mais évidemment, seuls les gens contraints par des affaires pressantes se risquent à mettre le nez dehors. Partout du sang et des cadavres. Sur le trottoir, une tache blanche : un tas de huit ou dix cadavres, tous en chemise, tous percés de coups de baïonnette et déchiquetés de coups de sabre, étendus devant la porte d'une clinique ; ce sont les cadavres d'officiers gardes-blancs atteints du typhus et qui avaient été "oubliés" (*lors de la retraite des blancs, NDR*) ; les soldats de Boudionny (8) les ont arrachés de leur lit et massacrés (...).

Sur ces entrefaites, les blancs s'étaient retranchés à Bataisk et, le 29 janvier (1920), à partir de la rive gauche du Don, qui venait de geler, ils commencèrent à canonner Rostov. Dès le troisième jour, les cosaques, qui s'étaient bien repris, lancèrent leur offensive sur Bataisk dans un froid glacial et la tempête de neige. Le combat se livrait de l'autre côté du Don sur les étangs gelés. Depuis les étages supérieurs et les greniers des maisons qui bordent le fleuve, on pouvait voir les vagues d'assaut, la fumée des explosions et la triste situation du train blindé des blancs tombé dans une embuscade près du pont et qui cherchait à retourner vers son camp. La population suivait avec anxiété l'évolution de la bataille ; en parlant des rouges, elle disait "*les nôtres*" et, en parlant des blancs, "*ceux-là*" ou "*les autres*".

Toutes les notes ci-dessous sont de la rédaction :

(1) Dans la révision générale de l'histoire à la mode en Russie, on trouve souvent exprimée l'idée que le meurtre de Mirbach, le soulèvement des S-R de gauche comme l'attentat contre Lénine (le 30 août) furent autant d'opérations montées par la Tchéka. Ces interprétations construites sur un schéma stalinien réduisant l'histoire à une série de manipulations et de complots ne reposent sur rien.

(2) Organisme du pouvoir soviétique.

(3) Grande avenue du centre de Kiev.

(4) Homme politique ukrainien installé à la tête de l'Ukraine par l'armée allemande en février 1918, chassé en novembre.

(5) Les Cents Noirs, ou Centuries Noires : organisation ultranationaliste, contre-révolutionnaire et antisémite constituée en 1904 sous l'égide du ministère de l'Intérieur tsariste, spécialisée dans l'organisation de pogromes et d'assassinats de militants ouvriers.

(6) Chef de bande nationaliste de pillards.

(7) Dirigeant nationaliste russe et antisémite. Auteur de souvenirs publiés ensuite en URSS.

(8) Chef de la première division de cavalerie rouge ; futur dignitaire de Staline.

Pages oubliées :
Friedrich Adler

On chercherait en vain le nom de Friedrich Adler (1879-1960) dans le *Larousse* des noms propres en deux volumes. On trouve celui de son père Victor, pas le sien. Pourtant, Friedrich Adler fut le secrétaire de l'Internationale ouvrière socialiste de 1923 à la Deuxième Guerre mondiale.

Il acquit d'abord une notoriété inattendue, le 19 octobre 1916, en tuant à coups de revolver, dans le grand restaurant viennois Meissl et Schaden, le président du Conseil de la monarchie austro-hongroise, le comte Karl Stürgkh. A ses yeux, cette protestation contre la boucherie de la guerre visait à réaffirmer la solidarité ouvrière internationale contre elle.

Condamné à mort, il vit sa peine commuée en dix-huit ans d'emprisonnement, puis fut amnistié après la défaite militaire de l'Autriche-Hongrie.

En 1937, il dénonce les procès de Moscou, qu'il compare à ceux de l'Inquisition, dans un ouvrage intitulé *Procès en sorcellerie*.

En mars 1946, *La Pensée socialiste*, organe mensuel dirigé par Jean Rous et qui comprenait dans son comité de rédaction, outre Yves Dechezelles, quelques militants pivertistes notoires (Lancelle, Lhuillier, Vaillant) et Guy Mollet, alors membre de l'aile gauche de la SFIO, publia un article de Friedrich Adler (que la revue et le traducteur, Bracke, prénomment Fritz) sur l'importance de la théorie dans la lutte des classes.

Friedrich Adler : **“Sans théorie,** **la volonté est aveugle.** **Sans volonté,** **la théorie est impotente”**

CONSIDÉRONS en particulier les grandes transformations sociales, l'évolution historique de la société. Quelle est la matière première, l'étoffe, peut-on dire, traitée par les théories à ce sujet ? Les tendances et les actes des volontés des hommes. A première vue, chaos de volontés qui se croisent, écheveau inextricable de tendances et d'actes de ces volontés. Longtemps, il n'a pas été possible d'en poser des lois, on n'a pas su qu'il y eût un ordre dans ces volontés diverses. On se contentait de suivre de l'œil la volonté de certaines personnalités, attribuant à quelques hommes éminents, dont la volonté s'imposait, le rôle le plus important. Karl Marx, le premier, réussit à montrer comment se dirige la volonté des grandes masses ; nous lui sommes redevables de la première grande vue pénétrant dans le vouloir des hommes. *“L'histoire de toute société jusqu'à présent est l'histoire de la lutte des classes”*, telle est la phrase où il formule sa constatation. Elle jetait tout à coup une lueur sur les manifestations de la volonté des hommes. Cette formule n'embrasse pas toutes les tendances de la volonté, mais toutes celles qui se rapportent à l'évolution de la société. Elle faisait voir que, dans la foule confuse des élé-

ments de volonté, peuvent se discerner de vastes groupes de volontés orientées pareillement, livrant ainsi la clé qui permet de comprendre des événements fondamentaux. Souvent avaient eu lieu des luttes de classes qui s'étaient manifestées en pleine lumière, par exemple dans l'ancienne Rome, dans les guerres des paysans en Allemagne, dans la grande Révolution française de 1789, dans les journées de juillet 1830 ; jamais, cependant on n'avait eu nettement conscience de ce dont il s'agissait. Si l'*instinct*, si l'*intérêt* de classe avait produit ses effets, grâce à Marx seulement devenait possible la conscience de classe.

Et cette théorie de la lutte de classe nous a rendu des services inappréciables. Tant, en effet, que la lutte de classe est menée sans conscience de classe, sans théorie, à la lettre uniquement comme réflexe, les prêcheurs de calme et d'ordre, les porte-plumes à la solde du capital ont eu beau jeu à débiter leurs contes sur la paix et la concorde qui doivent régner entre le capital et le travail, à proclamer leurs théories fausses sur les blessures qu'infligeront à tout le monde le mécontentement et la discorde. Contre ces théories fallacieuses, contre ces appels à la prétendue paix, Marx nous a permis la lutte

menée avec la conscience du but, la réalisation systématiquement réfléchie de ce que nous *voulons*.

Bien des esprits, n'ayant pas su comprendre Marx, se sont persuadés qu'il avait tout bonnement "oublié" l'élément volonté humaine. Or Marx ne parle tout le temps que de lutte, que d'action en vue de révolutionner la société, que d'organisation des travailleurs, bref que d'actions conduites par la volonté des hommes. Que l'homme qui a établi la théorie des actions de la volonté humaine dans la société ait "oublié la volonté", seuls peuvent le prétendre des hommes qui n'ont jamais pénétré l'esprit de la doctrine marxiste, parce que les arbres les empêchent de voir la forêt.

Mais Marx est entré plus avant dans la théorie de la volonté humaine. Il a vu qu'à toutes les époques, il y avait eu dans quelques cerveaux des idées, des souhaits tendant à l'amélioration du monde, il s'y était formé des idéaux et la volonté de les réaliser. Et il s'est demandé : quel caractère décisif a fait que certaines idées, certains désirs sont constamment restés sans effet, jusqu'à ce qu'arrivât enfin le moment où la volonté a pu se réaliser ? Il a vu que, dans le cours, en grande proportion stationnaire, de la vie sociale, les grands changements se sont produits lorsque s'est changé le mode selon lequel les hommes produisent. *La condition préalable d'une transformation sociale est toujours une transformation des conditions de production*. Ainsi, avant 1789, avant la grande Révolution française, la petite artisanerie a fait place à la manufacture, à l'organisation du travail ; par là se transforme la structure des classes ; la bourgeoisie entre en scène, l'état de choses social, qui était stationnaire, devient mouvant ; les positions de combat se prennent. Vient la lutte, la volonté des opprimés peut se faire sentir : victoire de la révolution. *C'est ainsi que Marx nous donne pour la première fois une théorie de la révolution*. Comment se fait-elle ? Ce n'est pas par une conjuration de malfaiteurs, comme le prétendent les soutiens de l'Etat ; ce n'est pas parce qu'enfin se

sont rencontrés les humains vraiment bons, les idéalistes, comme le content de naïfs historiens libéraux ; c'est uniquement parce que les conditions de la production se sont modifiées, parce que les conditions préalables signalées par la théorie de la révolution selon Marx sont remplies, que la volonté de révolution peut-être victorieuse, que les aspirations, les idées, les volontés, toujours existantes, peuvent se réaliser.

Et cette théorie, elle aussi, est de l'importance la plus immédiate, car elle nous montre *quelle révolution est actuellement possible*, laquelle seule peut se réaliser. Les réactionnaires aussi veulent faire une révolution, une révolution à rebours, un retour aux bons vieux temps, de si loin préférables, au moins pour eux. Marx nous a enseigné que tous leurs efforts seront vains ; ils peuvent gagner sur nous du temps ; ils peuvent nous retarder — ils finiront toujours par aller se casser la tête contre le mur. Les travailleurs aussi ont eu d'abord la même naïveté, ils ont cru qu'on pouvait faire une révolution à rebours. L'histoire des tisserands de Silésie, révoltés il y a une centaine d'années, lorsque pour la première fois arrivaient les machines qui volaient aux ouvriers leur pain, attiraient les enfants dans les fabriques nuit et jour, suçaient leur sang, s'est répétée dans presque tous les pays. Toujours la première idée a été la même : A bas les machines ! Et on les mettait en pièces. Mais cette théorie-là était fautive. D'autres monstres plus gros, plus forts, arrivaient, et lutter contre eux était impossible. Alors Marx vint montrer ceci : ce ne sont pas les machines qui sucent le sang des ouvriers, ce sont les capitalistes propriétaires des machines qui dérobent à l'ouvrier une part de salaire. Il établit la *théorie de la plus-value* empochée par le capitaliste au lieu d'aller aux travailleurs. Parce qu'il l'a fait, Marx n'a pas seulement institué la théorie de la révolution en général, mais celle de la révolution que nous vivons de nos jours, la *théorie de la révolution prolétarienne*. Pas de retour en arrière auquel pensaient les tisserands de 1844, pas d'"A bas les ma-

chines !" Non ! les machines propriété de la collectivité, édifiant une société nouvelle où l'exploitation économique est supprimée.

En ce qui concerne la théorie de la révolution aussi Marx a été bien souvent incompris ou compris de travers. Il montrait que certaines conditions de production sont *condition préalable* pour que certaines directions de la volonté se manifestent dans les masses, que s'établissent certaines tendances des volontés. Au lieu de cela, bien des gens interprètent les exposés de Marx comme s'il croyait que les conditions de production *produisent* automatiquement une société nouvelle sans que la volonté des hommes doive se manifester. De même qu'il serait absurde de dire : l'air engendre les êtres humains, quoiqu'il soit bien exact que l'air est condition préalable de leur existence, de même il serait absurde de dire que, par elles-mêmes, les conditions de production engendrent la société nouvelle, mais il est exact qu'elles sont condition préalable pour que les humains créent un ordre nouveau.

La théorie ne peut jamais suppléer à la volonté, mais la volonté ne peut jamais suppléer à la théorie. *Sans théorie, la volonté est aveugle, sans volonté, la théorie est impotente*. La théorie nous montre quels éléments de volonté existent, quelles idées, quelles aspirations peuvent se réaliser, quelle volonté s'accomplira. Nous voulons ne pas vouloir à l'aveuglette ; nous ne voulons pas nous casser le cou ; nous voulons accomplir notre vouloir ; nous

voulons vaincre ! Nous avons besoin de théories pour que la volonté vivante dans la classe ouvrière ayant conscience de classe puisse arriver au renversement de la société actuelle, à la victoire, au triomphe !

Il y a plus de soixante ans que Marx écrivait dans le *Manifeste communiste* (1) : "*Les prolétaires n'ont à y perdre que leurs chaînes ; ils ont un monde à gagner.*" La première partie de cette phrase ne répond plus entièrement aux faits. En ces soixante années, les prolétaires sont devenus autres. Les ouvriers méprisés, sans droits, sans défense, de 1847 n'existent plus à présent. Ils ont monté *par leurs propres forces*, ils se sont construits des organisations, ils ont conquis des droits ; ils sont au centre des événements, c'est autour d'eux que tout se fait dans l'histoire actuelle. Ce ne sont pas seulement des chaînes, c'est aussi des fruits de leur travail dans l'organisation qu'ils ont aujourd'hui à perdre. Chaque pas qu'ils font peut représenter un gain, mais aussi une perte. Raison de plus pour convaincre chacun davantage ; raison pour que de plus en plus les théories prennent importance dans la lutte de classe. Si, d'autre part, il est vrai que les prolétaires ont aujourd'hui plus à perdre que leurs chaînes — un monde leur reste encore à gagner.

(1) La rédaction du *Manifeste communiste* n'a pu être terminée qu'en janvier 1848, comme le prouve un document qu'on trouve, avec bien d'autres, dans l'édition du *Manifeste*, traduction Molitor (Paris, Coster, 1934) (notes du traducteur).



Friedrich Adler (1879-1960).

Chronique des falsifications

(Jean-Jacques Marie)

*Члены Исполнительного Комитета
ПЕТЕРБУРГСКОГО СОВЕТА РАБОЧИХ ДЕПУТАТОВ, СОСЛАННЫЕ НА ПОСЕЛЕНИЕ*



Les dirigeants du soviet de Pétersbourg envoyés en exil à vie en 1906. La majorité d'entre eux seront effacés de l'histoire officielle.

Quand Lénine parle six ans après sa mort

EN 1924, quelques mois après la mort de Lénine, Gorki, alors exilé en Italie, fit paraître un volume de souvenirs sur le dirigeant bolchevique qu'il avait longtemps fréquenté de près jusqu'en 1921, intitulé *Lénine et le paysan russe*. On y trouve le bref dialogue suivant entre les deux hommes à propos de Trotsky :

« *Oui, on dit bien des choses fausses, et surtout sur mon compte et celui de Trotsky. Et tapant sur la table, il déclara : "Qu'on me montre un autre homme capable d'organiser en un an une armée presque exemplaire et de conquérir au surplus l'estime des spécialistes militaires. Nous avons cet homme, nous avons tout. Et nous ferons aussi des prodiges".* »

En 1928, Gorki rentre en URSS, d'où il ne pourra plus jamais ressortir. En 1930, il réédite son ouvrage de souvenirs sur Lénine. La conversation ci-dessus est profondément modifiée :

« *Je fus étonné de l'entendre louer hautement les qualités d'organisateur de L. D. Trotsky. Vladimir Ilitch remarqua mon étonnement.*

— « *Oui, je sais, me dit-il, on ment quelque peu à propos de mes relations avec lui. Mais ce qui est est, et ce qui n'est pas n'est pas, cela je le sais aussi. Il a su organiser les spécialistes militaires.* »

Il se tut quelques instants, puis ajouta lentement et l'air sombre :

— « *Et pourtant, il n'est pas des nôtres ! Il est avec nous, mais il n'est pas des nôtres ! Il est vaniteux. Et il y a en lui quelque chose de mauvais, dans le genre de Lassalle.* »

On remarquera que le changement ne porte pas seulement sur le contenu du jugement de Lénine, qui, de totalement positif et même enthousiaste, devient globalement négatif et critique, mais même dans le détail de l'attitude de Lénine et de sa façon de parler : au lieu de taper sur la table, il parle lentement et d'un air sombre ; au lieu d'émettre une opinion claire et nette, il profère des banalités creuses du genre "*ce qui est est et ce qui n'est pas n'est pas*", phrase qui ressemble à un pastiche d'une maxime fameuse du philosophe grec Parménide. Bref, la modification est globale et particulièrement impudente.

Stéphane Courtois et Jean-Louis Panné dans leurs œuvres

LE *Livre noir du communisme*, page 307 : “Le Parti communiste estonien (...) tenta, le 1^{er} décembre 1924, de s'emparer du pouvoir à Tallin (...). Au cours de la tentative, des officiers qui s'étaient rendus aux insurgés et s'étaient déclarés neutres furent fusillés en raison même de l'attitude de neutralité qu'ils avaient adoptée : pour les putschistes, seul le ralliement était concevable.”

A cet endroit, une note renvoie à A. Neuberg : *L'Insurrection armée*, édité par le Parti communiste (SFIC), 1931, réédition Maspero, 1970.

Courtois et Panné ne donnent aucune indication de page. L'événement auquel ils font référence est signalé page 71 de ce volume. On y lit : “Les officiers rendirent leurs armes et se déclarèrent neutres (évidemment jusqu'à plus ample information). Dans la suite, ces officiers furent fusillés pour leur neutralité par sentence du conseil de guerre”... le conseil de guerre mis en place après l'échec de l'insurrection par le gouvernement estonien et qui prononça près de 500 condamnations à mort au lendemain d'une insurrection qui tourna d'emblée au fiasco et fit une vingtaine de morts.

Sur la couverture du *Livre noir du communisme*, s'étalent six noms, dont celui de Jean-Louis Panné, qui cosigne deux articles avec Stéphane Courtois : *Le Komintern à l'action* et *L'ombre portée du NKVD en Espagne*. Ces deux études sont une compilation résumée d'un certain nombre d'ouvrages, en général anciens ; cette compilation est par-

semée d'erreurs, qui en disent long sur le sérieux de leurs auteurs.

Deux exemples : page 318, ils écrivent :

« Le premier que Staline tenta d'“étrangler” fut Léon Trotski. Sa lutte contre le trotskisme a ceci de particulier qu'elle connut une extension particulière. Tout commença en 1927. Mais déjà auparavant, de sinistres avertissements avaient été proférés lors d'une conférence du Parti bolchevique en octobre 1926. »

Il n'y a pourtant pas besoin d'être un “spécialiste” pour savoir que l'Opposition de gauche s'est constituée et a engagé son premier combat en octobre 1923...

Un peu plus loin, on lit : “Du 11 au 22 octobre 1938 les membres du comité exécutif du POUM — Gorkin, Andrade, Gironella, Rovira, Arquer, Rebull, Bonet, Escuder — furent traduits devant le tribunal spécial pour un procès qui s'inspirait de ceux montés à Moscou (...). Les militants du POUM furent condamnés le 2 novembre à quinze ans de prison (sauf Jordi Arquer à onze ans) et David Rey fut acquitté.”

Rovira ne figura pas au procès... puisque cet ancien commandant de la 29^e division et membre du comité exécutif du POUM, accusé de s'être “enfui” avec Nin chez les franquistes, vint se livrer à la police au lendemain du verdict, qui fut prononcé le 29 octobre et non le 2 novembre. Il y eut deux acquittés (José Escuder et David Rey) et non un...

L'équivalence établie par les deux auteurs comme allant de soi entre communisme ou bolchevisme et stalinisme leur permet d'écrire en toute tranquillité des aphorismes du genre : *"Toute divergence politique équivalait dans la mentalité communiste à une trahison, qui relevait partout et toujours du même traitement immédiat ou différé"* (p. 372).

Quel est donc ce Jean-Louis Panné, qui profère d'aussi abrupts jugements ?

Il a publié une biographie de Boris Souvarine (Robert Laffont, 1993). Il y évoque avec beaucoup de sympathie Georges Albertini, qui fut, sous l'Occupation, secrétaire général du Rassemblement national populaire de Marcel Déat. Selon son ami et collaborateur Claude Harmel, *"l'entrevue de Montoire éblouit Georges Albertini comme l'aurore de temps nouveaux"* (*Est-Ouest*, n° 674, p. 5).

Notant que *"la nation devait selon lui exclure les Juifs, éléments de désagrégation"* (p. 348), ce qui ne semble pas émouvoir outre mesure notre historien,

Jean-Louis Panné affirme que Georges Albertini était *"passionné par la Révolution française, qui demeurera pour lui — quelles que soient les circonstances (sic !) — la référence absolue"* (resic ! p. 347). Diable ! La poignée de mains entre Hitler et Pétain à Montoire et la dénonciation des Juifs comme éléments désagrégateurs de la nation (donc la justification de la législation antisémite ségrégationniste de Pétain... que le parti de Déat jugeait trop modéré) seraient dans la lignée de la Révolution ? Il faut un certain toupet pour oser le suggérer.

Apparemment, Jean-Louis Panné a oublié que la Révolution française avait prononcé, entre autres mesures libératrices, l'émancipation des Juifs. La révolution d'Octobre la proclamera dans une Russie où la situation des Juifs était encore plus tragique que dans la France de l'Ancien Régime. En tout cas, voilà une autorité historique apte à juger le "communisme".

Jean-Jacques Marie

Essénine encore assassiné...

LE quotidien russe *Komsomolskaïa Pravda* a publié en pages 1 et 2, le 11 septembre 1997, un article intitulé : *"Essénine ne s'est pas pendu ; les trotskystes du Guépéou ont tué le poète."*

Le soir du 27 décembre 1925, à l'hôtel Angleterre, le poète russe Serge Essénine s'est ouvert les veines, a écrit avec son sang un ultime poème d'adieu, puis s'est pendu.

Aujourd'hui, après cinq années de recherches (sic !) dans les archives, un certain Kouznetsov "révèle" : Essénine ne s'est pas suicidé, il a été arrêté (il ne sait d'ailleurs pas où !), violemment matraqué (sur ordre de Trotsky, qui *"avait des raisons — non précisées — de détester*

le poète") et est mort sous les coups ; les trois médecins qui ont pratiqué l'autopsie étaient *"proches du Guépéou"*.

Une prison secrète du Guépéou jouxtait l'hôtel Angleterre, le cadavre d'Essénine a été photographié par le photographe du Kremlin, Nappelbaum, expert, d'après l'auteur, en retouches.

Enfin, le clou :

"Je soupçonne (sic !) que c'est Jacob Blumkine (1) qui mena l'interrogatoire d'Essénine dans la prison du Guépéou attenante à l'hôtel Angleterre (...). Je suppose (resic !) que c'est Blumkine qui tua le poète. On peut le prouver si l'on met au jour les procès-verbaux de l'interrogatoire" — supposé ! —, procès-verbaux que l'auteur n'a pu consul-

ter, mais dont, devin, il connaît d'avance le contenu (précisons qu'en 1925, le Guépéou était dirigé par Dzerjinski, proche de Staline).

Cinq années de recherches dans les archives (le journaliste ajoute : "*Kouznetsov n'est pas seul dans ses recherches*" !) pour aboutir à ce sous-ro-

man feuilleton, cela pourrait prêter à rire si la "thèse" de "l'assassinat" d'Essénine ne revenait à intervalles réguliers dans la presse russe (2).

(1) Fusillé par Staline en 1929.

(2) Le lecteur désireux de s'informer sur la vie d'Essénine dans les années 1920 et sur sa mort peut lire le livre de son ami intime, le poète Anatoli Mariengof, *Un roman sans mensonge*, publié au Seuil.

**Есенин не повесился:
поэта убили
троцкисты из ГПУ!**

"Essénine ne s'est pas pendu ; les trotskystes du Guépéou ont tué le poète."

Le faussaire victime de la falsification

LE 28 octobre 1938, le chef du NKVD (commissariat du peuple à l'Intérieur), Nicola Iejov, et son adjoint Lavrenti Beria, qui va lui succéder dix jours plus tard et rester directement ou indirectement à la tête des organes de répression jusqu'à son arrestation, le 26 juin 1953, signent un document dirigé contre Trotsky, à l'intention de Staline et de Vorochilov. En voici l'essentiel.

« *L'ancien président du soviet des députés ouvriers à Pétersbourg en 1905, Khroustalev-Nossar, a publié un livre intitulé Un passé proche, dans la préface duquel Trotsky-Bronstein est qualifié "d'agent de l'Okhrana tsariste à dater de 1902". En même temps, nous avons appris que Khroustalev-Nossar a été fusillé à Pereslav en 1919 sur ordre direct de Trotsky, qui, par là, décidait de se débarrasser d'un témoin de sa collaboration avec l'Okhrana.* »

Iejov et Beria annoncent après cette information qu'« *à la suite des mesures d'investigation prises pour la découverte de documents confirmant l'activité provocatrice de Trotsky* », ils ont découvert une « *liste des agents des anciens collaborateurs licenciés de l'ancienne direction de la gendarmerie, sur laquelle figurent : Bronstein Leiba Davidovitch, Nossar Gueorgui Stepanovitch, Lounatcharski Anatoli Vassilievitch* », liste transmise en son temps au président du gouvernement provisoire de mai à octobre 1917, Alexandre Kerenski. Ils ajoutent :

« Nous avons découvert une dépêche du général-quartier maître de l'état-major de l'armée tsariste, du 30 mars 1917, numéro 8 436, adressée au gouvernement provisoire et citant un télégramme de l'attaché militaire russe aux Etats-Unis d'Amérique du Nord, du contenu suivant : le 14 mars, Lev Trotsky a quitté New York sur le paquebot Christian-Ford pour se rendre en Russie. Selon les services de renseignements britanniques, Trotsky dirigeait en Amérique la propagande socialiste en faveur de la paix, qui était payée par les Allemands et des sympathisants allemands » (GARF, fonds 33 987, inventaire 3, dossier 1 103, feuilles 146 et 149).

Staline, pourtant pas très regardant sur la qualité des faux provocateurs, n'utilisa pas ce travail de Iejov et Beria. Sans doute le jugea-t-il trop grossièrement fabriqué.

Par une ironie dont l'histoire est coutumière, ce même genre de faux a été utilisé contre l'activité du jeune révolutionnaire qu'il fut avant d'être le parrain et le chef de la bureaucratie contre-révolutionnaire, faux qui trouve un vaste écho dans la Russie d'aujourd'hui.

Le magazine américain *Life*, du 14 mai 1956, publiait un « document » sensationnel : une lettre d'un colonel de la gendarmerie tsariste, Eremine, du 12 juillet 1913, décrivant Djougachvili-Staline comme un agent de l'Okhrana depuis 1906. Le 19 septembre 1997, un historien russe annonçait, dans le journal russe les *Izvestia*, qu'il venait de décou-

vrir la même lettre du colonel Eremine dans le fonds d'archive Tolstoï, à New York. Ce même journal publiait, dans son numéro du 2 octobre 1997, une lettre de l'historien russe émigré aux Etats-Unis Iouri Felchtinski sur le même thème : Staline agent de l'Okhrana. Il y affirme que le document Eremine n'est pas nouveau, mais qu'il a découvert dans les archives américaines un autre document nouveau et sensationnel, confirmant que Staline était un agent de l'Okhrana : une lettre du général de gendarmerie Spiridovitch, rédigée en 1950, où ce dernier confirme les déclarations d'Eremine.

Soit dit en passant, cette prétendue découverte date d'il y a plus de trente ans, mais rien de tel que les faux ou les pseudo-documents pour resurgir à intervalles réguliers comme autant de nouveautés sensationnelles. Dans la note 692 de son ouvrage sur la jeunesse de Staline, dont il est question ci-dessous, Edward Ellis Smith en fait déjà état : "Le général Spiridovitch, un important fonctionnaire de la police, écrivit à ce sujet une lettre détaillée datée du 13 janvier 1950 (que l'auteur a en sa possession)." A son avis, la signature est bien celle d'Eremine et la lettre est authentique. Spiridovitch est absolument convaincu que Staline était un agent de l'Okhrana. Sa conviction vaut bien une preuve.

L'hebdomadaire *Obchtchaia Gazeta*, du 9-15 octobre 1997, consacre près d'une demi-page à cette fausse question sous le titre : "Staline était-il un agent de l'Okhrana ?"

Son auteur démontre le caractère frelaté et truqué des prétendus "documents" utilisés pour dénoncer dans le jeune Koba un agent de la police.

Un étrange historien américain, Edward Ellis Smith, qui, selon son éditeur, "a appartenu à différents services secrets américains, au Département d'Etat et à la CIA", a publié en 1967, chez Farrar, Strauss and Giroux, à New York, et en 1968 aux éditions Stock, en France, un livre épais de 382 pages sur *La Jeunesse de Staline*. L'auteur prétend, tout au long de ces 382 pages, montrer que, dès l'âge de 20 ans, Staline a été un

agent de l'Okhrana et, ce faisant, "démasquer l'une des plus incroyables impostures de tous les temps".

Selon lui, l'expulsion du jeune Iossif Djougachvili (1) du séminaire pour raisons politiques (inventée plus tard par la propagande stalinienne) en mai 1899 aurait attiré sur lui l'attention de l'Okhrana. Et sans transition, Smith écrit : "Au cours de l'été de 1899, les officiers de la gendarmerie de Tiflis avaient remarqué cette recrue éventuelle. Il n'avait aucun métier, la carrière ecclésiastique lui était à jamais fermée, sa mère était indigente (...). Affamé, aigri, solitaire, sans argent, sans emploi et sans amis, il n'envisageait certainement pas l'avenir avec optimisme. Il est probable que la police n'était pas mécontente qu'il soit dans une situation quasi désespérée, qui faciliterait sa tâche. Dans ces conditions, il est permis de supposer qu'en juin ou juillet 1899, un officier de la gendarmerie de Tiflis ait pu offrir à Sossou de servir la police au sein du mouvement social-démocrate" (p. 62).

"Il est probable que" et "il est permis de supposer" deviennent autant de faits établis dès la page suivante. Si Staline trouve un travail à l'observatoire de géophysique, où travaille déjà un social-démocrate connu, Lado Ketskhoveli, lui aussi ancien séminariste, la conclusion s'impose d'elle-même : son travail n'était ni difficile ni astreignant et il représentait une couverture idéale pour un indicateur. Sa biographie officielle affirme-t-elle qu'il a fait installer une imprimerie clandestine à Tbilissi, qui imprime ses premiers articles ? La conclusion est automatique : "Il est probable que ses articles étaient rédigés au quartier général de la police" (p. 64). D'ailleurs, "seule l'Okhrana pouvait fournir les fonds nécessaires à l'installation d'une imprimerie clandestine". Donc, toutes les imprimeries révolutionnaires clandestines sont financées par l'Okhrana, elle qui déployait de vifs efforts pour les découvrir et les démanteler.

L'auteur ajoute en conséquence : "Le département de la police avait déjà financé un journal du parti Volonté du peuple, précurseur du Parti social-démocrate et, en 1912, il devait contribuer

à fonder la Pravda ,organe de la fraction bolchevique.” La plupart des actes postérieurs de Staline s’expliquent par cette appartenance imaginaire aux services de police : “*Sans doute la police l’incita-t-elle également à faire partie du comité de grève (...). La police tenait à ce qu’il ait des états de service en tant que révolutionnaire.*”

Un peu plus loin, Smith précise : “*Entre la grève qu’il aurait dirigée en août 1900 et son départ de l’observatoire de Tiflis en mars 1901, aucune biographie officielle ne mentionne les activités de Sosso.*” Pour une bonne raison : pendant ces neuf mois, il ne s’est rien passé de significatif à quoi les biographes officiels de Staline aient pu tenter de lui attribuer une part glorieuse.

Smith a, bien entendu, une autre explication : “*En réalité, il a consacré ces sept mois à servir la police.*” A quoi faire ? Rien ? Voilà un agent bien inutile. Et pourtant, “*il semble (?) que l’Okhrana de Tiflis ait été satisfaite des services que lui rendit son agent secret pendant toute cette première année*”. L’Okhrana tsariste était vraiment une police politique exceptionnelle : elle paye des imprimeries clandestines qu’elle essaie ensuite de détruire et elle trouve satisfaisants des agents qui ne font rien.

Un représentant du journal social-démocrate russe en exil, l’*Iskra*, est arrivé à Tiflis. Staline l’a évidemment rencontré. “*Il avait sans nul doute communiqué à la police des rapports détaillés sur les activités du personnage*”, dont aucune trace ne figure nulle part.

Sa *Jeunesse de Staline* n’est qu’une longue suite d’hypothèses et de suppositions sur ce thème : “*La vie de Staline en 1904 ne peut s’expliquer que par ses activités de police*”, puisque, “*avant 1907, le côté mystérieux de la vie de Koba (pseudonyme de Iossif Djougachvili, NDA) ne peut s’expliquer qu’à la lumière d’une association avec l’Okhrana*” (p. 159).

Il cite bien sûr la prétendue lettre du colonel de l’Okhrana Eremine, adressée le 12 juillet 1913 au chef de la division de l’Okhrana de Ienisseisk, Alexandre Fedorovitch Jelezniakov, dont dépendait la bourgade de Touroukhansk, où Staline venait d’être envoyé en exil. Cette lettre,

publiée dans le magazine américain *Life*, du 14 mai 1956, par Isaac Don Levine, affirme :

“*Iossif Vissarionovitch Djougachvili-Staline, condamné à l’exil administratif dans la région de Touroukhansk, a, lors de son arrestation en 1906, communiqué des renseignements précieux au chef de la direction de la gendarmerie de la province de Tiflis.*”

En 1908, le chef de la section de l’Okhrana de Bakou reçoit de Staline une série de renseignements ; puis, lors de son arrivée à Pétersbourg, Staline devient un agent de la Section de l’Okhrana de Pétersbourg.

Le travail de Staline se distinguait par sa précision, mais était fragmentaire.

Après l’élection de Staline au comité central du parti à Prague, Staline, lors de son retour à Pétersbourg, est entré en opposition ouverte au gouvernement et a rompu toutes relations avec l’Okhrana.

Je vous communique, Honoré Supérieur, ces informations afin de vous aider à vous faire vos propres idées lors de la conduite de votre travail d’investigation.

Veillez agréer l’assurance de mon respect.”

Isaac Don Levine, qui publiait ce document dans *Life*, prétendait en avoir eu communication en 1947 de la part de trois (?) personnes, toutes plus fiables l’une que l’autre, qui l’avaient reçu d’un émigré russe vivant en Chine, qui l’avait lui-même hérité d’un colonel tsariste, qui avait eu la garde, sous l’amiral monarchiste Koltchak, des documents de l’Okhrana de Sibérie ; mais il ne le publia bizarrement que neuf ans plus tard, trois ans après la mort de Staline et au lendemain de la diffusion à l’Ouest du rapport secret de Khrouchtchev à la fin du XX^e Congrès du PCUS, en février 1956.

Ce “document” présente plusieurs aspects qui révèlent le faux et qui ont été plusieurs fois relevés par des historiens russes, en particulier l’archiviste Zinaïda Peregoudova : il n’y avait pas en 1913 de division de l’Okhrana de la région de Ienisseisk, seulement une subdivision d’investigation dirigée par un Jelezniakov qui ne s’appelait pas Alexis, mais Vladimir. La prétendue lettre d’Eremine

porte la mention "zavedyvaïouchctchi" (chef, responsable), alors que, depuis l'année 1910, cette ancienne mention avait été remplacée sur les formulaires par un synonyme, "zavedououchctchi" ; mais le faussaire n'avait à sa disposition qu'un vieux formulaire, qu'un colonel, dans une administration aussi rigide bureaucratique que celle du tsar, ne se serait pas permis d'utiliser deux ans et demi après son remplacement !

Dans la correspondance de l'Okhrana, les agents sont toujours désignés par leur pseudonyme policier, jamais par leur nom de famille authentique, affublé ici du tout nouveau pseudonyme que Koba venait de se choisir.

Désigner le Parti ouvrier social-démocrate russe (bolcheviks) par l'expression "le parti", qui ne deviendra usuelle qu'après la révolution d'Octobre, lorsque le parti deviendra unique, est tout à fait invraisemblable dans la bouche ou sous la plume d'un dignitaire de la gendarmerie en 1913.

On a retrouvé des documents authentiques comportant la signature du colonel Eremine, qui ne ressemble pas à celle du "document" de *Life*. Le plus cocasse est qu'on a aussi retrouvé une note de service du colonel Eremine à ses subordonnés ; il leur explique que, dans toute la correspondance du service, il est absolument interdit de donner les véritables noms de famille des agents de l'Okhrana, que ce serait là briser les règles élémentaires de la conspiration.

Et là, le même homme donnerait d'un coup et le nom de famille et le pseudonyme.

Trop, c'est vraiment trop...

On pourrait dédaigner ce faux grossier, bien qu'il réapparaisse à intervalles réguliers. Mais la dénonciation du jeune Staline, à l'époque militant bolchevique révolutionnaire et rien que cela, a un caractère récurrent et vise à compromettre, au-delà de l'intéressé, l'activité même à laquelle il a participé, en particulier en Russie. L'écrivain biélorusse Ales Adamovitch en faisait sous la perestroïka gorbatchevienne le thème d'interventions lors de conférences et il y a consacré une nouvelle intitulée "La double".

La même année, en juin 1988, le journal *Sovietskaïa Kultura* publiait des souvenirs du journaliste Alexandre Lazebnikov. Ce dernier affirme avoir reçu en 1935 ou 1936, à la rédaction du journal, la *Komsomolskaïa Pravda*, un groupe de komsomols qui, à la fin d'une course à ski Solvytchegodsk-Moscou, lui apportaient une "liasse de documents sur le séjour en exil de Staline à Solvytchegodsk" en 1909. Certains de ces documents faisaient allusion à un ouvrier boulanger de Pétersbourg, Boris Ivanov, qui, en 1935-1936, était devenu président du comité central du syndicat des boulangers et vivait dans la fameuse maison du gouvernement, la Maison sur le quai. D'après Lazebnikov, à cette époque, cet Ivanov lui aurait froidement déclaré que Staline avait été dans sa jeunesse un agent de la police :

« J'ai été déporté, j'ai vécu à Koureïka (en 1912, NDR) avec Djougachvili. Tout le temps où il se trouva là-bas, les entreprises organisées par notre petite colonie de bolcheviks furent régulièrement mises en échec par la police. Nous décidâmes de tout mettre sur la table, de nous parler à la "hambourgeoise", comme on dit. Nous fixâmes le jour d'une réunion des bolcheviks de Koureïka. Djougachvili ne s'y présenta pas. Le lendemain, nous apprîmes qu'il avait disparu de Koureïka, qu'il s'était enfui. Or, près de 500 kilomètres séparaient Koureïka du premier lieu habité. Une telle évasion ne pouvait s'effectuer qu'avec l'aide des autorités. »

Ce récit est invraisemblable de la première à la dernière ligne, de la livraison d'archives à des jeunes communistes à ski jusqu'à la confession fantastique d'un haut responsable "syndical" au premier journaliste venu, en pleine Terreur !

L'affirmation se répand alors avec tant d'insistance que la très sérieuse revue *Questions d'histoire du PCUS*, sous le contrôle de l'Institut du marxisme-léninisme, publie en avril 1989 une étude, sous le titre "Staline était-il un agent de l'Okhrana ?".

Les auteurs démontent preuves à l'appui l'inconsistance du document Eremine, mais qu'importe aux amateurs de sensationnel.

Un certain Volkov publie en 1992, aux éditions Spectre, à Moscou, une biographie de Staline, dont le premier chapitre s'intitule : "*Staline était-il un agent de l'Okhrana ?*", qui répond oui sans hésitation. Il prétend que l'historien russe Aroutiounov en a la preuve entre les mains : ce n'est qu'une grossière copie, à la machine à écrire, de la lettre d'Eremine.

L'agent du NKVD en Espagne républicaine, Orlov, a tenu à confirmer cette version dans son *Histoire secrète des crimes de Staline*, en inventant un véritable roman feuilleton. Staline demanda au NKVD de découvrir les liens qu'auraient entretenus avec l'Okhrana au temps de leur jeunesse les trotskystes — réels ou prétendus — qu'il entreprenait de liquider et qu'il voulait en même temps discréditer.

L'agent du NKVD Stein, chargé de cette tâche, découvrit avec stupeur dans les archives la preuve du lien avec l'Okhrana non point des trotskystes, mais de Staline. Il décida d'en aviser son ami Balitski, membre du bureau politique du Parti communiste ukrainien et commissaire du peuple à l'Intérieur (NKVD) de l'Ukraine, ainsi que son adjoint Katsnelson, cousin germain d'Orlov.

Les deux hommes connaissaient bien entendu (on se demande entre parenthèses comment et pourquoi) l'écriture de Staline et reconnurent l'authenticité des documents. Katsnelson raconta tout à son cousin lors d'une rencontre à l'Ouest. Stein, Balitski et Katsnelson furent bien entendu fusillés, sort assez commun des cadres du parti, de l'Etat et du NKVD au cours de la Grande Terreur.

"Il n'y avait pas le moindre doute, dit Orlov, que Joseph Staline fut un long moment un agent de l'Okhrana tsariste et manifesta une grande activité... Le dossier ne comportait pas seulement les rapports de mouchardage de Staline. Les documents montraient aussi que Staline faisait des efforts désespérés pour se faire bien voir de l'Okhrana tsariste."

Le nombre d'inventions — couplées avec d'étranges silences sur ses propres activités — dont pullule l'ouvrage d'Orlov devrait inciter à la plus élémentaire méfiance à l'égard d'un récit fondé sur

les seules confidences supposées d'un mort qui ne les a confirmées par aucun document, et pour cause.

Le 21 décembre 1994, pour l'anniversaire officiel de la naissance de Staline, le quotidien russe *Nezavissimaia Gazeta* publie, sous le titre "*Iossif et Roman*", un article de Zoia Serebriakova, fille du vieux-bolchevik Serebriakov, condamné à mort sur ordre de Staline lors du deuxième grand procès de Moscou, en janvier 1937. Elle affirme :

"Jusqu'à ces derniers temps n'avaient pas été publiés de documents qui ne suscitent pas de doutes sur leur authenticité, confirmant les liens de Staline avec l'Okhrana tsariste. Ce n'est qu'à la fin des années 1980 que j'ai découvert un tel document, qui a été rendu partiellement public. L'original de ce document se trouve aux Archives centrales de la révolution d'Octobre et peut être vérifié. Une copie s'en trouve dans le fonds Ordjonikidzé, au Centre russe de conservation et d'étude des documents d'histoire contemporaine."

Vraiment bizarre : ce fonds, où il ne reste quasiment rien, a manifestement été soigneusement épuré après le suicide d'Ordjonikidzé, le 18 février 1937. Et les épurateurs — ou l'épurateur, car on peut supposer sans excès de fantaisie que Staline a procédé à l'opération lui-même — y auraient laissé une trace de liens de leur patron avec la police ?

Ce document est un rapport de l'Okhrana, qui transmet des renseignements fournis par un agent, dit "*Le Tailleur*", pseudonyme de Roman Malinovsky, membre du comité central du Parti bolchevique depuis février 1912 et effectivement agent de l'Okhrana. Le rapport dit :

"Koba est resté à Moscou une seule journée et a communiqué des renseignements d'agence secrets sur les derniers événements de la vie du parti."

Et s'appuyant sur ces renseignements, "*Le Tailleur*" en question transmet une fiche signalétique de certains membres du parti : "*Kalinine : âgé de 25 à 27 ans, de petite taille, constitution physique moyenne, cheveux blonds clairs, visage allongé, marié. Pravdine : signes particuliers : de 30 à 32 ans, taille moyenne,*

rondouillet, voûté, cheveux blonds, sans barbe, grandes moustaches qui pendent le long de joues creuses." Ces signes distinctifs ne peuvent servir qu'à la police, dit-elle. Donc Staline est un agent.

Mais, dans le langage de l'Okhrana, toute personne dont on obtient par une voie ou une autre des renseignements qu'un agent communique est dite avoir fourni des "renseignements d'agence secrets". Staline était à l'époque assez étroitement lié avec Malinovsky, connu par son activité antérieure dans le syndicat des métallurgistes et avec qui il devait se sentir plus d'atomes crochus qu'avec d'autres membres de la direction du parti, d'abord pour la raison pratique qu'il était en Russie comme lui, et pas en exil ; Malinovsky, ancien ouvrier métallo, n'était pas l'un de ces intellectuels qui soulevaient ce que Staline appelait avec mépris des "tempêtes dans un verre d'eau". Que Malinovsky ait réussi à obtenir de Staline (et d'autres, sans doute) des descriptions précises de tel ou tel militant qu'il connaissait manifeste seulement son habileté à tirer les vers du nez des gens.

A partir de 1912 ont commencé à circuler des bruits sur les liens de Malinovsky avec la police. Or, dit Zoia Serebriakova, qui l'a défendu avec vigueur ? Staline. Qui a menacé la menchevik Lydia Dan de représailles si les mencheviks ne cessaient pas leur campagne contre Malinovsky ? Staline. C'est donc une preuve supplémentaire de son appartenance à la police secrète.

Mais Lénine, qui voyait dans la campagne contre Malinovsky, membre du comité central et député bolchevique, une manœuvre politique d'adversaires politiques, a aussi défendu Malinovsky jusqu'à la découverte de la vérité. L'Okhrana infiltrait un grand nombre d'agents dans les organisations révolutionnaires, d'où les soupçons qui tombaient parfois sur des innocents et épargnaient les vrais coupables. Nombre d'agents infiltrés dans les partis socialistes n'ont été démasqués qu'au lendemain de la révolution de février 1917.

Dans son article d'*Obchtchaia Gazeta* (9-15 octobre) évoqué ci-dessus, l'archiviste russe Peregoudova cite sept argu-

ments (dont certains ont été résumés ci-dessus) contre la validité du document Eremine.

Chacun de ces sept arguments suffit à en démontrer le caractère frelaté. Mais les faux et la calomnie laissent une empreinte que la réfutation la plus manifeste ne suffit pas à dissiper. Staline portera cette technique à son plus haut degré. Qu'il en soit la victime, pour son passé de jeune révolutionnaire, n'est que l'extension à ce passé des méthodes auxquelles il a donné une ampleur sans précédent. Cela ne justifie pas cette extension, qui ne se limite bien entendu pas à sa propre personne.

Ainsi E. E. Smith, partant de Staline, élargit sa mise en cause. Il glisse une demi-accusation contre Kamenev : "Il semble peu probable que Kamenev ait été un agent de l'Okhrana" (p. 105), puis il affirme plus brutalement, à propos du responsable du bureau technique du Parti bolchevique en Russie en 1904-1905, Léonide Krassine, que tout "nous porte inévitablement à croire — sans que le fait puisse être prouvé — que Krassine était au service de la police" (p. 165). Et enfin : "Avant 1917, les principaux bailleurs de fonds de Lénine furent (...) au moins trois services de renseignements étrangers — les Japonais, les Autrichiens et les Allemands" (p. 164).

Tout cela n'empêchait pas la police politique russe d'apporter elle aussi son aide :

"Le département de la police (...) devait contribuer à fonder la Pravda, organe de la fraction bolchevique. Un des vieux stratagèmes de l'Okhrana consistait à financer les journaux révolutionnaires."

Si les bolcheviks, en 1912, convoquent une conférence pour proclamer qu'ils sont eux, et eux seuls, le parti social-démocrate russe, "le chef d'orchestre de la conférence de Prague n'était pas Lénine, mais la toute-puissante Okhrana", "l'Okhrana finança la Pravda comme elle avait précédemment financé Nachalo (*Le Commencement*), le premier organe marxiste légal publié en Russie".

Bref, c'est la police politique russe qui a organisé le mouvement révolution-

naire dans son pays ! A l'époque des procès de Moscou, Staline fournira une caution anticipée à cette conception en accusant les vieux-bolcheviks. La méthode policière utilisée par Staline contre les révolutionnaires, en se retournant

contre lui-même, trouve ici son achèvement le plus grotesque.

Jean-Jacques Marie

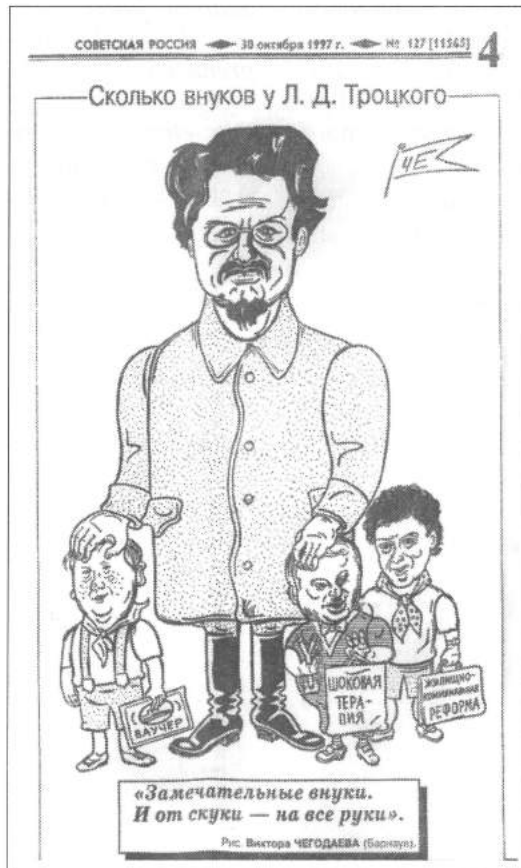
(1) Nom réel de Staline.

La falsification stalinienne bien vivante

LE journal russe *Sovietskaia Rossia*, dans son numéro du 30 octobre 1997, a publié la caricature de Trotsky ci-dessous reproduite. La légende dit : *«Combien L. D. Trotsky a de petits-fils»*. Les trois petits-fils en question sont trois organisateurs de la privatisation. Le premier porte une valise avec l'indication *«voucher»* (bon de privatisation), le second

«thérapie de choc» (la libéralisation des prix de 1992), le troisième *«réforme de l'habitat et des charges de service»* (passage d'une quasi-gratuité des loyers et charges à leur paiement complet d'ici cinq ans). Les deux vers en dessous signifient :

*«Remarquables petits-fils
Et par ennui bons à tout faire»*



Trotsky écrivait dans *La Révolution trahie*, en 1936 :

“La chute du régime soviétique amènerait infailliblement celle de l'économie planifiée et, dès lors, la liquidation de la propriété étatisée. Le lien obligé entre les trusts et entre les usines au sein des trusts se romprait. Les entreprises les plus favorisées seraient livrées à elles-mêmes. Elles pourraient devenir des sociétés par actions ou adopter toute

autre forme transitoire de propriété, telle que la participation des ouvriers aux bénéfices. Les kolkhozes se désagrègeraient également plus facilement encore. La chute de la dictature bureaucratique actuelle, sans son remplacement par un nouveau pouvoir socialiste, annoncerait ainsi le retour au système capitaliste, avec une baisse catastrophique de l'économie et de la culture” (*La Révolution trahie*, 10-18, pages 252-253).

Une falsification parmi tant d'autres

NOMMÉ par Staline en 1936 consul soviétique à Barcelone, l'ancien membre de l'Opposition de gauche Antonov-Ovseenko fut rappelé à Moscou en juillet 1937, arrêté peu après, condamné à mort et fusillé en février 1938.

Le NKVD le tortura et lui fit signer, parmi d'autres aveux fantastiques, les

lignes suivantes : “J'ai rencontré Léon Sedov à Paris, le 26 septembre 1936. Il m'a dit qu'il espérait que les fascistes prendraient bientôt Madrid, ce qui permettrait à la France et à l'Allemagne et peut-être à l'Angleterre de reconnaître le gouvernement de Franco” (transmis par Anton Antonov-Ovseenko, son fils).

La guerre civile et les “camps de concentration”

(à propos d'un article de Nicolas Werth
intitulé “*Dans l'enfer des Goulags*”,
paru dans *Historia*, en novembre-décembre 1996)

ON lit un peu partout que les “camps de concentration” ont été créés par les bolcheviks au cours de l'été 1918. Ainsi Nicolas Werth, dans *Historia* (“*Révélation des archives soviétiques*”), publie un article intitulé “*Dans l'enfer des Goulags*” (novembre-décembre 1996). Il y affirme : « *Les camps sont apparus en Russie soviétique dès les premiers mois du régime bolchevique. C'est à Trotski que revient la paternité de cette invention inconnue de la Russie tsariste. Le 8 août 1918, Trotski ordonne la création à Mourom et Arzamas de deux camps pour “les agitateurs louches, les officiers contre-révolutionnaires, les saboteurs, les parasites, les spéculateurs”.* » Deux sous-titres se succèdent dans cet article : “*Des camps fondés par Trotski en 1918*”, puis “*On écope de dix ans de camp pour le vol de quelques épis de blé*”. Bref, les bolcheviks, et Trotski en particulier, sont les pères du Goulag et du travail forcé.

C'est une grossière falsification : à l'époque, et ce depuis la fin du siècle précédent, on utilise le terme de camp de concentration en cas de guerre pour désigner un lieu où l'on rassemble des adversaires militaires et, en cas de guerre civile (comme ce fut le cas lors de la guerre des Boers en Afrique du Sud ou

de la guerre civile avec l'Espagne à Cuba), des adversaires civils.

Un simple exemple : il y avait, en 1919, 150 000 prisonniers de guerre allemands et autrichiens toujours internés dans des camps de prisonniers en Sibérie, malgré la fin de la guerre. Ils étaient entassés là dans des conditions effroyables et la mortalité y était grande. Une mission de la Croix-Rouge dirigée par le docteur Georges Montandon, Suisse, fut chargée de s'occuper du sort des ces prisonniers.

Dans son ouvrage *Deux ans chez Koltchak et chez les bolcheviques* (Felix Alcan, 1923), le docteur Montandon reproduit une lettre écrite en français par le “Gérant du ministre des Affaires étrangères”, Soukine, en date du 31 août 1919. Cette fin de non-recevoir, fondée entre autres sur l'affirmation que “*les forces bolcheviques seront rapidement écrasées*”, précise :

“1) *Il est absolument impossible de laisser les prisonniers dans les endroits de leur concentration en cas d'évacuation des territoires respectifs, les bolcheviques ayant adopté la pratique de les enrôler dans l'armée rouge ou de les fusiller en cas de refus. Or les prisonniers ont maintes fois adressé la demande d'être évacués.*”

4) *La question de la remise partielle des prisonniers entre les mains des autorités japonaises ou américaines en Extrême-Orient ne pourrait être soulevée que lorsque la suggestion formulée par les représentants Alliés à Omsk de confier tous les camps de concentration à la Croix-Rouge américaine serait abandonnée.*"

Ainsi, Soukine qualifie les camps de prisonniers de guerre de "camps de concentration". Le "camp de concentration" de cette époque est effectivement un camp de prisonniers et non d'exploitation du travail forcé.

Libre à chacun de considérer que les prisonniers civils et militaires qui y sont "concentrés" le sont à tort et sont des victimes innocentes d'une répression politique injustifiée. Mais c'est une autre affaire.

Suggérer enfin que le régime tsariste n'a pas connu, lui, le travail forcé que représenterait le "camp de concentration" de la guerre civile est une seconde contre-vérité historique. Le tsarisme a utilisé le travail forcé pour construire des routes et des villes entières... à commencer par Pétersbourg, la capitale édifiée par Pierre I^{er}, dit le Grand, sur les ossements de milliers de moujiks traînés là de force.

La revue russe *Oktiabr* a publié dans ses nos 7 et 8 de l'année 1997 les souvenirs d'un ancien déporté du camp de Vorkouta, Zoubtchaninov.

Ce dernier, qui évoque en particulier les exécutions massives de trotskystes à la "briquetterie" de Vorkouta, conclut le récit de ses années de camp par les lignes suivantes :

"Tout au long de toute l'histoire russe, les conquêtes de territoires s'étaient accompagnées de l'envoi forcé d'individus qu'à cette fin on privait de liberté et de tous les droits de l'homme. C'est ainsi que s'était effectuée la colonisation de la Sibérie, c'est ainsi que Pierre I^{er} avait construit Pétersbourg, ses forteresses et ses canaux, c'est ainsi qu'avaient été construites les usines de l'Oural. Sous ce rapport comme sous bien d'autres, Staline a continué les traditions historiques de la Russie tsariste. Mais les dimensions du système policier créé par lui élargissaient de façon inhabituelle les possibilités de la colonisation forcée, qui à son tour exigeait l'élargissement et le renforcement de la dictature policière."

Ainsi, pour cet ancien détenu du Goulag stalinien, le Goulag vient non pas de la guerre civile, ni de Trotsky ni de Lénine, mais de la reprise par Staline, "sous ce rapport comme sous bien d'autres", d'une bonne et vieille tradition tsariste ; les faits sont en tout cas incontestables.

Le travail forcé est une solide tradition tsariste de masse, reprise et amplifiée à partir de 1929 par Staline et son régime.

Jean-Jacques Marie

Bribes d'histoire



Nikita Khrouchtchev.

Les souvenirs de Lazare Kaganovitch : du nouveau sur le rapport Khrouchtchev contre les "crimes de Staline" (1956)

AU début des années 1930, Lazare Kaganovitch fut le second de Staline. Il occupa les fonctions les plus importantes dans le Parti communiste de l'URSS et dans le gouvernement : membre du bureau d'organisation du comité central — poste clé de l'appareil — en 1924-1925, puis de 1928 à 1946 ; membre du secrétariat du comité central en 1924-1925, puis de 1928 à 1939 ; membre du bureau politique de 1930 à 1957 ; secrétaire du PC ukrainien de 1925 à 1928, puis de mars à décembre 1947, à l'époque de la deuxième grande famine qui ravagea l'Ukraine ; secrétaire du PC de Moscou de 1930 à 1935 et responsable à ce titre de la destruction d'un certain nombre de monuments architecturaux (cathédrale du Saint-Sauveur, Sretenka, etc.), commissaire du peuple aux Transports, à l'Industrie lourde, à l'Industrie pétrolière, vice-président du Conseil des commissaires du peuple de 1938 à 1947.

D'avisés kremlinologues affirmèrent que Staline s'était secrètement marié avec son imaginaire sœur, Rosa, ou avec sa réelle fille, Maria. Fables. En revanche, Staline avait fait fusiller son frère cadet, Mikhaïl.

Lazare Kaganovitch est mort en 1991, à l'âge de 96 ans. Il a vécu aussi longtemps que l'autre fidèle second de Staline, Molotov. Il a laissé 14 000 pages

de souvenirs, d'où ses descendants ont extrait un volume de 572 pages, publié à Moscou en août 1996.

Ces pages, rédigées dans un style bureaucratique insipide, inodore et incolore, sont dénuées d'intérêt, sauf lorsque l'auteur aborde Nikita Khrouchtchev et son rapport contre les "crimes de Staline" prononcé lors du XX^e Congrès du PCUS, en février 1956.

Kaganovitch avait été à l'origine de la carrière politique du jeune ouvrier mineur Nikita Khrouchtchev. En 1927, il remarqua ce jeune cadre entreprenant, marqué par une faute originelle : il avait été trotskyste en 1923-1924, lors de la bataille de l'Opposition de gauche. Staline interrogea Kaganovitch : "*Est-ce qu'il a surmonté ces erreurs ?*" "*Non seulement il les a surmontées, mais il les combat activement.*" Staline convoqua Khrouchtchev et lui dit : "*Parlez de vos péchés passés lors des élections à la conférence, le camarade Kaganovitch dira que le comité central est au courant et fait confiance au camarade Khrouchtchev*", dont la faute serait pardonnée, mais notée dans un procès-verbal. Ce qui fut dit fut fait.

Kaganovitch n'a pas inventé cet épisode. Au comité central de juin 1957 convoqué par Khrouchtchev pour contrer ses adversaires du "groupe antiparti" et

dont le procès-verbal a été publié en 1993, Anastase Mikoïan se “scandalisa d’entendre Kaganovitch déceler chez Khrouchtchev une survivance du trotskysme”. En 1923, dit-il, “Trotsky avançait le slogan de la démocratie dans le parti et s’adressa à la jeunesse. Il rassembla beaucoup de voix dans la jeunesse étudiante et le danger exista qu’il puisse prendre la direction du parti (...). Lors d’une des premières réunions, le camarade Khrouchtchev soutint cette position de Trotsky, mais ensuite il saisit de quoi il retournait et intervint vigoureusement contre Trotsky.”

Aux yeux de Kaganovitch, ce passé a néanmoins marqué à jamais Khrouchtchev, qui, selon lui, “ne s’est pas montré un simple caméléon”, mais un “récidiviste du trotskysme”, comme le montre son rapport au XX^e Congrès.

“Ledit congrès tirait à sa fin, raconte Kaganovitch, lorsque soudain fut annoncée une suspension de séance. Les membres du présidium sont alors convoqués dans une salle de repos (le présidium, nom du bureau politique depuis le XIX^e Congrès du PCUS, en 1952, comportait onze membres). Khrouchtchev propose que le congrès entende son rapport sur le culte de la personnalité de Staline et ses conséquences, et l’on nous distribue aussitôt le projet de rapport imprimé sous une couverture rouge. La séance se déroulait dans des conditions anormales : nous étions entassés, certains étaient assis, d’autres debout. Il était difficile de lire en aussi peu de temps ce gros cahier et de réfléchir à son contenu pour prendre une décision dans des conditions conformes à la démocratie du parti. Tout cela en une demi-heure, car les délégués assis dans la salle attendaient quelque chose qu’ils ignoraient, puisque l’ordre du jour du congrès était épuisé.”

Or, selon Kaganovitch, la “question des répressions illégales et des erreurs commises” avait été abordée avant le congrès, confiée à une commission du présidium, qui devait soumettre un rapport au comité central après le congrès. C’est ce que soulignèrent Kaganovitch, Molotov, Vorochilov et quelques autres.

“Même un rapide survol du document montre qu’il est unilatéral et fautif”, mais “la réunion traînait en longueur, les délégués s’impatiaient. La réunion s’acheva sans vote et nous retournâmes au congrès, auquel on annonça une adjonction à l’ordre du jour : l’audition du rapport de Khrouchtchev sur le culte de la personnalité de Staline. La lecture du rapport ne fut suivie d’aucun débat, le congrès acheva ses travaux.”

Le rapport ne fut pas diffusé en URSS, bien que des résumés en aient été lus aux quelque 10 millions de membres du PCUS dans des réunions convoquées à cet effet. La presse publia seulement une résolution, très affadée, du comité central du 30 juin 1956 sur les conséquences du culte de la personnalité, rédigée par le présidium du comité central avec la participation active et exceptionnelle, souligne Kaganovitch, “de Thorez, Ulbricht, Rakosi” (les secrétaires des PC français, est-allemand et hongrois) et quelques autres. La question de Staline était en effet une question internationale.

Les effets du rapport Khrouchtchev ne se limitèrent pas à cet épisode bureaucratique : il eut un profond écho sur les “démocraties populaires” et favorisa, de façon très involontaire, l’agitation révolutionnaire étouffée en Pologne et écrasée en Hongrie.

Il connut un premier dénouement interne à l’URSS en 1957, à l’occasion d’une réunion du présidium de juin 1957 : Kaganovitch, Molotov et Malenkov, renforcés par quatre autres membres, voulurent se débarrasser de Khrouchtchev. Ce dernier, avec l’aide du maréchal Joukov, réussit à convoquer un comité central au cours duquel il obtint la majorité contre ses rivaux. D’après Kaganovitch, “cette décision était un véritable acte fractionnel, astucieux, mais trotskyste”. Kaganovitch, amer, le répète deux pages plus loin : “On peut le dire, Khrouchtchev était malin. Mais cette habileté était trotskyste.” Une véritable obsession chez lui.

C’est pourtant cette réunion qui, après les secousses de la Pologne et de la Hongrie, convainquit Khrouchtchev

qu'il fallait laisser en paix les mânes de Staline. Pour l'aider dans son combat contre le groupe des sept (condamné en tant que groupe antiparti), le maréchal Joukov cita toute une série de documents tirés, dit-il, des archives du collège militaire de la Cour suprême et du comité central sur les répressions des années 1937 et 1938. Certains documents, dont les 58 tomes d'écoutes téléphoniques saisis dans le coffre-fort de Malenkov l'année précédente, venaient sans doute du dirigeant du KGB, Serov. Joukov dit que Malenkov, Kaganovitch et Molotov mériteraient d'être lapidés par le peuple et ajouta :

"Il faut dire que d'autres camarades, anciens membres du bureau politique, sont aussi coupables. Je suppose que vous savez, camarades, de qui il est question, mais vous savez que ces camarades, par leur travail honnête, leur franchise, ont mérité que le comité central du parti, que tout notre parti leur fassent confiance."

Khrouchtchev pouvait à bon droit se sentir visé par ces paroles de l'insolent et populaire maréchal, qui sonnait la charge dans ce comité central. Et d'autres avec lui.

Un détail soulignait l'ampleur du danger que comportait le déballage de linge sale en famille. Molotov avait reproché à Khrouchtchev d'avoir passé quelques heures au sauna, en toute nudité, avec le président finlandais Kekkonen et réclamé a posteriori du premier secrétaire une conduite plus convenable. Le procureur général de l'URSS, Roudenko, l'interpella alors en lui rappelant la signature du pacte germano-soviétique du 23 août 1939 : *"Et vous, vous jugiez convenable d'aller voir Hitler ?"*

Manifestement, la discussion échappait au contrôle de ses initiateurs. Les révélations de Joukov et l'amorce d'un accord entre l'armée et le KGB, détenteur d'archives compromettantes, menaçaient tout le monde. Khrouchtchev tenta donc d'arrêter le mécanisme qu'il avait enclenché.

Cinq mois plus tard, Joukov était limogé pour "bonapartisme" et, en décembre 1958, Serov chassé de la direction du KGB. Au XXI^e Congrès du PCUS, en janvier-février 1959, Khrouchtchev ne dit mot de Staline et des répressions. Mais il était trop tard.

Olivier Simon

Une page d'histoire contemporaine : Iouri Andropov et la révolution hongroise de 1956

IOURI Andropov fut ambassadeur de l'URSS en Hongrie de 1953 à 1957, avant de devenir secrétaire du comité central du PCUS en 1962, puis président du KGB de 1967 à 1982 et, à la mort de Brejnev, un éphémère secrétaire général du PCUS, de la fin de 1982 au début de 1984.

En tant qu'ambassadeur en Hongrie en 1956, il prit une part très active à l'écrasement de la révolution hongroise des conseils ouvriers. Il fut à ce poste l'un des organisateurs de la campagne de dénonciation de ce mouvement comme une "contre-révolution fasciste", ce qui contribua sans doute à sa promotion en 1957 à la tête du département du comité central chargé des relations avec les Partis communistes des autres pays d'Europe de l'Est, fonction qu'il occupa jusqu'en 1962.

L'attaché de presse de l'ambassade soviétique de Hongrie en 1956 était un certain Krioutchkov, que Gorbatchev nomma trente ans plus tard à la tête du KGB et qui, à cette position, fut l'un des organisateurs du putsch raté d'août 1991, qui accéléra l'effondrement de l'Union soviétique.

L'un des collaborateurs d'Andropov, Oleg Troianovski, en 1994, confia à l'hebdomadaire russe *Argumenty i Fakty* quelques souvenirs très brefs, mais très éclairants, à propos de son patron, dont les propos en privé différaient profondément dans leur forme de ses propos publics :

« Il m'a toujours semblé que les événements de 1956 en Hongrie, dont il avait alors été le témoin, avaient produit une très grande impression sur Andropov. Il revenait constamment sur ces événements dans sa conversation. Il disait souvent : vous ne vous représentez pas ce que ça signifie lorsque des foules de centaines de milliers de gens, que personne ne contrôle, descendent dans la rue.

Et cette peur de voir la même chose se produire en URSS même a mis son empreinte sur sa politique. Tout en comprenant la nécessité de faire des réformes, il craignait de laisser les réformes venir "d'en bas". Il considérait que les réformes étaient nécessaires, mais avec des freins » (*Argumenty i Fakty*, 1994, n° 24, p. 8).



1) Si l'on n'écrase pas complètement les blancs... 2) Les blancs se remettront sur pied... 3) Si nous écrasons le seigneur polonais et croisons les bras... 4) Wrangel portera la main sur l'ouvrier... 5) Tant que le drapeau rouge ne s'est pas affermi... 6) Nous ne pouvons pas lâcher notre carabine.

(affiche de Vladimir Maïakovski)

Fonds d'archives



Léon Sedov.

Le dossier Léon Sedov du fonds Trotsky aux archives de Moscou (Centre russe de conservation et d'étude des documents de l'histoire contemporaine [CRCEDHC], anciennes archives du comité central et de l'Internationale communiste)

IL existe un fonds Trotsky, le fonds 325, inventaire 1, aux archives. Dans ce fonds Trotsky, le dossier 604 concerne son fils aîné, Léon Sedov.

Ce dossier Léon Sedov se compose de 189 pièces formant un ensemble étrange. On y trouve des lettres originales de Léon Sedov du 6 novembre 1936 au 14 janvier 1938 (la dernière), une liste de contrats d'édition, des relevés de droits d'auteur, des pièces de douane concernant des paquets de livres.

- La pièce n° 5, par exemple, est le texte du contrat signé par Léon Trotsky (par le canal de son fils Léon Sedov) avec l'éditeur Rieder pour un *Lénine* en trois volumes, dont paraîtra seulement le premier, le seul achevé par Trotsky.

- La pièce n° 17 est le texte du contrat signé avec Grasset pour le livre de Léon Trotsky *Les Crimes de Staline*.

- La pièce n° 23 est le relevé du compte d'auteur pour *La Révolution trahie*, arrêté au 25 mars 1937 (Trotsky percevait la somme de 4 680 F pour 2 000 exemplaires).

- La pièce n° 31 est le contrat signé avec Grasset pour *La Révolution trahie* : tirage total prévu, 11 000 exemplaires.

- La pièce n° 34 est un certificat de dédouanement d'un colis pour un montant de 15,65 F, en date du 12 novembre 1937 en gare de Paris-Est.

- La pièce n° 37 est une lettre à Léon Sedov du département du livre étranger Hachette.

On trouve le relevé des impôts que doit Léon Trotsky, montant prélevé à la source par l'éditeur Grasset, puisque l'auteur se trouve à l'étranger.

On trouve la correspondance de Léon Sedov avec les éditeurs étrangers des livres de son père : Verlag Tiden Norst, à Oslo ; Sotek, en Tchécoslovaquie ; Wile, à Londres ; Faber, avec la Pologne, et même avec la librairie polonaise à Paris (123, boulevard Saint-Germain).

- La pièce n° 40 est une lettre du 26 décembre 1937, dans laquelle Léon Sedov signale à Gérard Rosenthal que l'éditeur tchèque de *La Révolution trahie*, Sotek, annonce qu'il ne versera pas un centime des 5 000 couronnes pro-

mises, car, dit-il, il n'en a vendu que 130 exemplaires.

Sedov commente : *“Cette histoire est un rude coup pour nous, car c'était le seul revenu prévu pour l'année 1938.”*

Dans la même lettre, il écrit : *“Etienne (Zborovski, l'agent placé par le NKVD auprès de Sedov dans la IV^e Internationale, NDLR) se trouve dans des difficultés matérielles graves, auxquelles s'ajoutent des difficultés avec son gérant.”*

Un certain nombre de ces pièces sont des doubles, d'autres sont des documents originaux, comme la lettre de Sedov ci-dessus, toutes les lettres des éditeurs étrangers et, évidemment, les certificats de dédouanement.

Cela ne peut avoir qu'une signification : tous ces documents ont été volés chez Léon Sedov, sans doute pendant son hospitalisation dans la clinique de Russes blancs de la rue Narcisse-Diaz, en février 1938, ou au lendemain même de sa mort, et transmis à Moscou par le canal du NKVD.

Or ces pièces en elles-mêmes, à l'exception éventuelle de quelques lignes ici ou là, n'ont pas de contenu politique immédiat. Le NKVD s'intéressait donc à tout élément portant, si ténu soit-il, sur l'activité littéraire, les ressources et les dépenses les plus minimales de Léon Sedov (certaines pièces de dédouanement portent sur des sommes très réduites, comme les deux relevés payés à la source par Grasset : l'un indique une somme de 228 francs). C'est une petite pièce d'une traque policière totale qui ne laisse rien de côté.

Rien, dans ce fonds d'archives, n'indique évidemment comment ces pièces sont arrivées là. L'archiviste à qui j'ai posé la question n'a pu que me dire qu'à son avis, nul n'en savait rien. Le NKVD a dû transmettre ces pièces à l'Institut du marxisme-léninisme, dans la mesure où il n'a rien pu y trouver qui puisse être manipulé pour être utilisé dans la campagne de calomnie internationale contre Léon Trotsky et Léon Sedov.

Jean-Jacques Marie

L'organisation de la chasse aux opposants

LE fonds 17 des ex-archives du comité central, inventaire 71, contient les documents du comité central sur le recensement des opposants de gauche.

Le secrétariat du comité central recense minutieusement tous les signataires de l'appel dit "des 83", adressé au comité central par l'Opposition unifiée le 25 mai 1927 (1).

Un recensement est établi par région et par organisations (du parti, des soviets, économiques, syndicales).

Ainsi, le dossier 16 recense 114 signatures à Moscou : 52 dans le parti, 31 dans les soviets, 44 dans les organismes économiques, 8 dans les syndicats, dont Krol, le président du comité central des travailleurs de l'alimentation, 24 à Leningrad, etc.

L'armée ne fournit que deux signataires, mais non des moindres : Primakov et Poutna, deux hauts gradés qui figureront dans le procès à huis clos des chefs militaires soviétiques de juin 1937 (procès dit Toukhatchevski) et seront condamnés à mort avec les autres pour haute trahison, lien avec la Gestapo, etc.

Cet inventaire 71 contient un document particulièrement intéressant : le dossier 13, la liste des militants et cadres du Parti communiste de Géorgie qui se sont joints à la déclaration des 83.

Ces militants géorgiens ont signé la déclaration suivante :

"Nous, soussignés, vieux membres du Parti communiste de Russie (bolche-

vique), nous nous associons totalement et entièrement à la déclaration des 83 adressée au comité central le 25 mai 1927."

Ce sont des liasses entières de signataires : **718 signatures au total !**

C'est évidemment une gifle à Staline, qui avait du vivant même de Lénine, en 1922, voulu mettre au pas les communistes géorgiens.

Aussi la liste de signataires est-elle suivie, par celui qui l'a établie (un responsable du comité central du nom de Gogoberidzé), d'une série d'annotations destinées à préparer une campagne de discrédit contre les signataires. Exemple :

« Tsintadzé Constantin Maximovitch : membre du Parti communiste depuis, 1903. Alors qu'il était président de la Tchéka (de Géorgie, NDR), n'a pas arrêté les mencheviks.

Pipava Alexis Fedorovitch : exclu (puis réintégré à cause de sa jeunesse) pour mariage religieux.

Lordkipanidzé David Efremovitch : membre du Parti communiste depuis 1904, "originaire d'une famille princière". Quand il présidait le comité exécutif régional du parti de Koutais, toute l'organisation était vigoureusement oppositionnelle et ne menait aucun combat contre les mencheviks. »

Ensuite, à la liste des signataires, est joint un tableau étudiant leur répartition, puis un autre contenant des données plus précises sur les 49 signataires les plus importants.

Dix ans plus tard, au lendemain du premier et du deuxième procès de Moscou, le secrétariat du comité central prépare le nouveau développement de la purge terroriste en établissant un recensement de tous les éléments de l'appareil du parti, à tous les niveaux, suspects d'avoir un jour manifesté une attitude oppositionnelle.

Ainsi, le dossier 37 de l'inventaire 71 du fonds 17 constitue un énorme paquet de 156 pages, intitulé :

“Courtes fiches biographiques des militants de l'appareil du parti (par régions) qui se sont associés à l'opposition et ont été exclus du parti, établies à la date du 15 février 1937.”

Le dossier est ensuite réparti en cinq subdivisions :

1) Liste des secrétaires de comités régionaux, de comités territoriaux et de comités centraux des partis nationaux (2) qui ont eu dans le passé des flottements ou qui ont pris part à l'opposition trotsko-zinonieviste.

Il y a deux pages, contenant 13 noms. La nature des fiches est éclairée par quelques exemples significatifs :

- Gueourkov L. G., deuxième secrétaire du comité régional du PC (b) de Géorgie : *“A eu des oscillations de caractère de déviation nationaliste en 1923.”*

- Kovaliov L. I., deuxième secrétaire du comité régional d'Ivanovo : *“A eu des oscillations de courte durée de caractère trotskyste dans la discussion de 1923.”*

- Kaplan E. B., secrétaire du comité régional de Khabarovsk : *“En 1923, pendant ses études à l'université communiste Sverdlov, a eu des oscillations de caractère trotskyste.”*

- Boulatov D. D., premier secrétaire du comité régional d'Omsk : *« En 1918, à l'époque de la conclusion de la paix de Brest-Litovsk, a soutenu les “communistes de gauche”. A rapidement pris conscience de la faute commise et n'a pas eu de liens organiques avec les communistes de gauche. »*

- Khavkine M. I., secrétaire du comité régional du PC (b) de la province juive (3) : *“En 1923 (octobre), dans la ville de Gomel, a lors d'une réunion du parti*

prononcé un discours oppositionnel de caractère trotskyste.”

2) Liste des secrétaires de comités de district et de ville et des chefs de section des comités régionaux et territoriaux ayant eu dans le passé des oscillations ou ayant pris part à l'opposition trotsko-zinonieviste.

Le document fait cinq pages et enregistre 36 noms de responsables à ces divers échelons. Exemple :

- Krylski D. M., chef des services des organismes dirigeants du comité régional de Moscou : *“Membre pendant deux ans (1917 à janvier 1919) du parti Poalé Zion (4). En 1923, soutient Trotsky, mais au bout de quelques semaines rompt avec la plate-forme trotskyste.”*

- Korytski S. Z., secrétaire du comité de ville de Moscou : *“A été un trotskyste actif à Kiev en 1923.”*

- Aroutiounov G. A., premier secrétaire du comité de ville de Tiflis du PC (b) de Géorgie : *“En 1923-1924, pendant 3 ou 4 mois, a pris une part active à l'opposition trotskyste.”*

- Oucherenko A. B., premier secrétaire du comité de ville d'Astrakhan : *“A voté en 1923 à l'Université Sverdlov pour la résolution trotskyste sur les questions internes au parti.”*

3) Liste des secrétaires de comités de district et des chefs de section des comités de ville et de région et des comités centraux des partis nationaux exclus du parti à la date du 15 février.

Une liste de 31 noms, dont 27 secrétaires de comités de district.

4) Liste des secrétaires de comités de district, de comités de ville et de chefs de section des comités de ville et des comités régionaux, des comités territoriaux et des comités centraux des partis nationaux ayant servi dans les armées ou les institutions des armées blanches à la date du 15 février 1937.

La liste recense 69 noms, dont 18 qui ont servi dans l'armée de Koltchak, 4 dans l'armée de Denikine, 7 dans l'ar-

mée de la République géorgienne menchevique.

5) Liste des secrétaires de comités de district, de comités de ville et de chefs de section des comités régionaux et territoriaux et des comités centraux des partis nationaux qui ont appartenu à d'autres partis. La liste recense 108 noms.

6) Liste des secrétaires de comités de district, de comités de villes et de comités d'arrondissement et des comités centraux des partis nationaux qui, dans le passé, ont quitté le PCR (b). La liste recense 118 noms.

Le document se conclut par "*des documents sur les militants du parti qui ont été révoqués de leur emploi et exclus du parti au cours de la période de vérification, d'échange des cartes du parti et après cet échange*".

Il y a 59 listes de ce type recensées selon des rubriques différentes (par motifs d'exclusion, par période, par durée d'appartenance au parti et par âge, par durée dans le poste de travail).

(1) Le texte complet de la déclaration des 83 a été publié par le CERMTRI.

(2) C'est-à-dire les partis communistes des diverses républiques : Ukraine, Géorgie, Biélorussie, Kazakhstan, etc.

(2) Il s'agit du Birobidjan, région à l'extrême-orient de la Sibérie, proclamé territoire juif autonome depuis 1934.

(3) Parti ouvrier sioniste.



CES documents appellent deux remarques :

— d'un côté, ils recensent systématiquement toutes les "fautes" que les services du comité central peuvent déceler dans l'activité antérieure des cadres du parti, et surtout le soutien apporté à un moment donné (même de façon fugace) à l'Opposition de gauche ;

— de l'autre, les auteurs des fiches, comme le montrent leurs formulations prudentes (oscillations de courte durée, etc.) ne perçoivent pas toute l'ampleur de la répression que Staline — qui compte même les silences au comité central — se prépare à déchaîner.

Nicolas Mouralov, l'un des dirigeants du soviet de Moscou en octobre 1917, commandant militaire du district de Moscou en 1921, membre de l'Opposition de gauche en 1923 puis de l'Opposition unifiée, fut ensuite un des dirigeants de l'opposition après son exclusion du parti. Il sera condamné à mort lors du deuxième procès de Moscou (janvier 1937) et immédiatement fusillé.

Son petit-fils, Nicolas Poliachtchouk, a constitué sur lui un énorme dossier, formé de pièces d'archives auxquelles, en tant que descendant, il a eu seul le droit d'avoir accès et dont il m'a fourni une copie (en particulier la liste de tous les interrogatoires de Mouralov dans l'instruction du procès).

Dans ce dossier figure une pièce qui illustre la manière dont, pour combattre l'opposition, l'appareil utilisait systématiquement la provocation.

Le prétexte de l'exclusion de l'opposition du Parti bolchevique fut sa décision de participer avec ses propres slogans et mots d'ordre ("*A bas le koulak, le bureaucrate et le nepman*") à la manifestation organisée le 7 novembre 1927 en l'honneur du dixième anniversaire de la révolution russe. Mouralov en fut un des participants. Son dossier comporte un document de la commission centrale de contrôle du parti, alors présidée par Sergo Ordjonikidzé, bras droit de Staline, que ce dernier poussera au suicide dix ans plus tard, en février 1937.

Ci-contre, l'exposé qu'en fait le petit-fils de Mouralov, Nicolas Poliachtchouk.

La provocation comme moyen de lutte contre l'opposition : l'exemple de Nicolas Mouralov

LE 23 novembre 1927, est parvenue à la commission centrale de contrôle l'information suivante : les camarades Liassov et Vychenevetski accusent N. I. Mouralov d'avoir évoqué la nécessité de créer un second parti et la nécessité du terrorisme.

L'information transmise altère déjà le "document" sur lequel il s'appuie pour sa rédaction, à savoir le procès-verbal de la séance du Conseil supérieur de l'économie nationale du 16 novembre, communiqué par Tovstoukha.

Dans ce procès-verbal, on indique qu'au cours de cette dernière réunion, Vychenevetski a pris la parole et raconté qu'il avait rencontré son vieux camarade Liassov, qui, à son tour, lui avait raconté qu'il avait rencontré dans la rue Mouralov, qui lui avait dit que "si c'est nécessaire, nous formerons un second parti, et si nécessaire nous déclarerons la terreur" (1).

La commission centrale de contrôle décida de convoquer Vychenevetski et Liassov et d'engager une enquête si leur communication était confirmée.

Un extrait de la réunion commune du Goumn, du Moboupr, du Viou et de Glalektro (2) du 16 novembre 1927 a abouti au résultat suivant :

« Vychenevetski a déclaré que, ce jour-là, Liassov, qu'il connaît depuis 1918 et qui travaillait alors en Crimée, s'est approché de lui. Liassov lui a déclaré que, la veille, il avait rencontré le camarade Mouralov rue Neglinka, et au cours de la discussion avec lui, lui avait demandé : "Alors, on a exclu vos chefs ?" »

Mouralov lui a alors répondu : "C'est pas grave, si nécessaire nous formerons un second parti."

Liassov fit alors remarquer : "Et le Guépéou ? Et Solovki ?" (3).

Mouralov répliqua : "Et alors, nous nous battons avec ça aussi et, si nécessaire, nous déclarerons la terreur."

Peut-être Liassov ment-il, mais si c'est là la vérité, Mouralov n'a plus de place dans le parti. Les gens qui mettent en œuvre les théories d'Ossovski ne peuvent pas rester dans les rangs du PCR (b) et il faut le dire avant le congrès. »

Une liasse de documents ultérieurs signale une série de missions confiées à diverses personnes et les dates de diverses réponses. Pikhliak, Moroz et Kozoulinova (4) se sont occupés de l'affaire. Ils se mandataient l'un l'autre et faisaient référence l'un à l'autre. Liassov ne se trouvait pas alors à Moscou. Ko-

zioulinova, d'après un procès-verbal du 20 novembre, déclara : "*Peut-être est-ce du bavardage de Liassov ?*"

Le 2 décembre tire un trait : "*Nous n'ouvrirons pas une enquête sur cette affaire, l'objet de l'enquête, c'est une bagatelle.*"

Le 23 décembre 1927, le dossier fut envoyé aux archives.

Nicolas Poliachtchouk

Notes de la rédaction :

(1) A l'époque, l'Opposition de gauche, favorable à la bataille à l'intérieur du Parti bolchevique et à l'intérieur des partis communistes — positions qu'elle conservera jusqu'en juillet 1933 —, était absolument hostile à l'idée de créer un second parti et rompait même avec les opposants qui s'y proclamaient favorables dès cette époque.

(2) Initiales de divers organismes soviétiques auxquels appartenaient les "témoins" rassemblés contre Mouralov.

(3) Îles Solovki : îles de la mer Blanche en face d'Arkhangelsk, où se trouvait un camp de concentration, essentiellement pour détenus politiques, depuis l'automne 1923.

(4) Membres de la commission de contrôle.

•
•

L'APPAREIL de Staline abandonna cette provocation parce qu'il en fabriquait au même moment une autre.

Pour préparer le XV^e Congrès du parti (2-19 décembre 1927), le secrétariat du comité central avait mis en place une "commission du XV^e Congrès pour l'analyse du dossier de l'opposition trotskyste", commission qui travailla fiévreusement pendant la durée du congrès lui-même, qui devait s'achever par l'exclusion immédiate de 75 dirigeants de l'opposition, suivie de celle de quelques milliers d'autres

Le 13 décembre, un certain Ia Petche, membre du parti depuis 1903, adressa à ladite commission un témoignage contre Nicolas Mouralov visant à le présenter comme un allié depuis 1917 de toutes les

forces hostiles au Parti bolchevique. Ce "document" est un exemple très caractéristique de la technique de l'amalgame. Le voici ci-dessous en entier, tel que Nicolas Poliachtchouk l'a recopié.

Une bonne partie des points énumérés concerne l'insurrection organisée à Moscou les 6 et 7 juillet par les socialistes-révolutionnaires de gauche.

Ces derniers, hostiles à la paix de Brest-Litovsk avec l'Allemagne et partisans de la guerre révolutionnaire contre elle, décidèrent de contraindre les bolcheviks à rompre le traité. Ils organisèrent d'abord l'assassinat de l'ambassadeur d'Allemagne à Moscou (le comte Mirbach), le 6 juillet au matin, et tentèrent d'organiser un soulèvement à Moscou le même jour.

La dirigeante des socialistes-révolutionnaires de gauche, Maria Spiridonova, expliquera plus tard que cette insurrection n'avait pas pour but de renverser le gouvernement des commissaires du peuple, mais de faire pression sur lui.

Toujours est-il que, le même jour, à Iaroslavl, le socialiste-révolutionnaire de droite Boris Savinkov, ancien adjoint de Kerenski et allié du général putschiste Kornilov, organisait un soulèvement d'abord victorieux à Iaroslavl.

Le soulèvement des socialistes-révolutionnaires de gauche fut écrasé, mais la guerre civile prit un nouvel élan...

« En ce qui concerne Mouralov :

1) En août ou septembre 1917, alors que le commandant des troupes du district militaire de Moscou, Riabtsev, envoyait au front les compagnies de soldats révolutionnaires, Mouralov, qui était alors membre de notre fraction du soviet des soldats et membre de l'organisation militaire du comité de Moscou du parti, a déclaré : "Si un tel ordre existe, il faut l'exécuter" (confirmé par le récit du camarade Blokhine) (1).

2) Au début du soulèvement d'octobre à Moscou, Mouralov a essayé de s'entendre avec le commandant en chef des blancs, le colonel Riabtsev, pour former un pouvoir de coalition rassemblant tous les partis, jusqu'aux socialistes-révolutionnaires de droite compris.

3) Alors qu'il était membre du comité militaire révolutionnaire, non seulement Mouralov se déplaçait de concert avec Riabtsev, faisait des apparitions avec lui au milieu des soldats révolutionnaires, mais même, avec quelques autres membres du comité militaire révolutionnaire, sauva Riabtsev de la colère des soldats du 56^e régiment et des Gardes rouges indignés par son discours contre-révolutionnaire (souvenirs des camarades Strakhov, Baziakhine, Berzine, Blokhine).

4) L'indécision dans les actions au cours de l'insurrection (la conclusion d'une trêve utilisée par les blancs) et la lâcheté (la tentative de laisser aux blancs le centre de la ville et de décamper dans un arrondissement éloigné), ce à quoi s'opposa un déachement de la Garde rouge (souvenirs de Mouralov lui-même lors d'une réunion au musée de Raevou, en août 1921).

5) Après la révolution d'Octobre, Mouralov, qui était alors commandant du district militaire de Moscou, nomma aux fonctions dirigeantes sur les plans politique, militaire et administratif essentiellement des socialistes-révolutionnaires (tant de gauche que de droite).

Ainsi, par exemple, Mouralov nomma comme commissaire de la direction de l'artillerie du district militaire de Moscou et commissaire de son propre état-major le socialiste-révolutionnaire de gauche Ouporov, comme chef de la première école de mitrailleurs le socialiste-révolutionnaire de droite Erchov, comme commissaire du Kremlin le socialiste-révolutionnaire Petrakov, et après lui le socialiste-révolutionnaire de gauche Strijak et toute une série d'autres.

6) A partir du moment où fut prise la décision secrète du comité central des socialistes-révolutionnaires de gauche de fonder une milice combattante, c'est-à-dire à partir de février 1918, le camarade Mouralov constitua chez lui, dans l'état-major du district militaire de Moscou, un état-major clandestin des milices socialistes-révolutionnaires de gauche, à la tête desquelles Mouralov désigna le socialiste-révolutionnaire Dobrokhotov, en même temps qu'il désignait à la tête

de l'état-major même de ces milices le socialiste-révolutionnaire Ouporov, tout en laissant ce dernier dans les fonctions de commissaire de son propre état-major et suppléant du commissaire militaire de la ville de Moscou.

7) Sur ordre de Mouralov, l'Armée rouge livra 19 000 (mot illisible, sans doute cartouches, NDR) à l'école des mitrailleurs socialistes-révolutionnaires, alors que cette école ne comportait à ce moment-là que 300 élèves réguliers.

8) En mai 1918, j'ai reçu de Mouralov et de Trotsky l'ordre de livrer trois véhicules blindés avec l'équipement et les mitrailleuses en état de combat à la milice socialiste-révolutionnaire de gauche.

En outre, au début de juin, j'ai reçu de Mouralov et de Trotsky l'ordre de livrer deux véhicules blindés du même type aux représentants du comité central des socialistes-révolutionnaires de gauche.

Après mon refus d'exécuter cet ordre, Trotsky et Mouralov donnèrent le même ordre aux commissariats du district de Zamoskvoretchie, mais ces ordres ne furent pas exécutés, car j'interdis catégoriquement de livrer ces véhicules blindés.

9) Lorsque, sur la base des renseignements dont je disposais, je donnai l'ordre d'effectuer une perquisition dans l'appartement du chef de la première école de mitrailleurs, le socialiste-révolutionnaire Erchov, on découvrit chez lui un dépôt d'armes secret, à la suite de quoi Erchov fut arrêté. Cependant, Mouralov ordonna de libérer immédiatement Erchov (Deksbach peut confirmer).

10) Mouralov et Trotsky firent armer le détachement d'artillerie de Popov (2) de deux batteries à la veille de l'insurrection des socialistes-révolutionnaires.

11) Une lettre de Mouralov au comité central du parti. Il a reconnu les révolutionnaires internationalistes par un formulaire du 2 mai 1918, n° 7 720, avec la demande d'expliquer à Steinberg, membre du comité central des socialistes-révolutionnaires, de prendre sur lui la défense de Mikhail Artemievitch Mouraviev (socialiste-révolutionnaire

aventuriste, qui s'est efforcé de faire la jonction avec les Tchécoslovaques et d'attaquer Moscou - la Pétche).

12) *Mouralov s'est porté garant de Mouraviev pendant son séjour en prison.*

13) *Pendant le travail de Mouralov dans l'état-major extraordinaire, il a par tous les moyens défendu une orientation favorable à la formation et à l'armement de détachements armés de tous les partis socialistes, y compris le PPS (Parti socialiste polonais).*

14) *La veille de l'insurrection des socialistes-révolutionnaires, Mouralov et Sklianski ont sans mon accord donné leur agrément à l'envoi en mission dans la province d'Orel de mon collaborateur Chtrodakh, dont le suppléant devait être le socialiste-révolutionnaire maximaliste Iagouchevski. Mais je ne l'ai pas laissé partir effectuer cette mission.*

15) *Pendant l'insurrection des socialistes-révolutionnaires, Mouralov se souciait plus de faire libérer les socialistes-révolutionnaires arrêtés par nous que de prendre part à l'écrasement des socialistes-révolutionnaires. Ainsi, par exemple, Mouralov fit pendant ce temps libérer le socialiste-révolutionnaire de gauche Erchov et tenta de faire libérer Iagouchevski et Filippov.*

16) *Une semaine après l'insurrection des socialistes-révolutionnaires, Mouralov publia un ordre de (mot illisible) sur la non-participation des socialistes-révolutionnaires de gauche à l'insurrection des socialistes-révolutionnaires. Lorsque le commissaire Govorov l'interrogea par fil direct sur l'authenticité de cet ordre, Mouralov répondit que l'ordre était authentique et était du ressort de la direction.*

13-12-1927, *la Pétche.* »

Ce document est suivi d'une dénonciation de Trotsky, un peu plus courte

que celle de Mouralov. A titre de preuves "documentaires", Pétche ajoute à sa lettre une copie des ordres d'affectation des personnes citées par lui signées par Mouralov. Par une inscription au crayon rouge, Pétche garantit l'authenticité de ces documents, qui par eux-mêmes ne signifient rien. Mouralov a signé des centaines de milliers de documents de cette nature.

Nicolas Poliachtchouk

Notes de la rédaction :

(1) En 1917, les bolcheviks soutenaient les revendications des soldats en garnison à Moscou et Petrograd, qui, par hostilité à la guerre, refusaient d'être envoyés sur le front.

(2) Popov : chef du détachement armé des socialistes-révolutionnaires de gauche pendant l'insurrection de juillet 1918.

•
••

MALGRÉ sa longueur, ce "document" ne parut pas suffisant à la direction stalinienne, qui monta alors une manipulation plus modeste dans son volume, mais destinée à susciter l'indignation des congressistes. Le bureau du congrès reçut la note suivante :

"Lors du salut de la garnison de Moscou donné par les camarades soldats de l'Armée rouge, toute la salle s'est levée unanimement. Mouralov, l'opposant, a refusé de se lever pour saluer l'Armée rouge.

C'est pourquoi nous demandons de l'expulser du congrès.

Les délégués du congrès Oussatchev, V. Cheboldine, etc. (en tout 13 signatures)."

Un livre utile

Ioulia Piatnitskaïa : *Chronique d'une déraison* *(Moscou, 1937-1938)* (1)

CE livre est paru il y a cinq ans. Il a sombré immédiatement dans le plus grand silence. Au lecteur de ce numéro qui pourra se le procurer, il peut apporter un éclairage complémentaire utile sur les articles de Vadim Rogovine. Ioulia Piatnitskaïa est la femme d'Ossip Piatnitski, l'un des personnages clés du plénum du comité central de juin 1937, lui-même l'un des moments décisifs du déchaînement de la terreur stalinienne, auquel est consacré une étude de Vadim Rogovine dans ce numéro. Elle a elle-même été un moment une militante bolchevique active.

Le livre est constitué essentiellement du journal qu'elle a tenu du 18 juillet 1937 au 28 mai 1938. Il est complété par le témoignage d'un compagnon de cellu-

le de Piatnitski sur les derniers jours de l'ancien responsable des services de liaison de l'Internationale communiste.

L'ouvrage n'apporte pas de révélation politique sensationnelle, car Ioulia Piatnitskaïa ne se trouvait qu'aux marges de l'appareil même où se prenaient les décisions ; mais elle est une espèce de miroir éclairant des effets de la politique de terreur et des manipulations de l'appareil stalinien sur une militante devenue membre de la nomenklatura, mais dont les racines plongent dans la révolution d'Octobre et qui, pour cette raison, doit mourir.

Arrêtée un an après son mari, déportée, elle meurt en camp en 1940.

(1) Le Seuil.



QUAND VIENDRA SON TOUR

— *Viens, viens, Nicolas! Le bon Dieu te réclame, en haut!...*

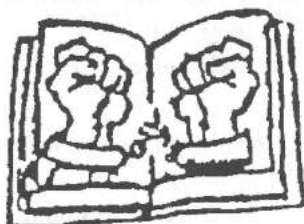
Dès 1905, les caricaturistes de *L'Assiette au beurre* annonçaient à Nicolas II, le tsar fusilleur et pogromiste, le sort que l'avenir lui réservait.

C.E.R.M.T.R.I.

Centre d'Etudes et de Recherches sur les Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux

28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris
Tél. : 01.44.83.00.00.

Ouvert les lundis, mercredis et vendredis de 13 h 30 à 18 heures.



Depuis des années, le CERMTRI a collecté des archives, des documents et la presse du mouvement ouvrier révolutionnaire — et plus particulièrement ceux du mouvement trotskyste depuis l'Opposition de gauche.

Il met à la disposition des militants, des historiens et des chercheurs :

- 8 000 livres ;
- des milliers de documents et de journaux ;
- les *Cahiers du CERMTRI*, publication trimestrielle de textes inédits ou de documents historiques rares.

LE CERMTRI A CONSTITUÉ UN FONDS D'ARCHIVES HISTORIQUES UNIQUE

PRÉSERVER NOTRE MÉMOIRE EST UNE TÂCHE POLITIQUE

C'est pourquoi le CERMTRI a décidé :

- de s'informatiser pour préserver les documents historiques de l'altération du temps ;
- de donner des conditions de travail satisfaisantes dans des locaux faciles d'accès ;
- de développer la bibliothèque de consultation.

Le CERMTRI est un outil de réflexion et de travail pour tous les militants.

Il est nécessaire de le faire vivre à un moment où tout converge pour effacer l'histoire du mouvement ouvrier.

**NOUS AVONS BESOIN DE VOTRE ENGAGEMENT
ET DE VOTRE SOUTIEN**

A VOTRE DISPOSITION POUR CONSULTATION

Des archives d'avant 1944 :

- Origines et premières années de la III^e Internationale et de la section française (SFIC) : *Bulletin communiste*, *La Correspondance Internationale*, *Bulletin de l'ISR*, *Les Cahiers du communisme*, *Les Cahiers du bolchevisme*.
- Opposition de gauche et trotskysme (1929-1944). Documents et journaux : *La Lutte de classe*, *La Lutte ouvrière*, *La Vérité*, *La Commune*, *Révolution*.
- Documents et journaux divers des oppositionnels au stalinisme et gauche révolutionnaire (SFIO-PSOP) jusqu'en 1939.
- *La Révolution prolétarienne* (Monatte) et *Le Cri du peuple*.

Des archives depuis la Deuxième Guerre mondiale :

- Un fonds diversifié sur les groupes et organisations se réclamant du mouvement ouvrier et révolutionnaire (trotskysme, anarchisme, anarchosyndicalisme, dissidents du PCF, socialistes SFIO et dissidents. Documents, journaux, revues de tous les continents : archives et presse de la IV^e Internationale depuis 1938, Etats-Unis (SWP depuis 1937, *The Militant* depuis 1947), Allemagne avec des documents depuis 1921, Espagne (documents de la guerre civile).

Syndicalisme :

- Comptes rendus de congrès de la CGT depuis 1917, création de la CGT-FO.
- La Vie ouvrière 1910-1913, 1919-1924.
- L'Ecole émancipée. L'Internationale de l'enseignement (1922-1935)
- Syndicalisme révolutionnaire.
- Regroupements syndicalistes : Front ouvrier, L'Unité, L'Unité syndicale, CLADO.

Jeunesse :

- Auberges de jeunesse (depuis 1936).
- Jeunesses socialistes et communistes.
- Mouvements étudiants.
- Alliance des jeunes pour le socialisme.

Organisations démocratiques et laïques :

Commune de Paris, *Cahiers de la Ligue des droits de l'homme* depuis 1901, Libre Pensée, pacifisme, documents sur la *Revue d'histoire*, *Les Temps modernes*, *Preuves*, etc.

Mais aussi une riche documentation sur les mouvements révolutionnaires en Grande-Bretagne, Italie, Belgique, Grèce, Amérique latine, Asie, Afrique, et plus particulièrement l'Algérie.

EXTRAITS DU CATALOGUE

35 • Documents sur la tragédie du peuple allemand, 1933.

51 • "Teamsters rebellion", 1934. La grève des camionneurs à Mineapolis.

59 • Problèmes de la révolution allemande, 1929-1931, Léon Trotsky.

81 • Documents sur les rapports entre CGT et PS (SFIO), 1907-1914.

82 et 83 • Documents sur les premières années du combat pour un parti ouvrier aux Etat-Ünis (1875-1900).

84 • La révolution russe et la CGT. Documents (1917-1918 et 1919).

85 • Documents de la IV^e Internationale sur la Yougoslavie (1948-1950).

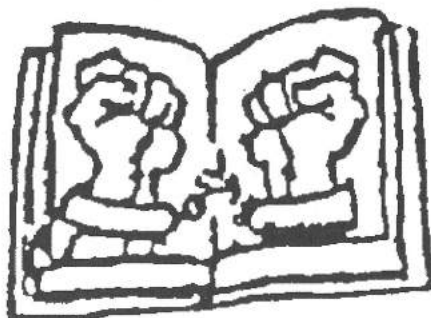
86 • Le Livre rouge sur le procès de Moscou (L. Sedov), 1936.

87 • Angleterre : la grève des dockers, 1945.

88 • L'époque du produire d'abord. Documents France (1945-1947).

Ces cahiers peuvent être commandés au CERMTRI au prix de 25 F le numéro + 10 F de frais d'envoi pour un ou deux cahiers, + 20 F pour un envoi regroupant plus de deux cahiers (chèque à l'ordre du CERMTRI).

Liste complète des Cahiers disponibles sur demande





1) Seigneur Pilsudski, vers où cavalcade votre offensive ? Vers Varsovie... 2) Voilà ce qui va bientôt se passer à la Ligue des nations... 3) Ça coince sur le front Ouest... 4) Voici la réaction à Londres... 5) Chasser les seigneurs polonais pour qu'ils ne prennent pas (le pain)... 6) ... le charbon du Donetsk.

(affiche de Vladimir Maïakovski)

Dans le prochain numéro

- La préparation du troisième procès de Moscou (Vadim Rogovine).
- Le journal de Nicolaïev, l'assassin de Kirov.
- Pages des souvenirs de Blagoï Popov, membre du bureau politique du Parti communiste bulgare, l'un des trois acquittés du procès de Leipzig avec Dimitrov et Tanev, condamné ensuite au Goulag.
- *Proletariat* fut le premier journal du premier parti ouvrier polonais (1884-1885), dont les fondateurs furent pendus : articles du n° 1.
- Un dirigeant trotskyste russe disparu, Vladimir Kristianovitch Aoussem (1882-1936) : dossier établi par sa petite fille, Maria Vassilievna Vassilieva (Aoussem).
- Tracts des bolcheviks-léninistes ("trotskystes") russes distribués dans des usines d'URSS en 1929.
- Procès-verbaux d'interrogatoires de Nicolas Mouralov, ancien dirigeant de l'Opposition de gauche, condamné à mort lors du deuxième procès de Moscou.
- Reproduction d'articles de *Juin 36*, l'organe du Parti socialiste ouvrier et paysan (dirigé par Marceau Pivert), supprimés par la censure militaire à partir de septembre 1939.

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 160 pages)

Prix du numéro : **50 francs**

Abonnement annuel (quatre numéros) : **180 francs**

Nom, prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement d'un an :

Commande du n° 1 :

Chèques à l'ordre du CERMTRI

(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)

A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

PRIX : 50 F